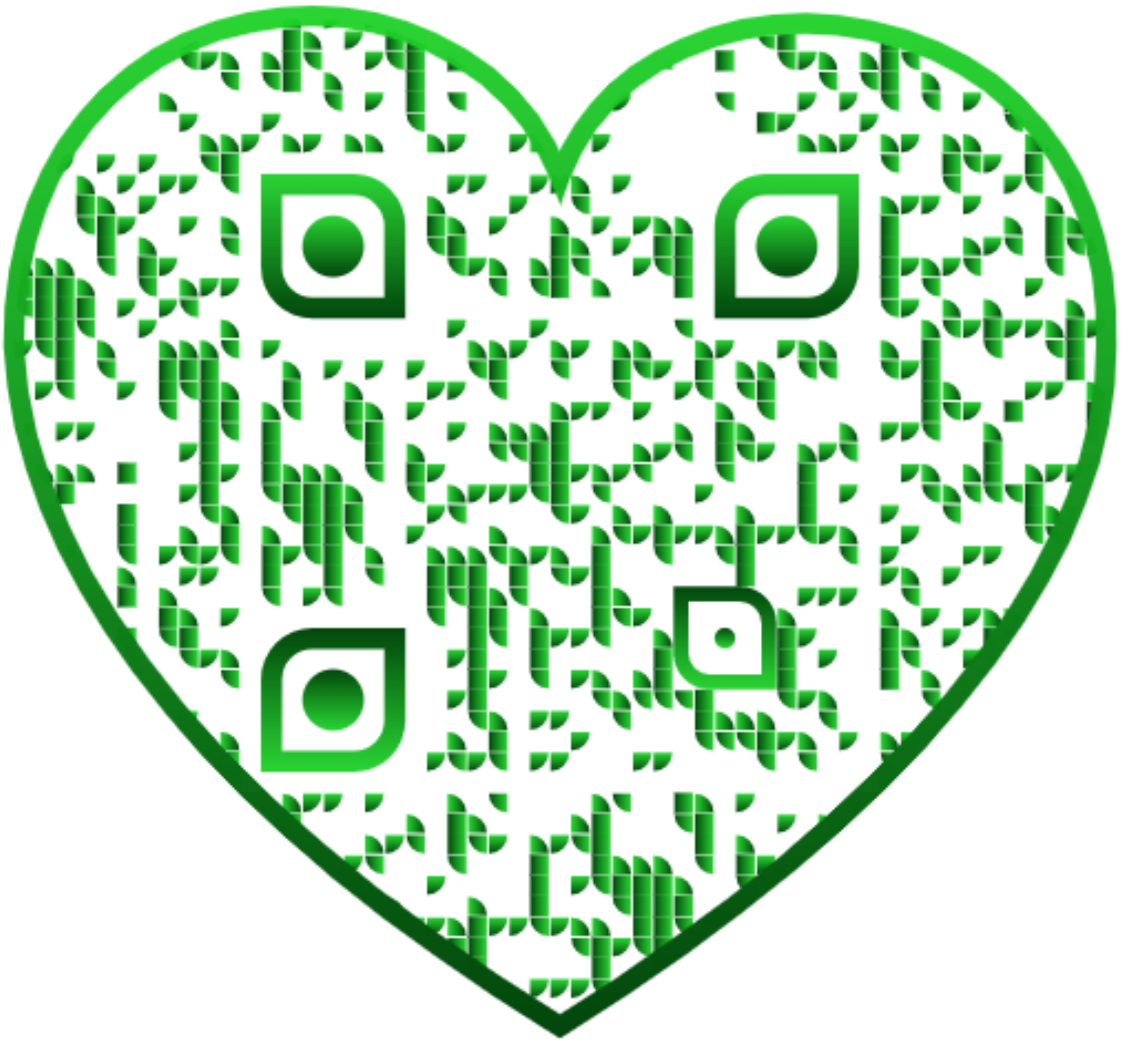
ROD NORDLAND

UN AMOUR INTERDIT

L'histoire vraie de Zakia et Ali

«S'ILS NOUS SÉPARENT, JE MOURRAI»

Tallandier



ROD NORDLAND

UN AMOUR INTERDIT

L'histoire vraie de Zakia et Ali

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Johan-Frédérik Hel Guedj

TALLANDIER

Titre original : *The Lovers* © 2016 by Rod Nordland

© Éditions Tallandier, 2017, pour la traduction française

EAN : 979-10-210-2381-9

2, rue Rotrou – 75006 Paris
www.tallandier.com

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À la mémoire de ma mère,
Lorine Elizabeth Nordland.

« J’ai escaladé ces murs sur les ailes légères de l’amour : car les limites de pierre ne sauraient arrêter l’amour, et ce que l’amour peut faire, l’amour ose le tenter ; voilà pourquoi tes parents ne sont pas un obstacle pour moi. »
Roméo et Juliette, acte II, scène 2.

Personnages

Zakia, l'amante d'Ali, troisième fille de Zaman et Sabza.

Mohammad Ali, l'amant de Zakia, troisième fils d'Anwar et Chaman.

LES AHMADI

Mohammad Zaman, famille Ahmadi, village de Kham-e-Kalak, père de Zakia.

Sabza, son épouse, mère de Zakia.

Gula Khan, son deuxième fils, frère aîné de Zakia.

Razak, son quatrième fils, frère cadet de Zakia.

LES SARWARI

Mohammad Anwar, famille Sarwari, village de Surkh Dar, père d'Ali.

Chaman, son épouse, mère d'Ali.

Bismillah, son fils aîné, frère d'Ali.

Ismatullah, son deuxième fils, frère d'Ali.

Shah Hussein, son neveu, cousin d'Ali.

AUTRES PERSONNAGES

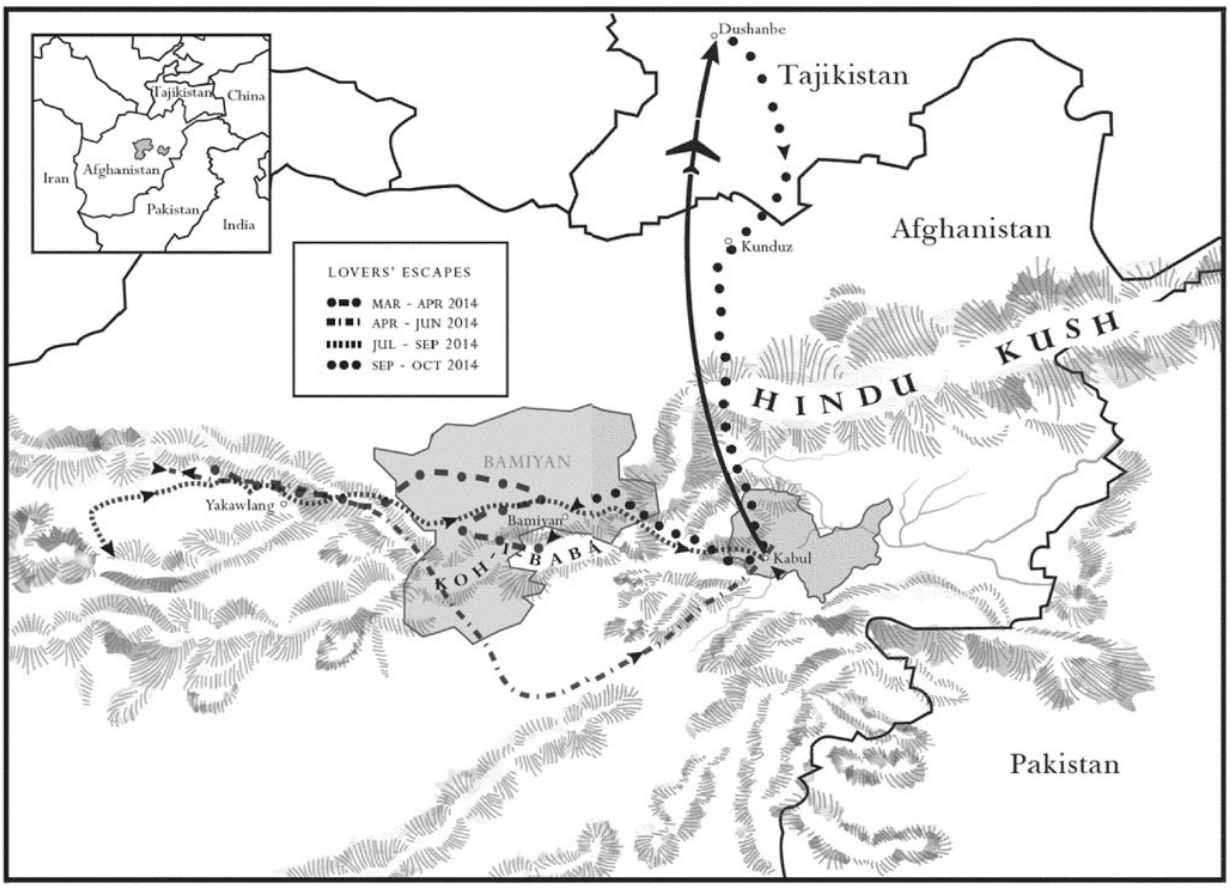
Najeeba Ahmadi, directrice du refuge pour femmes de Bâmiyân.

Fatima Kazimi, directrice de la province de Bâmiyân, ministre des Affaires féminines.

Manizha Naderi, directrice exécutive, Women For Afghan Women.

Choukria Khaliqi, avocate, Women For Afghan Women.

En fuite en Afghanistan



Prologue

C’était une froide journée de février, nous achevions notre première visite auprès des deux amants les plus célèbres d’Afghanistan et nous dirigions vers un semblant d’aéroport, celui de la ville de Bâmiyân – une large piste en gravier face aux falaises majestueuses creusées de hautes cavités verticales qui abritaient jadis les trois Grands Bouddhas. Une clôture grillagée protégeait quelques conteneurs de fret, l’un d’eux tenant lieu de salle d’attente, et l’autre de bureau pour l’administration de l’aéroport. Les Nations unies et une compagnie aérienne privée afghane, East Horizon Airlines, qui exploitait des turbopropulseurs russes hors d’âge, ne desservant cette destination que deux fois par semaine, il n’était pas très utile d’y déployer une véritable infrastructure. Je me souviens de m’être assis dans ce conteneur aménagé en salle d’attente en me blottissant tout près d’un *boukhari*, le poêle à bois, copeaux de bois, charbon ou fuel, tâchant de me réchauffer alors que je rédigeais pour le *New York Times* mon tout premier article consacré aux amants. Quelle belle histoire, me disais-je, si triste, et dont les suites évoquaient la chronique d’une mort annoncée. Je m’attendais à ce que mon prochain et dernier article relate de quelle manière la famille de la jeune fille était venue une nuit la traîner hors de son refuge, et elle, sous l’emprise de la solitude et du désespoir, ou poussée par une volonté malencontreuse de croire les promesses de son frère, imitait l’exemple de tant d’autres jeunes filles afghanes quittant leur refuge pour retourner dans leur famille, s’imaginant qu’elles y seraient en sécurité, et personne ne les revoyait plus jamais vivantes. Nous en serions tous outragés, et puis nous tournerions la page.

C’est ainsi que de telles histoires s’achèvent, d’ordinaire, mais je me trompais, car la leur ne faisait que commencer.

1

Sous le regard des bouddhas

Elle se prénommait Zakia. Peu avant minuit, à la veille du nouvel an persan 1393, par un froid glacial, couchée tout habillée sur le mince matelas posé à même le sol de béton, elle réfléchissait à ce qu'elle était sur le point de faire. Elle s'était emmitouflée dans plusieurs couches de vêtements multicolores – une robe longue au-dessus de leggings, un sweat rose tout effiloché et une longue écharpe orange et violette –, elle avait tout enfilé, mais pas de manteau, car elle n'en possédait pas. La seule chose qu'elle n'avait pas mise, c'étaient ses chaussures ouvertes, à talons hauts de dix centimètres, car dans les intérieurs afghans, personne ne restait chaussé ; la paire de sandales était soigneusement alignée le long du matelas, la gauche du côté gauche, la droite du côté droit, tout près de sa petite photographie d'Ali, le garçon qu'elle aimait. Ce n'était pas la tenue la plus pratique pour faire ce qu'elle allait faire – escalader un mur et s'enfuir en courant dans les montagnes –, mais le jour de son mariage approchait, et elle voulait être belle.

En cette soirée du 20 mars 2014, ce n'était pas la première fois que Zakia avait envisagé de s'échapper du refuge pour femmes de Bâmiyân qui, ces six derniers mois – depuis le jour où elle avait fui de la maison familiale dans l'espoir d'épouser Ali –, avait été son foyer, son abri et sa prison. Avant cela, elle n'en avait jamais eu le cran. Deux des filles qui partageaient sa chambre étaient éveillées elles aussi, mais elles ne bougeraient pas tant qu'elle n'aurait

pas fait le premier pas. Zakia avait beau être encore terrorisée et ne pas savoir si elle avait le courage de partir, elle sentait bien que le temps et les occasions commençaient à lui manquer.

Ce n'était pas une mince affaire, même si elle avait 18 ans et si, légalement, elle était adulte, pensionnaire volontaire et non prisonnière de cet asile et donc, selon les termes de la loi afghane, libre d'aller où bon lui semblait. Mais la loi n'est que ce que les hommes en font, et ce n'est nulle part plus vrai qu'en Afghanistan. L'acte que Zakia était sur le point de commettre ne transformerait pas seulement sa vie et celle d'Ali, qui attendait son appel à l'autre bout de la vallée de Bâmiyân. Elle savait que cela bouleverserait l'existence de presque tous les êtres qu'elle aimait. Son père, Zaman, et sa mère, Sabza, ses nombreux frères et ses cousins germains, tous renonceraient à leur ferme et consacreraient leur vie à pourchasser Zakia et Ali, en jurant publiquement de les mettre à mort pour leur crime : être amoureux. Le père d'Ali, Anwar, serait contraint de tellement s'endetter que son fils aîné perdrait son héritage, et qu'ils devraient gager la quasi-totalité des récoltes des années à venir. D'autres encore en seraient affectés, et de la façon la plus inattendue. Une femme, Fatima Kazimi, qui dirigeait l'antenne du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, et qui avait récemment sauvé Zakia en lui évitant de se faire tuer par sa famille, prendrait elle aussi la fuite et s'exilerait en Afrique. Shmuley Boteach, un rabbin du New Jersey qui, ce même soir, aurait à peine su prononcer le patronyme de Zakia, se laisserait totalement accaparer par son cas, usant de son influence aux plus hauts niveaux du gouvernement des États-Unis pour intervenir en son nom. Au milieu de tout cela, cette jeune fille pauvre et illettrée qui ne savait pas compter jusqu'à dix et n'avait jamais vu une télévision allait devenir le visage féminin le plus reconnaissable des ondes afghanes. Elle deviendrait une héroïne pour toutes les jeunes Afghanes qui rêvaient d'épouser l'homme qu'elles aiment et non celui choisi par leur famille, sans l'avoir jamais vu auparavant. En revanche, pour les anciens, si conservateurs, qui président au régime patriarcal de leur pays, Zakia deviendrait la femme déchue dont les actes menaçaient l'ordre social établi, des actes qui constituaient une preuve supplémentaire de la déplorable ingérence des étrangers dans la culture traditionnelle afghane. (Le

terme d'« anciens », tel que l'emploient les Afghans, peut désigner soit des vieillards, respectés pour leur ancienneté, soit des aînés détenant une certaine position, respectés pour leur pouvoir.)

C'est là que je suis entré en jeu, car ce sont les articles que j'ai écrits au sujet de Zakia et Ali dans le *New York Times* en 2014 qui allaient leur apporter cette notoriété et susciter le courroux de l'establishment afghan conservateur[1]. À l'époque, je l'ignorais, mais je n'allais pas tarder à devenir leur meilleur espoir de survie, en m'impliquant dans leurs existences au point de mettre en péril mes propres valeurs et mon éthique professionnelle. Ce soir-là, pourtant, à la veille de l'équinoxe de printemps et du nouvel an persan[2], j'ignorais ce qu'ils préparaient et je me trouvais à trois jours de voyage de l'endroit où ils étaient, ailleurs en Afghanistan. Ils étaient aussi loin de mes pensées que je l'étais des leurs.

Je leur avais rendu visite à Bâmiyân à peine un mois plus tôt, en février, aussi quand j'appris plus tard ce qui leur était arrivé, il m'était assez facile de me représenter la scène. Pour une raison qui m'échappe, ces vers d'un poème de Robert Browning, *L'Amant de Porphyria*, me vinrent à l'esprit, peut-être parce qu'il y était question d'un amant impatient attendant l'arrivée de sa bien-aimée :

> *Tôt ce soir la pluie s'abattit,*
> *Le vent maussade s'éveilla de bonne heure*
> *Déchira la cime des ormes de dépit,*
> *Et fit à sa guise pour éveiller du lac la fureur.*
> *J'écoutais, le cœur prêt à se rompre.*

Remplacez les ormes par les bouleaux blancs qui se déploient fièrement sur deux rangées depuis le versant sud de la vallée de Bâmiyân, où se situait le refuge pour femmes, le long de chemins de ferme coupant droit vers la rivière qui les traverse. Hauts et élancés, ces bouleaux rappellent les cyprès aussi effilés que des flèches qui bordent les chemins de campagne en Toscane, si ce n'est que leurs feuilles au dos argenté et leur écorce semblable à du mica chatoient même

à la lumière des étoiles. La ville de Bâmiyân est la capitale de la province du même nom, une région de hauts plateaux adossés aux montagnes de l'Hindou Kouch, une succession de vallées verdoyantes prises entre des chaînes montagneuses arides, inhospitalières et loin de tout. La ville s'étend à cheval sur deux larges plaines au sud de la vallée. La plus basse abrite la vieille ville, ensemble de constructions en boue séchée peu différentes de celles qui existaient des milliers d'années auparavant et ponctué de bâtiments en béton plus récents, autour d'un bazar aux échoppes fermées par des portes métalliques peintes de couleurs vives. Un peu plus loin en contrebas, c'est la rivière, où des îlots de glace surnagent et dont les rives sont recouvertes de neige.

Quelques centaines de mètres plus haut et plus au sud s'étend le large plateau du petit aéroport, avec son terminal de conteneurs et une série d'édifices en dur de construction récente, essentiellement dédiés à des antennes du gouvernement central et à des associations humanitaires[3]. Ces derniers ont été construits grâce à des donateurs étrangers, en bordure de routes goudronnées de fraîche date, des merveilles d'ingénierie parfaitement rectilignes et planes, offertes par les gouvernements japonais et coréen, mais qui ne mènent à vrai dire nulle part. C'est parmi ces bâtiments que se situe le refuge d'où Zakia s'apprêtait à s'enfuir.

Bâmiyân jouissait de quatre heures d'électricité par jour, et encore, avec de la chance. En cette heure tardive, le courant étant coupé, aucun halo de lumière ne baignait le bourg plongé dans le noir, seuls les scintillements du firmament l'éclairaient vaguement. Plus tôt ce soir-là, il était tombé une fine bruine froide, mais vers minuit les températures chutèrent et l'eau se transforma en légers tourbillons de neige.

La promenade jalonnée de bouleaux, en bordure de route, mène du fond de la vallée vers ce plateau sur les hauteurs et là, même dans le noir et à quelque trois kilomètres de distance de la paroi des falaises, les niches hautes et profondes qui abritaient naguère les Grands Bouddhas de Bâmiyân forment un spectacle impressionnant. Leur taille immense et leurs contours noirs et béants sont immédiatement visibles, un spectacle à couper le souffle, sans égal dans le monde. Ces falaises se dressent juste au nord de la rivière. La statue de Nelson,

sur Trafalgar Square, à Londres, paraîtrait déjà noyée dans la plus petite des deux cavités, côté est, longtemps occupée par le bouddha Shahmama ; la grande niche, côté ouest, qui abritait le bouddha Solsal, pourrait avaler la statue de la Liberté en entier. Des artisans de l'Antiquité ont taillé ces statues monumentales au marteau, au pic et au ciseau, une œuvre de la passion, et qui survécut une éternité. À travers les âges, Solsal et Shahmama demeurèrent les deux plus grands bouddhas debout de la planète[4]. Ils étaient vieux de quatorze siècles quand, en 2001, en quelques jours, les talibans les détruisirent : ils alignèrent leurs chars d'assaut face aux falaises, avant de les achever au moyen de charges explosives[5]. Tant qu'il resta au pouvoir, le régime des talibans sema la dévastation dans cette vallée et, motivé par la haine de leurs origines ethniques (asiatiques plutôt qu'indo-européennes) et de leur religion (musulmane, mais chiite plutôt que sunnite), massacra des milliers d'Hazaras qui vivaient là. Il ne pouvait toutefois détruire la totalité de cette immense falaise de grès qui reste une vision saisissante, avec ses tons fauves et mordorés dont les reflets sont perceptibles même dans l'obscurité. Entre les niches des Grands Bouddhas désormais vides et tout autour du site subsiste un très ancien dédale de corridors et de grottes comprenant des cellules et des tombeaux de moines, certains aussi spacieux que la nef d'une basilique européenne, d'autres aussi exigus que le modeste repaire d'un ermite d'antan. Les falaises proprement dites semblent avoir été aplaties, sculptées par des mains très anciennes, comme pour tendre des toiles immenses et lisses où creuser ces sanctuaires, voici près de mille cinq cents ans.

Tout ceci compose davantage que le simple arrière-plan de l'histoire de Zakia et Ali qui, jeunes enfants, à l'arrivée des talibans dans la vallée, se sont enfuis avec leurs familles pour se réfugier dans les montagnes, et n'y sont retournés qu'après la fin des massacres. Ce qui s'est passé là-bas en des temps reculés, mais aussi à une époque bien plus proche de la nôtre, a fait de ces deux jeunes gens ce qu'ils sont devenus. Ces événements n'ont pas seulement modelé le destin auquel ils avaient désobéi, mais aussi l'autre destinée qu'ils étaient sur le point de se créer, en cette nuit où les montagnes tout autour d'eux s'accrochaient coûte que coûte à l'hiver, quelques heures avant le nouvel an

persan. Étrangement, et de manière totalement inattendue, les talibans avaient chamboulé tout l'univers de Zakia et Ali et, tant après leur défaite qu'avec leur violente résurrection, façonné l'histoire de ces deux amants. Sans les talibans, il n'y aurait pas eu d'intervention occidentale ; sans intervention occidentale, l'histoire de Zakia et Ali serait restée un fait divers à l'issue sanglante.

S'agissant du sort réservé aux femmes, les seigneurs de la guerre qui ont combattu les talibans et contribué plus tard à la formation du gouvernement afghan qui leur a succédé étaient aussi néfastes et parfois pires que ce régime. Seule l'insistance des pays occidentaux sur l'égalité des droits des femmes a permis d'aboutir à une Constitution et à des lois les protégeant, du moins sur le terrain juridique. Au plan culturel, c'est une autre affaire. Ces dernières années, alors que les talibans menaçaient de revenir au pouvoir, les dirigeants afghans et leurs alliés occidentaux avaient fini par renoncer à exploiter leur capital politique en défiant les conservateurs au sein du gouvernement. En conséquence, la plupart des progrès relatifs à la condition des femmes se limitèrent aux premières années postérieures à la chute de leur régime, mais à partir de 2012, quand leur pouvoir renaissant se fit plus menaçant, il s'accomplit relativement peu de chose. L'intervention occidentale avait certes offert à Zakia la possibilité juridique de choisir son époux et même de s'enfuir avec lui, mais s'était montrée trop timorée, laissant les femmes afghanes comme elle dans une situation d'impasse et d'incertitude, en les exposant à une hostilité à la fois culturelle et officielle.

Zakia était tadjike, et Ali, hazara ; elle était sunnite, lui chiite. La famille de Zakia s'opposait à leur mariage pour des motifs culturels, ethniques et religieux. Maintenant qu'elle s'était enfuie, elle avait violé un autre tabou culturel. Dans la culture afghane, une épouse est la propriété de son mari ; une fille est la propriété de son père ; une sœur, celle de son frère. Ce sont les hommes de la vie d'une femme qui choisissent son époux et, en prenant la fuite, Zakia ne se bornait pas seulement à défier leur volonté, elle les dépossédait de ce qu'ils considéraient comme leur propriété légitime.

Ali se tenait devant le mur de terre entourant les constructions basses en pisé composant les bâtiments de ferme de sa famille, dans le village de Surkh Dar, à l'autre extrémité de la vallée de Bâmiyân, et à l'opposé de l'asile pour femmes

qui abritait Zakia. Le village se situait à l'extérieur du bourg, quelques kilomètres après la plus grande des niches des Bouddhas, celle qui se dressait le plus à l'ouest. Ali avait alors 21 ans, trois ans de plus que Zakia. N'ayant pas de gants, il fourra ses mains dans les poches de son blouson en similicuir, mais cela ne suffit guère à les réchauffer. Il avait lui aussi enfilé sa plus belle tenue, s'apprêtant à retrouver son amante, la femme qu'il espérait bientôt épouser. Il avait aux pieds des chaussures en cuir marron clair à bouts pointus, la seule paire qu'il possédait, à part des sandales en plastique. Sans les trous sur les côtés et la boue collée aux semelles, ces chaussures auraient été plus à leur place dans les ruelles pavées de Vérone que dans les champs boueux de cette fin d'hiver. Ali tapait des pieds contre le sol, pas seulement pour se réchauffer dans le froid et sous la bruine glaciale, mais parce que habitué comme il l'était aux longues journées de travail à la ferme, toute inactivité physique prolongée le mettait mal à l'aise.

Il tournait et retournait dans sa tête la manière dont ils se salueraient quand ils se reverraient enfin, pour la première fois depuis des mois, si l'on exceptait les scènes d'invectives au palais de justice de la province. L'appellerait-elle de son nom complet, Mohammad Ali, ce qui l'avait toujours enchanté et surpris quand elle le lui avait murmuré durant toutes ces années de conversations téléphoniques clandestines, si caractéristiques des premiers temps où ils se faisaient la cour ? Zakia était la seule femme qu'il ait jamais entendue prononcer son nom, ses sœurs et sa mère exceptées. Ou lui dirait-elle simplement « *tu* », usant de cette interpellation familière dans leur langue, le dari, un dialecte du farsi (ou du persan moderne) ? Trois heures plus tôt, elle l'avait appelé et lui avait annoncé que cette nuit serait celle où elle tiendrait sa promesse de s'échapper avec lui, et qu'elle le rappellerait quand elle aurait franchi le mur, mais ce n'était pas la première fois qu'elle lui faisait pareille promesse. Les minutes s'égrenèrent, il était minuit passé, son téléphone ne sonna pas ; il finit par perdre espoir. Il gardait le téléphone portable rangé contre son cœur, dans une poche intérieure, pour le protéger de la bruine glaciale intermittente. Vieille contrefaçon toute cabossée de Samsung Galaxy, ce smartphone chinois bas de

gamme rempli de chansons d'amour et de chants d'oiseaux enregistrés contenait l'histoire de sa vie.

L'une de leurs chansons préférées, depuis tout le temps qu'ils se fréquentaient, et qu'il avait choisie pour sonnerie ce soir, passait et repassait dans sa tête en une boucle sans fin. C'était un morceau de Bashir Wafa, un chanteur pop afghan, relatant l'histoire du prophète Joseph et de sa femme, Putiphar qui, dans la version islamique de ce récit très ancien, s'appelaient Zouleïkha et Youssef :

Si Zouleïkha se repent, soupirant du fond du cœur,
Youssef sera libre, les fers lui tomberont des chevilles[6]…

Enfin, peu après minuit, en ce nouvel an persan, il abandonna. « J'ai cru qu'elle s'était moquée de moi et qu'elle avait décidé de ne pas aller au bout », me confia-t-il. Il rappela son numéro, pour la dixième fois peut-être, mais il n'y eut aucune sonnerie, rien d'autre que le message impersonnel de l'opératrice téléphonique : la même voix de femme nasillarde qui annonçait en dari et en anglais que le téléphone de Zakia se trouvait hors de la zone de couverture. Juste au cas où, il accrocha son combiné à un clou au mur extérieur, car dans leur village le signal était trop faible pour être capté à l'intérieur de sa maison. Ensuite, il rentra s'allonger sur son lit, un matelas à même le sol, comme celui de Zakia, mais sur un sol en terre. Il laissa la fenêtre de sa chambre ouverte malgré le froid, afin d'être certain d'entendre le téléphone sonner ; cette fenêtre ne fermait qu'avec un volet en bois sans carreau, une simple feuille de plastique tendu sur l'ouverture, où il avait pratiqué une fente dans la partie basse, qu'il relevait à l'occasion.

Tandis qu'Ali, très abattu, se mettait au lit, à l'autre bout de la vallée, Zakia était blottie tout près de ses deux voisines de chambre, Abida et Safoora[7]. Toutes les trois avaient prévu de se faufiler hors de leurs lits juste avant minuit et d'attendre devant la porte d'entrée de la bâtisse que le garde en faction se soit endormi. Le refuge pour femmes de Bâmiyân, géré par l'organisation ONU

Femmes[8] avec un personnel entièrement afghan, abritait à cette période quinze jeunes filles et jeunes femmes comme elles, qui étaient toutes là pour échapper aux menaces de coups et de mort de membres de leurs familles respectives, aux mariages forcés avec des hommes qu'elles ne pouvaient supporter, aux mariages d'enfants, qui étaient illégaux, ou parce qu'elles avaient été violées. Le cas de Safoora était particulièrement atterrant. Traduite en justice dans le cadre d'une querelle entre les deux familles sur les clauses de ses fiançailles, à 14 ans, elle avait été conduite de force dans une arrière-salle du tribunal et violée par des employés du palais de justice. Elle s'était plainte, mais les juges s'étaient opposés à toute poursuite contre les violeurs, et Safoora était donc dans cet asile pour échapper à leurs représailles, et parce qu'elle redoutait la colère de sa propre famille. Il est fréquent que les familles afghanes mettent à mort une jeune fille qui aura eu le peu de jugeote (!) ou la malchance de se faire violer, et que le violeur soit souvent traité avec une clémence choquante. On appelle cela un « meurtre d'honneur ». Zakia avait fui elle aussi dans cet asile pour échapper à un tel meurtre, quoique pour une raison différente.

À la haute époque des Bouddhas de Bâmiyân, du temps où cette vallée reculée était un centre de pèlerinage et la capitale spirituelle de l'empire gréco-bouddhiste des Kouchans, les yeux des grands bouddhas Solsal et Shahmama se composaient de centaines de pierres précieuses, surtout des rubis et des saphirs, mais aussi des diamants et des émeraudes. La nuit, on entretenait des feux derrière ces orbites d'un mètre de diamètre. Et ces cristallins composés de centaines de gemmes magnifiaient la lumière et réfractaient leurs rayons multicolores dans toute la vallée, où leur scintillement était visible à des kilomètres de distance, en particulier sur le plateau, situé presque à hauteur d'yeux de ces géants.

Cette nuit-là, sur le même plateau, un garde était en faction à l'intérieur de la cour de l'asile pour femmes, dans un petit abri juste assez grand pour qu'il puisse s'y allonger. Les jeunes filles savaient qu'il était souffrant et qu'il avait sans doute dû s'endormir pendant son tour de garde, ce qui était en effet le cas. Zakia avait la carte SIM de son téléphone portable, mais le téléphone était dans le couloir, enfermé dans un placard. Il y avait à l'intérieur du bâtiment de l'asile

une garde qu'elles avaient crue endormie, mais qui était bien éveillée. Dès que cette garde entendit Zakia sortir de sa chambre, elle l'interpella. La jeune fille s'esquiva aussitôt dans la salle de bains, en prétextant une envie de prendre une douche nocturne. Cela la retarda encore de vingt ou trente minutes, pendant lesquelles les deux autres filles patientèrent et Ali continua de tenter de la joindre au téléphone, sans succès.

Plus jeune que Zakia, Safoora était ravie pour elle, mais triste de la voir partir – elle n'était là que pour les aider à s'évader, l'autre fille plus âgée et elle. À ses yeux, Zakia n'était pas seulement une sœur aînée, mais aussi l'étincelle qui avait illuminé sa pauvre existence : très libre, très vive et, en tout cas dans l'intimité de la compagnie des autres jeunes femmes, manifestant tout son mépris des règles sociales qui les avaient toutes poussées vers cet asile. Abida, une jeune fille trop enrobée à peu près du même âge que Zakia, mariée dès l'enfance à un époux violent dont les coups l'avaient poussée à rejoindre ce refuge, avait décidé la veille qu'elle s'enfuirait avec Zakia pour retourner auprès de cet homme. Elles avaient résolu de s'aider à franchir le mur de l'asile pour ensuite courir loin de là.

C'était un refuge contre les sévices qui les attendaient au dehors, mais c'était aussi une prison. En Afghanistan, ces institutions promettent de ne pas autoriser les jeunes filles et les femmes à partir tant que leur cas n'est pas réglé, si tant est qu'il le soit jamais, et c'est l'une des conditions régissant leur fonctionnement. Nombre d'entre elles séjournent dans ces asiles indéfiniment, avec très peu de perspectives d'avenir, hormis un retour dans l'enfer familial qui les avait poussées à s'y réfugier.

Zakia était bien déterminée à échapper à ce sort. Les filles serrèrent Safoora dans leurs bras et lui firent leurs adieux, puis elles traînèrent les matelas jusqu'au pied du mur, au fond de la cour. Ces matelas raides, remplis d'ouate, pliés en deux et empilés les uns sur les autres leur offraient un appui qui arrivait à mi-hauteur du mur de trois mètres cinquante, permettant ainsi à Zakia d'escalader. Plus tard, s'étant entendue en ce sens avec les autres filles, elle affirmerait que personne ne l'avait aidée à s'évader, qu'elle était simplement sortie par la porte qui n'était pas verrouillée alors que tout le monde était endormi, avant de sauter

par-dessus le mur par ses propres moyens. Parvenue en haut, elle tendit la main à Abida pour la tirer à son tour jusqu'à elle, mais la jeune fille n'eut pas la force de se hisser, et elle pesait trop lourd pour Zakia. Abida affirma plus tard que son amie l'avait abandonnée pour mieux se sauver. Zakia insista : la jeune fille était trop lourde pour réussir à grimper, mais elle savait aussi pertinemment qu'elle n'avait qu'une envie, retourner auprès d'un mari brutal. Ce n'était pas l'amour, mais le désespoir qui poussait Abida à s'enfuir, ce qui aurait fort bien pu l'entraîner vers la mort.

En se penchant du sommet une brève seconde, Zakia s'aperçut qu'en montant, elle avait lâché la photo d'Ali ; comme elle la tenait serrée dans sa main, elle était toute chiffonnée. Mais elle n'hésita pas et, vers 1 heure du matin, se laissa retomber sur le sol à l'extérieur de l'enceinte, en hauts talons, chargée d'un sac plastique plein de vêtements. Elle courut au bas de la colline d'un pas léger en direction des Grands Bouddhas, poursuivie par une meute de chiens qui aboyaient, puis s'arrêta sous les bouleaux, à un rond-point en bordure du haut plateau, et appela Ali. Il ne répondit pas. Fouillant dans son sac, paniquée, elle en sortit une miche de pain et l'émietta pour en jeter des morceaux aux chiens, afin qu'ils cessent d'aboyer.

Là-bas, dans son village de Surkh Dar, Ali entendit le téléphone sonner, sur son clou, à l'extérieur, et se rua hors de sa chambre, mais le temps qu'il l'atteigne, la sonnerie s'était tue. Il rappela, et cette fois Zakia répondit. Leur situation était périlleuse. Une femme seule, sur la voie publique à 1 heure du matin, risquait de se faire arrêter, pas seulement par la police mais par n'importe quel individu de sexe masculin passant par là et qui aurait envie de faire justice lui-même – ou pire encore. Dans une société où le viol n'était souvent pas considéré comme un crime si la femme était seule, le pire était à craindre. Ali réveilla son père, Anwar, pour lui annoncer qu'ils venaient de se lancer dans leur tentative d'évasion, puis il appela un ami de son village, Rahmatullah, qui avait déjà accepté de les aider à fuir ensemble en les conduisant en voiture vers une cachette située plus haut dans les montagnes.

La Toyota Corolla marron toute cabossée de Rahmatullah refusa d'abord de démarrer, mais le moteur finit par partir. Ali écrasa la pédale de l'accélérateur

avec impatience, mais son ami insista pour faire chauffer le moteur quelques minutes. C'était un trajet de seulement quinze à vingt minutes sur une route dépourvue de revêtement, longeant la falaise des niches aux Bouddhas, à travers le très ancien bazar avant la montée vers le haut plateau où Zakia l'attendait. À cet endroit, le bois de bouleaux était trop clairsemé pour lui permettre de se dissimuler, et elle s'était donc couchée dans un fossé de drainage à fleur de sol, tout près du rond-point. Elle eut l'impression qu'il leur fallut presque une heure pour arriver et, à ce moment-là, elle vit qu'on avait donné l'alarme à l'asile, elle entendit l'agitation qui régnait là-bas, et tous ces gens qui s'étaient lancés à sa recherche courant au pied du mur d'enceinte, à quelques centaines de mètres seulement de sa cachette. Quand la voiture de Rahmatullah arriva enfin, tapie au fond de ce fossé, elle ne vit pas Ali à l'intérieur, et il dut la prévenir en lui téléphonant de nouveau.

Dès que le véhicule s'immobilisa près d'elle, la meute se remit à aboyer de plus belle, et Ali bondit de son siège pour l'aider à mettre son sac dans le coffre. Ils s'appelèrent tous deux par leur prénom, et ainsi – ils le comprirent l'un et l'autre –, ils se rebellaient à leur modeste manière contre les restrictions et les coutumes de leur société. Il y a en Afghanistan plus d'un mari qui n'a jamais appelé son épouse par son prénom, même quand il s'adresse à elle directement. Souvent, il ne recourt même pas au pronom personnel « toi » – le *tu* en dari[9] – mais au « vous » plus formel, ou *shuma*[10], un terme que l'on emploie pour s'adresser à un inconnu ou à un fonctionnaire. Dans la conversation avec des tiers, ces maris ne mentionnent jamais le nom de leur épouse. Et bon nombre d'hommes afghans ne connaissent pas le prénom des femmes de leurs meilleurs amis. Il est considéré comme déplacé et injurieux de demander à un homme le nom de ses filles, et plus encore celui de son épouse[11].

Ali aida Zakia à traverser cette route de campagne boueuse, elle, courbée en avant dans sa jupe longue et son long foulard fluide, le *tchador namaz*, et lui, une écharpe légère en laine, un *patu*, enroulé autour du corps pour se protéger du froid, mais sans grand-chose d'autre pour lui tenir chaud que son mince blouson en similicuir. La neige avait cessé de tomber et le ciel s'était dégagé, mais c'était la nouvelle lune et la nuit était très noire. Lorsqu'ils montèrent dans la voiture,

elle prit sa main dans la sienne et la serra fort. Si elle l'avait embrassé, ce n'eût pas été plus inattendu, et c'eût été à peine plus transgressif.

Ils s'étaient déclaré leur amour depuis des années maintenant, en secret, puis publiquement depuis ces six derniers mois et son incarcération de fait dans cet asile. Ils ne s'étaient jamais retrouvés seul à seul entre quatre murs, et encore moins sur la banquette arrière d'une automobile. La plupart du temps, ils n'avaient pu que s'entrapercevoir, au hasard de rencontres clandestines au milieu des champs, les fermes de leurs familles étant attenantes, et un jour où on les avait conduits au tribunal pour leur audience. La sentence de mort contre Zakia avait été prononcée à cette date : de manière implicite par ses juges, et dans les imprécations et les cris de sa mère, de son père et de ses frères. Avant cela, pendant deux ans et demi, ils avaient réussi à se croiser, le temps de quelques minutes volées ici ou là, à la ferme, sur les routes et les sentiers de campagne, mais avaient néanmoins pu se parler de nombreuses fois au téléphone. Toutefois, depuis qu'elle était entrée à l'asile, six mois plus tôt, ces appels étaient devenus compliqués : les filles n'avaient pas le droit d'avoir un téléphone. Durant cette période, Zakia et Ali ne purent se voir qu'une seule fois, en présence d'un chaperon. Et maintenant, enfin, ils se tenaient par la main.

Cela peut sembler peu de chose, mais des jeunes gens qui n'avaient jamais entendu leurs parents s'adresser la parole en s'appelant par leur prénom ne les avaient certainement jamais vus non plus se tenir par la main, même en privé, et encore moins dans un lieu public. Ces gestes tendres, même au sein de couples fiancés, sont d'ordinaire interdits. Les familles afghanes modernes peuvent autoriser deux fiancés à se croiser, mais seulement sous la surveillance stricte d'un tiers, jamais seuls, et sans aucun contact physique ; le plus souvent, les couples se découvrent la nuit de leur mariage. Lors de la cérémonie de noces et de la fête qui l'accompagne, on sépare presque toujours les sexes. Les soldats afghans se tiennent souvent par la main. Les enfants aussi. Les jeunes Afghans de sexe opposé, mariés ou célibataires, en public, jamais. Où Zakia était-elle allée chercher cette idée ? Ni Ali ni elle n'étaient jamais entrés dans un cinéma – il n'y en avait pas un seul dans toute la province – et, dans leurs deux hameaux privés d'électricité, il n'était pas question d'avoir la télévision. Bien que d'autres

villages plus peuplés aient parfois une seule télévision commune, en règle générale, seuls les hommes la regardaient, car les femmes n'étaient pas autorisées à assister aux réunions publiques. Qu'est-ce qui avait donné à Zakia l'audace de serrer sa main dans la sienne ? Ce geste relevait-il simplement d'une pulsion humaine innée ? C'était là un mystère, comme tant d'autres aspects de leur histoire.

Peut-être était-ce aussi simple que cela : ayant défié tout un ensemble de conventions pesantes afin de déclarer son amour pour Ali, ouvertement et publiquement, et de s'évader maintenant avec lui, en bravant sa famille, sa culture, sa tribu et sa secte, Zakia n'allait pas se laisser brider par les contraintes les plus mesquines qu'imposait sa société. Si elle avait envie de ce geste de contact, elle ne s'en priverait pas. Bien plus tard, quand j'eus l'occasion de lui demander pourquoi, elle me répondit : « Et pourquoi pas ? »

Resté au volant, Rahmatullah fut stupéfait de les voir s'asseoir l'un à côté de l'autre, dans une telle intimité. « Il avait peur, mais c'est mon ami, donc il nous a accompagnés », m'expliqua Ali. Les deux amants à l'arrière, enfin réunis après tant de mois, ne savaient pas quoi se dire. « Nous ne nous attendions pas à tout ce qui nous arrivait là… En réalité, nous ne savions pas ce qui allait nous arriver », admit Ali. La meute de chiens encercla la voiture, qui démarra sous leurs aboiements déchaînés. Lorsqu'elle passa devant l'asile et se dirigea vers le bourg, le couple était couché sur la banquette arrière.

Cette fuite était si imprévue qu'il leur fallait encore organiser l'étape suivante de leur évasion. Deux jours plus tard, après la journée fériée du nouvel an persan, le dossier judiciaire de Zakia devait être transféré à Kaboul. À Bâmiyân, c'est la population hazara qui prédomine, et ils s'y sentaient donc plus en sécurité – les tribunaux y étaient surtout aux mains des Tadjiks, favorablement disposés envers la famille de Zakia, mais la police et le gouverneur, le ministère des Affaires féminines et la majorité du peuple étaient des Hazaras, et ils pouvaient s'attendre à ce qu'ils soutiennent leur cause. Ce ne serait pas le cas à Kaboul ; là-bas, il y avait beaucoup plus de Tadjiks et de Pachtouns que de Hazaras. À Kaboul, ils redoutaient que Zakia se voie ordonner

de retourner dans sa famille, et elle vivrait alors les derniers jours de son existence.

Pour l'heure, ils étaient en route vers la maison d'un lointain parent d'Ali, dans la vallée de Foladi, qui s'enfonçait vers le sud-ouest et la chaîne de Koh-i-Baba, des montagnes escarpées culminant à cinq mille mètres, d'est en ouest, et encadrant la pointe méridionale de la vallée de Bâmiyân. Ce parent s'appelait Salman, et le père et l'oncle d'Ali venaient de lui téléphoner, pendant que ce dernier roulait à bord de la Toyota pour aller chercher la jeune femme ; à présent, c'était Ali qui l'appelait de la voiture. Au début, Salman fut réticent, notamment parce qu'il partageait sa maison avec quatre frères et qu'il faudrait faire entrer les fugitifs sans que ceux-ci voient Zakia.

– Pourquoi as-tu fait cela ? lui lança-t-il.

– C'est arrivé comme ça, et maintenant que c'est fait, nous ne pouvons plus revenir en arrière, lui répondit Ali. C'est fait, elle est avec nous, et on s'enfuit.

Ils arrivèrent à Foladi, dans la maison de Salman, à l'heure du premier appel à la prière, le *subh*, quand le mollah commence à entonner sa litanie dans les haut-parleurs des minarets, aux premières lueurs de l'aube qui, à cette époque de l'année, se levait vers 5 heures. Cacher Zakia fut assez simple. Salman la conduisit à travers sa maison – un ensemble composé de plusieurs corps de bâtiments séparés par des murs en pisé, un pour chacun des frères – dans les appartements des femmes. Seules sa femme et ses jeunes filles étaient là, et aucun homme ne pouvait entrer, autre que lui. Ali ne pouvait y accéder ; rester auprès de sa future épouse avant le mariage était considéré comme un crime et, en présence de tous les frères et de leurs familles, il était bien plus difficile de cacher Ali ailleurs dans la maison. Aussi, après un petit-déjeuner frugal, à base de pain et de thé, Salman et Ali ressortirent, avançant péniblement dans quarante centimètres de neige, grimpant à flanc de montagne, pour une marche d'une heure et demie vers le village de Koh-Sadat.

À Koh-Sadat, des anciens les accueillirent devant la première maison de leur village ; durant un quart d'heure, ils les avaient regardés escalader la montagne. Dans ce paysage aride, sans arbres, il était presque impossible de se dérober à la vue de guetteurs, même postés à des kilomètres de distance.

– Nous sommes venus acheter des ânes, leur déclara Ali.

Koh-Sadat étant réputé dans toute la région pour ses ânes, le prétexte n'avait rien d'invraisemblable. Ils consacrèrent le reste de la matinée à examiner un animal après l'autre. Celui-ci était trop petit, celui-là trop vieux, tel autre pouvait convenir mais il était trop cher. Ensuite, ce fut l'heure du déjeuner et, en Afghanistan, personne ne peut se rendre dans un village ou un quartier sans être convié à déjeuner. Ils firent durer le repas aussi longtemps que possible, les hommes assis en tailleur à même le sol de terre, attrapant de petits morceaux de pain pour piocher dans un grand plat commun de riz pilaf en discutant de tout et de rien.

Finalement, en fin d'après-midi, ils repartirent en invoquant mille prétextes et se confondant en excuses, mais sans emmener d'animal, et regagnèrent non sans difficulté Foladi et la maison de Salman.

– Nous les avons rendus fous avec nos marchandages, s'amusa Ali, et il s'esclaffa avec Salman.

Entre-temps, le père d'Ali, Anwar, était arrivé, ainsi qu'un mollah, Baba Khalili, venu en voiture à travers les monts Koh-i-Baba depuis la province voisine de Wardak, pour les marier. L'un des frères d'Ali et son cousin Salman seraient leurs témoins lorsqu'ils scelleraient leur union en signant le *neka*, document détaillant les clauses du mariage et notifiant la présence des deux témoins requis de sexe masculin et du mollah officiant (détail significatif, la mariée n'avait pas à être présente, et le plus souvent, elle ne l'était pas). Étant tous illettrés, sauf le religieux, ils appuieraient leur pouce sur un tampon encreur et apposeraient ensuite leur empreinte en guise de signatures. Les termes du *neka* préciseraient que, lors de la noce, Zakia, fille de Zaman, du village de Kham-e-Kalak, recevrait de la famille d'Ali 100 000 afghanis (soit à l'époque 1 800 dollars) et un *jreeb* de terre (à peu près vingt ares). En temps normal, même s'il est officiellement notifié à la femme, un tel règlement en numéraire, versé à la mariée, reviendrait à son père, la pratique de la dot étant officiellement illégale. Parfois, une petite part de la somme servait à lui acheter des bijoux, mais cela restait à l'entière discrétion paternelle. En l'occurrence, le père de Zakia n'étant pas présent, il n'était donc pas en position de percevoir les 100 000

afghanis, ce qui valait mieux, Ali et son père n'ayant pas les moyens de les lui verser.

Le mollah Baba Khalili exigea 30 000 afghanis pour nouer les liens du *neka*, officialisant cette union avec la lecture de versets du Coran, sa signature et son tampon. C'était une somme énorme pour un tel service religieux, environ 550 dollars, mais le mollah acceptait de célébrer la cérémonie sans la présence coutumière du père de la mariée – et sans poser trop de questions.

– Si je ne noue pas les liens de ce *neka*, personne ne le fera, rappela-t-il à Anwar quand ce dernier s'offusqua du tarif demandé.

En Afghanistan, la réputation de cupidité des mollahs n'est plus à faire, et c'est l'une des raisons pour lesquelles ils sont la cible de quantité de plaisanteries, dans un pays par ailleurs si dévot[12].

– Si quelqu'un remet ce mariage en cause, je témoignerai en votre faveur, ajouta-t-il enfin.

Le jeune couple passa sa nuit de noces dans le grenier non aménagé de la maison de Salman, une pièce basse de plafond, longue d'une dizaine de mètres, sans poêle. Il y faisait bien trop froid pour que le mariage soit consommé. « Notre vraie nuit de noces eut lieu bien longtemps après, me confia Ali. Nous avions si froid que tout ce que nous pouvions faire, c'était nous serrer l'un contre l'autre pour nous réchauffer. »

Le lendemain, ils repartirent, cette fois dans un taxi qu'Anwar avait fait venir de Bâmiyân, située sept cents mètres plus bas. Ils se dirigeaient vers l'entrée de la vallée de Foladi, dans la montée vers le plus haut sommet de la chaîne de Koh-i-Baba, le Shah Foladi, culminant à 4 870 mètres. À mi-parcours, ils furent accueillis dans la maison d'un lointain parent, Sayed Akhlaqi. Cette fois, ils pouvaient voyager ensemble, au vu et au su de tous, puisqu'ils étaient désormais mariés, et pourtant, rien qu'en se tenant par la main, ils s'attiraient encore des regards réprobateurs, même de la part de ceux qui étaient bien disposés à leur égard.

Leur séjour fut bref. Le lendemain, le fils de Sayed Akhlaqi monta par la route de Bâmiyân, fonçant sur son vélo tout crotté de boue et, encore tout essoufflé, il les informa que la police savait qu'ils étaient à Foladi, et qu'elle

était en route. Le fils travaillait comme domestique dans un bâtiment gouvernemental et il avait entendu les policiers prendre des dispositions, sur l'insistance de membres de la famille de Zakia, fous de rage. La police arriverait dans la soirée, et le soleil se coucherait bientôt. Le couple et Anwar s'entassèrent dans le taxi et reprirent leur périple vers la haute montagne. Ils s'engageaient dans les premiers lacets quand le téléphone d'Ali sonna ; quelqu'un les alertait d'en bas que la police avait déjà quitté la maison de Sayed Akhlaqi et les rattraperait sans doute bientôt. Ils se retournèrent et virent, sur la route en contrebas, le nuage de poussière que soulevait le gros pick-up Ford Ranger vert de la police qui montait dans leur direction. Le vieux taxi délabré n'avait aucun espoir de les distancer, aussi s'arrêtèrent-ils dans une clairière entourée d'arbrisseaux et d'épaisses broussailles, à hauteur d'un ruisseau qui franchissait la route. Les jeunes mariés filèrent au milieu des buissons, en longeant le ruisseau vers l'aval, tandis que le père d'Ali partait à pied dans la direction opposée, en espérant détourner ainsi l'attention des policiers. Le chauffeur continua sur la route, mais le fourgon de police ne tarda pas à le rattraper. Il refusa de dénoncer les jeunes mariés et nia même avoir chargé ces clients à bord de son véhicule – même si les courses sur cette route isolée en direction du pic de Shah Foladi devaient être plutôt rares. Il leur raconta qu'il était en route pour aller charger un passager, mais qu'il n'avait jamais trouvé la personne en question.

Zakia et Ali restèrent dissimulés dans l'épaisseur des fourrés, lui derrière une souche et elle, tout près de là, couchée dans le lit du petit cours d'eau. « Le chauffeur nous a protégés. Il leur a expliqué qu'il nous avait cherchés, lui aussi, et qu'il avait été incapable de nous trouver. » Les policiers redescendirent tout en bas, s'arrêtant régulièrement et braquant le faisceau de leur projecteur vers les fourrés. « Je ne sais pas comment ils ne nous ont pas vus, me fit Zakia. On avait l'impression que le faisceau était dirigé droit sur nous. » En fin de compte, la police escorta le taxi jusque dans la vallée, et retint le chauffeur toute la nuit pour l'interroger avant de le laisser repartir.

Le couple chercha Anwar un long moment, mais n'avait aucune idée de l'endroit où il pouvait se trouver. Il les chercha lui aussi, également en vain. La

nuit était d'un noir d'encre, et aucun d'eux n'avait de lampe-torche. Ali et Zakia entamèrent l'ascension de la montagne, longeant la route tout en veillant à rester en retrait. Trempés et gelés, ils progressaient péniblement, tour à tour dans la neige et dans une boue de neige fondue, sous des averses intermittentes, avant d'atteindre enfin, six heures plus tard, les premiers sommets du Shah Foladi. Zakia ayant cassé ses hauts talons, elle dut les retirer et marcher pieds nus.

À eux deux, ils n'avaient pour se tenir chaud que deux fines *patus* en laine – Sayed Akhlaqi leur en avait donné une deuxième – qui leur tenaient à la fois lieu de manteau et de couverture. Les batteries de leurs téléphones étaient presque à plat, mais du haut de la montagne elle réussit à passer un dernier appel à l'oncle d'Ali.

– Nous sommes perdus. Peux-tu nous dire où nous sommes ? lui demanda-t-elle.

Incapable de les aider à repartir dans la bonne direction, écoutant leurs explications, il finit par comprendre où ils étaient et leur promit de leur envoyer de l'aide dès le lever du jour.

Ce soir-là, ils étaient trop fatigués pour ramasser du bois à brûler et couchèrent sur la dure, blottis et emmitouflés dans leurs *patus*, contre une terre humide et froide. « Malgré la fatigue, nous étions heureux. Nous étions heureux d'être ensemble. Nous étions là l'un pour l'autre », expliquait Ali.

Zakia m'évoqua la chose avec moins de romantisme. « J'avais froid et peur, et rien d'autre. », me dit-elle.

Le lendemain, ils atteignirent ce que les alpinistes appellent un autre faux sommet. « Nous avions l'impression d'être déjà morts, mais nous avons continué de grimper, poursuivait Ali. Mon oncle nous avait proposé de nous retrouver tout en haut de la montagne, et une fois arrivés là-bas, nous avons entendu des gens, et j'ai hurlé "Sattar !", mais personne n'a répondu. » Sattar était le fils de son oncle. Comme il n'y eut pas de réponse, ils pensèrent que ces hommes, là-haut, devaient être des poursuivants lancés à leur recherche, aussi se cachèrent-ils en attendant que les voix s'éloignent. Finalement, ils trouvèrent le village d'Azhdar, dont Ali se souvenait pour y être allé chasser la perdrix avec ses frères et son père ; de là, une piste redescendait vers son village, en contournant la vallée de

Bâmiyân. Ils auraient à couvrir une bonne vingtaine de kilomètres en terrain accidenté, mais cela les conduirait loin de ces sommets du Shah Foladi où régnait un froid extrême.

La deuxième nuit, ils dormirent à nouveau dehors, mais furent en mesure de ramasser du petit bois pour se tenir chaud et, le lendemain, ils arrivèrent aux abords de Surkh Dar, le village d'Ali. Malgré tout, ils attendirent deux jours de plus, dormant dans les grottes des moines creusées dans la roche tendre des falaises de grès, juste en surplomb de la colline. « Ils ne nous ont pas trouvés, alors que la totalité des services de police d'une province nous recherchait », me précisa Ali.

Quand ils entrèrent de nouveau en contact avec Anwar, en début de soirée, cinq jours après leur mariage, le vieil homme était de retour dans leur village ; il lui avait fallu deux journées entières pour retrouver son chemin et réussir à ressortir de la montagne. Anwar s'organisa pour qu'Ali et Zakia soient accueillis chez un membre du conseil provincial qui possédait une maison dans leur village. Il était grand temps ; à ce moment-là, la police avait acquis la conviction que le couple n'avait pu survivre qu'en retournant à Surkh Dar et en s'y cachant, aussi avait-elle entamé des perquisitions maison par maison. « Ils ont même enrôlé des femmes qui ne s'entendaient pas bien avec celles de notre village, pour qu'elles entrent dans les maisons et tentent de nous débusquer », m'expliqua Ali. Le couple était en sécurité, au domicile tout proche de cet ami membre du conseil, lui-même d'origine hazara ; personne n'aurait osé le suspecter d'avoir hébergé ces deux jeunes de la ferme pour les aider à s'évader. Et c'est ainsi que durant toute la semaine qui suivit, ils demeurèrent cachés à quelques centaines de mètres seulement de la maison de la famille de Zakia.

Leurs deux familles habitaient de part et d'autre de la grande route qui menait vers l'ouest en partant de Bâmiyân et des falaises aux Grands Bouddhas, en direction des lacs de Band-e Amir ; sa famille à elle vivait à Kham-e-Kalak, le village du bas, à flanc de colline en aval de la route qui descendait à la rivière Bâmiyân. Ce village était surtout peuplé de familles tadjikes, entre une quarantaine et une cinquantaine au total. Zakia était l'une des onze enfants des Ahmadi, sept filles et quatre garçons, âgés de 5 à 25 ans. Dans la famille d'Ali,

ils étaient huit, cinq frères et trois sœurs. Aucun membre de leurs familles respectives n'avait fréquenté l'école plus de quelques années, et seuls deux d'entre eux savaient un tant soit peu lire ou écrire. C'étaient de pauvres fermiers, gagnant à peine plus que le minimum vital, avec de petits lopins de terre où ils faisaient pousser des pommes de terre pour les vendre et du blé et des légumes pour leur consommation personnelle. Surkh Dar était le village d'en haut, en surplomb de la route nationale, où les Hazaras habitaient des bâtisses bien plus pauvres, faites de pisé et non en briques ou en maçonnerie comme à Kham-e-Kalak. La famille nombreuse d'Ali se partageait quatre pièces presque dépourvues de fenêtres donnant sur une cour nue. Une partie de ces maisons en pisé s'étageait en une succession de saillies et de déclivités, un peu comme des habitations troglodytes. Elles étaient sillonnées d'un dédale intriqué d'étroites ruelles, souvent à peine assez larges pour laisser passer un mulet. Ces habitations se situaient tout près de la grande route, mais les champs étaient plus proches de la rivière, souvent à une certaine distance des maisons des fermiers. Ainsi les champs du père d'Ali, Anwar, et ceux du père de Zakia, Zaman, s'étendaient-ils côte à côte dans la plaine alluviale, en bordure de rivière. Et c'était là que tout avait commencé, quelques années auparavant.

2

La fille d’un père défunt

Le passé peut véritablement incarner la destinée, et le leur était compliqué. Zakia et Ali étaient tous deux trop jeunes pour se souvenir de l’époque où les talibans avaient traversé les montagnes de l’Hindou Kouch en franchissant le col de Shibar, avant d’investir la vallée de Bâmiyân, en 1998. Deux ans après la conquête de l’Afghanistan, les talibans avaient pris l’habitude de conquérir des territoires. Ils détenaient tout le centre, l’ouest et le sud du pays, et la quasi-totalité du nord, à l’exception de régions contrôlées par les forces du commandant Ahmad Shah Massoud et son Alliance, à l’extrême-nord, et par le Hezb-i-Wahdat, la milice hazara, dans les hautes plaines du nord et du centre de la province de Bâmiyân et de Hazarajat[1]. Les Tadjiks du commandant Massoud et les Hazaras de Hezb-i-Wahdat ne s’aimaient guère, parce que les forces du premier avaient perpétré un massacre, une exaction qui a marqué les mémoires, contre les Hazaras, à Kaboul, durant la guerre civile, quelques années auparavant, et parce qu’à leur tour ces derniers avaient abusé de leur position dominante en réservant les pires traitements à la minorité tadjike de la ville de Bâmiyân. Initialement, ils avaient repoussé les talibans, en 1998. Toutefois, abandonnés par les Tadjiks plus nombreux et plus puissants, les Hazaras de Bâmiyân avaient dû s’incliner lors du retour en force des talibans qui, l’année suivante, se livrèrent à des massacres dans la ville et dans la vallée de

Yakawlang, où ils mirent à mort tous les individus de sexe masculin âgés de plus de 13 ans qu'ils avaient pu débusquer.

À cette période, les familles de Zakia et Ali avaient fui la vallée. Tout d'abord, celle de Zakia avait pris la direction du nord et de la province de Baghlan pour échapper aux Hazaras et aux talibans, puis celle d'Ali avait continué vers les hauteurs des monts Koh-i-Baba, traversé la province de Wardak au sud, afin de se mettre hors de portée des talibans pachtouns et des Tadjiks. Il y avait toujours eu des tensions religieuses entre les sunnites d'Afghanistan, formés de groupes ethniques tadjiks, ouzbeks et pachtouns, et les chiites, qui sont en majorité hazaras. Les talibans islamistes, extrémistes inspirés du deobandisme[2], décrétèrent que tous les chiites étaient des hérétiques, ce qui justifiait leur mise à mort, conception qu'ils partageaient avec Al-Qaïda. Le conflit comportait aussi un aspect ethnique, car les Hazaras ont des traits asiatiques, tandis que Tadjiks et Pachtouns sont plus caucasiens, et ce malgré de nombreuses exceptions. Les Tadjiks et les Pachtouns ont traditionnellement toujours dénigré leurs rivaux, considérés comme des intrus, voyant en eux les descendants des armées d'invasion de Gengis Khan, huit cents ans plus tôt[3]. Quant aux Hazaras, ils n'ont jamais pardonné aux Pachtouns de les avoir réduits à l'esclavage, au XIX^e^ siècle.

Après la conquête de la province par les talibans, les familles hazaras et tadjikes comptant de jeunes enfants regagnèrent peu à peu leurs foyers, sans les hommes, en particulier quand les enfants étaient trop petits pour être considérés comme des combattants, ce qui était le cas de celles de Zakia et Ali. Ali est à peine assez âgé pour se souvenir des deux dernières années du régime taliban et de son occupation de la vallée de Bâmiyân ; en 2001, dernière année au pouvoir des talibans, il devait avoir 7 ou 8 ans. Ses frères aînés et son père étant assez âgés pour être considérés, eux, comme des combattants, ils s'enfuirent ; le jeune garçon resta à la maison avec les femmes. « Ils maltraitaient les chiites, même les enfants, me confia Ali. Si vous n'étiez pas chiite, on ne vous traitait pas si mal, par contre, ils maltraitaient même les poulets qui avaient le malheur d'appartenir à des chiites. »

Face aux forces d'invasion américaines, les talibans se retirèrent et les hommes redescendirent des montagnes. Ali s'en souvenait comme de la période la plus heureuse de son enfance. « Mon père et mes frères sont rentrés à la maison, et ensuite nous avons cru renaître. Même aujourd'hui, quand mon père me téléphone, de temps à autre, il se remémore cette époque et il s'écrie : "Comment peux-tu rester loin de moi depuis si longtemps ?" »

La famille de Zakia avait moins souffert de l'occupation talibane, parce que c'étaient des musulmans sunnites, mais son grand-père paternel, Ali Ahmad, vécut une période difficile durant la grande sécheresse qui sévit à Bâmiyân. Cette sécheresse qui se déclara durant les dernières années du règne du roi Zahir Shah, juste avant le début de l'occupation soviétique en 1979, continua tout au long des années de guerre civile qui suivirent, au cours des décennies 1980 et 1990. Bâmiyân se situe sur un haut plateau désertique. L'agriculture y dépend surtout de la fonte des neiges, dans les chaînes de montagnes qui encerclent sa vallée et, à cette époque, il n'y avait pas d'ouvrages hydrauliques ou de réservoirs auxquels les fermiers auraient pu recourir. Ali Ahmad s'endetta et dut revendre ses champs l'un après l'autre, jusqu'à ce qu'il ne lui reste plus rien d'autre à léguer à son fils Zaman, le père de Zakia, qu'une maison et son enceinte dans le village de Kham-e-Kalak – une propriété conséquente, eu égard aux critères de la région, avec des portes et des fenêtres pourvues de vitres, enchâssées dans des murs en pisé – et un petit jardin attenant, d'un demi-*jreeb*, soit dix ares, qui revint au frère de Zaman. À l'époque où Zakia était enfant, Zaman en avait été réduit à pratiquer le métayage, travaillant sur des champs qu'il louait à des voisins plus prospères, et payant son frère pour avoir la permission d'utiliser le petit jardin clos de murs, voisin de la maison.

Le père d'Ali, Anwar, eut plus de chance. Sur ses dix modestes *jreeb* de terre (environ deux cents ares), six étaient assez bien irrigués pour permettre à ses cultures de survivre aux années de sécheresse, de sorte qu'il n'avait jamais eu à vendre sa terre. Les villageois hazaras de Surkh Dar étaient généralement moins bien lotis que leurs voisins tadjiks de Kham-e-Kalak, en bas de la vallée. La famille d'Anwar n'avait pas les moyens de posséder une maison et, à ce jour, ils vivaient dans des huttes en terre, ou qui ne valaient guère mieux. Mais grâce

aux caprices du très ancien système d'irrigation de la région, ils survécurent à la sécheresse et finirent par être plus prospères que la famille de Zakia. Anwar fut en mesure d'épargner les travaux de la ferme à trois de ses fils, de sorte qu'ils purent bénéficier de quelques années d'une scolarité normale. Dans la famille de Zakia, seul son frère cadet, Razak, âgé de 9 ans en 2014, avait fréquenté les bancs de l'école. Anwar resta dans leurs misérables huttes en terre, disposées face à une cour intérieure qui n'était même pas entièrement fermée par un mur d'enceinte, comme c'est le cas de la plupart des habitations rurales afghanes. Mais il dépensait le peu d'excédent qu'il retirait de la culture des pommes de terre dans l'éducation de ses enfants[4].

Zakia voyait d'autres petites villageoises, en particulier des Hazaras de Surkh Dar, le hameau du haut, se rendre à l'école vêtues de leurs tuniques bleues et coiffées d'un foulard bleu. Les Hazaras, demeurés si longtemps une classe inférieure en Afghanistan, misaient beaucoup sur l'éducation et furent parmi les premiers à inscrire avec enthousiasme leur progéniture aux écoles pour filles, dès leur réouverture, après l'intervention occidentale, en 2001. Quand Zakia demanda à son père si elle pouvait y aller elle aussi, sa réponse fut : « Non, nous sommes trop pauvres. » Au lieu de quoi, comme ses frères et sœurs, elle dut travailler dans les champs, rentrer les moissons, arracher les mauvaises herbes, ramasser le foin qui servait de fourrage aux animaux et garder les moutons dans les pâturages.

Quand Zakia était encore une fillette, ses camarades de jeu n'étaient pas ses sœurs, mais ses frères. Son enfance fut une période heureuse et, lors des fêtes de l'Aïd, avec les autres gamins, garçons et filles, ils descendaient à la rivière et essayaient d'attraper les petits poissons qu'ils repéraient dans les piscines naturelles d'une limpidité cristalline. La différence des sexes importait peu, à un si jeune âge. Elle était la meneuse de jeu, mais apprenait aussi à ses frères à confectionner des poupées avec des chiffons et de la paille, de la ficelle et des brindilles. « Nous étions tous très amis, à l'époque, avec mes frères et sœurs. Les fêtes de mariage, quand nous pouvions courir partout et nous amuser des deux côtés, étaient les moments les plus heureux. » En effet, dans ces noces où hommes et femmes étaient séparés, et où l'on dansait beaucoup, mais jamais en

couples mixtes, à l'inverse des adultes, les enfants étaient acceptés « des deux côtés ». Au sein de leur communauté si pauvre, personne n'organisait jamais de mariages dans une salle dédiée à cet effet, mais à la maison, tout en maintenant cette stricte séparation entre les sexes.

« Quand nous étions jeunes, nous étions tous très proches et très amis, mais par la suite, en grandissant, mes frères se sont montrés très durs avec moi », me confia-t-elle. C'est chose courante dans les familles afghanes : les frères sont souvent les gardiens les plus fervents de la chasteté de leurs sœurs, en partie parce que l'honneur familial affecte leurs propres perspectives de mariage. Toutefois, c'est aussi une forme de réaction de culpabilité à la tension sexuelle qui peut exister entre enfants de sexe opposé, grandissant dans une certaine proximité mutuelle. « Mes frères avaient plus d'influence sur mon père que je n'en avais. Chaque fois qu'ils me voyaient, ils me demandaient de rentrer dans la maison ou de ne pas me montrer aux étrangers, ils me priaient de porter un grand foulard pour me couvrir. Si je sortais faire des courses, ils me forçaient à porter la burqa, que j'avais en horreur. »

Quand je pus l'interviewer, quelques mois plus tard, alors qu'Ali et elle se cachaient, Zakia, qui se présentait d'ordinaire en jeune femme afghane timide et effacée, comme il se devait, se transformait du tout au tout, dès qu'elle évoquait ces années-là. « Je détestais la burqa avant cela, et je la détestais à cette période, tout autant qu'aujourd'hui. C'est en réalité une tenue conçue pour punir les femmes. » Fabriquée dans un tissu synthétique et caoutchouté, la burqa afghane classique de couleur bleue est un vêtement pesant, volontairement informe, doté d'une maille grillagée couvrant une petite partie du visage pour permettre de laisser entrer l'air et de voir au travers ; c'est une tenue chaude et extrêmement inconfortable, bien plus désagréable à porter que le tchador iranien ou l'*abaya* arabe. Certains hommes afghans affirment avec insistance, en l'absence de tout fondement théologique, que c'est une tenue sanctifiée par la religion[5].

Mis à part son amitié avec cette jeune fille du village tadjik, de l'autre côté de la route, l'enfance d'Ali fut une période solitaire. Ses frères aînés vaquaient à leurs études ou se consacraient à des travaux des champs ardus, comme le creusement de canaux d'irrigation. Lui gardait les moutons. Plus tard, en plein

drame, après le début de son histoire d'amour avec Zakia, Ali me désigna son père, Anwar, un petit homme joyeux à la barbe blanche délicatement taillée et coiffé d'un vieux turban en soie de couleur noir et argent, et me dit :

– Si je lui ai infligé cela, c'était intentionnel. Comme il m'a privé d'études et d'instruction, j'ai fait ça volontairement. Il a autorisé mes autres frères à poursuivre leurs études, mon frère Sharifullah a étudié jusqu'en première. J'ai fait cela pour lui donner du fil à retordre, pour lui compliquer la vie, parce qu'il m'a envoyé garder les moutons au lieu de me mettre à l'école.

Confus, Anwar eut un sourire pincé. Il était difficile de savoir dans quelle mesure les reproches de son fils étaient sérieux, mais son père ne contesta pas.

À 11 ans, Ali reçut un peu d'instruction, puisqu'il était inscrit en cours préparatoire, à l'école locale. C'était un établissement primaire ouvert par une organisation non gouvernementale – dans la famille, personne ne se souvient du nom de cette ONG –, devenu depuis lors une école publique. « Je garde un bon souvenir de cette période scolaire. Enfant, j'aimais beaucoup les oiseaux. Un jour, mon instituteur m'a demandé de me lever et de réciter ma leçon devant le reste de la classe. Quand je me suis levé, ma caille s'est subitement envolée de sous ma chemise. Tout le monde a éclaté de rire, mais le maître était furieux. Il m'a dit : "Tu es venu étudier dans ma classe, ou t'amuser avec des oiseaux ?" En ce temps-là, les oiseaux m'attiraient. » Ali est resté jusqu'en cours élémentaire – en 2014, certains de ses camarades de classe venaient de sortir de terminale. Il étudiait le dari, les mathématiques et le dessin mais retenait peu de chose ; par exemple, il était toujours incapable de signer de son nom, alors qu'il était tout à fait apte à composer un numéro de téléphone et à compter de un à neuf, suivi du zéro, dans l'ordre des chiffres tels qu'ils sont agencés sur un pavé numérique.

Quant au cours d'éducation religieuse à la mosquée locale, ce n'était guère mieux ; il y assista un an. Alors qu'il se définit comme croyant, à l'exemple de la majorité des Afghans, sa piété ne lui fut pas inspirée par les cours du mollah. « Le mollah me frappait tout le temps, beaucoup, si bien que je ne pouvais pas apprendre correctement. »

L'année précédant son entrée à l'école, il prit part à une fête de mariage. Quelqu'un avait installé un grand écran à l'extérieur, et on projeta un film, un

film indien doublé en dari, *Majnoun et Leila*[6]. Il n'avait encore jamais vu de film, ni sur grand écran ni à la télévision. Il était trop jeune, me dit-il, pour savoir ce qu'était l'amour, mais il contempla ce spectacle, envoûté, assis par terre en tailleur, avec les autres enfants. Le nom de Majnoun se traduit tour à tour par « le possédé » et « le fou » – le mot signifie « personne folle » en arabe, et c'est à l'origine un conte arabe. C'est la folie ou la simplicité d'esprit de ce Majnoun qui est au cœur des nombreuses versions de l'histoire. Connaissant Leila depuis son plus jeune âge, le « fou » se met à réciter des poésies en son honneur, de manière obsessionnelle et répétitive ; dans certaines versions, cette folie scelle sa perte, car elle dresse son père contre lui, mais dans d'autres, sa basse extraction ou certaines divergences sociales et économiques qui le rendaient insupportable aux yeux de son père suffisaient de toute manière à le condamner. Ensuite, à la mort de Majnoun, Leila meurt elle aussi, naturellement, le cœur brisé. « Avant de voir ce film, je ne comprenais rien à l'amour, mais quelque chose m'a attiré vers cette histoire », me confia Ali.

Après qu'il eut quitté l'école, on l'envoya conduire le troupeau de moutons familial dans les pâturages d'altitude à flanc de montagnes. « Nous allions souvent dans la montagne ramasser du petit bois pour le feu, et à l'aller ou au retour, je récitais des poèmes à voix haute aux autres garçons. » Ils riaient de lui. « Ils me lançaient : "Tu es dingue, tu es devenu fou", et je me taisais, mais au bout d'un moment ils me demandaient de leur en réciter d'autres, et moi je leur répliquais : "Mais non, je suis fou", et eux, ils me suppliaient, alors je finissais par accepter. » Vers cette époque, un garçon plus âgé du village lui apprit à jouer de la flûte afghane, un simple tube de bronze à six trous, et il en jouait tout le temps, « quand j'étais seul et pour dissiper mon chagrin », m'avoua-t-il. C'est aussi à cette période qu'il fit la connaissance de Zakia-*jan*, ainsi qu'il la désigne ; le suffixe – *jan* est un terme plein d'amitié ou de tendresse, qu'emploient les hommes comme les femmes, et que l'on pourrait traduire par « chéri(e) ».

Ils gardaient ensemble les moutons, parfois à des kilomètres de leur foyer, et jouaient tous les deux pendant que leurs bêtes allaient paître. Elle était attirée par ce garçon plus âgé, à l'humeur sombre, avec sa flûte, mais cela restait pour elle

un compagnon de jeu et rien d'autre. Elle était son seul public. Il jouait rarement de son instrument sauf quand il était seul ou avec elle, au grand air des pâturages d'altitude. La famille de Zakia possédait dix moutons, celle d'Ali vingt-cinq. « Enfants, nous partions vers ces endroits désertiques où nous menions nos bêtes aux pâturages, et nous passions nos journées dans des cabanes autour des animaux », me raconta-t-il, mais ils n'étaient encore que de très jeunes enfants, trop jeunes pour songer à des aventures amoureuses. « À cette époque, nous ne savions même pas que ces choses-là existaient. »

Ensuite, Zakia atteignit l'âge de la puberté et, comme Ali avait trois ans de plus qu'elle, des questions de décence se posèrent. Biologiquement, elle était devenue femme et, dès lors, en vertu de la coutume afghane, il convenait qu'elle soit séparée de tous les adultes de sexe masculin, excepté ses frères et son père. Sa famille la tint enfermée au domicile, sauf quand il y avait des travaux à accomplir et, même en ce cas, ils s'assuraient qu'elle reste en compagnie de ses frères et sœurs. Le père d'Ali vendit leurs moutons, de sorte qu'il n'avait plus aucune raison de la retrouver là-haut, dans l'intimité des pâturages d'altitude.

Il s'écoula quelque temps et, ainsi qu'il le formule lui-même en recourant à un euphémisme, il se mit à penser à elle « de cette manière ». Un jour du début du printemps, il posait des pièges pour attraper des cailles dans les champs encore non ensemencés, et elle l'observait depuis le champ voisin. Il a du mal à clarifier pourquoi cela comptait tant à ses yeux, mais il se peut que cela ait eu trait à sa passion secrète pour les oiseaux, et à l'opportunité qui lui était offerte de la partager avec quelqu'un d'autre. À moins que ce ne fût simplement qu'il avait alors 17 ans, et qu'elle venait d'en avoir 14.

Ali relie le moment où il comprit qu'il était amoureux à ce jour où leurs deux familles se trouvaient dans des champs attenants. Comme souvent à l'époque, ils s'aidaient mutuellement dans leurs travaux. Son frère et lui empruntèrent deux ânes à la famille de Zakia pour remporter des sacs de cailloux ramassés dans les champs qu'ils venaient de désempierrer, et ils choisirent de les monter à cru, initiative quelque peu scandaleuse : à Bâmiyân, un dos d'âne se devait d'être réservé au travail, pas au plaisir.

– Mort à vos pères ! s’écria Zakia quand elle les vit. Vous vous servez de nos ânes pour faire votre travail, et après vous croyez aussi pouvoir les monter ? Soyez maudits !

Ali et son frère furent si stupéfaits des invectives de la jeune fille qu’ils sautèrent tous les deux de leur animal, avec des rires nerveux. « Je crois que c’est à cet instant-là que j’ai su », admit-il, sans pouvoir réellement dire pourquoi. Ensuite, quelques jours plus tard, se trouvant seule avec elle un instant, il lui souffla : « Je t’aime. » Il voulait simplement essayer de prononcer ces mots, sans être du tout sûr de ses sentiments. Elle l’ignora, mais sans le maudire de sa témérité. « Dès cet instant, j’étais totalement sûr que c’était elle », commenta-t-il.

Ils commencèrent alors à se croiser et à bavarder de plus en plus fréquemment sur les chemins tortueux qui sillonnaient les champs, réussissant même parfois à se voir deux fois par jour. Au bout d’un moment, il se rendit compte que c’était sérieux. « Je savais que j’étais amoureux d’elle. » Ce n’était pas seulement à cause des oiseaux ; ce n’était pas simplement dû à leur âge ; ce n’étaient pas toutes ces longues heures qu’ils avaient passées seuls, enfants, à s’occuper des moutons et à grandir ensemble, mais c’était peut-être un peu à cause de tout cela.

De temps en temps, Ali repérait Zakia traversant les champs, il la surprenait jetant un rapide coup d’œil dans sa direction et remarquait qu’elle sursautait dès qu’elle l’apercevait et changeait de direction pour passer près de lui, chaque fois qu’elle en avait l’occasion. À ces minutes-là, ainsi qu’il se le formulait à lui-même, il était totalement sûr des sentiments de la jeune fille. Il était rare qu’il réussisse à la voir plus de quelques brefs instants sans éveiller les soupçons, et puis cela se produisait souvent en compagnie de ses jeunes frères et sœurs. « Après être tombé amoureux d’elle, pendant un mois, je la cherchais partout, et je savais qu’elle m’aimait, mais j’ignorais si elle accepterait de m’épouser. »

Finalement, un jour, il la trouva seule sans personne dans les parages pour les entendre, et il décida d’en profiter pour prendre l’initiative, « en vitesse, parce que nous ne pouvions rester là longtemps ».

Ils étaient tous les deux occupés à travailler, arrachant les mauvaises herbes, chacun dans un champ, de part et d'autre d'un mur de boue séchée haut de presque un mètre, en faisant mine d'être très absorbés par leur besogne ; plusieurs frères et sœurs cadets de Zakia jouaient ou travaillaient non loin de là. « Je me serais mis à genoux » – il avait entendu quelque part que c'était ce que faisaient les jeunes gens romantiques – « mais ses frères et sœurs étaient là, tout autour de nous, et il y avait ce mur entre nous ». Au lieu de quoi, il lui bredouilla ce qu'il avait l'intention de faire.

– Je t'aime et je veux t'épouser, lui dit-il en la regardant droit dans les yeux, un court instant seulement.

Elle ne le regarda pas, ne lui jeta même pas un bref coup d'œil.

– Ce n'est pas possible. Nous appartenons à deux groupes ethniques différents, deux religions différentes. Personne ne le permettrait, protesta-t-elle.

Zakia lui fit l'effet d'être éminemment raisonnable, pour son âge – elle devait avoir 15 ans, et lui 18.

– Si nos familles ne sont pas d'accord, nous pourrions nous enfuir, dit-il.

– Alors, nous n'aurions plus de familles, répliqua-t-elle. Nous ne pouvons pas.

Il était anéanti.

« Elle m'a rejeté, en m'expliquant qu'elle appartenait à un groupe ethnique différent et que de tels mariages n'avaient encore jamais eu lieu, et ce ne serait donc pas possible. Elle me jura que cette relation ne pourrait pas exister. C'était vraiment un "non" de sa part, et j'étais abattu. »

Pour sa part, Zakia n'en était pas moins surprise, et se rendit compte qu'elle aurait dû se sentir offensée de son audace. « Il ne manquait pas de toupet, Ali, et très malin, d'essayer de me faire ainsi tourner la tête alors que j'étais si jeune, observa-t-elle. Me demander en mariage, c'était franchement hardi de sa part. Je lui ai dit que nous étions trop jeunes, mais c'était aussi en raison de nos différences ethniques et religieuses, pas seulement à cause de l'âge. Je lui ai rappelé tout cela. » Bien qu'elle ait repoussé ses avances, pour la première fois, il occupait sérieusement son esprit. Tous les jours, elle repensa à sa demande en mariage, tous les jours pendant un mois, jusqu'à ce qu'elle se décide finalement

à aller le voir. Dans son souvenir, le refus qu'elle lui avait opposé n'était pas aussi catégorique et définitif qu'il avait pu paraître au jeune homme.

Tout ce mois-là, il musarda dans le village, se donnant le plus grand mal pour éviter les endroits où il risquait de la croiser, et ensuite, comme beaucoup de jeunes hommes éperdus d'amour avant lui, il décida d'intégrer l'armée. Il n'avait aucune perspective d'emploi et pas d'argent, et il détestait les travaux de la ferme ; Zakia ne l'épouserait pas, et les talibans étaient un ennemi que tous les Hazaras haïssaient. Ses amis s'enrôlaient tous, y compris les frères de Zakia.

D'autres jeunes de leur village qui s'étaient déjà engagés affirmaient qu'on leur avait donné l'assurance qu'ils seraient basés quelque part dans l'ouest du pays, où les combats étaient relativement rares, ces temps-ci. Puisqu'il s'agissait d'être payé à ne rien faire, la solde était assez correcte, comparée au niveau de vie dans l'Afghanistan rural, environ 200 dollars par mois, et il se retrouva dans la province de Farah, dans l'ouest, un endroit reculé, tranquille et sûr.

La hardiesse de la demande en mariage d'Ali et sa sincérité avaient touché le cœur de Zakia, et elle se rendit compte qu'elle tombait amoureuse, elle aussi. Mais le temps qu'elle se soit décidée à le lui dire, il s'était engagé et il était parti. « J'étais bouleversée d'apprendre qu'il avait rejoint l'armée, je pensais que c'était parce que j'avais refusé sa demande, et je ne voulais pas qu'il s'engage pour cette seule raison », me confia-t-elle. Maintenant que l'envie lui était venue d'en discuter plus avant, il était absent. Et plus longtemps il serait absent, plus les sentiments de la jeune fille se renforceraient.

Le service militaire d'Ali à Farah l'exposa comme jamais aux grandes histoires d'amour persanes, car pour la première fois de sa vie il se retrouvait parmi des jeunes hommes munis de smartphones sur lesquels ils visionnaient des films, ou de petits lecteurs de DVD, si répandus parmi les troupes. Chaque fois qu'il le pouvait, il se plongeait dans ces histoires douces-amères. En matière d'amour tragique, il avait le sentiment de s'y connaître déjà un peu.

« Des films ? Je n'en avais jamais vu. La télé ? Mon Dieu, non, rien de tel dans mon village, mais à l'armée, je regardais des clips sur mon téléphone. Certains de mes amis avaient des ordinateurs, et ils regardaient des clips avec moi. » L'un de ces soldats savait comment transférer une vidéo d'un ordinateur

vers son téléphone portable et, de cette manière, Ali put regarder une longue série télé inspirée de l'histoire de Youssef et Zouleïkha. Mais il était surtout attiré par les clips musicaux, où dominaient les chansons d'amour. « Dans la douleur, la musique est une consolation. Pour les gens qui sont amoureux, c'est un baume », commenta-t-il.

À l'adolescence, Zakia découvrit elle aussi les histoires d'amour persanes, non pas grâce à des films ou des musiques – à la maison, ils n'avaient qu'un petit transistor, et leurs parents écoutaient surtout des émissions religieuses –, mais grâce à d'autres filles. Ces histoires circulaient entre elles en secret, elles les avaient apprises de leurs sœurs aînées.

« Les filles de mon âge se les racontaient, jamais ouvertement. C'était un secret que nous partagions toutes. »

« Dans la société afghane, l'amour est un sujet d'affrontement », explique le poète Jawed Farhad, qui enseigne la littérature persane dans une université de Kaboul et écrit des poèmes d'amour où il provoque les mollahs, avec des vers comme ceux-ci :

Je ne suis pas un extrémiste,
Juste un grand romantique.
Alors pourquoi essayer d'imposer vos lois si rudes
À mes affaires de cœur [7] *?*

« Selon la loi de la charia et les mollahs, l'amour romantique étant proscrit, il est mal venu de tomber amoureux sans le consentement de la famille », précise M. Farhad. Malgré la désapprobation du clergé, les gens préservent ces très vieilles histoires d'amour. Leur grande ancienneté et leur enracinement dans la littérature religieuse les protègent, dans une certaine mesure, de toute attaque sérieuse. « Les mollahs ont eu beau essayer, ils n'ont jamais pu réellement les effacer. Tous ces obstacles à l'amour – clivages de classes, clivages économiques, familiaux, différences religieuses, sectaires, ethniques –, l'amour

se refuse à intégrer quoi que ce soit de cet ordre. Il est capable de franchir toutes ces frontières, de surmonter toutes ces différences. »

En dépit de tous les efforts des mollahs et des patriarches, en Afghanistan, ce ne sont pas les histoires d'amour qui manquent. Et peut-être cette opposition officielle leur prête-t-elle encore plus de force et un caractère encore plus poignant.

Tout en discutant avec des érudits afghans de la permanence de ces vieux contes persans dans une culture officiellement opposée à tout romantisme, je continuai de rencontrer des gens volontiers prêts à admettre qu'ils étaient amoureux. « Moi-même, je suis amoureux », me déclara ainsi Ahmad Naser Sarmast, directeur de l'Institut national afghan de musique. « J'ai été amoureux toute ma vie, et j'en suis fier. » L'école du professeur Sarmast est l'une des rares institutions véritablement progressistes du pays, avec ses ensembles de musiciens composés d'enfants et d'adolescents des deux sexes, âgés de 8 à 18 ans, et une aire de jeux mixte où les foulards sont facultatifs, où à peu près la moitié des filles ne les portent pas. « Pour exprimer notre amour, nous pourrions user de symboles, remonter en arrière dans l'histoire afin d'y trouver des équivalents. Il y a tant d'histoires d'amour dans ce pays… Personne n'irait nous en empêcher. Puis-je priver mes propres filles d'amour ? Être amoureux n'est pas un crime, dans aucun pays. Nous devrions accorder cette liberté à nos enfants. Nous devrions accorder cette liberté à ce pays. »

L'une des émissions récentes les plus populaires de la radio afghane s'intitule *La Nuit des amants*, et elle est diffusée toutes les semaines sur Arman FM Radio 98.1, la station privée la plus écoutée du pays. Le principe en est simple : des jeunes hommes et des jeunes femmes appellent en gardant leur anonymat et ouvrent leur cœur, révélant leur amour, généralement contrarié, mis en danger ou soumis à interdiction. Ces auditeurs enregistrent leur histoire d'amour personnelle sur la messagerie de la station, et la production retient les meilleures pour les diffuser à l'antenne. L'idée est venue du directeur de la station, Sameem Sadat, un jour où, bloqué dans un embouteillage, il avait vu tous les jeunes gens, dans les voitures autour de lui, trop contents de pouvoir profiter de ce moment pour s'envoyer des SMS ou bavarder sans contrainte, l'air

à la fois absorbés et ravis. Et surtout, rien ne les empêchait d'envoyer leurs messages, même s'il y avait des adultes avec eux à bord du véhicule. Ils avaient beau rester bloqués une demi-heure ou davantage, ils continuaient sans faire de pause un seul instant. « J'ai compris qu'ils étaient tous amoureux. Personne ne parle à quelqu'un une demi-heure ou une heure au téléphone, à moins d'être amoureux. Je me suis dit : "Ils doivent avoir des histoires à raconter." » L'émission débuta en 2014, le jour de la Saint-Valentin, d'abord à raison d'une heure hebdomadaire, tard le soir. Pourtant, elle devint si populaire qu'en 2015, Arman FM élargissait le format, qui passait à trois heures, de 21 heures à minuit, les mercredis. Après avoir passé à l'antenne chacun des messages enregistrés, les présentateurs (un homme et une femme) les couplent avec des chansons d'amour appropriées, diffusant le tout sans fournir aucun conseil ou avis explicite, afin d'éviter toute intervention des mollahs. Après l'émission, ces histoires sont publiées sur la page Facebook[8], s'attirant des milliers de commentaires chaque semaine. Au cours d'une semaine normale, *La Nuit des amants* reçoit trois cents histoires enregistrées de jeunes gens originaires de tout l'Afghanistan, villes et villages, gens instruits aussi bien qu'illettrés, et l'émission passe à l'antenne les vingt récits les plus parlants.

Ces amours sont presque toujours tristes. « Je dirais que, depuis le début, jusqu'à présent, nous n'avons recueilli que dix récits heureux[9]. Peut-être ceux qui sont chanceux en amour ne le racontent-ils pas, ou peut-être n'y a-t-il pas tant d'amours heureuses que cela, je n'en sais rien », m'expliqua M. Sadat. La présentatrice de l'émission, Hadiya Hamdard, se rend une semaine sur deux à la prison pour femmes de Badam Bagh, à Kaboul, le principal établissement carcéral pour femmes du pays, et recueille les confidences des détenues ; dès son arrivée sur place, elle est pratiquement assaillie par des femmes qui se bousculent pour lui livrer leur cœur. En règle générale, les trois-quarts des détenues de Badam Bagh sont là pour ce que l'on appelle des délits à caractère social ou moral, qui appartiennent naturellement à la catégorie des crimes d'amour – rapports sexuels hors mariage, tentative de *zina* (adultère), et ainsi de suite[10]. Chaque épisode de *La Nuit des amants* diffuse le récit d'une femme littéralement prisonnière de l'amour.

Inévitablement, parmi les messages que les gens laissent à l'émission, il y a de tristes récits de trahison et de reniement, de rejet et d'amour non partagé. Dans une société qui interdit tout contact, même anodin, entre hommes et femmes, un autre leitmotiv concerne la difficulté qu'ont les amants à trouver un moyen de se retrouver et combien il leur est facile de perdre toute possibilité d'entretenir le lien entre eux.

Zakia était justement dans une telle situation. Ali étant loin d'elle, dans l'armée, elle s'aperçut qu'il lui manquait, et se sentait désolée de l'avoir éconduit, mais elle n'avait aucun moyen de lui faire part de ses regrets. Elle ne possédait pas de téléphone portable, ne savait pas s'en servir et, même si elle avait su, elle n'aurait eu aucun moyen discret de se procurer son numéro. Même si elle avait pu trouver quelqu'un pour lui écrire une lettre, dans l'Afghanistan rural, il n'y avait pas de service postal. Elle en était réduite à tendre l'oreille chaque fois que les hommes de la famille recevaient un appel de frères et de cousins en garnison dans l'armée, mais il n'y avait jamais de nouvelles d'Ali. Elle se sentait frustrée, impuissante et, ainsi qu'elle finirait par le comprendre, ce fut l'incapacité d'agir qu'elle ressentit durant ces mois-là qui la poussa par la suite à se lancer avec audace et à tenter sa chance dès que l'occasion s'en présenterait de nouveau.

Le service militaire d'Ali dura près de deux ans, pendant lesquels Zakia et lui demeurèrent sans nouvelles l'un de l'autre. La garnison de Farah était en effet très éloignée et souvent privée de réseau de téléphonie cellulaire. Après une escarmouche avec les talibans, la nouvelle avait transpiré jusqu'à Kham-e-Kalak. Le téléphone d'Ali sonna, et il fut stupéfait d'entendre la voix du père de Zakia : Zaman appelait pour savoir si son fils, Gula Khan, allait bien. Sidéré, Ali resta muet un long moment ; il avait envie de le questionner au sujet de Zakia, mais n'osa pas, puis assura à Zaman que son fils était indemne.

– Comment va le reste de votre famille ? demanda-t-il à Zaman.

– Grâce à Dieu, tout le monde va bien.

– Tout le monde ?

– Oui, tout le monde. Que veux-tu dire, mon garçon ?

– C'est bien. Je suis content que tout le monde aille bien.

Ensuite, un jour, le Humvee, le véhicule blindé à bord duquel il patrouillait, versa dans un fossé, non pas à cause des talibans, mais par la faute d'un chauffeur de l'armée nationale afghane qui, comme tant d'autres de ses camarades, était « défoncé » au haschich ou à l'opium[11]. L'homme n'avait pas remarqué le petit cratère creusé dans la chaussée par l'explosion d'une mine. Dans l'accident, Ali se fit une méchante fracture à la jambe. On le transféra d'un hôpital à un autre. Il lui faudrait neuf mois avant de pouvoir marcher sans que ce soit douloureux, et il rentra chez lui, à Surkh Dar, achever sa convalescence. C'était au début de l'été 2012, l'année persane 1391.

À cette époque, la plupart des garçons de Surkh Dar et de Kham-e-Kalak qui avaient rejoint l'armée avaient déserté et ils étaient eux aussi rentrés chez eux[12]. Le propre frère de Zakia, Gula Khan, comptait parmi ces déserteurs de retour au bercail, et il relata à tout le monde ce qui était arrivé à Ali – le seul blessé dans leur coin. Mourant d'envie de le revoir, Zakia allait l'attendre à tous leurs lieux de rendez-vous, habituels ou accidentels, mais il n'était nulle part, que ce soit sur les routes de campagne ou dans les champs autour du village. Ali se faisait discret, gêné qu'il était par sa claudication. « À ce moment-là, j'avais plus ou moins renoncé à notre amour et je ne voulais pas la voir, m'avoua-t-il. Surtout avec ma jambe dans cet état. »

Finalement, elle l'aperçut sur la route. Elle se dirigea vers lui d'un pas intrépide et lui dit : – Alors maintenant c'est ton tour de m'éviter ?

Il y avait du monde autour d'eux, et elle aurait dû se montrer plus mesurée, mais ces propos lui avaient échappé ; elle se rendit compte qu'elle n'aurait que quelques minutes pour lui parler en public sans éveiller les soupçons, et il y avait tant à dire.

– Tu te souviens de ce que nous avions évoqué, de ce que je t'avais dit qui n'était pas possible ? Eh bien, maintenant, c'est possible.

– Tu vois dans quel état je suis, ma jambe cassée. Tu ne voudrais pas de moi comme ça. Cela risque de ne jamais guérir correctement, lui répondit-il.

Et, en effet, il marche encore avec une légère claudication, surtout les jours de temps humide.

– Non, cela n'a aucune importance. Cela n'en aura jamais aucune.

– Qu’est-ce que tu es en train de me dire, Zakia-*jan ?*

– J’accepte ta demande, lui répliqua-t-elle aussitôt, après quoi ils veillèrent à se séparer aussi vite que possible, affectant tous deux l’air le plus indifférent possible, comme s’ils venaient de discuter à quel puits il vaudrait mieux aller puiser de l’eau.

Ils savaient qu’à l’instant où ils éveilleraient les soupçons, leurs familles interviendraient pour s’assurer qu’ils ne se retrouvent plus jamais seuls ensemble.

Ali était si abasourdi de ce qui venait de se produire qu’il lui fallut des mois, après qu’ils eurent pris la fuite, avant d’oser lui demander ce qu’elle lui avait trouvé. Et, en lui posant cette question, il ajouta :

– Je ne suis même pas beau garçon. Qu’est-ce qui t’a poussée à m’aimer ?

– Tu étais gentil, lui répondit-elle, et tu me parlais avec douceur.

Le lendemain, il sollicita une petite fille pour qu’elle leur serve de messagère et fasse parvenir un téléphone portable à Zakia, réglé en mode silencieux. Tout ce qu’elle avait à faire, c’était répondre, mais il apparut assez vite qu’elle ignorait comment on procédait. Il attendit avec impatience l’occasion de l’apercevoir dans un sentier pour pouvoir lui expliquer comment s’y prendre. « Au début, elle ne savait même pas comment refuser mon appel entrant », souligna-t-il. Il était exclu qu’elle compose son numéro, car à l’époque elle ne savait pas compter, mais il le lui enregistra, de telle sorte que c’était le seul numéro figurant dans son téléphone. Il lui montra simplement comment presser sur le bouton vert jusqu’à ce que l’appareil numérote, et ensuite comment couper dès que cela sonnait de son côté, pour qu’elle n’use pas de crédit sur sa carte SIM prépayée. Ce serait de sa part le signal qu’il pouvait la rappeler en toute sécurité, et il lui suffisait d’appuyer de nouveau sur le bouton vert dès que le combiné vibrait. « Mais laisse-le toujours en mode silencieux », l’avertit-il. Elle n’avait nulle part où le charger non plus, puisqu’ils n’avaient pas d’électricité dans leur maison et, s’il y en avait eu, un téléphone en charge aurait instantanément attiré l’attention. Dans ces villages, beaucoup de petites échoppes et de kiosques offraient de charger la batterie de téléphone de leurs clients moyennant quelques afghanis ou, pour les modèles les plus courants, leur

échangeaient les batteries à plat contre d'autres, chargées. Si elle était vue se livrant à pareil manège, une femme serait aussitôt suspectée d'entretenir une liaison secrète, aussi Ali lui chargerait une batterie de rechange et, quand ils se croiseraient sur les chemins de campagne, un jour sur deux, il la lui échangerait contre l'ancienne.

À cette période où ils se faisaient secrètement la cour, ils ne se chamaillaient jamais, ne se querellaient jamais, jusqu'au jour où il décida de mettre l'amour de Zakia à l'épreuve. En temps normal, elle l'appelait à 20 heures, interrompait aussitôt la communication, et il la rappelait pour bavarder. Cette fois, il décida de s'abstenir, même après qu'elle l'eut rappelé une deuxième fois. À sa troisième tentative, il prit l'appel et fit semblant de ne pas la reconnaître.

– J'ai trouvé par hasard ce téléphone et ce numéro. Ne me dérangez, pas je vous prie, lui dit-il.

– Alors comme ça, tu es tombé sur ce téléphone et sur ce numéro ?

– Oui, fit-il, et là-dessus, elle eut un petit rire et raccrocha, s'attendant à ce qu'il la rappelle, mais il n'en fit rien.

Pendant plusieurs jours, elle ne le rappela plus, et quand finalement elle se décida, elle était en colère.

– Pourquoi as-tu fait cela ? lui demanda-t-elle.

– J'essayais de voir si tu m'aimais vraiment.

– C'était une méchante manière de faire.

Elle était si furieuse qu'elle ne lui adressa plus la parole pendant encore une semaine. Quand enfin elle se ravisa, il promit, un peu contrit, de ne plus jamais jouer avec ses sentiments comme cela.

« Après ça, nous ne nous sommes plus jamais disputés et n'avons plus jamais eu de désaccord », souligna-t-il.

Dans des maisons exiguës toujours pleines de membres de la famille, leur rendez-vous téléphonique restait un moment dangereux. « Un jour, j'étais en route pour Qarghanatu, dans le Yakawlang – une région qu'ils auraient plus tard l'occasion de découvrir, lors de leur fuite – et c'était en hiver, c'était couvert de neige, se rappelait-il. Ce devait être en 2012-2013. Nous allions récupérer de l'argent pour le compte de la famille, chez quelqu'un qui nous en devait. J'ai

reçu un bref appel interrompu de Zakia-*jan*, mais je n'avais pas assez de crédit dans mon téléphone pour la rappeler. Je me suis donc précipité vers une boutique pour en acheter. » Cela lui prit une heure, délai au terme duquel Zakia avait cessé d'espérer son appel en retour et laissé son portable sans surveillance, en oubliant de le cacher en lieu sûr. Quand Ali rappela, le frère de Zakia, Gula Khan, tomba sur l'appareil et répondit. Déjà soupçonneux, il ne dit rien, même pas « allô ».

– Zakia ? fit Ali.

– Qui est-ce ? demanda son frère.

Gula Khan avait été dans l'armée avec Ali, et ils se connaissaient bien.

– Je suis désolé, c'est une erreur de numéro, s'excusa Ali, espérant que l'autre ne reconnaîtrait pas sa voix.

Ils raccrochèrent, mais le frère crut identifier cette voix et, de son propre téléphone cette fois, il composa le numéro d'où provenait l'appel pour Zakia. Quand la connexion fut établie, le nom de « Mohammad Ali » s'afficha à l'écran. Le frère savait à peine lire et écrire, mais il était capable de reconnaître les noms enregistrés dans son téléphone.

Il rappela Ali.

– C'est Mohammad Ali ?

– Oui.

– Pourquoi as-tu appelé ma sœur ?

– Par erreur.

L'autre n'en crut rien et lui hurla de ne jamais rappeler. Après avoir raccroché, il s'en prit à Zakia, de trois ans sa cadette. « Gula Khan est venu à moi et m'a frappé de ses mains. Il a mis mon téléphone en miettes, m'a battue, m'a maudite et m'a avertie de ne plus jamais reparler à Ali, me raconta-t-elle. Cela ne me dérangeait pas qu'on me batte, mais je ne supportais vraiment pas qu'on m'insulte de la sorte. »

Sans attendre, Ali avait fait appel à la même fillette qui avait livré le téléphone à Zakia et qui n'appartenait à aucune de leurs deux familles. Il lui donna quelques afghanis pour porter un petit bout de papier à Zakia. Il y avait noté son numéro de téléphone. Zakia quémanda un peu d'argent à son père,

prétendument pour s'acheter des vêtements – c'était encore l'époque où il lui donnait tout ce qu'il pouvait, car c'était la plus jolie de ses filles. Au lieu de quoi, elle se servit de cet argent pour racheter un téléphone portable, encore une fois par l'entremise de la fillette, elle-même trop jeune pour s'imaginer qu'elle n'était pas simplement chargée d'une commission pour ses parents. La petite fille, l'une des rares à fréquenter l'école du village, montra même à Zakia comment se servir de l'appareil et saisir le numéro qu'Ali lui avait inscrit sur ce bout de papier. Assez vite, ils se parlèrent tous les soirs et réussirent presque tous les jours à se retrouver sur les chemins de terre alentour. « La plupart du temps, quand on se rencontrait, ce n'était pas vraiment par hasard », s'amusait Ali, avec un petit sourire de contentement.

Un jour, elle avait manipulé l'appareil, tâchant d'en comprendre les mystères et, sans s'en rendre compte, l'avait accidentellement passé du mode « silencieux » au mode « normal ». Elle appela Ali, interrompit aussitôt la communication, et quand il la rappela, horrifiée, elle entendit la sonnerie retentir, alors que son père se trouvait dans la pièce voisine. Incapable de comprendre comment faire taire l'engin, elle le secoua, essaya de retirer la batterie et finit par le glisser sous un coussin. À ce moment-là, Zaman entra en trombe et ne tarda pas à le trouver, encore en train de sonner. Il le lança contre un mur, puis en retira la carte SIM et l'écrasa. « Il a ramassé le téléphone et m'a insultée. Il ne m'a pas frappée. Mon père ne m'a jamais frappée, à cette période. Seuls mes frères me frappaient, surtout Gula Khan. »

Ses frères et sœurs s'en prirent aussitôt à elle, m'expliqua-t-elle. « Quand cet incident s'est produit avec Ali, quand ils ont découvert ma liaison, même mes frères et sœurs cadets ont voulu prendre leurs distances vis-à-vis de moi. C'était très dur. Tous les membres de ma famille étaient contre moi. » Même Razak, âgé de 9 ans, celui dont elle se sentait le plus proche, refusait de lui adresser la parole.

Il fallut quelques jours de silence radio à Ali pour se rendre compte de ce qui se passait ; c'était un hiver particulièrement rigoureux et trop froid, durant ces mois de février et mars 2013, pour qu'ils conviennent de se rejoindre de jour dans les sentiers et les champs gelés. Au lieu de quoi, il finit par la retrouver

secrètement chez elle, la nuit. À cette période, il avait trouvé un emploi temporaire de manœuvre sur un chantier de construction, travaillant en équipe de nuit et terminant à minuit, après quoi il se rendait chez elle, quand les sentiers étaient déserts et les maisons toutes plongées dans le noir. Il y avait un jardin potager ceint de murs sous la fenêtre de la chambre de Zakia, d'où il l'appelait, en faisant le moins de bruit possible, parce qu'elle partageait sa chambre avec les autres jeunes filles et jeunes garçons de la maisonnée. Quand elle l'entendait, elle sortait furtivement de sa chambre et grimpait sur le toit plat, d'où elle pouvait le voir en bas dans le jardin et ils se parlaient en chuchotant. En hiver, le jardin était nu, une dizaine d'abricotiers et de pommiers alignés le long des murs en pisé entouraient de longues bandes de terre cultivée désormais durcie par le gel. Il y avait dans un coin deux cages en bambous à moitié déchiquetés dans lesquelles le père de Zakia gardait ses perdrix – des volatiles qu'il alignait dans la version afghane des combats de coqs, du temps où il pouvait encore se le permettre. Un petit ruisseau avait été détourné de son cours pour pénétrer dans un trou à la base du mur du jardin, et en ressortir par le mur opposé. Les visites d'Ali au jardin, à 2 ou 3 heures, se répétaient avec une certaine régularité, même par les nuits les plus froides, mais au début elle refusait de descendre le rejoindre.

« C'était dangereux pour tous les deux, et c'était si dur, expliquait-il. J'attendais devant sa maison, parfois sous la pluie, parfois sous la neige, et il faisait quelquefois si froid qu'elle s'inquiétait pour moi, par ce mauvais temps. »

« J'avais toujours si peur qu'on se fasse prendre et j'étais si inquiète pour lui », me confia-t-elle. Par une nuit particulièrement froide, Ali se tenait dans le jardin, trempé sous une pluie glaciale qui s'était transformée en neige glacée, et il récitait les vers célèbres d'un poète iranien du XX^e^ siècle, Malek o'Shoara Bahar, repris par le monde de la pop music afghane :

> *L'amour est un rossignol qui ouvre son cœur dans une chanson*
> *pour une rose,*
> *Supportant patiemment les cuisantes lacérations de ses épines*[13].

« Je ne sais ni lire ni écrire, et c'est pourquoi je ne connais aucun poème par cœur, racontait Ali, mais j'aime entendre les poèmes d'amour des autres et les écouter, dans la bouche de chanteurs. » Il savait qu'il y avait un monde dans lequel la poésie existait indépendamment de la musique, et il connaissait même quelques vers de poèmes fameux. En revanche, il avait retenu toutes les paroles de ces chansons. Mémoriser les paroles en s'aidant de la musique n'était pas compliqué, et il n'avait aucun besoin de savoir lire ; il n'avait souvent aucune conscience de cet enracinement des paroles dans la poésie écrite, aucune conscience de ce que, lorsqu'il prononçait des paroles sans musique, il récitait tout simplement de la poésie. Pour lui, tout cela n'était que des vers, des flèches dans son carquois.

Le chanteur préféré de Zakia, Mir Maftoon, était un Afghan originaire de la province montagneuse du nord du Badakhshan, un endroit plus reculé que Bâmiyân. Un matin, bien avant l'aube, au début d'un printemps encore hivernal, Ali lui récita l'un des vers de Maftoon, tandis qu'elle était allongée sur le ventre, sur le toit plat de la maison, le menton posé sur ses mains croisées, et regardant en bas par-dessus le rebord :

> *Tes deux yeux noirs sont ceux d'une Afghane,*
> *Mais la miséricorde de l'islam n'est pas dans ton cœur.*
> *Hors de tes murs j'ai passé des nuits qui se sont muées en aubes ;*
> *Quelle sorte de sommeil est-ce, le sommeil dont on ne se réveille jamais*[14] ?

Touchée par ces vers et par ce qu'il endurait dans le froid, et elle-même glacée, Zakia finit par descendre le rejoindre dans le jardin. Et c'est ainsi que leur histoire d'amour devint une liaison amoureuse, selon la délicate formule d'Ali. Malgré le froid intense de ces matins-là, il serait volontiers resté là, mais dès le premier appel à la prière, le *subh*, qui sur ces hautes plaines survenait longtemps avant les premières lueurs de l'aube, les gens de la maisonnée

commenceraient à s'activer, iraient à la mosquée prier ou entameraient leurs premières corvées, dans les enclos aux animaux et dans les champs. D'ici là, il faudrait qu'il soit déjà loin de sa maison.

« Si une personne en aime une autre, elle doit avoir le courage de faire tout ce qui doit l'être, conclut Zakia. J'ai longtemps réfléchi à la chose, j'ai réfléchi à ce que cela signifiait, et pourquoi devrais-je le regretter, maintenant ? Ce poème m'a émue, il m'a insufflé du courage. Ces journées étaient si froides, et lui, quoi qu'il arrive, il venait néanmoins me voir, même si je lui disais de ne pas venir, parce qu'il faisait très froid, il venait quand même, et il me récitait ce poème. »

Ce n'était qu'une question de temps avant qu'ils ne se fassent prendre. Ali dormait dans la même chambre que son frère aîné Ismatullah, et ses escapades nocturnes ne passèrent pas inaperçues. – Qu'est-ce que tu fais ? lui beuglait Ismatullah. Je *sais* ce que tu fabriques, et c'est insensé !

Une nuit, Ali sortit à 3 heures la retrouver. « Zakia-*jan* et moi étions dans le jardin, et nous avons dû beaucoup trop nous attarder, parce que sa mère nous a vus. Elle ne m'a pas reconnu parce que je portais des vêtements différents – la nuit, je portais un bonnet, que je ne portais jamais le jour. » Ali courut vers le mur du fond du jardin, le franchit d'un bond et détala.

– Qui était-ce, là, dehors, avec toi ? demanda Sabza à sa fille, par la fenêtre.

Zakia répondit qu'elle s'était réveillée tôt pour moudre de la farine, qu'il y avait dans le jardin un fermier venu mendier du pain, et qu'elle s'était approchée de lui pour lui en donner un morceau. L'histoire était peu vraisemblable, et Sabza n'en crut rien.

– Rentre à l'intérieur, espèce de *fille de ton père mort*, siffla Sabza à Zakia.

Cette malédiction l'atteignit au fond de son cœur. Son père était encore en vie, bien sûr, mais dans la société afghane, il n'y avait rien de pire que de laisser entendre qu'une fille risquait d'être privée de père, qu'il ne serait plus là pour la guider dans le cours de son existence.

« Quand on me maudit, cela me bouleverse vraiment, me confia-t-elle. Je déteste être la cible de ce genre d'imprécations. Après avoir compris que j'entretenais une liaison secrète avec quelqu'un, ma mère n'a plus cessé de me maltraiter de la sorte. J'aurais préféré qu'elle me batte, plutôt que de me jeter ce

genre de condamnations. » Malgré ces invectives, sa mère fit encore preuve de bienveillance. Si elle soupçonna que sa fille ait pu commettre l'acte de chair, elle garda ses soupçons pour elle – en faire part eût été prononcer la sentence de mort de sa fille. C'était déjà un délit assez grave d'être surprise à témoigner de l'intérêt à un garçon, et bien plus grave encore d'être prise sur le fait, seule en sa compagnie ; en pareils cas, on présumerait toujours qu'il y avait eu relation sexuelle. Sa mère préférait apparemment présenter l'affaire à la famille en expliquant qu'elle suspectait un début de liaison, faute de quoi, pour les deux amants, la situation serait devenue bien plus périlleuse. Et puis, elle n'avait en réalité pas vu de qui il s'agissait, bien qu'elle sache parfaitement que ce devait être Ali.

Les deux familles étant alertées et tout le monde étant maintenant sur le qui-vive, il devenait encore plus difficile pour les deux jeunes gens de se retrouver. Leurs villages respectifs s'étaient pour ainsi dire transformés en prisons, avec la totalité de leurs familles et de leurs voisins pour gardiens, et eux deux pour seuls détenus.

Avec le printemps, c'était l'avènement du nouvel an persan, 1392, année importante, puisque c'était celle des 18 ans de Zakia, qui dès lors deviendrait légalement une adulte. La date de son anniversaire demeurait inconnue, sa carte nationale d'identité, comme celles de la plupart des Afghans, n'indiquant que son année de naissance ; aussi, juridiquement parlant, aurait-elle 18 ans dès le moment où l'on franchirait le seuil du nouvel an 1392 – soit le 21 mars 2013. À cette date, en temps normal, son père se serait déjà occupé d'essayer de la « vendre », en lui cherchant un mari dont la famille serait en mesure de verser une dot assez conséquente. Zakia était jugée d'une grande beauté, la peau claire, des mains douces, sans ces callosités que laissaient les travaux de la ferme. Les filles de ce village étaient souvent mariées par leurs parents avant l'âge de 18 ans et, en règle générale, cette dot se calculait en têtes de bétail : quatre chèvres ou six moutons, tel était le montant couramment appliqué. Zakia rapporterait bien plus, peut-être assez pour aider Zaman à acquérir un peu de terres ; ce dernier affirmerait plus tard avoir refusé une offre de 11 lakhs d'afghanis – 1,1 million

d’afghanis, soit 20 000 dollars – en échange de la main de sa fille[15]. Cela correspondait à un petit troupeau de moutons ou à un demi-*jreeb* de terre.

Le choix de celui qu’elle épouserait incombait à son père, et ce n’était pas seulement le cas dans les régions rurales arriérées. C’est la pratique prédominante dans tout l’Afghanistan : les pères régentent tous les aspects de la vie de leurs filles, même quand elles sont adultes. Ce sont leurs pères qui décident si elles peuvent aller à l’école, exercer un métier, quitter la maison, consulter un médecin, porter la burqa ou un simple foulard. Une fois que les femmes sont mariées, c’est au tour de leur mari de prendre cet ascendant sur elles. En Afghanistan, personne ne remet en cause cette autorité masculine qui s’exerce sur les femmes. Pour une raison ou une autre, si le père est absent ou si le mari meurt jeune, un frère assumera cette mise sous tutelle de la femme. Zakia pouvait s’estimer heureuse de ne pas avoir été mariée dès l’âge de 16 ans – l’âge minimum légal, en Afghanistan, en vertu de la loi afghane et de la loi de la charia – ou même à l’âge de 14 ans, une pratique qui demeure répandue, bien qu’interdite par la Constitution et sujette à de lourdes peines, en application de la loi sur l’Élimination de la violence contre les femmes (EVAW[16]). Dans la plupart des pays, l’âge auquel on marie nombre de ces jeunes filles serait considéré comme une forme de sévice sexuel[17].

Après qu’ils eurent résolu de se marier, le premier réflexe d’Ali et Zakia fut d’essayer d’agir dans le cadre des us et coutumes de leur société. Ali réussit à convaincre son père de déposer une offre en son nom pour Zakia. Il existe des exceptions à la pratique des pères choisissant le mari de leur fille, mais elles restent enveloppées de secret, à seule fin de sauver les apparences et que le mari semble demeurer le choix du père. De telles exceptions, dont personne ne parle ouvertement, prennent en compte ce que les gens ressentent et leur manière d’être. Dans le modèle traditionnel, l’épouse ne voit jamais son mari avant sa nuit de noces. Dans les villes, parmi les élites et au sein des familles plus évoluées, on peut prendre des dispositions pour que les futurs mariés, après qu’ils ont été choisis par les pères, se rencontrent et apprennent à se connaître, mais en restant couvés de près ; dans certains cas, ils nouent les liens du *neka* à l’avance, de sorte qu’ils sont officiellement mariés, en vertu des règles de

l’islam, mais ne célébreront la fête de mariage et la nuit de noces que plus tard. Cela leur permet de se faire la cour et de jouir d’un certain degré d’intimité, sans commettre de délit juridique ou religieux aux yeux de la communauté. Mais que l’idée de se marier puisse émaner de la jeune fille ou du garçon et être ouvertement soumise à leurs familles respectives serait considéré comme une déchéance. Le futur marié pourrait toutefois se liguer avec son père pour avancer cette idée en tentant des ouvertures en direction du père de la mariée, et ce fut ce que Zakia et Ali tentèrent de faire, de prime abord.

Ils furent agréablement surpris de constater que le père d’Ali, Anwar, paraissait initialement acquiescer à cette idée.

« À ce moment-là, tout le monde savait, alors que personne n’en parlait publiquement », m’expliqua Anwar. Il suffisait aux villageois de voir Ali marcher par les sentiers en jouant de sa flûte pour comprendre qu’il était amoureux, et s’ils repéraient aussi Zakia chantant toute seule dans les champs, comme cela lui arrivait souvent, il ne leur en fallait pas davantage pour établir le lien. Il arrive aussi que de telles interventions s’effectuent dans la coulisse, pour les cas où tout le monde a déjà commencé de suspecter que la fille et le garçon ont, en un sens, su trouver l’amour par leurs propres moyens.

Pour leur part, Ali et Zakia s’étaient entendus pour s’accorder un peu de temps, d’abord pour que le souvenir de ces conversations téléphoniques interceptées et de l’incident du jardin s’estompe, et aussi parce que le propre frère de la jeune fille était sur le point de se marier. Après avoir consenti une telle dépense – la famille du marié paie tout, y compris la dot de la mariée –, peut-être son père se montrerait-il plus susceptible d’accepter un arrangement qui l’aiderait à combler une partie de ses frais.

« Nous avons accepté d’attendre deux mois, mais au bout de quarante jours, c’était devenu insoutenable », avoua Ali. Il convainquit son père d’effectuer enfin la démarche.

La première fois que les deux vieillards se rencontrèrent, à la fin de l’été 2013, Zaman reçut Anwar aimablement et poliment, avec du thé vert, des gâteaux et des noix, des pois chiches, du raisin et des sucreries disposés sur des plateaux, par terre. Ils étaient assis en tailleur sur de minces coussins de sol. Ils

se connaissaient depuis toujours et avaient toujours été voisins, exceptés les quelques années où ils avaient échappé aux talibans, en s'enfuyant chacun dans des directions différentes. Leurs champs respectifs partageaient les mêmes canaux et systèmes d'irrigation, et ils mettaient souvent leur main-d'œuvre en commun.

Les premiers mots d'Anwar à Zaman furent tout à fait convenus, des formules transmises de génération en génération, ce que l'on appelait le *khwast-gari*, ou la requête[18].

– Je te prie d'accepter mon fils en esclave de ta famille, lui dit Anwar.

Zaman n'en attendait pas moins et tenait sa réponse prête.

– Je ne veux pas être impoli, mais je te réponds que de telles unions entre deux groupes ethniques différents n'ont jamais eu lieu dans le passé et ne sont pas davantage de l'ordre du possible aujourd'hui, lui répliqua-t-il. Alors, je t'en prie, ne reviens plus soulever cette question.

Anwar espérait pouvoir considérer cela comme une posture dans la négociation, aussi, au cours du mois suivant, retourna-t-il deux fois rendre visite à son voisin, en proposant finalement une partie de ses champs – l'héritage d'Ali – ainsi que de l'argent et de l'or à titre de dot versée par le fiancé.

– Tu ne possèdes pas de champs toi-même. Je peux te donner des champs et de l'argent, si tu veux, peut-être même suffisamment pour que tu construises une maison à l'un de tes fils, dit encore Anwar à Zaman.

– Je me moque de ces choses-là. Si je marie ma fille hors de son groupe ethnique et de sa religion, les membres de ma famille et les villageois de ma communauté en seront très contrariés.

Ayant posé trois fois la question, Anwar jugea l'affaire close. Il devrait être mis fin à cette romance, et ce fut ce qu'il annonça à son fils. Leurs familles s'étaient trouvées dans deux camps opposés, durant la terrible guerre civile afghane, et ce même s'ils avaient tous deux subi les rigueurs de la domination talibane qui s'en était suivie. Mais alors que la paix avait régné entre Tadjiks et Hazaras pendant plus d'une décennie, on avait la mémoire longue et les préjugés avaient la vie dure. Anwar n'avait aucune intention de provoquer une guerre, et il se plia au droit de Zaman à décider du sort de Zakia.

Les exemples de ce qui allait vraisemblablement arriver si l'on défiait cette volonté du père ne manquaient pas. Vers la période où Zakia et Ali avaient commencé à se faire la cour à Bâmiyân, une liaison interclanique similaire entre Tadjike et Hazara venait de prendre fin, et elle avait été abondamment commentée. Une jeune fille de 16 ans, Khadija, du village de Qarawna, dans le district de Saighan, s'était réfugiée à l'asile pour femmes de Bâmiyân, pour éviter un mariage avec un homme qu'avait choisi son père. Khadija, une Tadjike comme Zakia, s'était aussi enfuie avec un Hazara, Mohammad Hadi, mais après que des centaines d'autres villageois tadjiks eurent protesté, alors même qu'elle était officiellement majeure et qu'elle avait épousé M. Hadi, la police l'avait arrêtée. Cependant, après avoir vécu plusieurs mois dans cet asile, Khadija avait fini par s'ennuyer de sa famille, qu'elle demanda à voir. Sous la supervision des juges tadjiks de Bâmiyân, on réunit les anciens du village et les parents de la jeune fille, notamment son père et ses frères, qui tous apposèrent leurs empreintes digitales sur un document où ils promettaient de ne jamais lui faire de mal. À l'époque, Fatima Kazimi, déléguée permanente du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, convoqua une commission composée de travailleurs sociaux, de responsables du refuge et de la police pour débattre de l'affaire. La commission s'opposa au retour de Khadija dans sa famille, mais la décision fut cassée par la cour. Depuis lors, personne n'a revu la jeune fille. Quelques semaines plus tard, quand le ministère des Affaires féminines demanda à la voir pour s'assurer qu'elle était indemne, la famille annonça calmement qu'elle avait de nouveau pris la fuite, précisa Fatima. Cette fois, pourtant, ils ne manifestaient aucune envie de la poursuivre. Dans les hautes terres de Bâmiyân, il n'y a vraiment aucun endroit où une jeune fille pourrait se cacher. La police l'aurait aussitôt repérée et arrêtée. « Je suis sûre qu'ils l'ont tuée et qu'ils ont dissimulé son cadavre dans un endroit où personne ne le retrouvera plus jamais », affirmait Fatima[19].

Anwar avait conscience des enjeux, comme tous les protagonistes impliqués. La famille de Zakia veillait à ce qu'elle reste encore plus cloîtrée que jamais, et Ali arpentait en vain les sentiers de son village, sillonnant les champs en tous sens en espérant l'apercevoir, et tenta même à plusieurs reprises de l'appeler,

mais en vain. Elle laissait son téléphone éteint, de peur d'être de nouveau surprise avec. Tout cela était tellement déplorable, songeait Ali. « Pourquoi les parents devraient-ils choisir qui l'on épouse ? Ce n'est pas la mère ou le père qui ont ensuite à passer leur vie entière avec cette femme, c'est moi. Personne ne peut vivre avec sa mère ou son père éternellement. Ce sont les maris et les épouses qui passent le reste de leur vie ensemble. » Il jura que s'il avait un jour une fille, il veillerait à ce qu'elle puisse choisir son mari. « J'ai ressenti ce que c'était, et je ne permettrai jamais que cela puisse arriver à quelqu'un d'autre. »

Zakia lui téléphona, en coupant aussitôt la communication et, quand il la rappela, il était au bord des larmes. Il avait envie de lui raconter l'histoire de Leïla et Majnoun.

– Ali-*jan*, je connais cette histoire, lui répondit-elle. Mais raconte-la-moi encore.

Leïla et Majnoun avaient grandi ensemble, mais dans des milieux différents et, quand leur amour d'enfance s'épanouit en amour véritable, Majnoun approche le père de la jeune fille et se fait éconduire[20]. Il devient fou et erre dans les rues de leur bourg, composant et récitant des poèmes d'amour en l'honneur de Leïla, que son père finit par marier à un autre, sur quoi Majnoun s'enfuit en exil et mène une vie d'ermite. Cependant, elle refuse toutes les avances de son mari et demeure chaste durant tout son mariage. Leïla et Majnoun se rencontrent, mais ne vivent pas leur amour dans leur chair : ainsi, elle demeure malgré tout fidèle à la relation de chasteté qu'elle entretient avec son mari. Finalement, son mari meurt, elle enfile sa robe de mariée et entend rejoindre enfin Majnoun. À ce moment-là, ce dernier, fou de chagrin, est parti dans le désert où personne n'est capable de le retrouver. Croyant leur amour condamné, Leïla meurt. Majnoun apprend ce qui s'est passé et se rue sur sa tombe, où il succombe à son tour. Ils finissent unis dans la mort, et le site de leur sépulture devient un lieu de pèlerinage.

Comme l'histoire de Youssef et Zouleïkha et comme un autre conte populaire, celui de la princesse Shirin et de Farhad le tailleur de pierres, l'histoire de Leïla et Majnoun demeure extrêmement populaire dans une société où l'amour romantique est à peu près complètement proscrit – et précisément

parce qu'il y est hors-la-loi. L'histoire de Youssef et Zouleïkha a fait l'objet d'une adaptation en trente épisodes diffusée par la télévision afghane tous les ans pendant le mois sacré du ramadan – en partie parce qu'à l'inverse des autres grands contes persans, et bien que ce soit un conte nourri de thèmes ayant trait à l'adultère, à l'amour romantique et aux hommes qui convoitent les femmes des autres, il s'agit aussi d'un récit sacré, enchâssé dans le Coran, de sorte que les mollahs ne peuvent y opposer d'objection. La musique populaire afghane, tant la pop occidentalisée que ses versions folkloriques, et la poésie sont enracinées dans les contes romantiques traditionnels, en particulier ces trois-là ainsi que leurs multiples variantes. Dans une société où la majorité des femmes subissent des mariages arrangés auxquels elles n'ont pas consenti librement, ces chansons et ces poèmes évoquent la vie affective qu'elles n'auront jamais la chance de connaître[21].

De temps à autre, même en Afghanistan, une véritable histoire d'amour survient, qui possède des échos du passé et interpelle le pays entier. Ainsi, la fameuse histoire de Munira et Farhad, en 1991, se déroulait à la fin du régime communiste et au début de la période de la guerre civile. Kaboul était la proie de troubles intestins, et les groupes de moudjahiddîn se combattaient tous. Des factions rivales se servaient de conteneurs de fret pour barrer les routes et se protéger des tirs d'obus et d'armes à feu, de sorte que ces conteneurs devinrent un élément omniprésent du paysage urbain. Munira et Farhad étaient deux jeunes gens, tombés amoureux, mais l'un étant chiite et l'autre sunnite, leur union était interdite. Devant être l'un et l'autre mariés à un membre de leur clan le même jeudi, ils s'organisèrent pour se retrouver une dernière fois en secret la nuit précédente, mais le seul endroit qu'ils purent trouver pour s'isoler était l'un de ces conteneurs de fret. Ils s'étaient cachés à l'intérieur quand le propriétaire arriva et verrouilla la porte de l'extérieur. Ils étaient trop terrorisés pour crier, de crainte d'être découverts ; quand le propriétaire rouvrit la porte, il n'y avait plus d'oxygène dans le conteneur, et il les découvrit tous les deux morts, enlacés. Lors de leur enterrement, leurs familles endeuillées, unies comme les Montaigu et les Capulet par leur tragédie commune, les habillèrent tous deux de leurs

tenues de mariés, prévues pour leurs mariages arrangés, qui ne seraient jamais célébrés.

Cette histoire enflamma l'imagination du pays et mit les mollahs en rage. Aucun religieux n'accepta d'officier à leur double enterrement, des anciens des deux familles durent s'en charger à leur place et célébrer les rites funéraires – dans l'islam, toute personne éduquée a cette latitude.

Ni Zakia ni Ali n'auraient alors pu imaginer une telle issue, mais leur propre mésaventure leur vaudrait bientôt une renommée du même ordre. Munira et Farhad appartenaient à la génération de leurs parents. Une génération d'Afghans plus jeune puiserait dans l'histoire de Zakia et Ali la justification nécessaire pour exprimer son amour ouvertement et fièrement, et des Afghans plus âgés, qui avaient aimé secrètement et coupablement, pourraient y trouver une justification, sachant désormais qu'ils n'étaient plus les seuls.

3

Zakia prend l’initiative

À la fin de l’été 2013, regagnant péniblement son foyer après une longue journée consacrée à travailler dans les champs, Mohammad Anwar ouvrit sa porte. Zakia était assise par terre, installée sur des coussins à même le sol, et buvait le thé avec sa belle-fille.

La maison d’Anwar était un logement d’une évidente pauvreté, mais d’une propreté scrupuleuse – sols de terre balayés, tapis secoués et battus, toilettes isolées et aseptisées à la chaux. L’habitation était composée de quatre pièces séparées, chacune d’elles constituant une petite construction isolée face au mur de la cour intérieure. Les Afghans aiment entourer leur résidence de murs ; c’est ainsi qu’ils abritent leurs femmes du regard des étrangers. À court d’argent, Anwar n’avait pu se payer de mur d’enceinte en pisé, et le sien n’était achevé qu’aux trois-quarts, une brèche aux contours dentelés demeurant ouverte à l’endroit où il espérait un jour installer un portail. Il n’y avait ni eau courante – le point d’eau le plus proche était un puits à quelques centaines de mètres de distance, près de la grande route – ni électricité, excepté dans une seule pièce une minuscule ampoule au bout d’un fil électrique que l’on pouvait brancher sur une pile de neuf volts, quand ils avaient de quoi l’acheter. Dans la journée, les matelas afghans de la famille, épais de cinq centimètres, étaient repliés en quatre et empilés contre les murs intérieurs des pièces ; là où ils n’avaient pas les moyens de se doter de vrais tapis, des carpettes en bambou ou d’autres, moins

chères, en plastique, en tenaient lieu. Il n'y avait pas de meubles, de minces coussins jetés au sol servaient de sièges. Aux heures des repas, que tout le monde prenait en commun, on déroulait une nappe en plastique par terre, une manière de créer un coin salle à manger, tout le monde se servant dans un plat collectif avec les doigts, selon la coutume afghane. Comme le reste des habitations du village de Surkh Dar, la ferme était nichée dans une étroite vallée, en contre-haut de la route qui s'enfonçait vers les montagnes du nord ; ils s'étaient servis de la forte déclivité de la ligne de pente pour créer le mur arrière de certaines des quatre pièces. Au bout de dix petites minutes d'ascension des coteaux voisins, on pouvait se retourner et la maison d'Anwar ainsi que le reste du village semblaient disparaître, se fondre dans le paysage, les murs et les toitures étant faits de la même terre que les pentes érodées qui les entourent. Qui plus est, bâtie par son grand-père, la maison d'Anwar était déjà ancienne, et des décennies de vent et d'orages en avaient arrondi toutes les arêtes, de sorte qu'elle semblait moins avoir été construite qu'avoir poussé sur place.

Anwar s'était assis pour le thé avec Zakia, saisie de surprise. Elle se tenait le poignet dans l'autre main, le tournait et le retournait, comme souvent quand elle était sur les nerfs, mais à part cela, elle semblait posée. À cette période, Anwar avait déjà de nombreux sujets de préoccupation ; la période du ramassage des pommes de terre, leur culture de rapport la plus importante, n'était plus très loin. Cette année-là, les prix étaient bons, et les récoltes seraient probablement abondantes, quoique réclamant beaucoup de main-d'œuvre. Il pourrait même commencer à rembourser les dettes qu'il avait contractées pour le mariage de son fils aîné, Bismillah, plusieurs années auparavant, et de son deuxième fils, Ismatullah, l'année suivante. En Afghanistan, les fils sont fortement dotés ; ils donnent la mesure de la richesse d'un homme. Bien que les filles puissent apporter à leur père une dot conséquente versée par le fiancé, elles sont un objet de dédain. Un homme qui compte de nombreux fils est considéré comme un homme riche, même s'ils l'appauvrissent. Père de cinq fils, mais de seulement trois filles, Anwar était fier d'être perpétuellement désargenté.

Beaucoup d'hommes afghans ne savent même pas combien de filles ils ont ; si vous leur demandez le nombre d'enfants que compte leur famille, s'ils ont par

exemple cinq fils et cinq filles, ils répondront sans doute « cinq », car les filles ne comptent pas. Insistez pour savoir le nombre de filles et, souvent, pour s'en assurer, ils devront consulter un enfant ou une épouse. Pourtant, Anwar n'est pas de ces hommes-là.

Zakia lui servit calmement un peu de thé, comme si c'était le geste le plus naturel du monde.

– Pourquoi sommes-nous tous réunis ici ? dit-il. Qu'y a-t-il, ma fille ?

Il employait ce terme comme un vieil homme s'adressant à une jeune femme, rien de plus.

Depuis plusieurs mois maintenant, la situation avait atteint son paroxysme ; après le retour d'Ali de l'armée, il s'était écoulé presque un an, et plusieurs mois depuis leurs fiançailles secrètes. Zakia en était à son troisième téléphone, qu'elle cachait dans ses sous-vêtements, après que son frère, d'abord, puis son père avaient découvert les deux premiers. Bien que Sabza n'ait pu identifier Ali, à l'aube, le jour où elle avait surpris sa fille avec lui dans le jardin, à l'instant où il avait réussi d'extrême justesse à escalader le mur et à s'enfuir, à ce stade, tout le monde s'était fait une idée assez précise de celui avec lequel Zakia entretenait une liaison, même si personne ne pouvait le prouver. Après qu'Anwar avait officiellement demandé la main de Zakia, ce n'était plus un secret, dans aucun des deux villages. « Tout le monde était au courant. Je venais de trancher : ici, chez moi, je ne suis plus libre, donc il faut que j'aille le rejoindre, et j'y suis allée, expliqua-t-elle. J'ai simplement pensé à Ali, et je me suis dit : "Je dois aller le rejoindre". J'avais bon espoir qu'il me garderait ou m'accepterait, mais je n'en savais rien. Il fallait que je le fasse, c'était tout, même si je ne prévoyais rien ».

Ce qu'elle ne disait pas, ou ne pouvait dire, c'est qu'Ali et elle étaient devenus amants et qu'elle n'avait pas d'autre choix. Jamais elle ne pourrait accepter aucun autre mari afghan.

Elle confia à Anwar qu'elle voulait voir Ali, et qu'il leur fallait discuter d'un certain sujet avec lui. Malheureusement, Ali était parti travailler assez loin du village (il avait un emploi de journalier) et ne serait de retour que le vendredi.

– Je suis désolé, ma fille. Tu ne peux pas le voir, lui répondit Anwar.

Il fit semblant de ne pas comprendre de quoi il s'agissait, alors que ce n'était que trop évident. Sa simple présence dans la maison d'un autre homme, même chaperonnée par sa belle-fille, était une atteinte à la moralité publique. Il raccompagna Zakia sur la moitié du trajet vers chez elle, jusqu'à la grande route qui trace la frontière entre leurs deux villages.

À son retour, il vit des voisins rassemblés dans les ruelles, conversant à voix basse, et il était clair que la nouvelle s'était répandue, que l'on avait remarqué Zakia du mauvais côté de la route. L'un des voisins d'Anwar était venu lui en parler, et il décida de couper court aux inévitables ragots en téléphonant à Zaman, le père de Zakia. L'un de ses fils lui composa le numéro, car il ignorait comment procéder.

– Ta fille s'est présentée dans ma maison, et elle pourrait désormais vouloir s'enfuir avec mon fils, lui apprit Anwar. Il vaut mieux que tu donnes ton accord, car si cela arrive, alors il sera trop tard.

– Si cela devait arriver, lui répliqua Zaman, je réclamerais 500 000 afghanis, et je sais que tu es déjà endetté. Tu es au bord d'un précipice, tu plonges déjà le regard dans le vide, et cela suffira à te faire basculer.

C'était une somme impensable, plus de 9 000 dollars.

– Mes dettes ne te regardent pas, mais si ces deux-là s'enfuient, toi, tu n'auras rien.

Zaman s'obstina dans son refus.

Au cours du mois suivant, Ali et Zakia furent rarement en mesure de se parler, tant la famille de Zakia la surveillait de près. Quand ils réussirent tout de même à échanger quelques mots, elle lui promit de revenir et lui jura que si sa famille ne la gardait pas captive, ils s'enfuiraient. Elle ajouta que désormais, elle était légalement une adulte et que personne ne pourrait la retenir. « Nous sommes tombés d'accord sur le fait que si la famille d'Ali n'acceptait pas d'en tenir compte, alors nous partirions secrètement pour un endroit connu de personne… Quelque part, c'est tout, mais nous n'avions pas la moindre idée d'où ce serait. Après ma première visite à leur domicile, je les ai avertis qu'ils pourraient m'éconduire dix fois, je reviendrais quand même. C'est parce que je

l’aimais vraiment. J’étais déterminée. J’aimais vraiment Ali, et ma décision était sans appel. C’était une décision ferme.

Dès qu’elle entrevit une opportunité, elle prit donc l’initiative et se dirigea vers la maison de l’oncle d’Ali au lieu de celle du jeune homme, croyant ainsi échapper à ses poursuivants. L’oncle téléphona à Anwar, pendant qu’Ismatullah empêchait Ali de partir la rejoindre. Ali se battit contre son frère, bien plus âgé et plus corpulent que lui, et finalement, pour le maîtriser, Ismatullah, furieux, le frappa au visage avec une pierre, lui laissant un hématome qui mettrait des mois à se résorber. (La blessure était encore bien visible lors de ma première rencontre avec lui, au mois de février suivant.)

Arrivé à la maison de son frère, Anwar s’expliqua avec Zakia.

– Tu ne peux pas faire ça, l’avertit-il. Qu’est-ce qui te prend ? Ma fille, pourquoi te comportes-tu de la sorte ?

Elle l’implora ouvertement de l’accueillir au sein de sa famille, pour qu’elle puisse épouser son fils.

– Nous nous aimons, nous voulons nous marier, et personne ne nous en empêchera.

Déterminée à ne pas pleurer, elle avait les yeux secs.

– Cette décision ne t’appartient pas. Cela ne se pourra jamais, lui répondit Anwar.

Il la prit par le bras et la raccompagna de force à son domicile, aidé par deux de ses fils, tandis qu’Ismatullah empêchait encore Ali d’intervenir. Il était près de minuit, et la maisonnée des Zaman, déjà en alerte, avait découvert que Zakia avait détalé. Gula Khan était sur le toit avec un autre de ses frères.

– Allons-y avant qu’ils ne nous agressent, conseilla Anwar à ses fils, alors qu’ils laissaient Zakia devant chez elle. Vous voyez bien qu’ils sont très en colère.

À son retour chez lui, il frappa lui aussi son fils, Ali, en lui hurlant qu’il avait attiré la honte et l’humiliation sur sa propre famille et sur celle de Zakia.

– Nous ne voulions pas faire honte à leur famille, protesta le jeune homme.

Quelques mois plus tard, sa réaction était plus partagée. D’un côté, il acceptait la punition qu’il avait reçue, mais d’un autre côté, il demeurait encore

très en colère.

« Cette nuit-là aura été très pénible », se rappelait Zakia. Le lendemain correspondait à la première journée de ramassage des pommes de terre, et tout le monde devrait se rendre dans les champs, mais la famille entière resta debout tard, en la réprimandant avec virulence. « Ce soir-là, mon père et ma mère m'ont tous deux battue, m'expliqua-t-elle. C'était la toute première fois, cela ne leur était encore jamais arrivé. » Gula Khan et les autres frères de la jeune fille s'étaient toujours érigés en farouches gardiens de sa vertu. Ce fut au cours de cette correction parentale qu'elle mesura enfin à quelle situation désastreuse elle était réduite. « En me battant, ils me répétaient : "Si tu ne nous écoutes pas, nous te tuerons. Nous sommes obligés d'agir ainsi. Nous serons obligés de te tuer." »

Le lendemain, les deux familles étaient dans leurs champs respectifs, côte à côte, et Zakia et Ali se sentaient tous deux meurtris. Le ramassage des pommes de terre à la main est un travail éreintant et, de part et d'autre des murets de pisé ou parfois des simples chemins de terre qui séparaient les deux domaines, personne ne se parlait. Ils n'osaient pas se regarder.

Personne ne s'attendait à ce qu'elle tente à nouveau de décamper, cette même nuit, et c'est pourtant ce qu'elle fit. Sa famille s'étant endormie, épuisée par les efforts de la journée, vers 23 heures, elle se faufila dehors et retourna au domicile d'Anwar. Cette fois, Ali s'attendait plus ou moins à sa venue et, à son arrivée, il était encore debout.

« Toute ma famille voulait la renvoyer, expliquait-il. Jamais ils ne l'accepteraient. J'ai compris que nous n'avions nulle part où aller, aussi je l'ai conduite au siège local du ministère des Affaires féminines. Il était très tard, mais les gardes devant le bâtiment firent descendre une femme qui dirigeait le bureau provincial des droits de l'homme, une dénommée Aziza Ahmadi, qui s'organisa pour faire admettre Zakia au Refuge pour femmes de Bâmiyân, à une courte distance de là.

« Au début, j'étais heureuse de me trouver dans ce refuge, parce que je savais qu'à présent ma vie était en danger, et je voulais que mon cas soit traité sur un plan juridique », me confia-t-elle.

À cette époque, en octobre 2013, elle ignorait qu'elle y serait encore près de six mois plus tard.

Au début, elle était inconsolable, et pleurait sans cesse.

« Elle pleurait pendant une ou deux heures sans interruption, même la nuit », me raconta la directrice du refuge, Najeeba Ahmadi[1]. Hormis un petit sac plastique contenant des vêtements qu'elle avait apportés avec elle dans la maison d'Anwar, son unique possession était la photographie toute cornée d'Ali qu'elle couchait à côté de son mince matelas posé à même le sol. La mère d'Ali la lui avait donnée quand elle s'était elle-même rendue en visite au refuge, en partie parce que Chaman voulait s'assurer que les responsables de l'endroit savaient que la famille d'Ali la soutenait, et en partie pour rassurer et réconforter Zakia. Plus tard, quand la police pourchasserait les amants, les policiers confisqueraient cette photo au refuge et en diffuseraient des copies aux postes de contrôle.

Les premiers jours, les employées restèrent auprès d'elle, s'efforçant de la calmer.

– Tu es une fille courageuse, arrête de pleurer, lui répétaient-elles. C'est toi qui as eu le cran de te battre pour tes droits.

– J'éprouve de la pitié pour mes parents, leur répondait-elle. Ils me manquent, mais je redoute ce qu'ils vont faire.

Najeeba avait déjà été maintes fois confrontée à ce type de situation. « Dans la société afghane, les familles renient leurs enfants et ne leur pardonnent pas, soulignait-elle. C'était à cela qu'elle pensait, c'était cela qui la perturbait et la mettait en pleurs. »

– Je l'aime, et je ne renoncerai pas à lui, leur déclara-t-elle dans un souffle, avant d'avouer : Je ne sais que faire. D'un côté, il y a mon amant, et de l'autre, ma famille.

Elle sollicita les conseils de Najeeba, mais tout ce que cette dernière put suggérer à la jeune fille fut de sonder son propre cœur. « Nous nous refusions à lui dire quel parti prendre. C'était sa responsabilité. Mais nous lui répétions toujours : "Avant de prendre la moindre décision, réfléchis bien".

Zakia en revenait toujours à la même intention.

– Je veux épouser ce garçon.

– Si c’est vraiment ce que tu souhaites, alors fais-le, lui répondit Najeeba.

– Vous ne pensez pas que c’est mal agir ?

– Si c’est ce que tu crois dans ton cœur, ce ne peut être mal, lui assura la responsable. Maintenant que tu es tombée amoureuse, tu dois te battre pour cet amour jusqu’au bout, jusqu’à ce que tu aies obtenu ce que tu veux. Quand tu seras mariée, tu pourras toujours essayer de te réconcilier avec ta famille. Cela risque d’exiger des années, quatre, cinq ou même huit ans. Cela pourrait se produire bientôt, ou réclamer un certain temps.

Le moyen le plus simple d’apaiser ses crises de larmes était de l’amener à parler d’Ali.

– Raconte-nous un peu quelles sont ses qualités. Quelles sont celles qui t’ont poussée à vouloir l’épouser ? lui demandait Najeeba.

– Il me soutient, et quand on reçoit le soutien d’un être, on ne peut rien espérer de plus de la vie. On recherche toujours quelqu’un qui se tiendra à vos côtés et qui vous soutiendra, quoi qu’il arrive. Ali possède toutes ces qualités-là. Il est très attentionné, dynamique, et il appartient à une famille qui est très gentille, répondait-elle. Je ressens tellement d’amour pour lui, et je sens qu’il m’aime autant que je l’aime. Il est travailleur, et il est prêt à tout sacrifier pour moi. Et en plus, ajoutait-elle avec un sourire, il est bel homme.

Quand elle s’était calmée, elle se mêlait volontiers aux autres filles et jeunes femmes présentes, dont un bon nombre d’entre elles avaient à peu près son âge. Elle avait un sens aigu de ses droits individuels et faisait la leçon à ses interlocutrices à ce sujet. D’après tous les témoignages, Zakia, considérée comme la plus jolie des sept filles de Zaman, avait grandi adorée par son père, admirée ou enviée par ses frères et sœurs, ce qui lui conférait une maîtrise de soi peu courante chez une jeune femme afghane, une autorité naturelle qui s’était transformée en colère et en ressentiment quand ses frères avaient tenté de prendre l’ascendant sur elle, à sa majorité. « Bien que n’ayant reçu aucune instruction, elle savait attirer l’attention sur elle. Elle faisait des plaisanteries, racontait des histoires, récitait des poésies, expliqua Najeeba. Elle avait une personnalité pleine de drôlerie et de charme et, dès son arrivée au refuge, toutes

les autres filles ont noué d'étroites relations avec elle. C'était une jeune femme tout à la fois gentille, active, courageuse et amusante. »

Toutefois, les semaines et les mois se prolongeant, elle finit par se sentir désabusée. « Au début, au refuge, j'étais heureuse. Plus tard, je me suis rendu compte qu'ils étaient incapables de résoudre mon affaire. » Elle finit par demander l'autorisation de quitter l'endroit, pour retrouver Ali. En théorie, ces refuges pour femmes ne sont pas des prisons, mais dans la pratique, ils remplissent bel et bien cette fonction dans le cadre d'un accord entre les tribunaux, la police, les groupes de défense des droits des femmes et les jeunes femmes elles-mêmes. Les responsables du refuge réunirent à plusieurs reprises un comité de représentants de ces groupes afin de décider si l'on pouvait libérer Zakia en toute sécurité, ainsi qu'elle en avait formulé la requête.

« Les membres du comité ont répondu en ce sens : "Si nous l'autorisons à partir, où ira-t-elle ?" », me rapporta Najeeba. Il y avait toujours un membre de la famille de la jeune femme qui attendait devant le refuge ou, s'il y avait audience au tribunal, devant le palais de justice. Le comité rejeta donc sa requête à plusieurs reprises.

De tels groupes constituent l'une des louables avancées de la loi d'Élimination de la violence contre les femmes (EVAW), un texte qui marque un tournant – mais, ainsi que Zakia le découvrit, ce ne sont pas les exemples de limites à ce texte qui manquent. Lors de sa promulgation, en 2009, la loi EVAW fut saluée comme un modèle de dispositif législatif pour la défense des femmes oppressées dans de nombreux pays sous-développés[2]. À première vue, la Constitution afghane adoptée après la chute des talibans avait déjà admirablement permis de sanctuariser les droits des femmes[3]. Rédigée avec l'aide experte d'universitaires américains et européens, elle stipulait que les femmes devaient jouir de droits égaux à ceux des hommes, qu'une jeune fille devenait légalement une adulte exerçant la plénitude de ses droits civiques dès l'âge de 18 ans, qu'aucune jeune fille ne pouvait être mariée avant 16 ans ou qu'elle devait consentir à toute union, pour ne citer que ces principaux aspects. Le problème était qu'aucune sanction n'était prévue contre la violation de ces déclarations d'égalité et qu'aucune législation n'avait été adoptée non plus, par

exemple pour sanctionner un père qui mariait sa fille à 14 ans ou qui battait sa femme parce qu'elle avait lancé un regard à un autre homme. En vertu du code pénal afghan, le viol même n'était pas un crime – jamais mentionné dans le droit civil et criminel, il était traité comme une affaire familiale, relevant du ressort des tribunaux religieux de la charia. Dans cet ordre d'idées, si un mari battait sa femme, même s'il la battait à mort, la seule loi qui s'appliquait était celle de la charia ; le plus souvent, les tribunaux islamiques approuvaient son crime, s'il était fondé sur sa conviction d'avoir subi une violation de ses droits patriarcaux.

L'EVAW avait changé cela. Le viol, les sévices contre une femme, le mariage forcé ou le mariage des enfants tombaient sous le coup de sanctions criminelles. Beaucoup de pratiques coutumières étaient proscrites. L'une d'elles concernait ce que la loi EVAW appelait l'« interdiction d'une relation », une pratique selon laquelle les familles contrôlent le choix de l'époux. Dans les faits, avant la loi, Zakia n'avait aucun droit juridique de choisir d'épouser Ali, ce choix appartenait uniquement à son père, quel que soit l'âge de la jeune fille. Antérieurement à la loi, les amants auraient été emprisonnés et poursuivis au moins pour tentative d'adultère, et pour adultère s'il y avait eu suspicion de relations sexuelles. L'adultère était sujet à des peines allant de la flagellation à dix ans de prison, ou même à la mort par lapidation[4]. Sans la loi, les refuges pour femmes n'auraient pas exercé le rôle qu'ils ont fini par remplir, en protégeant les femmes contre une violence qui, avant l'adoption du texte, n'était même pas considérée comme un crime. Et, sans des refuges comme celui de Bâmiyân, Zakia aurait péri depuis longtemps. S'il est un facteur entre tous qui a rendu l'histoire de Zakia et Ali possible, c'est la loi. En un sens, ils doivent en remercier les talibans. La répression infligée aux femmes durant leurs six années de pouvoir avait scandalisé la quasi-totalité de la planète et, après leur chute, l'engagement en faveur d'un traitement correct pour les femmes afghanes fut l'une des pierres angulaires de la politique internationale par rapport à l'Afghanistan. Le texte était une conséquence directe de l'intervention occidentale et une réaction aux excès du régime taliban qui l'avait précédée.

Néanmoins, Zakia et Ali avaient eu de la chance de survivre aussi longtemps. C'est aussi un texte imparfait, en particulier s'agissant de sa mise en

œuvre dans une société farouchement patriarcale et dans des régions rurales arriérées où la plupart des juges ne détiennent aucun diplôme juridique ou autre qualification judiciaire. Nombre d'entre eux croient encore que la Terre est plate et que c'est un non-sens ou un blasphème de suggérer le contraire.

Dans un autre village hazara de la province de Ghazni, un an et demi plus tôt, une jeune fille de 16 ans, Sabira, avait reçu cent et un coups de fouet après avoir été accusée d'adultère – alors qu'il avait été ensuite prouvé qu'elle était encore vierge. Son seul crime était de s'être trouvée seule dans une boutique avec un homme dont elle affirmait qu'il l'avait violée. Elle était apparemment trop inexpérimentée pour comprendre ce qui était constitutif d'un viol. La loi EVAW n'étant d'aucun poids pour sa défense, les juges locaux refusèrent de l'appliquer, et les mollahs et anciens commandants djihadistes qui avaient ordonné la flagellation n'ont jamais été punis, même après des protestations à l'échelle nationale.

Tant qu'il n'y avait pas à Bâmiyân de juges disposés à sanctionner la famille de Zakia pour avoir monté la garde devant le refuge et les tribunaux de Bâmiyân, en la menaçant de violences, de manière implicite mais claire, si elle sortait, les limitations de la loi étaient tout aussi claires. Seule l'intervention de gens comme Fatima Kazimi, la représentante du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, et des responsables du refuge la protégeaient contre les représailles familiales.

Malgré la menace qu'ils faisaient peser sur elle, les membres de la famille de Zakia disposaient d'un droit de visite, et sa mère et son père venaient fréquemment la voir, tout comme ses sœurs. « Ils me conjuraient de rentrer à la maison et me répétaient : "Ce n'est pas bien, ce n'est pas juste que tu sois ici", me confia-t-elle. Ils me maudissaient, juste pour tenter de me faire comprendre. Ils me répétaient : "N'aie pas peur de nous. Nous ne te ferons rien." Mais je savais qu'ils ne pouvaient me forcer à rentrer à la maison avec eux, c'était donc leur moyen pour me faire rentrer, et je savais ce qu'ils me feraient. J'étais sûre à cent pour cent qu'ils me tueraient avant même de m'avoir ramenée chez nous. Avant que je ne sois venue m'abriter au refuge, ils me menaçaient et me frappaient, uniquement parce que j'avais une liaison. Je savais qu'ils me feraient subir un traitement terrible », ajouta-t-elle.

L’affaire de Zakia fut entendue plusieurs fois par les tribunaux, où les juges, tous tadjiks, comme la famille de la jeune femme, insistèrent pour qu’elle ne puisse épouser Ali qu’avec le consentement de son père. Pour sa part, la famille d’Ali affirmait que Zaman et ses fils avaient soudoyé les juges pour qu’ils prennent parti en sa faveur, et Zaman soutenait qu’Anwar et ses fils avaient acheté le ministère des Affaires féminines, la police et le bureau du gouverneur, afin qu’ils soutiennent Zakia. Ils avaient peut-être tous raison : en Afghanistan, la corruption est omniprésente, en particulier à Bâmiyân. En dépit de tout, les deux camps auraient accepté des pots-de-vin pour agir dans le droit-fil de leurs allégeances ethniques.

Comme la plupart des juges afghans, le magistrat principal du tribunal de première instance de la province de Bâmiyân, le juge Attaullah Tamkeen, n’était pas diplômé en droit[5]. D’après l’un de ses collègues membres du jury qui statua sur le cas de Zakia, le juge Saif Rahman, qui n’était non plus titulaire d’aucun diplôme juridique, l’étude de la charia à l’université Balkh constituait la seule expérience judiciaire de ce magistrat. Certains juges afghans sont même encore moins instruits, simplement diplômés des madrasas, les écoles religieuses où les étudiants consacrent l’essentiel de leur temps à apprendre à réciter intégralement le Coran de mémoire. Dans une société qui révère les individus âgés de sexe masculin, la plupart de ces magistrats sont cacochymes, et le peu de connaissances juridiques qu’ils détiennent est antérieur à la Constitution afghane actuelle et à toute la législation de la décennie précédente, qui ont accordé aux femmes des droits, en particulier avec la loi EVAW. Si les juges avaient la moindre connaissance de la Constitution afghane, ils sauraient que Zakia était juridiquement une adulte et avait toute latitude de choisir son époux. Ainsi, la loi EVAW rend ses droits plus explicites et transforme les actes de sa famille en délits pénaux, bien que l’« interdiction de relation » soit probablement le moins poursuivi de tous les crimes commis en Afghanistan.

« Dans toute société, la loi n’est pas seule à modeler les réalités, exposait Rubina Hamdard, une juriste du Réseau des femmes afghanes, qui avait suivi cette affaire de près. C’est le comportement des magistrats et leur manière d’appliquer la loi. Ici, en Afghanistan, et particulièrement dans cette affaire, il

est vrai, les magistrats constituent la limitation de toute loi. Ils résolvent les affaires de fugues en condamnant les jeunes filles fugitives à un an de prison, alors qu'elles ont plus de 18 ans et qu'aucune législation ne pénalise ces fugues… En revanche, il existe une loi contre la condamnation pénale de ces fugues. »

Soutenue par le tribunal de Bâmiyân, l'insistance familiale eut finalement raison de Zakia et, le 2 février 2014, elle fut conduite hors du refuge pour rencontrer sa mère, son père et trois des juges, ainsi qu'une demi-douzaine de sages de leur village. Selon leur version, Zakia avait introduit une requête pour leur être confiée ; selon sa propre version, dans cette requête, elle réclamait d'être libérée, parce qu'elle avait 18 ans. Lors de l'audience, le juge Tamkeen avait convoqué les membres de sa famille et tenté d'élaborer un accord. Ils promettaient de ne pas la tuer ni de lui faire aucun mal pour avoir fui le domicile familial, et ils abandonneraient toute accusation contre elle (ce tribunal traitait encore ce type de fuite du domicile comme s'il s'agissait d'un crime). En guise de signature, son père, son oncle et plusieurs anciens avaient tous appliqué leur empreinte digitale sur un document approuvé par le magistrat, confirmant à la fois leur accord pour la ramener du refuge chez eux sans lui causer aucun mal, et le consentement de la jeune femme. Convoquée devant le juge Tamkeen, entourée des membres de sa famille visiblement furieux, elle avait accepté.

Les engagements comme ce document signé par la famille de Zakia revêtent une valeur douteuse. En dépit de toutes les exégèses relatives à la conception afghane de l'honneur, cette notion telle qu'appliquée en Afghanistan est sans lien aucun avec le respect de la parole donnée, surtout quand il s'agit de promettre de ne pas tuer une femme.

Gul Meena, une jeune fille de 18 ans, avait été mariée de force à un mari qui la maltraitait, alors qu'elle n'était qu'une enfant prépubère. Elle s'était enfuie avec un voisin, devenu son amant, un dénommé Qari Zakir, et en 2012, ils s'étaient échappés de leur village, dans la province de Kunar. Ils avaient obtenu de se marier au motif que son précédent mariage était illégal. Un an plus tard, son frère et son père avaient réussi à la retrouver et lui avaient rendu visite sous prétexte de se réconcilier avec elle[6]. Après leur départ, M. Zakir gisait mort dans

son lit, le cou presque entièrement tranché au couteau. Mademoiselle Meena était couchée dans le lit voisin, grièvement blessée à la tête de quinze coups de hache ; la police avait recherché le frère, qui avait perpétré cette agression. Ces manifestations d'une violence extrême constituent souvent un trait distinctif des meurtres d'honneur commis en Afghanistan[7]. Ce sont rarement des meurtres « propres », car ils révèlent au contraire la profondeur des haines et des passions que suscite la transgression de ces femmes. Grâce à un miracle et au travail des médecins à l'hôpital de Jalalabad, Gul Meena avait pu survivre ; des journalistes et des membres d'organisations humanitaires compatissants versèrent des sommes d'argent pour couvrir en partie ses soins et à payer ses médicaments et sa nourriture[8], car il ne lui restait plus aucune famille susceptible de s'en charger.

Ces familles ont fréquemment recours à des subterfuges pour faire revenir les jeunes fuyardes. Dans un village du district de Dasht-e-Archi, à Koundouz, en 2010, un homme de 25 ans, Khayyâm, et une femme de 19 ans, Siddiqa, voulaient se marier, mais la famille de la jeune femme l'avait déjà promise à un autre. Le couple s'était enfui dans la province de Kunar, mais des émissaires des deux familles étaient allés les persuader que tout était pardonné et que plus rien ne leur interdisait de rentrer dans leur village conclure un mariage en bonne et due forme. Au lieu de quoi, une fois rentrés, ils avaient vu toute la population masculine du village se rassembler pour entendre le commandant local des talibans les déclarer coupables d'adultère et les condamner à mort par lapidation. On les avait tous deux jetés dans deux grandes fosses, tandis que leurs voisins et des membres de leurs familles s'étaient mis à leur lancer des pierres. Interrogé par la suite, l'un des villageois, Nadir Khan, ne s'était pas opposé à cette lapidation, mais affirmait n'avoir lui-même pas jeté de pierres. « Au début de leur supplice, les amants avaient déclaré : "Nous nous aimons quoi qu'il arrive" », rapportait-il[9]. L'exécution de la sentence avait suscité l'enthousiasme, et certains villageois, s'armant de pierres si lourdes qu'elles étaient difficiles à soulever, avait pilonné le couple de très près. L'enthousiasme de la foule face à ces exécutions était manifeste, au vu des vidéos enregistrées par plusieurs villageois dans leurs téléphones portables, dont des copies avaient circulé sur les

réseaux sociaux à l'échelle nationale[10]. On y voyait Siddiqa tombant lentement à genoux, puis, après avoir été frappée à la tête par une pierre particulièrement grosse, s'effondrer au fond de la fosse où on l'avait jetée, apparemment inconsciente ; sa lente agonie est masquée par la burqa bleue qu'elle portait. Revenant à elle, la jeune femme avait tenté de sortir de la fosse en rampant, et l'un des hommes lui avait tiré trois balles de son AK-47 dans la tête. Son amant, Khayyâm, n'est pas visible sur la vidéo, masqué par la foule des villageois, ses voisins, agglutinés autour de son corps ; au cours des quelques minutes suivantes, il avait été lapidé à mort[11]. Bien que ces lapidations aient été perpétrées par des talibans, après la chute du village entre les mains gouvernementales, la police afghane s'était montrée réticente à l'idée de poursuivre les auteurs de ces agissements, et ce malgré l'abondance de preuves de leur implication apparemment volontaire dans ces actes criminels, clairement visible sur ces vidéos[12].

Comme beaucoup de jeunes femmes de la société afghane, Zakia savait très bien ce qui l'attendait si elle s'écartait du droit chemin, mais elle avait néanmoins du mal à croire que ses proches deviendraient eux aussi ses assassins, et elle avouait qu'elle hésitait entre son envie désespérée de croire à leurs promesses et sa conviction d'être perdue si elle cédait. « Ils ont fait pression sur moi pour me pousser à répondre que je voulais retourner auprès de mes parents. C'était ce que je devais déclarer. Je n'avais aucun moyen de dire non », me confia Zakia.

Le juge Tamkeen la prit à part et lui administra une leçon de loyauté ethnique. « N'épouse pas ce garçon, sans quoi tu me déshonoreras, ainsi que toute notre communauté ethnique », la semonça le magistrat, selon le récit qu'elle m'en fit. Comme la plupart des juges de Bâmiyân, le magistrat était tadjik et musulman sunnite. Ali, tout comme Fatima Kazimi, la fonctionnaire du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, et la plupart des autres responsables publics, notamment ceux de la police, étaient tous des Hazaras, et des musulmans chiites.

Aucune des représentantes du refuge pour femmes n'avait pu assister à cette audience – Najeeba Ahmadi, la directrice de l'établissement, était partie à

Kaboul pour affaires personnelles, et ne rentra qu'en fin de journée, et Fatima Kazimi n'en avait pas été informée. Plus tard ce jour-là, au terme de pressions exercées des heures durant par la foule des responsables et de la famille, Zakia accepta d'apposer son empreinte digitale sur le document, consentant ainsi à retourner au sein de sa famille. Najeeba était alors de retour de la capitale et, tenue informée de l'accord, elle tenta de gagner du temps, arguant qu'il était trop tard, que la journée était trop avancée, en raison de toutes les démarches administratives à effectuer avant qu'elle ne puisse légalement laisser Zakia partir. Ils devraient donc tous revenir se présenter dans la matinée. Elle passa la nuit au téléphone, alertant d'autres dirigeantes et responsables favorablement disposées sur ce qui était sur le point de se produire.

Le lendemain matin, le 3 février, elle conduisit Zakia du refuge au tribunal, où sa famille s'était de nouveau rassemblée ; cette fois, le groupe était plus étoffé, comprenant son frère Gula Khan, deux cousins, ses parents, Sabza et Zaman, six anciens du village, augmentés du collège des trois magistrats, présidé par le juge Tamkeen. Fatima Kazimi était là elle aussi, soutenue par le gouverneur adjoint, Asif Mubaligh, et le chef adjoint de la police, Ali Lagzi.

Fatima Kazimi a de la présence ; forte, un peu ronde, généralement coiffée d'un foulard en soie violette et pudiquement vêtue d'un imperméable de couleur sombre, elle respire l'assurance et l'autorité. Le gouverneur adjoint et elle prirent Zakia à part, malgré les vives objections de sa famille.

– Comprends-tu, lui demanda-t-elle, que tu as signé un accord pour retourner chez toi, dans ta famille ?

– Oui, fit Zakia d'une voix fluette.

– Rien ne t'y oblige, reprit-elle. Tu peux toujours changer d'avis, et en ce cas nous te protégerons. Tu dois juste déclarer au tribunal, devant les juges, que tu ne veux pas y aller.

À leur retour en salle d'audience, Zakia se leva et déclara qu'elle voulait rester au refuge. Le juge Tamkeen se leva d'un bond et ordonna aux policiers de la faire sortir de force et de la reconduire dans sa famille.

– Je ne veux pas rentrer chez moi ! cria-t-elle.

Le juge menaça de les envoyer tous en prison.

– C’est une violence contre elle et une violence contre les femmes, répliqua Fatima. Vous ne pouvez pas faire ça.

Elle demanda au chef de la police adjoint d’intervenir, et il ordonna aux policiers de raccompagner la jeune femme au refuge. En fin de compte, ces derniers obéirent à leurs supérieurs, qui étaient leurs semblables, des Hazaras, et non aux juges, qui étaient tadjiks.

La famille de Zakia cessa alors complètement de feindre qu’elle ne lui voulait aucun mal. Son père et son frère tentèrent de l’arracher physiquement à Fatima et à la police, mais ce fut sa mère qui eut l’attitude la plus affligeante.

– Espèce de putain, lui hurla Sabza, la pire des invectives qu’une mère afghane – ou une mère tout court – puisse lancer à sa fille.

– Tu ne vivras jamais en paix ! Nous te tuerons ! beugla l’un des hommes.

« Ma mère hurlait et me maudissait, mes frères et le fils de ma tante ont essayé de me frapper, mon père et ma mère tiraient sur mes vêtements, et il a même tenté de me les arracher, m’expliqua-t-elle. Je sentais que s’ils me sortaient de là, je n’arriverais jamais chez moi. Ils m’auraient tuée en chemin.

« Ils étaient féroces, confirma Fatima. Dans notre esprit, cela ne soulevait aucun doute… à l’évidence, si jamais ils mettaient la main sur elle, ils la tueraient. »

Ils lui arrachèrent son foulard, et sa veste resta dans les mains de Sabza, alors que la famille se battait avec la police pour récupérer la jeune fille.

– Il faut pendre cette fille ! hurlait Zaman.

« C’était leur intention. C’était leur choix, confirma Zakia. Au moins, à ce moment-là, la police s’est aussi aperçue qu’ils me tueraient, aussi les policiers nous ont assurés qu’ils ne me livreraient pas.

Zaman et son fils furent menottés, mis en état d’arrestation et détenus jusqu’à ce qu’ils se fussent calmés, alors que la police expulsait de la salle d’audience Sabza, qui continuait de pousser des cris et de proférer des invectives.

Le gouverneur adjoint et le chef de la police adjoint, ainsi que Najeeba Ahmadi, Fatima Kazimi et la responsable du bureau des droits de l’homme, Aziza Ahmadi, furent tous témoins de ces débordements et de la véhémence de

leurs serments de tuer Zakia. On aurait pu attribuer ces propos à l'emportement, le genre de paroles brutales que l'on vocifère dans un moment de conflit familial qui échappe à toute mesure, si ce n'est que leur colère à eux ne se dissipait pas. Des semaines et des mois plus tard, Najeeba recevait encore de la famille de Zakia des menaces de mort au téléphone, et ils finiraient par sacrifier leur ferme, leurs moyens d'existence et leur foyer à la poursuite obstinée de leur vengeance contre Zakia et Ali.

Après l'échauffourée du tribunal de Bâmiyân, furieux, le juge Tamkeen émit un arrêt suspendant Fatima Kazimi et Aziza Ahmadi de leurs fonctions. Il ordonna même l'arrestation de Fatima, pour qu'elle soit interrogée par le bureau du procureur général. « Le procureur général nous a commandé de la lui amener pour l'interroger, expliqua le chef de la police provinciale, le général Khudayar Qudsi. Mais une telle action ne repose sur aucun fondement, et nous refusons de valider de telles requêtes. » Le gouverneur signifia simplement à la police d'ignorer cet ordre, et Fatima continua d'aller travailler[13].

Zakia était de retour au refuge, en sécurité, mais elle était loin d'avoir trouvé une solution à son problème. Fatima accéda à la demande d'Ali d'être autorisé à rendre visite à Zakia au refuge, ce qui, en temps normal, n'était absolument pas permis, et Fatima affirma par la suite qu'elle savait qu'il introduirait clandestinement un téléphone portable, mais elle avait fait comme si elle n'avait rien vu. À ce stade, devenus experts en coups de téléphone clandestins, Zakia et Ali se mirent à préparer leur évasion.

Elle n'avait plus aucune raison de rester au refuge. Aux yeux des deux amants, l'endroit n'offrait aucune solution, rien d'autre qu'une sécurité temporaire à laquelle il pouvait être mis un terme sans avertissement. Les juges et la famille de Zakia bénéficiaient de tout le poids des coutumes sociales et des pratiques afghanes, et pouvaient s'appuyer sur l'autorité potentielle du gouvernement central. Nombre de coreligionnaires d'Ali, hazaras comme lui, désapprouvaient les actes du couple.

Ils avaient aussi conscience des nombreux exemples du sort réservé aux femmes afghanes qui s'écartaient du droit chemin avant de réintégrer une famille en colère. « J'étais sûre à cent pour cent qu'ils me tueraient », avait déclaré

Zakia – et qui pouvait mieux connaître sa propre famille que l'une de ses filles ? Si Fatima n'était pas intervenue pour l'empêcher de rentrer au domicile familial, elle aurait risqué de finir comme Amina, une adolescente de la province de Baghlan, au nord, âgée de 15 ou 18 ans (selon les versions[14]). Fille d'un dénommé Khuda Bakhsh, Amina avait fui le giron familial quand son père lui avait proposé de la marier à un homme bien plus âgé, dans leur village du district de Tala Wa Barfak[15]. La police l'avait surprise errant dans le bazar de la capitale provinciale de Pul-e-Kumri, interrogeant des passants pour savoir où trouver les bureaux du ministère des Affaires féminines. Elle avait été arrêtée au simple motif qu'elle était une femme seule.

Évitant de l'incarcérer, la police l'avait directement conduite à l'antenne provinciale du ministère des Affaires féminines, le 20 mars 2014 – la veille du jour où Zakia s'était enfuie de son refuge – et l'avait confiée à Uranus Atifi, chef du service juridique. On l'avait placée dans un refuge de Pul-e-Kumri, où elle avait séjourné un mois. Ensuite, un membre du conseil provincial, Samay Faisal, avait contacté M^me^ Atifi pour l'informer que le frère et l'oncle d'Amina étaient venus à Pul-e-Kumri et voulaient ramener la jeune fille chez eux. Monsieur Faisal se portait garant, ajoutait-elle, aussi avait-elle reçu la famille, ils avaient tous signé des documents de garantie formelle promettant de ne faire aucun mal à la jeune fille si elle rentrait au bercail et de ne pas la contraindre à épouser le fiancé qu'elle avait rejeté.

« Avant de remettre Amina aux mains de sa famille, nous lui avons parlé en privé et demandé si elle souhaitait rentrer chez elle, nous expliqua Mme Atifi. Elle m'a répondu qu'elle le voulait, en effet, parce qu'elle n'avait pas envie de voir son affaire s'envenimer et créer davantage de problèmes. Madame Atifi avait pris la précaution de filmer en vidéo, tant les promesses de la famille de ne faire aucun mal à la jeune fille que le consentement de cette dernière. Pourtant, Mme Atifi n'en étant pas moins inquiète, elle avait obtenu le numéro de téléphone du frère et l'avait appelé afin de pouvoir parler à Amina, alors qu'ils se trouvaient encore sur la route.

« Ce même soir, je l'ai appelée à 20 heures, je lui ai parlé, je lui ai demandé si elle allait bien. Elle m'a répondu par l'affirmative et qu'ils étaient encore sur

la route. À 22 heures, je les ai rappelés, mais cette fois je n'ai pu obtenir de réponse », me précisa Mme Atifi.

Le lendemain, elle avait rappelé le frère, et il lui avait froidement exposé qu'un groupe de neuf hommes armés, le visage masqué, les avait stoppés, avant de traîner Amina hors du véhicule et de l'abattre, sans blesser personne d'autre. La famille n'avait pas pris la peine de signaler le crime à la police. S'agissant pourtant du meurtre de sa propre sœur, le frère lui semblait d'un calme suspect.

Personne n'avait cru à l'histoire de la famille, qui prétendait que ces hommes masqués devaient être des parents du fiancé éconduit. Si tel était le cas, s'interrogeaient les sceptiques, pourquoi les parents du fiancé outragé n'avaient-ils pas tué le frère, l'oncle et le cousin également présents sur les lieux, et qui étaient censés ramener la jeune fille à la maison et prononcer l'annulation de ses fiançailles ?

« Vous savez, si un mari découvre son épouse au lit avec un étranger et la tue, il écope au maximum d'un an de prison, nous indiqua Shahla Farid, professeure de droit qui siège à la direction du Réseau des femmes afghanes[16]. Si elle tue son mari pour la même raison, elle peut être exécutée. C'est inscrit dans le code pénal afghan[17]. » Plus vraisemblablement, en pareil cas, le mari ne serait pas poursuivi ou, s'il l'était, ne s'exposerait qu'à une peine symbolique[18].

« Je crois que les deux familles ont conclu un accord, mais je n'en suis pas sûre, complétait Khadija Yaqeen, directrice des Affaires féminines pour la province de Baghlan. Peu nous importent le marché ou les accords interfamiliaux qui ont été ou seront conclus. Dans le cas d'Amina, quelqu'un a été tué, et une enquête doit être ouverte, afin que justice soit faite. » Comme dans tant d'affaires similaires, cela n'a apparemment jamais été suivi d'effet[19].

À Bâmiyân, près de deux mois s'écoulèrent après l'audience au tribunal. En fin de compte, le père de Zakia força l'issue en déposant une requête officielle pour que la cour de Bâmiyân transfère le dossier de Zakia à Kaboul. Là, croyait-il, il lui serait réservé un meilleur accueil, car dans la capitale, les responsables du gouvernement et de la police ne seraient pas des Hazaras, mais des Tadjiks ou des Pachtounes, et si un juge ordonnait son retour au sein de la famille, la police obtempérerait. « Nous avons parlé avec la jeune fille et obtenu son accord pour

un transfert du dossier à Kaboul », affirmait Zaman. Évidemment, l'intéressée répondit qu'elle n'avait donné aucun consentement à cet ordre et que c'était ce transfert imminent qui avait précipité sa décision de fuir, ce qu'elle fit la nuit précédant la date de l'opération.

Sa fuite, survenue si peu de temps avant le transfert, avait dû être organisée par des fonctionnaires du ministère des Affaires féminines, estimait Zaman. « Nous n'avons même pas été autorisés à la rencontrer, nous avons donc dû lui parler au téléphone, afin d'obtenir son consentement. Elle a accepté de rentrer à la maison. Elle n'est absolument pas coupable. C'est la directrice du service des Affaires féminines qui craignait d'avoir des ennuis en raison de son implication dans cet épisode, qui a décidé de les aider à s'enfuir. Sinon, comment une fille qui vit dans un refuge gardé par la police peut-elle s'en échapper[20] ? Il y a sûrement eu une implication directe de cette femme et d'autres encore qui ont organisé sa fuite. » Fatima Kazimi et Najeeba Ahmadi ont démenti les allégations de Zaman, tout comme Ali et Zakia par la suite.

Ce qu'ils ignoraient tous, cependant, c'était que les appels de Zaman à un renvoi de l'affaire devant un tribunal à Kaboul n'avaient aucun lien avec l'imminence de ce transfert. Choukria Khaliqi, alors avocate auprès du groupe des Femmes pour les femmes afghanes (Women for Afghan Women, WAW[21]), avait eu vent du dossier et officiellement requis son renvoi dans la capitale, avec l'approbation de responsables du ministère des Affaires féminines à Kaboul et de défenseurs de droits des femmes au cabinet du ministre de la Justice. À Kaboul, ils pensaient avoir trouvé un tribunal où siégeaient des juges qui étaient de vrais juristes et possédaient une connaissance passable des textes. Dans le dossier de ce couple, Choukria était convaincue de pouvoir gagner. Ensuite, même s'ils restaient exposés à un risque d'agression de la part de la famille de Zakia, il n'y aurait plus aucun obstacle juridique à leur mariage et aucune justification au maintien de Zakia au refuge.

Toutefois, avant que Women for Afghan Women n'ait pu joindre Zakia pour lui exposer tout cela, le couple avait déjà pris la fuite. Son père avait porté plainte contre Ali pour enlèvement, et de ce fait, ils n'étaient plus des fugitifs cherchant seulement à échapper aux représailles familiales, mais aussi à se

soustraire à la loi. Ils étaient ensemble, mais du point de vue de la police afghane – et cela incluait celle de Bâmiyân –, il s'agissait de criminels recherchés qu'il fallait poursuivre. Chez les Hazaras, la solidarité a ses limites. Aux yeux des autorités afghanes, une femme en fuite serait toujours en tort, quelle que soit son appartenance ethnique.

Toutefois, après leur départ, Zakia et Ali étaient aussi devenus des héros aux yeux de nombreux Afghans, en particulier les femmes et les jeunes. Tout en affirmant n'avoir joué aucun rôle dans l'évasion de la jeune femme, sur le moment, Najeeba Ahmadi, du refuge de Bâmiyân, n'avait pas moins applaudi sa décision. « Ses actes suffisaient à démontrer que tout le monde avait le droit de se marier selon sa volonté. Elle a tenté d'exaucer ses vœux. Sa résistance et sa bravoure constituent un bon exemple pour toutes les femmes et les jeunes filles qui veulent garantir leurs droits. Quand les femmes résistent pour défendre ces droits, cela leur donne la faculté d'atteindre leurs objectifs. Je ne crois pas que Zakia ait rien fait de mal. Ses actes sont admirables et, où qu'elle soit, je lui souhaite bonne chance et de réussir dans la vie. »

Pour leur part, Zakia et Ali visaient des objectifs modestes. Ils savaient qu'en règle générale, la majorité des couples qui s'enfuyaient se faisaient prendre, avec de terribles conséquences. Ils n'avaient jamais espéré aller bien loin, mais ils étaient fermement déterminés à vivre ensemble quelques moments authentiques, tant que c'était possible, même si cela signifiait la mort pour tous les deux.

Un rabbin chez les mollahs

L’e-mail du rabbin Shmuley Boteach, le 25 mars 2014, était énigmatique et pressant. « Je viens de recevoir une information très importante au sujet de l’affaire. Pouvons-nous nous parler, je vous prie ? » Shmuley Boteach comptait parmi les centaines de lecteurs qui avaient pris contact avec moi après que j’avais écrit mon article sur le calvaire de Zakia et Ali dans le *New York Times*. À l’époque de ce premier article[1], Zakia en était au quatrième ou au cinquième mois de son séjour au refuge des femmes de Bâmiyân, son audience désastreuse au tribunal appartenait au passé, et Ali errait, songeur, dans la vallée, en s’efforçant d’élaborer un plan d’évasion.

Nombre de ces lecteurs voulaient aider le couple ; le rabbin Boteach se montrait simplement un peu plus insistant que la majorité, il avait maintenant mon adresse e-mail et mon numéro de téléphone personnels, que je lui avais communiqués, et il n’allait donc pas renoncer. Non sans lassitude, je le rappelai, car je savais qu’il n’en resterait pas là tant que je ne me serais pas exécuté. Après la rédaction de ce premier article, j’avais en partie renoncé à aider Zakia et Ali ; je ne voyais tout simplement pas comment leur histoire pourrait se terminer bien, à moins que le président de l’époque, Hamid Karzai, ne décide d’intervenir et de dénouer l’affaire par un décret. Il en avait le pouvoir, s’il s’intéressait à leur sort, mais en l’espèce, s’il s’en souciait, ce ne pouvait être que dans un sens négatif. Les efforts sincères et bien intentionnés d’un rabbin du New Jersey ne fléchiraient pas le président de la république islamique d’Afghanistan, un pays

où la plupart des autres confessions sont proscrites, la seule église chrétienne consacrée étant une petite chapelle à l'intérieur de l'ambassade d'Italie, et l'unique synagogue ne comptant qu'un fidèle survivant. En outre, à cette époque, au sein de son administration, malgré la dépendance de son pays envers l'aide de Washington, le président Karzai ne dialoguait guère avec les représentants américains[2]. Aussi, n'ayant que peu d'espoir, je composai le numéro de Shmuley dans le nord du New Jersey, depuis notre bureau de Kaboul.

L'assistante du rabbin me transféra aussitôt, et il alla au fait, s'adressant à moi, selon son habitude, comme si nous étions de vieux amis.

– Rod, elle s'est échappée.

– Qui ?

– Zina, Zophia, quel est son nom ?

– Zakia ?

– Elle s'est enfuie, dans la nuit, il y a deux jours. Je viens de l'apprendre.

– Par quel intermédiaire ?

– Fatima m'en a informé.

– Vraiment ?

J'ignorais que Fatima Kazimi, la directrice locale des Affaires féminines pour la région de Bâmiyân était en relation avec le rabbin Shmuley. Cet homme était décidément surprenant et, comme je le constaterais, tout à fait déterminé. C'était grâce à Fatima que j'étais au courant de l'existence de Zakia et Ali – et, de l'avis de beaucoup, et notamment celui de la jeune femme, c'était la seule raison pour laquelle elle n'était pas déjà morte.

Toute l'affaire de Zakia et Ali avait été portée à mon attention à peine deux mois plus tôt, quand, le 9 février, Fatima Kazimi avait envoyé un e-mail à tous les journalistes en poste en Afghanistan pour de grands titres de la presse américaine. Elle avait dicté cet e-mail à son fils anglophone et me l'avait envoyé en cliquant sur l'en-tête figurant à côté de mon article, sur le site NYTimes.com :

Cher M. Nordland [3] ,

Je m'appelle Fatima Kazimi, directrice du Département des Affaires féminines (DoWA), antenne provinciale du ministère des Affaires féminines (MoWA). Nous sommes le principal organisme de protection et de défense des droits des femmes dans la province de Bâmiyân, en Afghanistan.

J'irai droit au but, c'est-à-dire le cas d'une jeune fille (d'ethnie tadjike) et d'un jeune homme (d'ethnie hazara) qui ont fui leur domicile familial respectif et se sont présentés au Département des Affaires féminines (DoWA) de Bâmiyân et devant la Commission indépendante des droits de l'homme de Bâmiyân pour assurer leur sécurité et leur protection, et enfin réaliser leur rêve, leur mariage. Nous suivons cette affaire depuis le début, voilà environ trois mois, et nous avons enregistré en vidéo la confession et les discours des deux amants.

En Afghanistan, et tout particulièrement à Bâmiyân, le mariage entre ethnies différentes étant considéré comme tabou, la famille de la jeune fille, tout comme quantité d'autres parties prenantes dans cette affaire, insistent pour qu'elle rentre au domicile familial.

La jeune fille ne voulant pas retourner dans sa famille, et sachant qu'elle s'expose à un grand danger de meurtre si elle rentre (comme nous l'avons constaté dans des affaires précédentes), le DoWA et d'autres organismes de protection des droits des femmes, notamment le Bureau du gouverneur, la Commission indépendante des droits de l'homme et le Forum de la société civile continuent de prendre fait et cause pour ces deux amants.

Toutefois, au lieu de soutenir et de protéger les droits des femmes à Bâmiyân, le tribunal provincial a ordonné ma suspension et celle de deux autres fonctionnaires, nous privant de notre travail et nous empêchant de poursuivre dans ce dossier, au seul motif que nous suivions ce dossier de très près et du FAIT QUE LA MAJORITÉ DES JUGES du tribunal provincial sont d'ethnie tadjike.

Vous pouvez contacter le Bureau du gouverneur de Bâmiyân, et la Commission indépendante des droits de l'homme pour vérifier cette

information et quantité d'autres éléments dont nous disposons. Je me demandais si vous ne diffuseriez pas cette nouvelle, car ce faisant vous protégerez la vie de ce couple, et nous qui sommes menacés de mort.

J'espère recevoir une réponse de votre part.

Salutations distinguées,

Fatima Kazimi

Je lui téléphonai immédiatement pour lui poser quelques questions à titre exploratoire – principalement, le couple parlerait-il, et pourrions-nous prendre des photos ? Fatima répondit à ces deux questions respectivement par un « oui » et un « peut-être ». Cela me suffisait. Nous sautâmes dans le premier vol pour Bâmiyân, à bord d'un vol East Horizon Airlines, qui assure la liaison avec la ville, deux fois par semaine à certaines périodes, avec quelquefois des suspensions de plusieurs mois. J'emmenai avec moi Mauricio Lima un photojournaliste, et notre collègue afghan, Jawad Sukhanyar. Un ou deux ans auparavant, nous aurions pu effectuer en voiture les six à huit heures de trajet pour franchir l'un des deux cols traversant l'Hindou Kouch en direction de Bâmiyân, mais ils avaient été tous les deux coupés, du moins pour les étrangers, après des embuscades intermittentes des talibans.

J'étais déjà prêt à bondir sur une telle histoire, et cherchais cette sorte d'opportunité depuis longtemps. Les meurtres d'honneur restent le plus souvent l'un des secrets les plus sordides et les mieux dissimulés d'Afghanistan, ce n'est qu'en de très rares circonstances qu'ils se révèlent au grand jour, et il est encore plus rare d'avoir l'occasion d'écrire sur ce qui a pu permettre de contrer pareille menace, surtout quand les parties concernées acceptent de parler et même d'être photographiées. Nous nous étions mis en route avant que Fatima n'ait eu la possibilité de changer d'avis. Je ne le rappelai pas, de crainte qu'elle ne se ravise, et elle n'eut plus de nouvelles de nous avant le moment où je frappai à la porte de son bureau, dans les locaux du gouvernement, à Bâmiyân, non loin de l'aéroport.

Fatima nous reçut, assise derrière un vaste bureau à plateau de verre, placé entre deux fenêtres, baigné de la lumière éclatante du soleil qui se réverbérait sur la neige, dans une pièce où des rangées de chaises prêtes à accueillir les requérants étaient alignées le long des murs. Après avoir résumé ce qui était arrivé à Zakia et Ali, elle alla chercher la jeune femme au refuge pour femmes, et la ramena dans les locaux sous bonne garde, escortée de deux Ford Rangers verts chargés de policiers. Zakia était coiffée de son châle, mais elle était vêtue de couleurs éclatantes, et même assez criardes, foulard rose et sweater orange, sa tenue habituelle, ainsi que je finirais par le comprendre. Quand on l'introduisit dans les locaux, elle suscita un certain émoi chez les policiers et les fonctionnaires qui attendaient en rangs serrés dans les couloirs. Les Afghans la trouvent très belle, avec ses yeux saisissants, immenses, couleur d'ambre.

Tout d'abord, elle ne desserra pas les lèvres. Ce n'était pas seulement la toute première fois qu'elle rencontrait un journaliste, mais aussi sa première entrevue avec un étranger et la toute première fois de sa vie qu'elle adressait la parole à un étranger de sexe masculin – sans compter qu'elle n'avait encore jamais parlé à un autre homme qu'Ali, Anwar, ses frères et son père. « À cause de mon affaire, je savais qu'il faudrait que j'aie le courage de parler. Je m'en rendais bien compte », confia-t-elle bien plus tard, se rappelant sa terreur ce jour-là. S'exprimer semblait douloureux, mais grâce à Fatima qui l'incitait gentiment à poursuivre, elle réussit à raconter toute son histoire, par l'intermédiaire de Jawad, qui traduisait. « Toute ma famille est hostile à mon mariage, expliquait-elle. Quoi qu'il en soit, je veux aller de l'avant. Je fais appel à vous, je ne veux pas rester à Bâmiyân. Je peux vivre n'importe où, sauf à Bâmiyân. Tout ce que je veux, c'est vivre mon amour.

« Les juges m'ont dit : "Nous sommes tadjiks, et si tu décides d'épouser un Hazara, tu nous déshonores." Les juges, ma mère, mon père me tenaient tous des propos identiques, mais je leur ai répondu qu'Ali a beau être ce qu'ils disent, c'est surtout un musulman. Je suis très inquiète pour lui et pour sa sécurité. Mon père et certains autres membres de ma famille l'ont menacé, et je redoute qu'ils ne passent à l'acte. Je reçois des menaces de mort de ma famille. Ils disent que si

je pars l'épouser, ils ne nous laisseront pas la vie sauve, et si je rentre chez moi, ma mère et mon père ne me laisseront pas la vie sauve non plus. »

Sa sœur s'était elle aussi retournée contre elle. Lors d'une visite au refuge, « elle s'est mise à me crier dessus, en me lançant des propos insultants. On l'entendait dans tout le bâtiment ».

« Je l'aime, continuait-elle, et maintenant, même si je ne réussis pas à l'épouser, je ne pourrai pas vivre ici, je ne peux pas revenir en arrière et rester ici, il faut que je parte, pour toujours. J'ai confiance en lui. Je connais ses manières d'être et la moralité de son caractère. Je veux vivre avec lui. »

Dans le cadre de la procédure judiciaire, Zaman ne pouvait prétendre que sa fille avait fui ou choisi un compagnon trop peu convenable, car rien de tout cela n'était considéré comme un crime. En revanche, la rupture de fiançailles est bel et bien un acte passible des tribunaux, et son père avait engagé des poursuites en prétendant qu'elle avait été précédemment, officiellement, fiancée à son neveu. Or, affirmait Zakia, c'était la première fois qu'elle en entendait parler.

« Pourtant, ils ne cessent de se contredire, s'écria Fatima avec un rire. Ils affirment qu'elle est fiancée avec le fils de la sœur de son père, et ensuite c'était avec le fils de la sœur de sa mère. Avant de mentir de la sorte, ils seraient mieux inspirés de se mettre d'accord. »

Au début, le récit de Zakia était entrecoupé, lent, ponctué de longs silences gênés et de réponses en forme de monosyllabes. L'aspect le plus extraordinaire de sa personne, c'étaient ses rares sourires, susceptibles de soudainement illuminer son visage, d'animer ses traits – ses yeux, ses lèvres, son nez. Il s'allumait comme le soleil derrière une trouée dans un nuage filant en plein ciel, avant de s'effacer presque aussi vite. Son rire la transformait de manière si profonde et si engageante que cela donnait envie de trouver un moyen de le faire renaître une nouvelle fois.

Je lui expliquai les conséquences probables d'un article qui la citerait ouvertement. Les gens de Bâmiyân le consulteraient grâce aux connexions Internet locales, si mauvaises soient-elles. Toute information devient planétaire, surtout si elle paraît dans le *New York Times*. Les organes d'information locaux pouvaient aussi la reprendre. Toutes ses connaissances entendraient ou liraient

sans doute tout ce qu'elle nous communiquerait ; si les membres de sa famille ne savaient pas lire, quelqu'un sachant lire leur rapporterait ses propos.

Pour seule réponse, elle nous rappela qu'elle était dans ce refuge de Bâmiyân depuis près de cinq mois déjà. C'était un argument. Durant tout ce temps, la seule opportunité qu'elle avait eue de modifier sa situation s'était résumée à cette audience de justice avortée du 3 février.

Sur la suggestion de Fatima, nous évoquâmes le refuge et les autres jeunes filles et jeunes femmes qui y résidaient. Certaines d'entre elles étaient là depuis des années, dans l'incapacité d'obtenir une décision de justice comme des mesures de protection contre un mari maltraitant, et dans l'incapacité de partir par peur de la vengeance des hommes – et souvent ceux des deux familles. Au refuge, à cette période, le pire de tous les cas concernait Safoora, la jeune fille de 14 ans, une Hazara, qui aiderait plus tard Zakia à s'enfuir du refuge. Agressée dans le palais de justice délabré de Bâmiyân, alors que sa famille contestait les détails du mariage arrangé de leur fille, elle avait été traînée dans une pièce de stockage de fournitures et violée en réunion par quatre employés tadjiks du tribunal. Les policiers, tous des Hazaras, avaient arrêté les coupables ; les juges tadjiks avaient annulé les poursuites contre trois d'entre eux, mais pas contre le dernier, qu'ils avaient accusé d'adultère, un délit pénal en Afghanistan, et non de viol. Ensuite, les juges avaient intenté une action similaire contre Safoora. C'était absurde, parce que même en Afghanistan, un enfant ne peut jamais donner son consentement légal, même si le rapport sexuel avait été, fût-ce à un certain niveau, « consenti » –, si peu plausible que ce pût être, s'agissant ici d'un viol en réunion survenu au milieu d'un tribunal. Alors que les défenseurs des femmes avaient tenté d'obtenir la levée des charges pénales contre elles, Safoora avait été maintenue au refuge – surtout afin d'empêcher sa famille de faire d'elle la victime d'un meurtre d'honneur, rien que pour effacer leur honte.

Fatima en revint à la situation d'impasse où était Zakia, et son argument était clair.

– D'après vous, qu'est-ce que je dois faire ? lui demanda la jeune femme.

– Vous devez en décider vous-même.

Fatima s'exprimait là comme une aînée soucieuse et protectrice.

– Cela nous aidera-t-il d'être en contact ? me demanda-t-elle.

– Sans doute, dis-je, guère convaincu. Sans doute quelqu'un comme votre président pourrait-il lire ce qui s'est passé et intervenir, mais sincèrement, c'est le contraire qui est plus probable. D'un autre côté, de quelles autres solutions disposez-vous, maintenant ?

C'était une jeune fille qui n'avait jamais été scolarisée, qui ne savait ni lire ni écrire, et dont la connaissance des chiffres s'arrêtait à dix, du 1 au 0 de son clavier téléphonique. Rappelons que, des onze enfants de la famille de Zakia, seul le jeune Razak, âgé de 9 ans, avait fréquenté les bancs d'une école. Elle était assise, très droite, contre le mur, le nez portant encore une marque, suite à l'accrochage survenu au tribunal. Sous cet éclairage cru, ses couches de vêtements multicolores, tuniques et pantalons en soie artificielle, paraissaient de piètre qualité et un peu râpés, quand on s'attardait sur les petits trous et autres déchirures visibles en plusieurs endroits, mais l'ensemble la rendait tout de même assez séduisante. Durant la quasi-totalité de notre conversation, elle regarda par terre, et j'avais la sensation qu'elle devait se demander : « Pourquoi ces étrangers s'intéressent-ils à moi ? »

Elle y réfléchit un court moment. Puis elle leva la tête et, pour la première fois, me regarda droit dans les yeux.

– Cela m'est égal, me dit-elle.

Et elle sourit brièvement.

Mauricio, le photographe, somnolait, comme souvent les photographes pendant les interviews, quand il n'y a rien à photographier ; à présent, c'était son tour, il devait lui demander la permission de la photographier. C'était encore plus délicat que l'interview proprement dite. En règle générale, photographier les femmes afghanes est interdit, malgré quelques images demeurées fameuses – par exemple la réfugiée emblématique aux yeux verts, Sharbat Gula, photographiée par Steve McCurry pour *National Geographic*[4]. Sharbat étant alors une enfant, à l'époque âgée de seulement 12 ans, la photographier était autorisé, comme ce l'aurait été pour des femmes plus âgées, généralement des veuves qui n'avaient plus rien à espérer, et dès lors exemptes des restrictions qui s'appliquent en temps normal. Autrement, le simple fait de photographier une femme en burqa

de la tête aux pieds pourra être perçu par les hommes à proximité comme une provocation, qu'ils aient ou non un lien de parenté avec elle, et les inciter à agresser le photographe. Si on leur demande l'autorisation de les photographier, la plupart des jeunes femmes d'Afghanistan refuseront, une réaction compréhensible[5].

Cette fois, pourtant, Zakia n'eut pas à réfléchir longtemps.

– Cela ne me gêne pas, dit-elle, et Mauricio se mit tout de suite au travail.

Les mystères de l'objectif, cet œil imperturbable… Je m'attendais vraiment à ce qu'à son retour à Kaboul, Mauricio soit déçu du résultat. Toute relation entre photographe et sujet est une forme de séduction, dans un sens ou dans l'autre, et cela s'était même vérifié entre Zakia et Mauricio, un photographe de talent qui a plus l'allure d'un videur de boîte de nuit et fervent adhérent du précepte selon lequel la meilleure photo se prend de près. Dans ce cas précis, il s'approcha à moins de vingt centimètres de son visage, afin de compenser la lumière du soleil trop éclatante ; c'est un maître du portrait étrange et singulier. Zakia se plia à l'exercice avec sérénité ; au bout d'un moment, elle semblait même curieusement tirer un supplément de force de l'attention qu'on lui portait. C'était une belle femme dont on peut affirmer sans risque de se tromper qu'elle n'avait jamais été convenablement photographiée, si ce n'est même jamais prise en photo[6]. Et là, devant l'objectif d'un pro, elle semblait apprécier.

Il était vrai qu'elle avait peu à perdre. Précédemment, elle avait évoqué l'étroitesse des liens entre les nombreux membres de sa famille élargie ; outre ses quatre frères, elle avait beaucoup de cousins qui, en Afghanistan, entretiennent entre eux des relations aussi étroites que des frères et sœurs. Au total, le clan familial comptait trente-cinq maisons dans la région. À présent, ne pouvant s'en prendre à elle, abritée dans ce refuge, ils se seraient tous lancés à la poursuite d'Ali. – Je vais attendre de pouvoir rejoindre mon amour, quel que soit le temps que cela prendra. Mais je crains fort que ma famille tente de faire du mal à la sienne, et cela m'inquiète énormément. S'il devait mourir, je mourrais aussi.

– En es-tu certaine ? l'interrompit Fatima, un peu déconcertée par sa déclaration.

Zakia la dévisagea.

– Bien sûr.

Fatima s'assombrit. Elle pouvait à la rigueur approuver l'amour romantique, ou tout au moins le droit juridique de le vivre, mais elle avait une piètre opinion des hommes, nourrie par deux années consacrées à traiter des affaires de violence contre des femmes, procédures intentées dans le cadre de la loi EVAW, et selon elle, aucun ne méritait qu'on meure pour lui. Elle rappela à Mauricio de prendre également un portrait d'elle, ce dont il se fit un devoir.

– C'est aussi mon histoire, ajouta-t-elle. N'oubliez pas que vous devez écrire sur moi.

Elle me considéra d'un regard sévère. Je n'émis aucun commentaire.

Plus tard, Mauricio emmena Zakia et Fatima dehors. Les deux femmes traversèrent la rue, Mauricio s'accroupit et déclencha, provoquant une vive réaction de leur escorte policière, qui poussa des cris et lui lança des invectives. Un policier fit coulisser la bandoulière de son fusil et le mit en joue. Il était incorrect de photographier des femmes, considérait-il, qu'elles aient accepté ou non. En effet, selon lui, comment une femme pourrait-elle accorder son consentement sans un homme qui s'exprime en son nom ?

Pour ces policiers et pour quantité d'autres acteurs de la société afghane, cet épisode résumait vraisemblablement le fossé entre les cultures afghane et occidentale. Pour Zakia, il revêtait un tout autre sens.

« Cela m'a donné de l'espoir, confiait-elle. J'étais heureuse, parce que je savais maintenant qu'il y avait des gens désireux de nous aider et qui se souciaient de nous. » Le monde extérieur avait beau être mystérieux aux yeux des deux jeunes gens, ils en percevaient toute l'importance et l'intérêt qu'il leur portait constituait pour eux une forme de validation. Ils savaient fort bien qu'aux yeux de leur propre société, en vertu des règles et des contraintes de leur culture, ils étaient devenus des parias. Le fait que ces étrangers apparemment importants les acceptent tels qu'ils étaient et semblent considérer que les désirs de ces amants n'étaient nullement déraisonnables – et qu'ils étaient même dignes d'éloges – paraissait conférer une force immense à ces deux jeunes gens isolés.

Nous avions déjà contacté Ali sur son téléphone portable, mais le plus sûr semblait être de nous rencontrer dans les bureaux de l'antenne locale du ministère des Affaires féminines. Fatima jugeait qu'il valait mieux ne pas tenir cette réunion le jour même de la visite de Zakia, afin que les espions de sa famille au sein des services étatiques ne puissent prétendre que Fatima organisait des rendez-vous entre eux.

Ali arriva le lendemain et c'était un beau jeune homme, ce qui n'avait rien de surprenant, un rien vaniteux quant à son apparence. Ses cheveux noirs et abondants étaient coiffés en arrière, crantés en banane, la barbe était rasée de près, le pantalon moulant, et les chaussures en faux cuir à la fois pointues et pleines de trous. Comme Zakia, il était pauvre, mais il avait du style. Ses yeux étaient d'une couleur ambre dorée saisissante et, détail des plus frappants – j'ai dû vérifier sur les photos de Zakia pour m'en assurer –, presque de cette même nuance si rare que ceux de la jeune fille. Il avait un hématome très marqué, bien enflé, sur la pommette, et je le questionnai à ce sujet.

– Depuis le début de cette histoire d'amour, j'ai eu deux sales accidents, m'expliqua-t-il.

Depuis le début de cette histoire d'amour. Je ne tarderais pas à comprendre qu'Ali se référait souvent à Zakia et lui-même comme à deux protagonistes d'une histoire d'amour, comme si une puissance supérieure l'avait écrite pour eux deux, simples mortels jouant chacun un rôle.

Le premier accident auquel il faisait allusion s'était produit trois ans plus tôt, pendant son service militaire, quand le Humvee à bord duquel il circulait avait effectué un tonneau, et qu'il avait eu la jambe abîmée. Le second « accident » concernait l'hématome que lui avait laissé son frère Ismatullah quand il avait tenté de rejoindre Zakia, le jour où elle était allée implorer le père de ce dernier de l'accueillir chez eux.

À l'inverse de Zakia, Ali n'était jamais étonné que les gens s'intéressent à leur histoire et à ce qui leur était arrivé. Cela lui semblait naturel, inévitable. « Notre histoire est identique à celle de Shirin et Farhad, disait-il. Nous sommes coincés dans une histoire du même genre. »

Ce récit persan très ancien, déjà évoqué plus haut, immensément populaire en Afghanistan, est repris sous quantité de formes par la culture populaire, en particulier dans les chansons traditionnelles et populaires. La belle princesse Shirin confie à Farhad, le tailleur de pierre, qu'elle est promise au prince, mais que s'il réussissait à déplacer pour elle une montagne avec son pic, elle l'épouserait. Il entreprend alors de tailler le versant d'une montagne voisine, et quand le prince s'aperçoit qu'il a presque achevé ce qui semblait une tâche impossible, il envoie une sorcière murmurer à Farhad que Shirin a déjà épousé sa majesté. Anéanti, il se donne la mort, et quand elle l'apprend, la princesse se donne la mort elle aussi.

En quoi cette histoire évoquait-elle la leur ? demandai-je à Ali.

– S'ils ne se rejoignent pas dans ce monde temporaire, alors Dieu sait qu'ils pourront y parvenir dans l'autre monde, expliqua-t-il.

Tout grand amour doit être condamné, semble-t-il, pour connaître une fin heureuse dans un au-delà, qu'il s'agisse de Roméo et Juliette, ou de Shirin et Farhad. Il ne connaissait pas l'histoire de Roméo et Juliette, aussi nous la lui avons résumée. La fin surtout lui plaisait.

– Mon ambition est la même. Même si je me faisais tuer avec ma fiancée, j'aurais atteint mon ambition. S'ils nous séparaient, je me suiciderais.

Un schéma commençait à se faire jour dans les passions de ce jeune homme aussi authentique que de pauvre apparence, aux yeux d'ambre étincelant qui paraissaient s'illuminer dès qu'il se mettait à raconter des histoires, qu'il s'agisse des siennes, de celles de Zakia ou de ces contes très anciens. Quand nous lui avions téléphoné, la veille, pour convenir d'un rendez-vous, sa sonnerie était un verset d'amour d'une chanson qui racontait l'histoire de Youssef et Zouleïkha. Celle d'aujourd'hui se composait de quelques vers d'une comédie musicale autour des personnages de Leïla et Majnoun. L'épopée du poète persan Nezami, reprise de la vieille histoire arabe, a circulé sous différentes versions d'un bout à l'autre du sous-continent, et elle comprend traditionnellement ces versets arabes :

Je traverse les terres de Leïla,
J'embrasse ce mur, et cet autre :
Ce ne sont pas ces terres que j'aime,
Mais celle qui les habite[7].

Ali n'avait évidemment jamais lu de poésie, mais son illettrisme ne l'a manifestement pas privé de littérature. Elle était là, tout entière, mise en musique.

C'est ainsi qu'ils se sont fait longuement la cour, avec ces longues et nombreuses conversations téléphoniques qui avaient débuté alors qu'elle sortait à peine de l'enfance et qu'il n'était pas encore tout à fait un adulte. Ils ne cessaient de revenir l'un et l'autre sur le moment où ils étaient tombés amoureux, le moment où ils avaient su, et comment ils l'avaient su. Pour Ali, il s'agissait de ces nombreux mois qu'il avait passés dans l'armée et de sa peur d'être rejeté à cause de sa difformité (ou qu'il imaginait telle). Pour Zakia, c'étaient ces mois durant lesquels elle aurait aimé lui tenir des propos différents de ceux qu'elle lui avait tenus, quand il l'avait demandée en mariage, de l'autre côté du mur. Quand ils se trouvaient à court de ragots au sujet des gens qu'ils connaissaient, de propos autour de la vie à la ferme, de pitreries d'enfants ou d'animaux, il lui proposait une histoire, souvent l'une de celles qu'il lui avait déjà contées. Sa préférée était celle de Youssef et Zouleïkha, la version islamique de la parabole biblique du prophète Joseph (celui de la comédie musicale américaine *Amazing Technicolor Dreamcoat*). Dans le récit islamique, Youssef est vendu comme esclave à Putiphar et tombe amoureux de l'épouse de ce dernier, Zouleïkha (qui ne porte de nom que dans les versions islamiques, pas dans le récit biblique), mais il est puni de bannissement. Il retrouve son amour trente ans plus tard, après avoir gagné liberté, prestige et pouvoir, alors qu'elle est devenue une vieille femme, mais qu'elle l'aime encore. Il suffit d'un baiser, et elle redevient une jeune beauté. Ce n'est pas seulement une histoire populaire chez les jeunes Afghans et au sein de quantité de sociétés musulmanes, c'est aussi une histoire sacrée, reprise dans le Coran, qui l'approuve – malgré le thème

de l'amour romantique triomphant de la droiture conjugale – au plan théologique, comme relevant d'un amour supérieur à sa forme charnelle, romantique.

« Je lui ai demandé si elle aimait cette histoire, me confia Ali. Dans la réponse qu'elle m'a faite, elle s'est dite prête à m'attendre cinquante ans. »

Le premier article que je publiai dans le *New York Times* après ce périple à Bâmiyân avait déjà engendré un intérêt considérable. Mais je ne reçus un véritable déluge de courrier de lecteurs qu'après avoir écrit celui du 31 mars[8] relatant l'évasion du refuge et la cavale amoureuse du couple, la police les pourchassant comme si c'étaient des criminels et la famille de Zakia se lançant également à leurs trousses – autant de rebondissements que j'aurais pu manquer si le rabbin Shmuley Boteach ne m'avait pas alerté. Nombre de ces lecteurs exigeaient que l'on fasse quelque chose pour aider Zakia et Ali. Et ils n'hésitaient pas à m'adresser leurs réprimandes : « Vous avez attiré l'attention sur ces jeunes gens, alors maintenant vous devez intervenir », m'écrivait l'un d'eux. Je ne mesurais guère à l'époque à quel point ces propos se révéleraient prophétiques. « Le *New York Times* ne peut pas tout simplement envoyer un avion là-bas et les faire sortir ? » Si seulement c'était aussi facile. Pourtant, aucun de ces lecteurs ne se montrait aussi pressant que le rabbin du New Jersey, et à l'inverse de beaucoup d'autres, Boteach, lui, avait un plan, ou du moins une ébauche de plan. Il connaissait une riche bienfaitrice, me signalait-il, déterminée à dépenser ce qu'il faudrait pour sauver la vie du couple, ce qui supposait naturellement de pouvoir les faire sortir d'Afghanistan, afin d'assurer leur sécurité. Une bienfaitrice très fortunée. Shmuley n'était pas seulement rabbin, c'était le « rabbin de l'Amérique », ainsi qu'il se décrivait sur son propre site et, selon certains articles de presse[9] ; notamment celui de feu Michael Jackson – une personnalité, un habitué des plateaux de télévision, un chroniqueur, un défenseur passionné d'Israël, un expert de l'autopromotion, un politicien républicain, et l'ami de Sean Penn et Oprah Winfrey. Il dirige et anime une organisation, World Values Network[10], qui vise à promouvoir les valeurs juives dans la société américaine, et compte des amis éminents au sein de la classe politique, dans les deux camps, par-delà les clivages idéologiques. C'est un habile homme de

réseaux, un talent qu'il a développé au cours des années où il était le rabbin résident de l'université de Cambridge[11], quand il invitait activement toutes sortes d'orateurs, personnages puissants et intéressants, à des conférences et des débats et s'était créé de nombreuses amitiés durables. C'est aussi l'auteur de plusieurs livres, dont le plus connu s'intitule *Guide de l'amour casher*, et le plus récent *Kosher Lust*[12]. Ces deux ouvrages sont plus sérieux que leurs titres ne pourraient le laisser entendre et, entre autres sujets, Shmuley Boteach y défend l'idée que les juifs devraient faire davantage d'enfants – il en a lui-même neuf.

Le rabbin Boteach avait réussi à se procurer un contact avec Fatima Kazimi par l'intermédiaire d'un réseau social après avoir vu son nom dans le journal, et il était entré en relation avec elle de sa propre initiative. Après la parution de ce premier article sur Zakia et Ali, Fatima avait été déçue que le récit n'ait pas été davantage centré sur elle et sur ses efforts pour sauver le couple et, pendant un temps, elle avait cessé de nous adresser la parole. Mais elle dialoguait avec Shmuley, très activement. Le rabbin était devenu mon canal d'accès informel à une militante du droit des femmes dans l'Hindou Kouch : depuis mon bureau de Kaboul, seules quelques chaînes de montagne nous séparaient.

Cette vague de manifestations d'intérêt et de propositions de soutien mettait diverses forces en mouvement, ce qui m'avait amené à culpabiliser. Toute cette publicité aiderait-elle vraiment Zakia et Ali ? « Vous êtes responsable d'eux maintenant, j'espère que vous le savez », m'avait écrit un lecteur. Il n'avait pas tort. À certains égards, difficiles à mesurer, toute cette publicité avait enhardi le jeune couple, l'encourageant à prendre cette initiative. Plus tard, quand j'avais eu l'occasion de demander à Zakia ce qui leur avait donné le courage de fuir ensemble, elle m'avait regardé avec surprise. « C'est que nous savions qu'il y avait des gens qui tenaient à nous. Nous savions que vous nous aideriez. » C'était un acte de foi extrême, mais pour eux, cela signifiait qu'ils n'étaient plus seuls ; si nous nous intéressions à eux, beaucoup d'autres gens s'intéresseraient à leur sort, et en un sens, cela résoudrait tout – sur des plans divers, auxquels ils n'avaient d'ailleurs pas pleinement réfléchi. Ils n'étaient plus seulement Zakia et Ali, ils incarnaient l'*histoire* de Zakia et Ali, plus importante d'une certaine

manière qu'ils ne l'étaient eux-mêmes, mais aussi porteuse de promesses que semée de dangers.

Ce n'aurait pas été la première fois que la lumière crue de la publicité aurait sauvé une femme afghane d'un destin malheureux. En 2012, une jeune femme, Lal Bibi, était enlevée par un membre d'une unité de la police locale afghane (ALP), à Koundouz. L'ALP se compose de milices irrégulières constituées de troupes des Forces spéciales américaines, et qui servent d'unités d'autodéfense collective. Au mieux, ce sont des escouades de vigiles de quartier bien armés, au pire, elles peuvent devenir une véritable engeance criminelle qui pèse sur les communautés qu'elles sont censées protéger. L'un des miliciens de l'ALP, un dénommé Khudaidad, prétendait avoir le droit de prendre Lal Bibi pour épouse en raison d'un ancien *baad*, ou contrat, un accord conclu quand elle était très jeune, suite à une querelle entre leurs familles. Le *baad* est une pratique répandue, où des jeunes filles sont échangées en compensation d'une infidélité conjugale, d'un meurtre ou autre délit, ou simplement pour s'acquitter d'une dette. Lal Bibi et sa famille avaient affirmé qu'il n'existait aucun accord de cet ordre, intenté une action judiciaire contre Khudaidad pour l'avoir violée et accusé trois membres de son unité, y compris son commandant, de l'avoir aidé à l'enlever et à la violer. Il s'était calmement défendu contre ces accusations en prétendant l'avoir épousée peu avant le viol et, avait-il déclaré au *New York Times*[13], « une fois que le contrat de mariage est conclu, tout rapport sexuel n'est plus considéré comme un viol ».

Lal Bibi avait certes pu s'opposer à son mariage, mais c'était une union forcée, un crime mineur, et non un viol, insistait-il. Le policier avait convoqué un mollah qui avait confirmé avoir prononcé les rites du mariage avant que n'ait eu lieu le moindre rapport sexuel. L'aspect inhabituel du cas de la jeune fille ne tenait pas tant à ce qui lui était arrivé, mais à ce que les membres de sa famille avaient décidé de rendre public. Après un tollé d'ampleur nationale, le président Hamid Karzai était intervenu en ordonnant le démantèlement de l'unité de l'ALP. Elle fut toutefois promptement remplacée par une autre unité de la même ALP dirigée par le frère du commandant de la première. (Et cette seconde unité aurait elle aussi été entraînée et encadrée par des troupes d'opérations spéciales

américaines.) Bravant les menaces et les manœuvres d'intimidation des *arbakai* et de leurs amis, la famille de Lala Bibi avait effectué le voyage vers Kaboul, où des procureurs avaient finalement condamné les quatre fonctionnaires de police impliqués à seize ans de prison. Durant son procès, Khudaidad avait renoncé à sa ligne de défense relative au mariage, au profit d'une autre, encore inédite. Il avait demandé que la jeune fille soulève son voile, à l'audience, afin, disait-il, que le tribunal puisse constater qu'elle était bien trop laide pour qu'il ait eu l'envie de la violer[14].

Les défenseurs des droits des femmes avaient énergiquement usé de leur influence pour soutenir Lal Bibi et sa famille dans cette affaire, et ce fut l'une des rares victoires d'une femme victime de violence.

Si la famille de Lal Bibi, pauvre et privée de ses droits, pouvait l'emporter contre des miliciens soutenus par les Américains, individus habitués en temps normal à jouir de l'impunité pour leurs exactions, peut-être l'affaire de Zakia et Ali n'était-elle pas totalement désespérée. Maintenant qu'ils étaient libres, tout avait changé. Les sommes d'argent et le soutien que leur proposaient toutes sortes de gens pourraient fort bien se révéler décisifs dans l'aboutissement d'une solution, soit en permettant de verser à la famille de la jeune femme une dot du fiancé assez conséquente pour qu'ils puissent s'en aller en paix, soit en fournissant au couple des moyens financiers rendant possible une fuite loin d'Afghanistan. Rien n'imposait que leur histoire s'achève là, à croupir dans une geôle afghane ou sous les coups de gourdin d'un individu ivre de vengeance. Malheureusement, Zakia et Ali semblaient être partis pour de bon. Pour l'heure du moins, au lieu d'attendre de l'aide, ils avaient jugé plus sûr de disparaître, même si cela interdisait de les retrouver pour se porter à leur secours.

5

Un bel endroit où se cacher

Rester bien visible peut constituer une bonne cachette, jusqu'au moment où vos poursuivants comprennent que c'est le seul endroit où ils ont négligé de chercher. Zakia et Ali avaient clairement conscience qu'ils ne pourraient plus longtemps se cacher dans la maison du citoyen le plus éminent de leur village. À la fin mars, apparemment, le pays tout entier se passionnait pour la chasse aux amants en fuite. La police de Bâmiyân avait beau se montrer compréhensive eu égard à leur épreuve et tendre naturellement à se ranger aux côtés des Hazaras, maintenant que Zakia s'était échappée du refuge, elle devenait la plus méprisée de toutes les femmes afghanes, une fugitive. Le ministère de l'Intérieur, à Kaboul, s'appuyait sur la police de Bâmiyân pour qu'elle traite l'affaire. Son histoire était reprise partout, sur les chaînes de télévision et de radio afghanes, sur les ondes et les sites d'information du pays – dont un bon nombre n'hésitait pas à s'approprier et à republier les portraits des amants par Mauricio Lima, parus sur le site NYTimes.com. La police avait interrogé le personnel du refuge de Bâmiyân et arrêté deux de ses gardes, maintenus en détention pour les besoins de l'enquête, avant d'être ultérieurement libérés, n'étant coupables de rien d'autre que de s'être endormis ou de ne pas avoir été suffisamment vigilants. Fatima Kazimi, la responsable du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, fut assiégée dans son bureau par le père de Zakia et une dizaine d'autres membres de la famille, de sexe masculin, qui l'accusèrent d'avoir manigancé son

évasion. Bismillah, le frère de la jeune femme, fut arrêté et placé quatre jours sous les verrous, son cousin Sattar emprisonné deux jours, et son autre frère Ismatullah, lui-même officier de police, subit des pressions de sa hiérarchie pour qu'il révèle où se trouvait son frère en fuite.

Najeeba Ahmadi, directrice du refuge de Bâmiyân, n'essuya pas que des remontrances officielles. « Je crois que sa famille ferait tout son possible pour nuire à Zakia, estimait-elle. Ils n'arrêtent pas de me téléphoner depuis différents numéros, en me menaçant, s'ils ne la récupèrent pas, de me chasser de Bâmiyân ou de me tuer pour se venger. J'ai beau essayer de communiquer de façon pacifique, peu leur importe. »

Une voix masculine se faisait entendre sur sa ligne téléphonique portable personnelle. « Tu as pris notre fille et tu l'as cachée quelque part. Tu sais où elle est, mais tu ne nous dis rien. Alors, pour nous, la fille et toi c'est du pareil au même, et vous en subirez toutes les deux les conséquences. »

Durant tous ces événements, j'étais à Kaboul, où je passais une heure chaque matin à éplucher les e-mails des lecteurs, émanant surtout d'Américains inquiets convaincus que, d'une manière ou d'une autre, je devais savoir où se trouvait le couple et comment leur apporter de l'aide. Le rabbin Boteach manifestait une détermination nouvelle à poursuivre l'affaire. Il me demanda si je pouvais tenir lieu d'intermédiaire avec le couple et leur faire savoir qu'il disposait de quelqu'un qui était prêt à venir à leur secours.

– Nous aimerions communiquer avec eux, leur signaler que nous voulons les aider à sortir du pays et à se créer une nouvelle vie ailleurs, là où ils ne seront plus en danger, m'écrivait-il dans un e-mail. Mais nous n'avons pour le moment aucun moyen de les contacter. Si vous pouviez nous aider à cet égard, je vous en serais très reconnaissant. À ce propos, veuillez, je vous prie, leur demander leur autorisation, pour savoir si nous pouvons ou non entrer en contact avec eux.

Agir en qualité d'intermédiaire me mettait mal à l'aise, mais j'estimais ne pas devoir doucher l'enthousiasme du rabbin ou rejeter en bloc l'inquiétude dont il témoignait pour le jeune couple. Mon rédacteur en chef à New York, Doug Schorzman, soumit l'affaire à Phil Corbett, rédacteur en chef responsable des questions d'éthique et de déontologie. Il donna son accord pour que je mette le

rabbin Boteach en relation avec un « fixeur » et traducteur afghan. Il disposerait ainsi d'un interlocuteur susceptible de contacter Zakia et Ali, indépendamment de nous. Nous estimions aussi que nous pouvions communiquer les numéros de téléphone des principaux protagonistes, pourvu que nous ayons une permission de leur part. Grâce à notre équipe afghane, nous avons pu trouver un « fixeur » indépendant, respecté pour son intégrité, Aimal Yaqubi, qui avait auparavant travaillé pour la radio nationale publique.

Tout cela se révéla purement théorique. Ali ne répondait pas au téléphone, qui délivrait en permanence un message indiquant qu'il se trouvait « en dehors d'une zone de couverture », ce qui nous empêchait d'obtenir son autorisation de communiquer son numéro à quiconque. Son père et ses frères affirmaient n'avoir aucune idée de l'endroit où se trouvaient les deux amants, si ce n'était quelque part dans les montagnes, et nous disaient ne pas non plus réussir à joindre le jeune homme par téléphone. Il s'avéra par la suite que la famille avait été contrainte de ne rien dévoiler de l'endroit où se trouvait le couple parce que Zakia et Ali l'en avaient priée.

Le père de Zakia était lui aussi sur leur piste. Quand nous l'interrogeâmes, il était clair qu'il avait déjà obtenu des informations précises sur les mouvements du couple après la fuite de Zakia du refuge. Il nous avait indiqué où ils avaient passé leurs deux premières nuits, le nom du mollah qui avait officié et noué entre eux les liens du *neka*, l'endroit où ils s'étaient arrêtés ensuite, plus haut dans la vallée de Foladi, en direction de Shah Foladi, et précisé qu'à présent la police avait perdu leur trace, sur la route voisine du village d'Azhdar.

Ce qu'il ne suspectait pas, du moins pas encore, c'était qu'ils n'étaient plus dans ces montagnes, mais qu'ils avaient fait demi-tour, regagné le village d'Ali, où ils se cachaient à moins de trois cents mètres de là où Zaman nous parlait à l'instant même.

– Je ne lâcherai pas, martelait-il, assis en tailleur sur le sol de sa maison, ses plus jeunes enfants agglutinés autour de lui : du plus âgé au plus jeune, sa progéniture couvrait presque trois décennies, le tout avec une seule épouse. Je jure devant Dieu que même si cela me coûte tout ce que je possède, j'essaierai de ramener ma fille au domicile. Elle fait partie de mon corps, comme si c'était l'un

de mes membres… Comment pourrais-je la laisser s'en aller avec ce garçon ? En plus, elle était déjà mariée, et il est impensable de remarier l'épouse d'un autre, une femme déjà mariée. C'est contraire à la loi et à la charia. En aucun cas je ne la laisserai épouser ce garçon.

Cette accusation de bigamie fit l'effet d'une bombe. Auparavant, il avait soutenu devant la cour qu'il avait fiancé sa fille à son neveu – et, comme chacun le savait, il n'avait pas cessé de changer d'avis quant à l'identité de la tante du neveu en question. Maintenant que sa fille était mariée avec Ali, il plaçait la barre encore plus haut en affirmant qu'une union précédente avait bien été conclue, que les liens du *neka* avaient déjà été noués entre Zakia et son cousin germain. Il est plausible, et même courant, qu'un père noue ces liens du *neka* sans la présence de sa fille – c'est-à-dire qu'il la marie à un homme de manière tout à fait formelle. Il lui suffit de prononcer devant un mollah et d'autres témoins le serment qu'elle a donné son consentement. Ce consentement est officiellement requis, mais dans la pratique, il n'existe aucune obligation d'en apporter la preuve, excepté par le biais du serment paternel. Il suffirait désormais à Zaman de trouver, à l'appui de cette accusation de bigamie, un mollah favorablement disposé et quelques témoins partageant le même état d'esprit, puis d'antidater un document attestant le *neka*. Pourtant, même dans le cadre de cette nouvelle version, son exposé des faits restait confus : tour à tour, Zakia avait fui avec ce garçon, puis c'était le garçon qui l'avait enlevée. Ensuite, elle s'était évadée du refuge, ou Ali l'en avait enlevée de force. Et ainsi de suite.

À première vue, Zaman ne semblait pas assez redoutable pour tenter quoi que ce soit. Il faisait bien plus vieux que son âge, approximativement la soixantaine, frêle et voûté, la peau aussi ridée qu'un fruit séché. Cinq de ses onze enfants étaient plus jeunes que Zakia, certains beaucoup plus jeunes ; le plus petit n'avait apparemment pas 4 ans. À l'évidence, il était pauvre, mais il avait aussi des fils, des cousins, des gendres, qui tous se pressaient dans son salon pour lui apporter son soutien. « Je ne suis pas homme à renoncer facilement, disait-il. Si un homme perd ses poulets, il cherchera à les ramener au bercail. Comment pourrais-je ne pas chercher ma fille, qui faisait partie de mon propre sang ? Je peux tout tenter pour la récupérer. J'essaierai d'approcher le président,

et si cela ne marche pas, je déciderai d'agir par mes propres moyens. En ce sens, du moins, nous ne sommes pas si faibles. »

Il niait qu'il s'agisse là de menaces de violences – il ne possédait pas d'armes, affirmait-il, même pas une lime à ongles –, mais les postillons qui jaillissaient de sa bouche quand il prononçait ces mots, la dureté du ton, tout cela suggérait le contraire, comme les menaces de mort que ses fils et lui-même avaient proférées devant de nombreux témoins, au palais de justice de Bâmiyân. À l'observer, il faisait surtout l'effet d'être le père d'une fille déjà morte.

Pour sa part, le frère de Zakia, Gula Khan, qui devait avoir 20 ou 21 ans, ne feignait nullement l'impuissance. Quand je l'avais joint au téléphone, vers cette période, il hurlait au bout du fil. Le ton était en soi plus éloquent que les termes employés, eux-mêmes déjà pourtant si brutaux et si sacrilèges qu'ils offusquèrent profondément mon collègue afghan, Jawad, très choqué. Ce fut seulement sur mon insistance réitérée pour qu'il ne me cache rien qu'il me traduisit l'intégralité des réponses du frère à mes questions.

« Si nous étions des hommes, à l'heure qu'il est, nous aurions tenté d'agir, disait-il. Si nous avions des couilles, nous aurions pris notre revanche. Comment peut-on nous voler une femme et n'accorder aucune attention à notre souffrance ? Elle a vraiment déshonoré notre famille, et l'homme auquel elle était promise réclame un dédommagement. Il nous a prévenus, soit nous lui retrouvons sa femme, et nous la lui rendons, soit nous devrons lui verser 10 lakhs de roupies[1]. »

« Quand leur fille prenait la fuite avec un homme, leur monde tout entier s'en trouvait chamboulé, m'expliqua la directrice exécutive de Women for Afghan Women, Manizha Naderi. Son organisme gère sept refuges pour femmes, mais pas celui de Bâmiyân[2], et Manizha est sans conteste le défenseur des droits des femmes la plus efficace d'Afghanistan. « Cet événement a véritablement réduit à néant leur sens de l'honneur, tant au sein de leur famille que de leur communauté. À cause de Zakia, ils ont perdu toute la crédibilité qui leur permettait de garder la tête haute devant autrui. Et, pour recouvrer leur honneur, ils pensent qu'ils doivent tuer Ali, et surtout Zakia. C'est le seul moyen pour eux d'interpeller les membres de leurs familles en ces termes : "Nous

sommes des hommes d'honneur. Nous l'avons tuée. Notre honneur est plus important que notre fille, qui nous a couverts de honte." C'est réellement tragique, mais la plupart des familles pensent de la sorte, en Afghanistan. Dès lors que les membres féminins de leur clan sont réputés avoir commis un méfait, au lieu de perdre la face devant la communauté, ils préfèrent les tuer. »

« L'honneur », au sens où les Afghans emploient ce terme, ne revêt pas la même signification que celle que nous lui prêterions, à savoir un comportement caractérisé par la décence et l'honnêteté qui vaut à un individu l'estime publique et le respect. Ils n'en usent pas non plus dans sa connotation plus traditionnelle de pureté ou de chasteté, telle qu'elle s'applique aux femmes, et qui est encore l'une des définitions de certains dictionnaires. Pour les hommes afghans, « l'honneur » est bien plus qu'un synonyme du mot « femme », en particulier quand il s'agit des épouses en âge de procréer, considérées comme la propriété des hommes. L'autre sens de ce terme, évoquant le traitement honorable réservé à une femme – autrement dit, le fait d'éviter de la tromper, au plan sexuel ou amoureux – est ici totalement absent, ce qui ne laisse pas de surprendre, si l'on considère la fréquence à laquelle, en Afghanistan, on peut invoquer l'honneur dans le traitement qui leur est réservé.

Dans le vénérable dictionnaire persan, le *Dekhoda*, le mot « honneur », *namoos*[3], en langue dari, avec les connotations que nous lui attribuerions, n'existe pas. D'après ce dictionnaire, la seule acception du mot qui, chez les Afghans, désigne « l'honneur », renvoie à des notions d'estime et du respect que l'on accorde à celui qui soutient et défend la foi religieuse. Les Afghans associent en effet l'honneur à la religion et aux femmes, car ils usent de cette religion comme d'une justification au traitement qu'ils réservent à ces dernières (souvent pour des motifs théologiques douteux), mais dans leur emploi moderne de ce vocable, cette première strate de signification s'est souvent dissoute. Penchons-nous sur l'article 398 du code pénal afghan qui, pour les *hommes*, limite la peine infligée pour meurtre à deux années d'emprisonnement seulement, quand il s'agit de crimes passionnels commis contre des femmes de leur famille. (Il n'existe aucune limitation comparable s'appliquant aux femmes qui commettent des crimes passionnels.) Ainsi que l'a relevé Shahla Farid,

militante de la condition des femmes et professeur de droit à l'université de Kaboul, l'article 398 stipule que le châtiment réservé aux hommes pour meurtre est limité aux cas où les actes de la victime affectent l'honneur de l'homme, et le texte définit implicitement son « honneur » comme « concernant les femmes, les sœurs, les filles, les nièces, les tantes, les mères et autres membres de la famille de sexe féminin ». En d'autres termes, selon la lecture du professeur Farid, dans l'article 398, cette définition de « l'honneur » s'applique aux femmes présentes dans la vie d'un homme, sur lesquelles il détient propriété ou autorité. Et c'est en ce sens que les Afghans emploient le mot[4].

Quand des hommes afghans affirment, comme c'est souvent le cas : « Nous sommes de pauvres gens, et nous n'avons que notre honneur », en réalité, ils disent : « Nous sommes de pauvres gens, et nous n'avons que nos femmes. » C'est de là qu'émanent la *purdah* et la volonté obsessionnelle, fanatique des Afghans de tenir leurs femmes éloignées des regards. C'est de là que naît cette conception qui veut que le viol ne soit pas un crime, puisqu'une femme ne devrait jamais se trouver en position de se faire violer. Si un viol se produit, c'est qu'il y a eu dérive de comportement au sein de la famille de la victime ; soit la famille ne l'a pas protégée, soit elle a échappé à sa protection.

J'entendis des propos similaires dans la bouche du père de Zakia, Zaman, et à plusieurs reprises. « Je suis un pauvre homme. Je n'ai que mon honneur. » C'est pourquoi il lui semblait logique d'assimiler la perte de sa fille au vol d'un de ses poulets ; simplement, elle représentait un bien beaucoup plus précieux.

Peu après notre rencontre avec Zaman, nous nous rendîmes dans le village voisin de Surkh Dar, pour écouter aussi l'avis d'Anwar, le père d'Ali. Nous lui fîmes part des informations précises que détenait Zaman relatives aux premières journées de leur fuite. Anwar rapporta ensuite ces informations à Zakia et Ali, ce qui les persuada de fuir encore plus loin. Il leur semblait évident que le père de Zakia connaissait quelqu'un qui les avait aperçus en chemin, et il ne lui faudrait peut-être plus beaucoup de temps pour en déduire que, pour deux fugitifs mal équipés, une fois arrivés au village d'Azhdar, il serait plus commode de prendre au nord et de redescendre dans la vallée, plutôt que de s'attaquer aux sommets imposants, enneigés du Shah Foladi, qui culminaient à près de cinq mille mètres.

Anwar était catégorique, aucun mariage n'avait été célébré antérieurement, c'était un stratagème inventé après coup par un père plein de rancœur, et il redoutait d'autres implications. La bigamie était à la fois un crime et un terrible péché (pour une femme, pas pour un homme, qui, selon la tradition afghane, peut avoir quatre épouses), et Ali risquait également d'être inculpé d'enlèvement, un crime passible de la peine de mort. En théorie, la bigamie étant aussi une forme d'adultère, ils s'exposaient tous deux à l'exécution par lapidation.

Anwar tiraillait nerveusement sur sa barbe blanche et nous demanda si nous pouvions aider Zakia et Ali.

Peut-être, si nous réussissions à les trouver.

Jawad était convaincu que le vieil homme savait où ils étaient et connaissait probablement aussi le numéro de téléphone actuel d'Ali, mais qu'il avait cessé de nous accorder sa confiance lorsqu'il avait compris que nous dialoguions aussi avec la famille de Zakia. Le père en colère défendant le statu quo culturel, et qui battait son fils parce qu'il avait essayé de déshonorer la communauté, avait déjà accompli un long cheminement. Pour notre part, il nous faudrait un peu de temps pour comprendre ce qui l'avait mené à cette transformation, mais il avait manifestement pris parti pour Ali et Zakia.

Les cris du cœur des journalistes du *New York Times* m'avaient convaincu de ce qu'il nous fallait mettre notre récit à jour et aller au-delà de la simple parution d'articles dans le journal. Mes rédacteurs en chef s'accordèrent à ce sujet estimant, maintenant que les amoureux étaient réunis, qu'obtenir des photos d'eux, ensemble, serait un élément clef qui permettrait de fortement entretenir l'intérêt. Pour que ces deux êtres deviennent bien réels, nos lecteurs avaient besoin de les voir ; c'était autant une histoire d'amour qu'une plongée dans le cœur ténébreux d'une société profondément troublée et dans la forêt d'obstacles sociaux et culturels qui avaient interdit d'enregistrer des progrès réellement significatifs concernant les droits des femmes afghanes. Sans photos des deux amants, cette histoire resterait fondamentalement abstraite, privée de la faculté d'émouvoir – et peut-être même de toucher un lecteur capable, le cas échéant, de leur apporter son aide. Nous ne disposions que des portraits de

Mauricio Lima, qui les avait pris séparément, et, dans l'éventualité où nous les retrouverions, le journal engagea donc un autre photographe, ainsi qu'un vidéaste pour tourner un sujet sur leur passion et leur évasion[5].

Tout cela restait purement hypothétique car il ne saurait exister de visuels tant que nous ne les aurions pas retrouvés, et personne ne nous renseignait à ce sujet. Ils avaient quitté leur village natal de Surkh Dar en secret, peu après nos entretiens avec les deux pères. Tout d'abord, Zakia, enveloppée tout entière dans un châle, accompagnée de la mère d'Ali, avait pris un taxi, le soir, pour la bourgade de Nayak Bazaar, le centre administratif du district montagneux de Yakawlang. Un parent avait accepté de la loger chez lui pour une nuit, avec Chaman, mais pas le couple, qui se ferait trop aisément remarquer. Le lendemain soir, Ali et son père avaient également pris un taxi pour Nayak Bazaar, et Anwar y avait laissé les deux amants. Ils avaient cru facilement trouver un lieu où résider, mais s'étaient rapidement rendu compte que quelques habitants les observaient déjà d'un œil suspicieux. Séparés, ils pouvaient éviter de se faire repérer, mais ensemble, ils devenaient Zakia et Ali, et les gens seraient vite en mesure d'établir certains recoupements. Dans ces régions de montagnes reculées, tous les inconnus sortent du lot.

La route qu'ils avaient empruntée pour arriver à Nayak Bazaar était une nationale flambant neuve, construite par les Japonais sur les soixante premiers kilomètres, certainement la meilleure du pays, du moins tant qu'elle résisterait. Cet hiver, les chutes de neige avaient été d'une abondance inhabituelle et, dans leur fuite, ils avaient longé les pistes de ski récemment damées sur les flancs de la chaîne de Koh-i-Baba, encore fréquentées à cette période par de rares skieurs occidentaux de fin de saison[6]. La route entre Bâmiyân et Band-e-Amir est si bonne qu'une ONG bénéficiant de financements occidentaux se consacre à la promotion du cyclisme féminin, et elle est sillonnée par des groupes de randonnées à VTT, un sport auparavant inconnu des femmes afghanes et assez malaisé à pratiquer quand on porte la burqa[7].

La portion de chaussée asphaltée s'achevait après Nayak Bazaar. Ils avaient gravi cette route de terre à la sortie de la ville, avant de la quitter pour un sentier de montagne, Zakia agrippant deux sacs plastique de vêtements et Ali chargé

d’un petit sac à dos. Cette première nuit, ils avaient finalement dormi dehors, en allumant un feu au bord du sentier, et le lendemain ils avaient marché toute la journée jusqu’au village de Kham-e Bazargan, où ils savaient qu’ils seraient reçus au domicile de parents éloignés qui, dans un lointain passé, avaient été leurs voisins au village de Surkh Dar. Ils n’avaient pas songé combien Kham-e Bazargan était vaste : le village s’étendait le long de la nationale, sur des kilomètres, dans les profondeurs des gorges de Yakawlang, et la petite place du marché était située très loin de la ferme qu’ils cherchaient. Ali était déjà venu, une fois, en voiture, pas à pied, mais cela remontait à de nombreuses années. Ce soir-là, au lieu de traverser le marché et de risquer de croiser la mauvaise personne, ils s’étaient réfugiés au fond d’une grotte, dans un endroit si aride qu’ils n’avaient même pas pu ramasser suffisamment de brindilles pour allumer un feu. Ces montagnes n’étaient pas aussi hautes que le Koh-i-Baba, mais elles culminaient tout de même à plus de quatre mille deux cents mètres et, en ces premières semaines d’avril, elles étaient encore partiellement couvertes de neige. Les journées étaient aussi douces et ensoleillées que les nuits étaient froides et rigoureuses. Après une deuxième nuit dans cette grotte, ils avaient enfin trouvé la maison de Zahra et Hadji Abdul Hamid, sise sur un promontoire en surplomb de la rivière Yakawlang, au flanc d’une gorge escarpée, au pied des montagnes qui dominaient de part et d’autre.

C’était une demeure rurale afghane typique, un ensemble de corps de bâtiments entouré d’un mur de clayonnage enduit de torchis, abritant des jardins et des cours intérieures, plusieurs constructions adjacentes en pisé offrant une succession d’espaces privés aux épouses des fils et d’espaces collectifs aux hommes. Le minuscule hameau perché sur cette éminence comptait trois autres habitations, mais elles appartenaient toutes à de proches parents. Le hameau était visible de la grande route en terre au revêtement bien égalisé, mais il se situait à près de deux kilomètres de marche, tout au bout des terres alluviales, de l’autre côté de la rivière, et on y accédait en franchissant une passerelle en bois branlante et en montant tout en haut du promontoire en pente raide où se dressait la bâtisse.

Ce n’était pas la première fois que Zakia et Ali s’approchaient d’une maison sans avoir aucune garantie de l’accueil qui leur serait réservé. C’étaient d’anciens voisins, des cousins éloignés qui conservaient des liens de parenté avec presque tous les habitants de leur village, mais ils n’avaient aucun moyen de savoir avec certitude comment ces gens allaient réagir. Heureusement, quand le couple avait relaté à Hadji et Zahra ce qui lui était arrivé au cours des deux semaines écoulées, ces gens âgés avaient volontiers accepté de leur offrir un refuge.

« Quand nous étions en fuite, à toutes les portes où nous frappions, nous expliquions : “Nous fuyons parce que nous sommes amoureux”, et généralement, les gens nous accueillaient et nous venaient en aide, m’expliqua Ali. Ce n’était pas parce que nous étions des Hazaras, comme eux. C’est parce que tout le monde a au moins une fois vécu l’amour dans sa jeunesse, et ils savaient ce que cela signifiait d’être amoureux, même s’ils avaient perdu l’être aimé. Quand Zakia-*jan* séjournait au refuge, la gouverneure m’avait dit : “Ce n’est pas parce que vous êtes hazara que je vous aide, mais parce qu’elle vous aime et parce qu’elle ne doit pas être privée de vous[8].” »

La maison de Zahra et Hadji était le premier endroit où Zakia et Ali s’étaient sentis en sécurité depuis leur évasion de la ville de Bâmiyân. C’était aussi un logement en pisé, mais les châssis des fenêtres étaient tous en bois raboté à la main, égayés d’une peinture bleu ciel ; l’enceinte était soigneusement balayée, les sols en terre damée aussi propres que possible. Le toit était soutenu par des étais en troncs de bouleau noueux. Dans ces terres alluviales, les semis de maïs et de pommes de terre commençaient déjà à germer, leur tapis de verdure offrant un net contraste avec le brun et l’or pâle des coteaux de terrain nu qui s’étendaient au-dessus. Plus haut à flanc de montagne, une autre coulée verte était apparue, un saupoudrage de touffes d’herbes naissantes arrosées par un reste de fonte des neiges. « Cela faisait du bien d’entamer une nouvelle vie avec la verdure et le printemps », nous expliqua plus tard Ali. Ils partaient marcher dans les pâturages en pente raide, réminiscence des coteaux où ils avaient passé leur enfance à conduire des troupeaux de moutons. C’était ce qui leur tiendrait lieu de lune de miel. « Ils semblaient si heureux, ensemble, se souvenait Zahra.

Pendant toute la semaine où ils étaient ici, jamais ils ne se sont disputés, jamais ils n'étaient en colère. »

Ensuite, un jour, les enfants de Zahra étaient rentrés de l'école en racontant que d'autres gamins leur avaient demandé qui étaient ces gens qu'ils cachaient chez eux. Une vieille femme, autre parente éloignée de Surkh Dar, avait surpris les propos des écoliers. Elle était montée chez Zahra, en rentrant chez elle, et avait remarqué le couple.

Hadji les avait aussitôt avertis qu'ils devraient bientôt s'en aller ; avant que la nouvelle ne se transmette de la vieille femme à Surkh Dar, puis à la famille de Zakia, à Kham-e-Kalak, ou aux autorités de la ville de Bâmiyân, ce n'était plus qu'une question de temps. Ce soir-là, Ali avait grimpé en haut de la montagne, où il avait pu obtenir un signal avec son téléphone portable, et il avait appelé son père. Zakia et lui en étaient réduits à leurs 1 000 derniers afghanis, environ 20 dollars, sans nulle part où aller. Anwar était lui aussi presque à sec et n'avait pas de quoi payer une course en taxi pour les rejoindre. « Appelle les journalistes, lui avait suggéré son fils. Peut-être qu'ils pourront t'amener jusqu'à nous. » Son père lui avait promis d'essayer, mais il n'était pas du tout certain de pouvoir se fier à nous ; il essaierait aussi de réunir un peu d'argent auprès de membres de la famille, avait-il ajouté.

Mon collègue Jawad avait obstinément tenté d'appeler Anwar, tous les jours, en quête de nouvelles, et l'avait finalement joint peu après avoir parlé à son fils. Anwar lui avait dit ne pas savoir au juste où se trouvait son fils, mais ce dernier serait bientôt à court d'argent et il voulait absolument essayer de le localiser. Il avait accepté de nous aider à le rejoindre, dans l'espoir que notre implication dans cette affaire puisse permettre au couple de sortir du pays. Le lendemain matin, nous étions à bord d'un avion pour Bâmiyân. Sur place, à l'aérodrome, nous étions accueillis par deux de nos chauffeurs les plus expérimentés du bureau du *Times*, Fareed et Kabir, qui avaient traversé l'Hindou Kouch depuis Kaboul en voiture dans la nuit ; en voyageant par voie terrestre, le risque de tomber sur des postes de contrôle tenus par les talibans était trop grand, sauf à la rigueur pour les étrangers les plus téméraires, mais ils étaient rares. Fareed et Kabir avaient pris la précaution de dépouiller leurs véhicules, leurs personnes et

le contenu de leurs téléphones de tout lien avec l'étranger. Il y avait déjà eu des épisodes où des talibans avaient mis à mort des voyageurs sur la route conduisant de la vallée de Ghorband au col de Shibar simplement parce qu'ils avaient des dollars dans leur portefeuille, au lieu d'afghanis.

Nous nous mîmes en route au petit matin, en prenant au passage Anwar et son fils Bismillah un kilomètre et demi à l'extérieur de Surkh Dar, de crainte que la famille de Zaman ne nous repère, et nous dirigeâmes vers le cœur de la région des hauts plateaux du centre. Nous étions à deux voitures, avec huit personnes à bord, y compris les conducteurs. Avec Jawad et moi, il y avait aussi Ben C. Solomon, un vidéaste du *Times*[9], et Diego Ibarra Sánchez, un photographe qui était alors en mission de reportage pour nous. Anwar restait prudent quant à notre destination, et Jawad nous signifia clairement qu'il n'était toujours pas certain de pouvoir nous faire confiance, question qu'il n'avait pas encore tranchée. Nous permutâmes nos places, de sorte que Jawad et moi puissions monter avec le vieil homme et Bismillah et nous employâmes, au cours des deux heures suivantes, à gagner la confiance et la loyauté d'Anwar. Nous lui promîmes de ne jamais révéler la localisation de Zakia et Ali et de ne pas divulguer le rôle qu'ils avaient eu, ses fils ou lui, en les aidant à se cacher.

Nous nous arrêtâmes à Nayak Bazaar, où nous prîmes tous un petit-déjeuner composé de pains pitas tout juste sortis du four et d'œufs frits, dans une pièce basse de plafond, tout en longueur, où des feuilles de plastiques tendues devant les fenêtres, à la manière d'une serre, empêchaient la chaleur du soleil de pénétrer. Notre présence dans le bazar, simplement composé d'échoppes sur près d'un kilomètre, le long de la route en terre, suffit à provoquer l'émoi. Deux voitures pleines d'étrangers ne pouvaient guère passer inaperçues – nous aurions aussi bien pu faire partie d'un cirque en tournée. Avec Anwar, nous échafaudâmes un plan pour tenir les photographes à l'écart de la cachette du couple, après que nous l'aurions trouvée, le temps de nous assurer que les deux jeunes gens puissent nous rejoindre en toute sécurité – et de savoir s'ils avaient la volonté et l'aptitude de coopérer.

J'éprouvais des doutes profonds et un sentiment de culpabilité croissant. Si nous trouvions le couple, nous l'exposerions vraisemblablement au danger, sans

la moindre garantie que leur consacrer un article au style plus visuel soit de nature à leur sauver la vie. En fait, il pourrait se produire l'inverse : cela risquerait d'aider leurs poursuivants à les débusquer. Je songeais à tout annuler, mais je me suis ensuite dit que si le vieil homme avait souhaité que nous venions, c'était sans doute la bonne décision. Ce pays n'était pas assez vaste pour que des fugitifs s'y dissimulent longtemps. Il n'y avait simplement pas assez d'endroits où se cacher, à moins de véritablement se retrancher dans des grottes, et combien de temps pourraient-ils encore se le permettre ? Les régions les plus reculées d'Afghanistan étaient quand même habitées, fût-ce par des populations très disséminées, et ils seraient toujours contraints de sortir chercher de l'eau et de la nourriture.

Or, au sein de cette société, il était particulièrement difficile pour une femme de se cacher où que ce fût. Amina, l'adolescente mise à mort après avoir fui le mariage arrangé par sa famille dans la province de Balkh[10], avait été appréhendée par la police une heure après son arrivée, en plein jour, dans le bazar de la capitale provinciale, Pul-e-Kumri. Bibi Aisha, vendue comme épouse-enfant à un commandant taliban, avait fui alors que son mari était parti combattre, et s'était rendue dans le bourg le plus proche, où la police l'avait promptement arrêtée et restituée à sa famille, alors même que, dans cette région, il était clair qu'il s'agissait d'une famille talibane. Bibi Aisha était cette jeune fille au nez tranché par son époux, une punition pour s'être échappée, et qui avait figuré en couverture du magazine *Time*[11]. Le fait d'être en compagnie d'un homme n'offre un camouflage suffisant que s'il est considéré comme un frère ou un mari, et les Afghans flairent rapidement ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre. Quand Soheila[12], âgée de 16 ans, offerte en mariage des années avant sa naissance à un vieil homme, avait fui avec son cousin Niaz Mohammad, ils avaient été contrôlés à plusieurs reprises par la police, avant même que la famille ne se soit lancée à leur poursuite. Les policiers avaient réussi à comprendre qu'ils n'étaient pas mariés.

S'il y avait des étrangers à proximité, il serait bien plus compliqué pour les deux amants de réussir à fuir. Au cours de nos recherches, nous étions trop visibles, étant sans doute les seuls Occidentaux dans un rayon de cent cinquante

kilomètres. Nous avions cheminé plusieurs heures jusqu'aux gorges de Yakawlang, un site spectaculaire, mais inhospitalier, sur une seule et unique route poussiéreuse, sans la moindre route transversale sur des kilomètres. Quand nous atteignîmes Kham-e Bazargan et le corps de ferme où ils se cachaient, Anwar continua de faire mine de ne pas savoir où ils étaient. Au lieu de quoi, il nous dit qu'il allait continuer et monter demander son chemin dans cette ferme qu'on voyait au loin, sur ce petit promontoire, deux kilomètres à l'écart de la grande route. Craignant que, s'ils s'étaient cachés là-bas, notre présence ne les trahisse à coup sûr, je demandai à nos deux chauffeurs de séparer nos véhicules, en les stationnant à un kilomètre et demi de distance l'un de l'autre, puis je convainquis les photographes de ne pas se montrer et de cacher leur matériel. Leur imposer ce long périple sans leur offrir la perspective d'une seule image, pour eux, la pilule était amère, mais Ben et Diego le prirent tous deux avec leur mélange habituel de nonchalance et de frustration.

Anwar et Bismillah revinrent au trot. C'était bien le repaire où se cachait le couple, et Zakia était encore là, mais pas Ali. La veille au soir, Hadji les avait avertis qu'ils devraient s'en aller aujourd'hui même. Ali était parti avant l'aube – les fermiers ne savaient pas trop où il était allé, mais il avait sans doute fait de l'auto-stop jusqu'au prochain village, à trois heures de route. Hadji s'était lancé à sa poursuite, furieux qu'il n'ait pas emmené Zakia avec lui, ainsi qu'il l'en avait prié. Il avait pris le volant du minibus qu'il possédait, avec lequel il assurait, à titre privé, un service officieux de navette sur les routes de montagne. Si terrible que soit la situation, c'était là une aubaine qui nous délivrait d'un dilemme : la crainte de révéler par inadvertance la localisation du couple et de compromettre sa sécurité. Nous les avions trouvés au moment même où l'on venait de les expulser de cet endroit, et nous n'y étions pour rien.

Toutefois, Zakia refusait de sortir avant le retour de son mari, ne fût-ce que pour nous parler, et ce même en la présence de son beau-père, Anwar. Nous nous assîmes avec Anwar et Zahra, pour patienter, en discutant de ce qui avait transpiré. « Je suis profondément inquiète. Maintenant, ils doivent s'en aller. J'ai agi au nom de Dieu, pour les aider, expliquait-elle. J'approuve ce qu'ils ont fait… ils s'aiment… mais le problème, c'est que si cela provoque une querelle

entre familles, ils risquent de s'entre-tuer, et de nous tuer, nous aussi. Ils pourraient les mettre à mort, les tailler en pièces. »

Hadji était rentré, sans avoir réussi à trouver Ali, mais des amis l'avaient appelé pour l'avertir que Nayak Bazaar bruissait de rumeurs au sujet du couple qui se cacherait chez lui. Ils l'avaient mis en garde, il devait s'attendre à voir la police arriver bientôt sur place pour les appréhender. « Les policiers pourraient tous nous arrêter pour cela, expliquait-il, l'air navré, mais il était catégorique. Maintenant, ils appellent cela un enlèvement. » Il voulait que nous partions sur-le-champ, en emmenant Zakia avec nous. Mais elle refusait de sortir du logement des femmes, Zahra n'allait pas la forcer, et aucun homme n'oserait y pénétrer. Je promis à Hadji de les emmener avec nous dès le retour d'Ali, ce qui nous plaçait dans la position assez inconfortable d'avoir à leur fournir des véhicules pour s'enfuir, mais il semblait ne pas y avoir d'autre solution. Je justifiai la chose en expliquant que nous mettrions à profit ce trajet en voiture pour les interviewer et les photographier en toute sécurité, ce qui était devenu impossible dans la maison de Hadji, sans les exposer tous au danger d'une arrestation. J'étais aussi péniblement conscient que nous franchissions la limite qui sépare les journalistes de leurs sujets. En dépit de tout ce que nous pouvions nous raconter, ou plus exactement, en dépit de tout ce que *je* pouvais me raconter et, en tant que principal responsable de tout ce que j'imposerais à ceux qui m'accompagnaient, nous devenions partie prenante de leur histoire.

Tandis que nous patientions, Zahra nous confia les espoirs qu'elle caressait pour ses six enfants, qui étaient tous scolarisés : son aîné, un garçon de 18 ans, Ahmed Zia, en terminale, était premier de sa classe, il voulait entrer à l'université étudier l'ingénierie, et il était fier d'avoir pu récemment voter à l'élection présidentielle pour la toute première fois. (Plus tard, quand nous parlâmes avec Ahmed Zia, il manifesta tout son mépris envers Ali et Zakia. « Ce qu'ils ont fait, c'était mal », s'insurgea-t-il. Il ne tolérerait jamais qu'une de ses jeunes sœurs se comporte de la sorte, ajouta-t-il. Mais il se refusait aussi à livrer Zakia et Ali, par respect pour ses parents.) Pour sa part, Zahra savait lire et écrire, mais n'avait fréquenté les bancs de l'école que quelques brèves années, et son mari, qui était instituteur, possédait un peu de terre. En Afghanistan, dix ans

plus tôt, rien de tout cela n'aurait été possible. En fait, nous affirma Zahra, Zakia et Ali n'auraient pas été possibles. Aujourd'hui, s'ils étaient poursuivis par la société et par les lois, c'était la faute d'individus ignorants, illettrés, comme leur voisine. « Cette femme stupide », comme elle ne cessait de l'appeler.

Tant de changements étaient intervenus, depuis l'époque des talibans, songeait-elle, du temps où elle enseignait à ses filles, en secret, à la maison, car le régime avait fermé toutes les écoles pour filles[13]. À présent, elles avaient toute latitude d'étudier sans se cacher, et les jeunes filles hazaras de leur région en faisaient autant. Elles avaient le droit de regarder à la télévision des films d'amour produits par Bollywood, d'écouter de la musique romantique à la radio et sur leur téléphone portable, appareils qui, précédemment, étaient aussi prohibés. Pourtant, elles vivaient encore dans l'ombre de cette époque. Les talibans avaient inoculé dans la culture profondément secrète de l'Afghanistan un virus inédit et malfaisant : l'idée que l'honneur, tel qu'il s'appliquait aux femmes, ne constituait pas seulement un enjeu pour l'homme dont l'honneur était en cause, l'homme qui possédait ces femmes. En réalité, cela concernait tout un chacun : en effet, non seulement l'État, mais tout homme avait l'obligation de faire respecter cette notion d'honneur, telle qu'il la concevait. Les talibans avaient disparu, mais l'attitude intrusive de leur ministère de la Promotion de la vertu et de la Répression du vice, de triste réputation, subsistait, notamment chez des individus comme « cette femme épouvantable », ainsi que la qualifiait Zahra, ou, en l'occurrence, au sein de la police de Bâmiyân, qui poursuivait alors une jeune fille de 18 ans pour son crime supposé, s'être « enfuie » d'un endroit où elle résidait en toute légalité et de par sa seule volonté.

Anwar était assis en tailleur, tour à tour composant le numéro de téléphone portable de son fils en regardant de temps à autre par la fenêtre. Le photographe, Diego, ne tenait plus en place et s'était éclipsé. Nous avions découvert plus tard qu'il était allé en cuisine, dans le logement des femmes, et qu'il y avait découvert Zakia, l'avait invitée à poser dans un rayon de soleil qui perçait par un trou de cheminée de la toiture en pisé. Diego était friand de ses rayons de soleil et s'efforçait sans cesse d'en repérer un, dans ces sombres intérieurs afghans. Il

dit n’avoir pas compris que les hommes n’étaient pas admis dans les logements réservés aux femmes. C’était une grave atteinte à la coutume qui, si elle survenait dans une maison particulièrement inhospitalière, pouvait valoir à un homme de se faire tuer. Diego maîtrisait plus ou moins un anglais lacunaire. Il était difficile de démêler avec certitude ce qu’il n’avait pas compris de ce qu’il avait choisi de ne pas comprendre, surtout si cela risquait de l’empêcher de réaliser sa photo.

Je demandai à Anwar comment il se faisait qu’ayant frappé son fils parce qu’il avait noué une liaison avec Zakia, il était maintenant prêt à partir à l’autre bout du monde pour lui.

– Il est vrai que je l’ai puni, à l’époque, mais maintenant, j’ai changé d’avis. Cela m’est venu parce que j’ai vu que ma belle-fille soutenait mon fils et qu’elle avait le courage de déclarer qu’elle l’aimait. Par conséquent, c’est maintenant un honneur pour nous de la soutenir », m’expliqua-t-il.

Rien que de l’écouter, Zahra en avait les larmes aux yeux.

– Maintenant, elle fait partie de ma famille, elle est comme ma fille. C’est un membre de cette famille, et je ferais n’importe quoi pour elle, comme pour lui. Et plus encore pour elle.

La réponse, assez insatisfaisante, n’évoquait rien de plus qu’un slogan passe-partout, fût-il sincère. Lorsque la famille de Zakia s’était mise à dénoncer publiquement leur fils et à le menacer de mort, cela représentait surtout vraisemblablement un défi lancé à la fierté d’Anwar et de ses fils, et c’était peut-être ce qui les avait incités à se rallier à sa cause. Poussé par sa fierté, Zaman voulait voir sa fille morte ; poussé par cette même fierté, Anwar tenait plutôt à voir sa bru honorée.

Vers le milieu de l’après-midi, Ali fit enfin son apparition, et son arrivée fut précédée de celle d’une demi-douzaine d’enfants de la ferme qui avaient monté la garde sur le chemin depuis la route. Une fois encore, il avait fait de l’auto-stop. Il était allé dans un village situé plus loin sur la nationale, où il pensait réussir à nous contacter en nous appelant de son téléphone portable. Or, à ce moment-là, nous avions atteint son repaire, où *nos* téléphones ne captaient que si nous montions en haut des collines.

Sa sonnerie, ce jour-là, que nous avions déjà entendue à quelques reprises en gravissant ces pentes pour l'appeler, et priant pour réussir à le joindre avant l'arrivée de la police, était une chanson d'amour pachtoune de Latif Nangarhari :

Viens ici, ma petite fleur, viens !
Laisse-moi déchirer mon sein
Et te montrer mon cœur, à vif[14].

Ce furent quelques minutes chargées d'émotion, durant lesquelles Zakia lui boucla son bagage et réunit ses sacs plastique dans un autre sac plus grand. Nous leur expliquâmes que nous les conduirions vers l'endroit sûr le plus proche et que nous voulions profiter du trajet pour les interviewer et les photographier, dans la mesure du possible, sans risquer de les compromettre davantage. Ils étaient étrangement calmes et silencieux, et même curieusement joyeux à la perspective de cette nouvelle étape de leur cavale amoureuse, alors que toutes les autres personnes présentes accusaient visiblement le coup. Ils avaient compris qu'ils n'avaient aucune autre ligne de conduite possible. En revanche, tous les autres protagonistes se sentaient coupables de la leur imposer.

Je demandai à Zakia pourquoi elle ne portait pas la burqa qui couvre tout le corps, afin de mieux se déguiser dans leur fuite, mais elle réagit avec un rire plein de dédain.

– Je refuse de porter cette chose, me dit-elle.

Je fus pareillement surpris qu'Ali n'ait en rien modifié son apparence. Il avait gardé son épaisse chevelure, crantée en banane et gominée, et ne s'était pas vraiment laissé pousser la barbe, chose des plus faciles dans une société où la barbe était monnaie courante, plus fréquente même que les visages glabres. Il éclata de rire.

– Si je m'amusais à ça, plus jamais elle ne m'accorderait un seul regard.

L'humeur me semblait un peu trop légère. On avait envie de secouer ces jeunes gens et de les rappeler à la réalité : *Hé, en prison, vous ne choisirez plus ni votre coiffure ni vos vêtements*. Ils acceptèrent quand même d'en changer,

d’ici un jour ou deux, et de renoncer à leurs tenues multicolores, surtout celle de Zakia, afin de moins ressembler aux photos d’eux qui avaient circulé et de se rendre ainsi moins reconnaissables.

Diego avait encore repéré un rayon de soleil qui perçait d’un toit quelque part et souhaitait retarder notre départ, le temps de les y placer tous les deux, pour un portrait, mais nous insistâmes pour ne lui accorder qu’une brève minute, avant de déguerpir. Ben était déjà parti en courant se poster plus haut sur la route, afin de les photographier de front depuis le promontoire, enfin réunis, une image bien réelle du couple en fuite. Les amants marchaient en se tenant par la main, sans qu’on les y ait invités et, quand ils arrivèrent à un semblant de passerelle – trois maigres troncs couchés en travers d’une rivière torrentielle au cours impétueux –, ils la franchirent, l’un après l’autre, Zakia sans même se donner la peine de retirer ses hauts talons. Le reste d’entre nous s’y engagea d’un pas hésitant et gauche, dans nos bottes en Gore-Tex, redoutant que tous nos téléphones et nos appareils photos ne finissent avec nous dans le torrent glacial en contrebas.

Avant de nous entasser dans les véhicules, je glissai à Ali un millier de dollars, à l’insu des autres. Il ne m’avait jamais rien demandé, mais il ne posa aucune question, se contentant de fourrer la somme sous sa chemise. J’avais agi sur une impulsion, même si j’y avais déjà songé auparavant. J’avais veillé à ce qu’aucun de mes collègues ne me voie. C’était une somme que divers lecteurs s’étaient engagés à verser, et qu’ils m’avaient même supplié de remettre au couple, et leurs promesses seraient suivies d’effet, tôt ou tard, sans nul doute, me raisonnai-je. Et si elles ne l’étaient pas… eh bien, cela me semblait le moins que je puisse faire. En effet, les 1 000 derniers afghanis d’Ali ne les mèneraient pas très loin, c’était certain.

D’un point de vue journalistique, les encourager dans leur fuite soulevait un autre problème, bien plus épineux que celui de l’argent. C’était une chose que de leur parler et de les photographier en pleine course-poursuite, mais nous leur procurions maintenant des véhicules afin de les aider à se soustraire aux autorités. Après les avoir installés dans les voitures avec nous, le sort en était jeté : je n’étais plus un simple observateur, mais je devenais un acteur à part

entière, et jouais même un rôle assez important. Le don d'argent pouvait être considéré comme un simple geste humanitaire, comparable à une somme versée à une famille affamée qui se présenterait dans un camp de réfugiés où régnerait la misère… Qui s'y refuserait ? En revanche, il s'agissait ici d'aider des fugitifs cherchant à se soustraire à des poursuites pénales lancées contre eux par leur propre gouvernement. Je n'avais pas eu l'occasion de consulter l'avis de ma hiérarchie, mais c'était sans regret, car je crois savoir quelle aurait été la réponse, et je ne me serais pas senti capable d'obtempérer. Zakia et Ali étaient ici en partie – et je finirais par comprendre dans quelle mesure – à cause de nous. Ainsi que ce lecteur du *New York Times* l'avait remarqué : « Vous êtes responsable d'eux maintenant. » Que pouvions-nous tenter d'autre ? Nous disposions des seules voitures disponibles à Kham-e Bazargan. Le minibus de Hadji était réservé à ses trajets de navette. Alors, aurions-nous dû attendre que la police arrive, pour ensuite photographier leur arrestation ? Une telle attitude aurait été de l'exploitation pure et simple, empreinte d'un certain cynisme. Tout se résumait à ce choix : renoncer à nos principes et nous en tenir à cette position d'humanité, ou nous en tenir à nos principes et renoncer à notre humanité. Le reportage de leur arrestation aurait fait le meilleur article, dramatiquement parlant, mais ensuite, qui supporterait de vivre avec cela en tête ? Cette situation nous mettait tous mal à l'aise, mais voici ce que je dis à Ben et Diego : « Écoutez, si nous réalisons entretien et photos avec eux, ici, ils ne voudront pas coopérer, parce qu'ils doivent s'enfuir. S'ils s'enfuient dans les collines, nous n'aurons pas la possibilité de rester très longtemps avec eux. Si nous les embarquions dans nos véhicules, nous serions en position de travailler avec eux en bénéficiant d'un minimum de discrétion et de sécurité. » Tout cela était vrai, jusqu'à un certain point, mais notre position demeurait équivoque.

Plus tard, nous apprendrions que la police était arrivée chez Hadji et Zahra ce soir-là, quelques heures après notre départ. Les policiers auraient aussi bien pu nous croiser sur la route sans nous voir, enveloppés que nous étions dans les nuages de poussière que soulevaient nos véhicules.

Sur le long trajet de la descente vers Nayak Bazaar, nous eûmes le temps de discuter avec le jeune couple de la manière dont ils avaient vécu leur fuite

jusqu’à ce moment-là, et je leur demandai si, à leurs yeux, cela en valait la peine : pour elle, de s’être évadée du refuge pour femmes, et pour tous les deux, de s’être échappés ensemble.

– Oui, cela en vaut la peine, parce que nous nous aimons, me répondit Ali.

– Cela en aurait valu la peine, même si nous n’avions pu vivre qu’une seule journée ensemble, renchérit sa compagne. Comment pourrais-je me sentir triste ? Nous sommes ensemble. Je suis avec mon amour.

En leur parlant à tous les deux, un aspect m’apparaissait clairement : cette période qu’ils avaient vécue dans la fuite les avait convaincus que plus aucun avenir à long terme ne s’offrait à eux dans leur propre pays, et ils en avaient conclu, disaient-ils, que la solution définitive serait de s’enfuir à l’étranger.

Ensuite, Jawad et moi changeâmes de véhicule, pour permettre aux photographes de passer un peu de temps avec Zakia et Ali sur le reste du trajet. Ben se satisfaisait parfaitement de les interviewer en vidéo à l’intérieur de l’habitacle, mais Diego voulait à nouveau les faire descendre, pour les photographier avec le décor spectaculaire de ce paysage de montagnes arides à l’arrière-plan.

– Écoute, Diego, nous sommes en fuite, dis-je. Les flics les recherchent. La moitié du pays ne parle que d’eux. Il est exclu que tu les photographies à l’extérieur de la voiture.

Il fut si insistant que je finis par me montrer un peu moins ferme.

– Mais uniquement si la route est déserte, et trois minutes seulement, pas plus.

Notre voiture était celle de tête, à une certaine distance devant eux et, à notre arrivée aux abords de Nayak Bazaar, nous nous sommes rendu compte que le second véhicule, avec Zakia, Ali, Ben et Diego, n’était plus visible et qu’il restait derrière nous à bien plus de trois minutes de distance. Ayant fait demi-tour, nous avons découvert Diego occupé à les faire poser sur une butte, assez à l’écart de la route, mais parfaitement visibles pour quiconque passait par là. Je me demande souvent comment tout cela aurait fini s’ils s’étaient fait capturer à cet instant, à cet endroit, par l’escouade de policiers lancée à leur poursuite, repartie de la ferme où nous étions, simplement parce que l’un de nous n’avait

pas su refréner son ardeur journalistique, tant il tenait à recueillir un épisode supplémentaire de cette histoire.

Je pris le contrôle de la voiture des amoureux et consignai Diego dans l'autre. Nous continuâmes notre route, entrâmes en ville, en déposant le couple au début d'une rue de traverse qui montait vers la montagne et se transformait un peu plus loin en piste pour jeeps. La nuit était presque tombée. À partir de là, en deux heures de marche, ils atteindraient une bâtisse en lieu sûr, où ils s'étaient déjà réfugiés auparavant, puis, maintenant qu'ils avaient assez d'argent pour payer un chauffeur avec sa jeep, ils poursuivraient en traversant les montagnes en direction de Wardak, avant de prendre un bus qui les conduirait vers la province de Ghazni, au sud, et l'une des communautés hazaras de cette province par ailleurs dangereuse. Ben Solomon voulait les suivre.

– Hors de question, lui dis-je. Comment pourraient-ils s'échapper avec un grand gaillard, un Américain, un blanc pendu à leurs basques ?

Mon article parut dans le *New York Times* trois jours plus tard, le 22 avril[15], et sur notre site, accompagné de la vidéo de Ben et des photos de Diego[16], si réussies qu'il fallait bien lui pardonner sa perfidie présumée. L'ensemble eut pour effet cumulatif de mettre en avant une histoire formidable, qui avait déjà suscité beaucoup d'intérêt, et d'en décupler l'ampleur.

L'article paru dans l'édition papier du journal était assorti d'un titre volontairement imprécis[17] : « DANS LES MONTAGNES DE L'HINDOU KOUCH, AFGHANISTAN », vaste région qui traversait plus d'un tiers du pays. Il s'achevait en ces termes :

> *D'ici samedi matin, ils espéraient être à des centaines de kilomètres de là, mais n'étaient pas sûrs de savoir quelle direction prendre. La route du nord traversait les régions talibanes. À l'ouest, c'était le territoire des bandits, où ils risquaient de se faire détrousser – ou pire. La route du sud franchissait des cols encore bloqués par les neiges.*
> *Il n'y avait pas de route vers l'est, mais rien ne les empêchait de marcher.*

Cette volonté de brouiller les pistes était un peu destinée à les protéger. Leur véritable plan consistait à attendre la fonte des neiges vers le sud pour ensuite franchir les cols avant de rejoindre la province de Wardak : c'était en pays taliban, mais c'était aussi en pays hazara. Avant qu'ils ne prennent congé, je leur avais expliqué qu'à mon avis ils ne pourraient continuer de se cacher dans ces montagnes nues, sans la moindre forêt ; là-haut, tout étranger éveillait les soupçons. Deux jeunes inconnus, deux amoureux en fuite, ne pouvaient qu'attirer l'attention.

« Patientez quelques semaines, puis revenez à Kaboul », leur avais-je conseillé. Dans cette ville de cinq millions d'habitants, ils trouveraient le moyen de se fondre au milieu de la foule. Mais au fond, quel droit avais-je de donner des conseils à Zakia et Ali ?

6

Une mystérieuse bienfaitrice

Zakia et Ali furent sauvés à maintes reprises par la bonté d'inconnus. Des villageois qui les abritèrent dans leur fuite. Des passants qui les repérèrent et choisirent de ne pas appeler la police. Des journalistes qui écrivirent à leur sujet, ce qui, petit à petit, interdisait de se débarrasser d'eux – et il ne s'agissait pas que de nous, mais aussi de nombreux journalistes afghans qui avaient repris cette histoire à leur compte. Des défenseurs des droits des femmes qui avaient usé de leur influence en leur faveur, bravant la désapprobation officielle. Ensuite, il y eut des inconnus du monde entier, mais en particulier aux États-Unis, qui se sentirent assez émus par leur histoire pour tenter d'intervenir, des lecteurs qui m'encouragèrent, et parfois me firent honte, en soulignant l'obligation où j'étais de couvrir leur affaire. Plus tard, ces soutiens devinrent des contributeurs dont l'argent, des dons modestes pour l'essentiel, permit au couple de tenir bon. Quand vous êtes deux fugitifs, la pauvreté est un puissant ennemi.

Il y eut des centaines de ces lecteurs, qui leur tendirent la main. Un Américain, Walker Moore, se demandait s'il ne pourrait pas verser la dot de la fiancée qui rendrait l'union de Zakia et Ali acceptable pour les deux familles – Walker Moore se révéla être le *nom de pinceau* de deux peintres qui travaillaient en tandem, John Walker et Roxann Moore. L'histoire de Zakia et Ali, m'expliqua M. Walker, leur rappelait leur propre union, à laquelle s'était vivement opposée la famille conservatrice de Roxann, membre de la Convention

baptiste du Sud, au Texas. Adele Goldberg, professeur de psychologie à l'université de Princeton, proposa de verser un don pour aider à reloger le couple. Le Dr Douglas Fleming, médecin et chercheur en cancérologie de Princeton, offrit de leur envoyer 100 dollars par mois pendant un an pour couvrir leurs dépenses tant qu'ils étaient en fuite, et ses dons ultérieurs se révélèrent une aide précieuse. E. Jean Carroll, qui écrivait une chronique de conseil conjugal dans le magazine *Elle* et dirigeait aussi un site de rencontre en ligne, Tawkify.com, proposa des « billets d'avion pour les États-Unis, un chaperon pour Zakia, et un point de chute » – jusqu'à leur mariage. Par la suite, elle envoya elle aussi de l'argent, ce qui les aida dans leur fuite. Beth Goodman offrit également de les accueillir aux États-Unis. Nombre d'entre eux émettaient également des demandes plus vagues, mais non moins sincères. « Je suis française, je suis une femme et je vis sur la même planète, m'écrivit Louisa Roque. Comment pouvons-nous aider leurs parents à ouvrir leurs esprits et leurs cœurs ? »

Quand nous eûmes finalement des photos et des vidéos d'eux, ensemble, pour accompagner les mots, les réactions dépassèrent toutes les espérances. Il était gratifiant de constater que nous avions touché une corde sensible et ému tant de monde. Je n'avais plus l'impression d'une affaire sans espoir. En même temps, c'était frustrant. Aider Zakia et Ali à fuir n'était pas plus soutenable, à long terme, que quantité d'autres actions que des Occidentaux bien intentionnés avaient pu mener pour le compte des Afghans, qu'il s'agisse de leur verser des salaires dix fois supérieurs aux normes en vigueur[1] dans le pays ou de fournir à leur armée du carburant fortement subventionné, dont la plus grosse partie fut détournée pour finir sur le marché noir[2]. Personne ou presque ne pouvait faire grand-chose pour les aider à titre permanent, à moins qu'un gouvernement n'intervienne et ne leur permette de quitter leur pays. Concernant les États qui auraient pu œuvrer dans ce sens, c'était politiquement épineux – en partie à cause de la réaction populaire contre l'immigration, virulente dans de nombreuses nations européennes, et en partie parce que nombre de ces pays avaient besoin de montrer aux sceptiques, chez eux, que sur le plan des droits de l'homme, l'Afghanistan s'améliorait et méritait le maintien des investissements

émanant de ces États. Face aux poursuites pénales auxquelles s'exposaient les deux amants, il devenait délicat, au plan diplomatique, et contradictoire, de la part de pays qui avaient versé tant d'argent pour participer au développement de l'État de droit en Afghanistan, de faire ensuite volte-face et de déclarer qu'ils n'avaient plus aucune confiance dans un système judiciaire afghan au sein duquel tant d'individus fermement convaincus que la Terre était plate maniaient le marteau du magistrat. À eux seuls, en 2014, les États-Unis avaient dépensé plus d'1,2 milliard de dollars en programmes de renforcement de l'État de droit[3], destinés à former des juges et à promouvoir l'égalité des droits des femmes.

Le président Hamid Karzai avait toujours la latitude d'intervenir et de les gracier ou de décréter l'abandon des charges. Mais c'était une issue extrêmement improbable. Son épouse, obstétricienne avant leur mariage, s'était rarement montrée en public depuis lors et n'exerçait plus sa profession[4]. Jadis perçu comme un champion des droits des femmes, M. Karzai était désormais généralement considéré par la majorité des militantes féministes comme un traître à leur cause.

Si tous ces lecteurs ne pouvaient pas tenter grand-chose pour apporter une aide directe aux deux amants, leur argent leur procurerait de quoi respirer un peu et, assez vite, des sommes ne tardèrent pas à s'accumuler sur le compte de Women for Afghan Women[5], après ma réponse au courrier des lecteurs avec cette note :

Chers lecteurs,

Veuillez excuser le caractère impersonnel de cet e-mail, mais tant de gens nous ont écrit au sujet des amants afghans que je ne peux répondre immédiatement à tout le monde, même si telle est mon intention ultérieurement.

Nombre d'entre vous m'ont demandé comment leur venir en aide et, jusqu'à présent, je n'avais pas de réponse satisfaisante.

Toutefois, désormais, un organisme respecté et établi de longue date, Women for Afghan Women, a décidé de réunir des fonds qui seront

consacrés à aider ce couple. La directrice exécutive de ce groupement, Manizha Naderi, nous a assuré que la totalité des dons adressés à ce fonds serait directement transmise au couple.

[…]

J'ai l'assurance que Women for Afghan Women dispose des moyens et de la capacité de leur faire parvenir ces sommes.

Avec mes plus chaleureuses salutations.

Certaines personnes avaient même devancé cette initiative et envoyé de l'argent à un comptable de confiance, à l'intention de Zakia et Ali, ce qui, en avais-je discrètement assuré les plus insistants, offrirait un moyen sûr d'acheminer ces sommes. Toutefois, avant que ces fonds ne puissent être libérés par la banque et que le comptable ne les redistribue, nous avions dû nous précipiter à ce rendez-vous avec le couple, dans les montagnes de Yakawlang, et c'était donc mon argent personnel que je leur avais remis, en me disant que j'effectuais là une avance temporaire. Plus tard, Women for Afghan Women rendit plus facile et plus efficace l'envoi de dons pour le couple, et le groupement était au-dessus de tout soupçon. Dans le combat pour les droits des femmes, à un niveau élémentaire et pratique, et le plus grand réseau de refuges pour femmes, c'était sans nul doute l'ONG la plus capable d'Afghanistan[6]. Les sept principaux refuges de Women for Afghan Women sont situés dans certaines des régions les plus difficiles du pays. L'organisation gère aussi des centres de conciliation et de conseil familial et des foyers d'accueil pour enfants dont les mères sont incarcérées. Par la suite, le *New York Times* ajouta sur son site une note indiquant aux lecteurs comment faire parvenir de l'argent pour aider ce couple. Les montants reçus n'étaient pas considérables, quelques centaines de dollars, en partie parce que j'expliquais aux donateurs qui m'interrogeaient sur le montant que de grosses sommes n'étaient pas nécessaires et risqueraient de perturber leurs destinataires, ou de créer à leur tour de nouveaux problèmes. Dans le contexte afghan, ces sommes suffisaient à permettre au couple de survivre et de payer un endroit sûr où se cacher. J'imagine que c'était la

première fois que, dans les faits, le *New York Times* avait encouragé ses lecteurs à envoyer de l'argent à des criminels en fuite, ce qu'étaient Zakia et Ali, du moins au plan formel et juridique, si factices que fussent les charges pesant sur eux. Les rédacteurs en chef du journal étaient tout aussi émus que quiconque par l'histoire des amants afghans.

Si seulement nous pouvions les retrouver, pour les informer de toutes ces offres de soutien… Pendant un certain temps, ils ne furent pas du tout informés de l'opération de collecte de fonds à leur profit qui était en cours. Depuis que nous les avions quittés, à Nayak Bazaar, fin avril, nous n'avions plus eu aucune nouvelle d'eux, et le téléphone d'Ali ne répondait pas, n'émettant même plus sa sonnerie aux accents d'un amour languissant. Son père et ses frères disaient avoir eu de ses nouvelles, il serait dans la province de Ghazni, ou peut-être de Wardak, croyaient-ils, sans en avoir la certitude. Il les appelait, quand il captait un signal. Pour leur part, ils n'avaient pas véritablement cette latitude, et nous non plus, naturellement. Je commençais à penser qu'ils avaient pris de l'avance et fui en Iran, et dans cette hypothèse, l'histoire s'achevait là – mon histoire et, le cas échéant, la leur. À tous égards, l'Iran serait une voie sans issue. S'il y avait là-bas 950 000 réfugiés afghans officiels, selon le haut commissaire aux Réfugiés de l'ONU[7], leur nombre réel s'élèverait au moins au triple, pour la plupart des immigrants en situation irrégulière[8]. Le gouvernement de Téhéran avait cessé de longue date d'accorder le statut de réfugié aux nouveaux arrivants, de sorte que tous ceux qui étaient entrés sur son territoire ces dernières années étaient des sans-papiers, privés même des droits octroyés aux réfugiés, tels que garantis par les conventions internationales et les agences des Nations unies. Ils n'avaient pas le droit de travailler, ne jouissaient d'aucun droit civique, n'avaient pas la latitude de scolariser leurs enfants – et ne pouvaient non plus être légalement transférés dans un pays tiers[9]. Ils risquaient à tout moment d'être expulsés vers l'Afghanistan, ce qui se produisait souvent. Certains se faisaient tuer et leur cadavre était restitué au poste-frontière le plus proche, sans aucune explication de la part des autorités iraniennes. Pour les réfugiés afghans, atteindre le territoire iranien supposait de traverser des régions désertiques inhospitalières, dangereuses, un sort bien pire que tout ce à quoi les immigrants

mexicains et centre-américains sont confrontés dans le Sud-Ouest des États-Unis. Et comme aucun journaliste américain ne pouvait suivre des réfugiés en Iran, je n'aurais sans doute plus la possibilité de rien tenter pour eux, et plus grand-chose à écrire à leur sujet. Le seul aspect favorable de cette destination iranienne, c'était le langage ; le farsi ou le persan, la langue parlée en Iran, et le dari, celle que parlaient Ali et Zakia, sont mutuellement presque aussi intelligibles que l'anglais d'Angleterre et celui d'Amérique.

Finalement, fin avril, Ali nous appela. Ils pouvaient être à Kaboul le lendemain, disait-il, si cela nous convenait. Il voulait avoir l'assurance qu'ils y seraient en sécurité, et nous lui avons répondu que la capitale leur procurerait sans doute l'anonymat qu'ils ne trouveraient nulle part ailleurs, sans compter l'argent des donateurs qui les y attendait et contribuerait à couvrir leurs dépenses. Deux jours plus tard, Zakia et Ali arrivaient avec le frère de ce dernier, Bismillah, et s'installaient au domicile de leur tante, la sœur du père, qui habitait non loin de la vieille ville, dans le centre, un quartier rempli d'immeubles occupés par des squatters, qui se dressait sur les pentes abruptes de Chindawul Hill.

Historiquement, Kaboul avait été construite sur un haut plateau cerné de petites montagnes formant autant de saillies au milieu de la plaine, mais au cours de la décennie écoulée, la population avait fortement augmenté, passant de moins d'un million d'habitants à plus de cinq millions, et les squatters s'étaient de plus en plus repliés au flanc des collines, dans des endroits comme Chindawul, naguère jugés inhabitables, en creusant de petits emplacements dans la roche et remplissant ces espaces reconquis de constructions de fortune en parpaings et en pisé.

N'étant desservies par aucun service public, hormis la fourniture d'électricité dans le meilleur des cas, plus ces habitations se situaient dans les hauteurs, moins elles étaient coûteuses. Celle de la tante était une baraque en parpaings et en pisé, que l'on atteignait au bout d'un quart d'heure d'ascension, tout en haut d'un chemin de terre déjà très pentu, assez vite si abrupt qu'il était remplacé par un escalier de pierre presque à la verticale, dont il fallait gravir les deux cent cinquante marches. Le logement tout entier n'était guère plus grand qu'une

chambre de dimension standard dans une maison occidentale, équipé de latrines primitives, d'un réchaud à gaz et d'une cuvette en guise de cuisine. Un rideau pendu au milieu de la pièce offrait un peu d'intimité au couple. Ils casèrent là leurs maigres effets, pour l'essentiel quelques vêtements entassés dans les sacs plastique qu'ils avaient apportés. Au début, ils n'avaient même pas de matelas où dormir, rien que des paillasses en faux bambou. Le point d'eau le plus proche se situait au bas de la colline, et ils devaient en remonter deux gros bidons en plastique remplis, comme des jerrycans d'essence, aux deux extrémités d'un robuste bâton porté en équilibre sur les épaules.

Chindawul avait beau être un quartier tenu par les Hazaras, Jawad et moi décidâmes d'éviter d'attirer l'attention sur Zakia et Ali en les y rencontrant. Au lieu de quoi, nous convînmes d'un rendez-vous avec Ali seul, partant du principe qu'ils étaient toujours plus faciles à identifier en couple que séparément. Nous le récupérerions devant le cinéma *Pamir*, au pied de la colline, l'un des rares endroits qu'il connaissait en ville. Une demi-heure avant ce rendez-vous, il nous appela pour nous avertir que son frère Bismillah s'était rendu sur les lieux en avance afin de jeter un œil, et il avait aperçu l'un des frères aînés de Zakia à proximité, dans la rue. Étions-nous au courant ?

Nous n'étions évidemment informés de rien, mais notre rendez-vous fut annulé et Ali cessa de nouveau de répondre quand nous l'appelions. Une semaine supplémentaire s'écoula avant que nous ne soyions en mesure d'organiser une autre rencontre, et encore, uniquement en appelant son père pour le convaincre que nous n'avions aucun intérêt à les exposer au moindre risque. Être ainsi tombé sur le frère dans les parages du cinéma n'était qu'un coup de malchance – ou plutôt un coup de chance, puisqu'ils avaient été les premiers à l'apercevoir, et non l'inverse. Si ce frère se trouvait à Kaboul, il y travaillait probablement comme journalier, et le cinéma *Pamir* était un lieu de rencontre assez fréquenté par les travailleurs désireux de se faire embaucher à la journée, aussi, à l'avenir, il serait sans doute préférable de l'éviter.

La veille au soir, E. Jean Carroll, la chroniqueuse des relations de couple, m'avait envoyé un e-mail pour me signifier qu'elle avait pris une initiative dont je n'imaginais pas qu'elle aurait pu aboutir : elle avait envoyé de l'argent à Ali

par le canal de Western Union. Elle m'avait transmis le numéro de code du virement, pour que je le lui communique et qu'il puisse en retirer le montant. Nous lui avons transmis ces informations par l'intermédiaire d'Anwar, espérant que la perspective de recevoir une somme d'argent rassurerait Ali en lui prouvant que nous étions de son côté.

Je fis savoir au rabbin Shmuley Boteach qu'Ali était arrivé à Kaboul, ce dont j'avais aussi averti plusieurs autres sympathisants du couple. Shmuley invita le « fixeur » que nous lui avions trouvé, Aimal Yaqubi, à passer à l'action, mais ce dernier n'avait pas davantage réussi à contacter le jeune homme que nous-mêmes précédemment. Toutefois, alors que nous attendions une occasion de rencontrer ce dernier, le rabbin avait proposé un plan. Tous ces obstacles croissants avaient fini par le scandaliser. S'étant directement adressé à Samantha Power, ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, il avait tenté de la persuader qu'il était de son devoir de pousser le gouvernement américain à sauver le couple. Selon lui, elle avait à son tour convaincu le secrétaire d'État, John Kerry, de tenter d'agir, mais malgré leurs efforts, ils étaient l'un et l'autre parvenus à la conclusion qu'ils ne pouvaient contraindre le gouvernement américain à amender ses politiques et à délivrer au couple un visa pour raisons humanitaires, afin de leur épargner toute persécution. Face aux poursuites pénales dont ils étaient l'objet et les États-Unis étant un allié supposé de l'Afghanistan, les exfiltrer impliquerait de recourir aux visas pour aider des Afghans à se soustraire à leur système judiciaire pénal, financé par Washington. Il leur faudrait donc au préalable régler leur dossier pénal, au plan judiciaire, faute de quoi ils devraient se rendre dans un autre pays, y déposer une demande de visa, procédure qui, selon Shmuley, réclamerait six mois ou davantage, même avec le soutien de Samantha Power.

Le rabbin avait pu élaborer une solution inédite. Il disait avoir été en contact avec son bon ami, Paul Kagame, président du Rwanda, qui leur délivrerait des visas. Il accueillerait Ali et Zakia sur son territoire aussi longtemps que cela leur serait nécessaire, en attendant de se procurer des visas pour l'Amérique, une procédure que Samantha Power promettait d'accélérer, toujours aux dires de Shmuley Boteach, pourvu que le couple soit alors sorti d'Afghanistan.

L’opération serait financée par l’intermédiaire du World Values Network du rabbin, grâce à l’argent d’une mystérieuse bienfaitrice : une femme très fortunée, selon ses propres termes.

Non seulement la solution retenue semblait bizarre, mais elle se heurtait à une grave complication. En l’état actuel des choses, seul Ali avait sa carte d’identité, ou *tazkera*, sur lui, requise pour l’obtention d’un passeport. Le père de Zakia était resté en possession de celle de la jeune femme et n’était pas disposé à s’en séparer. Elle était donc dans l’incapacité d’introduire même une demande de passeport, tandis qu’Ali, lui, était tenu de déposer la sienne, sous peine de finir par être appréhendé sur la base des accusations de bigamie et d’enlèvement qui le visaient.

– Obtenir un passeport, c’est compliqué ?

– Pas du tout, si vous n’avez rien à redouter du côté du FCPA.

La signification de ce sigle m’apparut immédiatement : le Foreign Corrupt Practices Act, qui qualifie de crime fédéral le versement de pots-de-vin par des citoyens américains dans des pays étrangers, même dans ceux où c’est une pratique courante et acceptée localement. Sa mystérieuse bienfaitrice ne voudrait pas entendre parler de telles pratiques, me précisa Shmuley. Le couple devrait trouver un moyen de se procurer ces passeports par la voie légale, sans se faire prendre sur la base des charges pénales pesant sur eux.

Ce n’était pas désespéré, car ils portaient tous deux des noms assez courants : lui s’appelait Mohammad Ali ; comme beaucoup d’Afghans ruraux, il ne possédait pas de nom de famille. Zakia n’avait pas de patronyme non plus, ce qui est encore plus fréquent chez les femmes[10]. (Maintenues dans la *purdah*, elles ont encore moins besoin d’un patronyme que les hommes.) En conséquence, si le couple se rendait au bureau des passeports séparément, cela pourrait éventuellement fonctionner. Certes, la manœuvre comportait un risque, surtout si l’on était dans l’impossibilité de soudoyer des fonctionnaires.

Finalement, après deux semaines au cours desquelles il nous avait évités, Ali, à court d’argent, accepta de nous rencontrer devant un hôpital, dans un quartier très fréquenté de la capitale. Nous allâmes le chercher et le conduisîmes au restaurant *Ché*, dans le quartier de Kart-e-Seh qui, à Kaboul, est considéré

comme huppé. Le *Ché* est un restaurant afghan unique, rarement fréquenté par les étrangers, où chaque table est installée dans une sorte d'alcôve, autour d'un jardin central. Chacune d'elles peut accueillir douze personnes sous leur toiture de chaume, derrière d'épaisses plantes grimpantes, et masquées par des écrans latéraux, ce sont des espaces très confidentiels. L'intention avouée est de procurer aux familles un lieu où dîner en toute intimité, de sorte que les femmes ne puissent être vues par des étrangers, et les lieux remplissent bien cette fonction. Grâce à une direction compréhensive, l'endroit fournit aussi une certaine intimité aux couples et aux clients sans lien de parenté officiel, et il est souvent rempli de jeunes gens désireux de défier les conventions sociales, de se faire la cour et même, à l'occasion, de se livrer à quelques attouchements. Pour nous, si nous voulions nous réunir avec Ali à l'abri des regards indiscrets, c'était l'endroit idéal.

Il avait peu changé depuis notre dernière entrevue, près d'un mois plus tôt, toujours imberbe, le cheveu toujours cranté en banane, un style qui, à Kaboul, ne pouvait qu'attirer les regards. Il était agité, nerveux, toutes les deux ou trois minutes, son téléphone se manifestait, en mode silencieux, et il consultait l'écran, l'air inquiet. Je l'informai de ce que nous savions. Un employé afghan de l'ambassade des États-Unis s'était vu confier la mission de s'entretenir avec lui de leur affaire, et nous lui enregistrâmes son numéro dans son téléphone, de manière à ce qu'il le reconnaisse quand il l'appellerait et sache qu'il pouvait lui répondre sans danger. Nous lui signalâmes aussi l'existence d'une riche Américaine qui, souhaitant les aider, Zakia et lui, avait eu recours aux services d'un « fixeur » afghan, Aimal Yaqubi, qui leur tiendrait lieu de messager, et nous lui enregistrâmes également le numéro de ce dernier. Il avait du mal à comprendre pourquoi nous avions introduit Aimal dans la partie, et je lui expliquai qu'en ma qualité de journaliste, je n'avais pas vocation à agir au nom d'une tierce personne cherchant à lui proposer une solution. – Mais c'est à vous que nous faisons confiance, et nous ne souhaitons parler qu'à vous. Nous savons que vous nous aiderez, ajouta-t-il.

Il était difficile de lui expliquer la notion du nécessaire recul professionnel, d'une manière qui fasse sens à ses yeux, d'autant plus depuis que, pour moi, elle

avait fini par sonner faux.

Tout au long de notre conversation, Ali se montra ombrageux, touchant à peine aux plats que nous avions commandés. Quand nous lui parlâmes du plan du rabbin Boteach, visant à les transférer au Rwanda, à titre d'étape sur la route de l'Amérique, il nous regarda d'un œil vide. Je compris qu'il nous fallait reprendre les choses à zéro et commencer par un peu de géographie élémentaire. En effet, dès qu'il était question d'autres pays que le sien, ses connaissances étaient extrêmement vagues, et plus encore si la conversation concernait d'autres continents. Pour lui, une carte était un bout de papier dénué de signification, portant des lignes étranges. Il n'avait jamais vu un Africain ou un Noir, les seuls étrangers qu'il ait jamais croisés faisaient partie des troupes européennes qui avaient pris part à l'entraînement de son unité de l'armée, à Farah, et j'étais le premier étranger avec lequel il avait pu nouer une relation un peu étroite. De temps à autre, je le surprenais m'observant à la dérobée, comme s'il essayait de comprendre quelle espèce d'animal je pouvais bien être ou ce que j'avais réellement en tête. Après une longue explication sur l'Afrique – à quelle distance cela se situait, quelles étaient les différences de climat, de culture et de langues, où se trouvait ce continent par rapport aux États-Unis –, il me certifia qu'il avait saisi, mais il était évident qu'en réalité, il ne comprenait rien. Je n'essayai même pas de lui expliquer le Rwanda et à quoi ressemblait précisément ce pays.

– Peu importe à quoi ressemble l'Afrique, me répliqua-t-il, ce sera toujours mieux que de se cacher dans des grottes.

Nous lui expliquâmes que Women for Afghan Women avait reçu des dons de citoyens des États-Unis qui avaient lu l'histoire du couple et souhaitaient les aider. L'ONG entendait lui procurer un avocat qui les défendrait dans la procédure criminelle intentée contre eux. Souhaiterait-il s'entretenir avec ce juriste ? Il refusa. Pour lui, Women for Afghan Women était une organisation qui gérait des refuges, et ces refuges lui déplaisaient. Ces gens tenteraient de convaincre Zakia de retourner dans un de leurs refuges, où elle resterait indéfiniment prisonnière. Il n'y avait pas moyen de le raisonner à ce sujet. Il ne servait à rien de relever que sans ces gens et le refuge de Bâmiyân, elle serait morte depuis longtemps, malgré les reproches qu'elle avait à leur formuler. Il

n’accepterait pas de se rendre en personne dans les locaux de Women for Afghan Women pour y percevoir l’argent des donateurs, de crainte qu’ils ne décident de le garder en détention. Il voulait que nous nous en chargions à sa place, mais nous refusâmes. Son téléphone portable sonna de nouveau, cette fois il répondit, et il eut une conversation tendue avec Zakia. Elle s’inquiétait à son sujet, nous confia-t-il et, comme il n’avait pas répondu à ses précédents appels, elle s’en était alarmée, redoutant qu’il ne soit arrivé quelque chose. Elle n’ignorait pas que ses frères se trouvaient dans la capitale, et Kaboul avait beau être une métropole de cinq millions d’habitants, la ville se révélait d’une taille qui dépassait son imagination. Dans leur esprit, elle était aussi lointaine et aussi étrangère que le serait l’Afrique.

Nous lui demandâmes s’il avait récupéré les 300 dollars qu’E. Jean Carroll lui avait viré au nom d’Ali, au bureau de Western Union de Kaboul, mais il n’en avait rien fait. Nous comprîmes qu’Anwar ne savait pas compter, mais il nous répondit, à la fois gêné et par politesse, qu’il serait en mesure de noter le code nécessaire au retrait de la somme. Nous le lui écrivîmes donc et lui proposâmes de le conduire à l’un des bureaux de transfert, nombre d’entre eux étant rattachés à des banques afghanes. Il n’avait aucune difficulté avec les touches numériques d’un téléphone, mais les chiffres écrits sur un bout de papier devenaient autant de hiéroglyphes. Jawad devrait l’accompagner, afin de l’aider.

Nous choisîmes un bureau de Western Union dans Darulaman Road, parce qu’il était situé dans une rue très animée, mais en retrait. Cette banque avait été la cible d’un attentat-suicide des talibans, l’année précédente, qui avait provoqué la mort de dizaines de personnes. Les murs étaient encore criblés d’impacts causés par des éclats de métal, et les fenêtres encore masquées par des panneaux en carton. En somme, les lieux étaient prêts à essuyer une nouvelle attaque – à l’inverse de la foudre, les kamikazes frappaient deux fois la même cible, et l’entrée du bureau était masquée par des cloisons pare-souffles renforcées de sacs de sable et d’énormes conteneurs en grillage métallique remplis de terre, les HESCO. Les lieux avaient un aspect menaçant, mais discret. L’employé de Western Union nous confirma qu’il avait bien reçu la somme, sous ce numéro de code, mais Mme Carroll l’avait envoyée à un individu portant le prénom

Mohammad et le nom d'Ali, or, aux yeux de la banque, ses papiers indiquaient un prénom composé, Mohammad Ali, mais aucun nom de famille – problème courant en Afghanistan, rappelons-le[11]. Je transmis cette information à Mme Carroll, qui rectifia le premier virement, avant d'immédiatement en exécuter un second. Le lendemain, Zakia et Ali touchaient 300 dollars, une somme suffisante pour vivre, grâce à une Américaine inconnue qui avait été simplement émue par leur histoire. Du point de vue des amants, 300 dollars suffisaient à tenir un mois, mais ils restaient catégoriques : il était exclu de se rendre au bureau de Women for Afghan Women, alors que cet organisme détenait des milliers de dollars de dons qui leur étaient réservés.

Ali se montrait tout aussi peu coopératif au plan journalistique. Notre service vidéo voulait produire une suite à la première séquence tournée par Ben Solomon à Yakawlang. Notre service photo voulait réaliser aussi une nouvelle série de portraits d'eux et envoyer un photographe sur place chaque fois que leur affaire connaîtrait un nouveau développement. Nous étions constamment bombardés de demandes de journalistes afghans également désireux de suivre leur affaire. Nous n'avions guère envie d'éconduire nos collègues et, après tout, c'était une histoire touchant la société afghane, que les Afghans devaient entendre. Là encore, Ali se montrait inflexible dans son refus de faire d'autres photos, ne voulant même plus que sa femme nous adresse la parole. Et ils ne souhaitaient plus avoir affaire à la presse afghane. C'était trop dangereux, estimait-il, et, à ce propos, il m'était difficile de le contredire.

Son attitude ne nous aiderait pas à suffisamment entretenir l'intérêt autour de l'histoire de ce couple et pousser à une solution, sous une forme ou une autre. En matière de journalisme, les grands sujets sont ceux qui sont susceptibles de créer du changement. Celui-ci détenait le potentiel de transformer la vie de deux individus qui, sans cela, n'avaient aucune perspective véritable, et serait éventuellement à même d'apporter un véritable encouragement à d'autres comme eux. Or mes deux sujets me semblaient de moins en moins avoir envie de traiter avec nous, s'ils ne réussissaient pas à saisir l'avantage pratique immédiat. Je tentai de les persuader que les affaires comme la leur se terminaient rarement favorablement quand on les cachait à l'opinion publique. Je ne

réussirais pas à entretenir l'intérêt pour leur histoire si Zakia, qui en représentait la moitié, refusait désormais de me parler. Ali prétendait le comprendre, mais ensuite il accepta juste, à contrecœur, de s'arranger pour que sa compagne nous parle au téléphone, depuis leur cachette. Et nous devrions en rester là pour le moment.

Durant cette période, Shmuley m'appela un soir, redoutant que son « fixeur » n'ait du mal à convaincre Ali de le rencontrer. Je lui répondis que nous avions tenté tout ce qui était en notre pouvoir. Je lui suggérai qu'Aimal y aille doucement. Et nous restâmes en retrait, nous aussi, afin d'éviter que le couple n'ait le sentiment qu'on lui forçait la main. Entre-temps, Shmuley, tout comme E. Jean Carroll, maintenait le contact avec Fatima Kazimi, qui les gratifiait du récit de ses propres malheurs.

J'en eus à mon tour la primeur dès son arrivée à Kaboul, fin avril. Elle fit irruption dans les locaux du *New York Times*, à Wazir Akbar Khan, le quartier diplomatique de Kaboul, coiffée de son foulard violet habituel et pudiquement vêtue de cet imperméable qui avait la préférence de tant de femmes afghanes occupant des fonctions officielles. Fatima n'était pas contente. Elle venait de voir un exemplaire traduit de mon dernier article sur les amants, publié le 22 avril[12], et elle était outrée qu'il soit centré sur le couple, sans jamais mentionner son rôle dans l'affaire.

– J'attendais de vous que vous écriviez sur moi, me lança-t-elle. C'est moi qui vous les ai amenés.

En fait, le premier de mes articles la mettait bel et bien en valeur, la citait longuement, relatait le rôle déterminant qu'elle avait joué quand il avait fallu mettre Zakia à l'abri, au refuge – toutes choses qui étaient corroborées par quantité de témoins, à Bâmiyân, y compris plusieurs personnes qui avaient comparu au tribunal. Fatima n'était tout simplement pas la figure centrale de mon nouvel article, et rien n'aurait justifié qu'elle le soit. Elle s'était déjà plainte auprès de moi, à l'époque, me signifiant son désappointement de ce que le premier article ait fait de cette affaire une histoire d'amour à la Roméo et Juliette, et pas l'histoire de leur sauvetage par Fatima Kazimi. Ensuite, après leur évasion, mon article du 31 mars était revenu sur le rôle de Fatima[13], ce qui se

justifiait, puisque certains l'accusaient d'avoir monté de toutes pièces l'évasion de la jeune femme. Encore une fois, le point de mire n'était pas Fatima, mais les amants.

À présent, elle voulait que nous rétablissions les faits en écrivant un autre article exposant à quel point elle avait été maltraitée dans cette affaire. Elle prétendait avoir fui à Kaboul avec toute sa famille parce qu'elle ne pouvait plus supporter les nombreuses menaces qu'elle recevait, à Bâmiyân. Elle affirmait avoir perdu son poste au ministère des Affaires féminines.

– Tout le village du père de la jeune fille a porté plainte contre moi et m'a accusée d'avoir contribué à l'évasion de Zakia… ou d'avoir aidé Ali à la kidnapper, c'est ainsi qu'ils présentent la chose, soutenait-elle. En réalité, moi, je n'ai rien fait.

Elle aurait prétendument bel et bien apporté son aide en permettant à Zakia de se procurer un téléphone auprès d'Ali, quand elle était au refuge[14], mais Ali et Zakia niaient l'un et l'autre qu'elle ait joué un rôle quelconque à cet égard – même si elle leur avait en effet permis, à un moment, d'avoir une entrevue au refuge, en présence d'un chaperon.

– Peu importe que je dise que je les ai aidés ou non, tout est venu de moi, dès le début, m'expliqua-t-elle. Je suis intervenue et j'ai empêché le tribunal de prendre une décision terrible. Hier, les membres de sa famille se sont présentés à mon ancien domicile, à Bâmiyân, ils me cherchaient, mais j'ai déménagé. Ma vie est en danger, et je suis menacée. Si je ne quitte pas le pays, il peut m'arriver quelque chose, ou à ma famille.

Elle avait quatre enfants, adolescents ou jeunes adultes, et un mari.

– Il faut écrire tout cela.

Je finissais par avoir du mal à ajouter foi à tous ses propos, songeant qu'elle avait peut-être manigancé tout cela depuis le début. J'étais choqué de découvrir qu'elle avait persuadé E. Jean Carroll d'envoyer une somme d'argent destinée à contribuer à sa protection. Fatima présentait sincèrement sa situation comme plus sombre – et plus importante – que celle de Zakia et Ali, qui étaient *réellement* en danger de mort (ainsi qu'elle l'avait elle-même souligné d'emblée).

– Seul le gouverneur est de mon côté, et combien de temps pourra-t-il me défendre ? s'interrogeait-elle.

Le gouverneur de Bâmiyân exerce un pouvoir exécutif sur tous les services provinciaux du gouvernement, excepté les tribunaux ; il contrôle les forces de police, il peut donc empêcher des arrestations, ordonner des interventions, fournir des gardes du corps, et ainsi de suite. C'est un Hazara, comme Fatima, et la région est à une écrasante majorité aux mains des Hazaras. Si quelqu'un, là-bas, était vraisemblablement en danger, ce seraient les membres de la famille tadjike de Zakia, dont l'opposition au mariage pour des motifs ethniques et religieux les exposerait à la colère de leurs voisins hazaras, supérieurs en nombre. Zakia et Ali couraient le risque de subir leur violence, sans nul doute, mais qu'en était-il de Fatima ?

Pourtant, elle se montra insistante, et je lui promis d'écrire à nouveau au sujet de cette affaire, probablement en la mentionnant, elle aussi. Dans un article, deux jours plus tard[15], je soulignai le rôle qu'elle avait eu en nous alertant sur cette affaire. En réalité, qui étais-je pour oser affirmer où se situait la vérité dans cette histoire ? Peut-être avait-elle en effet reçu des menaces de mort, elle avait pris peur et sincèrement considéré que son seul espoir était de quitter l'Afghanistan.

Il était certainement vrai que quiconque se mêlait d'accueillir et protéger des femmes, en Afghanistan, subissait d'intenses pressions. Rien que l'année précédente, le cas de Bibi Aisha avait contribué à déclencher une réaction brutale contre les refuges pour femmes, après la parution en couverture de *Time* de son portrait au nez tranché. Après l'apparition de cette photo en couverture, Bibi Aisha avait essuyé des critiques de toute part, en Afghanistan[16] – notamment de la part de membres du cabinet d'Hamid Karzai – pour avoir couvert son pays natal de honte, et elle vit maintenant dans une famille d'accueil en Virginie, rejetée par tout son pays, et pas seulement par les talibans. La vague de mesures répressives qui s'abattit ensuite sur les refuges pour femmes fut menée par des conservateurs éminents[17] qui accusèrent ces institutions de saper les valeurs traditionnelles, de promouvoir les conduites adultères, et même de servir de paravent à des actes de prostitution. Une chaîne de télévision, Noorin

TV, avait envoyé son « journaliste d'investigation » vedette, Nastoh Naderi, au refuge de Women for Afghan Women[18]. S'étant vu refuser l'entrée, il s'était posté devant le portail et avait fait en sorte que son équipe filme des hommes qui entraient dans les lieux. Ces hommes étaient des gardes employés par le refuge, qui travaillaient dans l'enceinte, sans accéder à l'intérieur du bâtiment qui abritait les femmes pensionnaires des lieux. En direct à l'antenne, M. Naderi avait décrit ces gardes comme des michetons venus jouir des services des femmes qui se trouvaient derrière ces murs. Le gouvernement avait ensuite tenté d'établir sa mainmise sur ces refuges pour femmes, qui étaient tous dirigés soit par des organismes caritatifs privés soit par les Nations unies, mais face au tollé d'ampleur internationale il avait dû battre en retraite, préférant adopter des réglementations contrôlant les activités de ces institutions, sous la tutelle du ministère des Affaires féminines[19].

Fatima ne cessait de rappeler qu'elle était sous la menace de la famille de Zakia. J'avais parlé à des parents de la jeune femme, rencontré certains de ses frères, de ses cousins, ainsi que son père, et leur détermination à obtenir vengeance les rendait en effet si dangereux que c'en était préoccupant. Mais jamais ils ne m'avaient manifesté leur désir de s'en prendre à Fatima, et leur colère semblait bien plus focalisée sur la directrice du refuge de Bâmiyân, Najeeba, et à l'évidence, par-dessus tout sur Zakia.

Shmuley me téléphona ce soir-là, survolté. Il venait d'assister à un colloque sur le génocide à Kigali en présence du président Kagame, et le chef de l'État rwandais acceptait d'être partie prenante du plan de sauvetage africain du rabbin. Je croyais le président déjà rallié à la cause, mais apparemment, c'était cette fois bien réel.

– Notre donatrice veut favoriser leur instruction, leur trouver un emploi à chacun, les faire venir aux États-Unis, m'expliqua-t-il. Nous avons le soutien du Département d'État, tout est prêt pour la mise en œuvre, il nous faut juste des passeports. Samantha Power m'a assuré de son intention de les aider, elle compatit à leur épreuve, et elle voudrait faire en sorte que son équipe s'en occupe. J'ai pris ses assurances très à cœur.

Jouissant d'une importante fortune personnelle, la donatrice américaine paierait les coûts du voyage du couple jusqu'au Rwanda et leur verserait un revenu destiné à couvrir leurs dépenses quotidiennes, et le président Kagame les traiterait comme ses invités.

L'enthousiasme de Shmuley se révélait contagieux, et il avait en effet su retenir toute l'attention du Département d'État, sans avoir de certitudes quant à l'importance de leur soutien. Il était d'une ampleur tout de même suffisante pour pousser l'ambassade des États-Unis à Kaboul à contacter Zakia et Ali par l'intermédiaire d'un employé afghan, Zmaryalai Farahi. Après une conversation téléphonique, celui-ci leur expliqua qu'ils allaient devoir se rendre à l'ambassade pour aborder le sujet de vive voix. Toutefois, quand Ali voulut s'y présenter, il dut s'arrêter à Massoud Circle, dans le quartier de Wazir Akbar Khan, où il constata qu'ils seraient obligés de franchir deux ou trois cordons de police et de gardes afghans, rien que pour accéder à la route conduisant à la légation proprement dite. Suspectant un dispositif déployé pour leur arrestation, il fit demi-tour et cessa de répondre aux appels de Zmaryalai.

Vers la même période, se souvenait Ali, Aimal Yaqubi s'était mis à multiplier les appels insistants l'enjoignant de le rencontrer pour récupérer les 1 000 dollars qu'il lui apportait de la part de Shmuley. L'insistance du « fixeur » finit par effrayer le couple, et Ali avait tout bonnement arrêté de répondre quand il l'appelait. Il ne dialoguait donc plus avec les deux contacts qui auraient éventuellement pu les aider à se mettre en sécurité, et c'était à peine s'il acceptait de nous parler, à Jawad et à moi.

Le rabbin était perplexe. Sur ma suggestion, il avait offert à Aimal une prime s'il réussissait à aider les deux amants à sortir du pays, mais le montant était bien supérieur à ce que j'avais envisagé : 5 000 dollars. C'était peut-être là que résidait le problème. Dans une société où 200 dollars équivalent à un salaire mensuel, 5 000 dollars représentent une forte somme. Même comparés aux émoluments du « fixeur », soit 200 dollars par jour, ces 5 000 dollars constituaient une incitation par trop tentante. En un sens, ils offraient une métaphore en miniature de l'échec de toute l'intervention américaine en

Afghanistan : en dépit de toutes les bonnes intentions, noyer les problèmes sous des masses d'argent ne fait qu'aggraver les choses.

Les exemples d'une telle dérive abondent. Que l'on songe au programme « Faites décoller le cerf-volant de l'État de droit », doté de 35 millions de dollars, imaginé et financé par un sous-traitant de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), une société commerciale aujourd'hui connue sous le nom de Tetra Tech DPK[20]. Leur idée consistait à organiser une manifestation publique au cours de laquelle seraient distribués des cerfs-volants, des albums de bandes dessinées et des affiches portant des slogans vantant l'égalité des droits pour les femmes et le respect de la règle de droit au sens large. Des centaines d'enfants et quelques adultes y avaient participé. Le sous-traitant étant une entreprise américaine, un fort contingent de police avait été déployé pour protéger les employés américains. Premier écueil, personne n'était capable de lire les slogans sur les cerfs-volants et les affiches, et encore moins les bandes dessinées aux dialogues très fournis ; la plupart des enfants étaient trop jeunes pour cela, et la majorité des adultes étaient soit des chômeurs soit des policiers – deux groupes ne jouissant pas d'un haut niveau d'alphabétisation[21]. Deuxième écueil, la distribution des cerfs-volants avait mal tourné quand les policiers les avaient systématiquement dérobés aux enfants qui s'étaient déplacés, afin de les rapporter chez eux pour les offrir à leur propre progéniture, frappant certains de ces petits à coups de badine quand ils refusaient d'obtempérer. Enfin, troisième écueil, l'égalité des sexes était décidément difficile à appliquer. Les rares fillettes qui avaient pu mettre la main sur ces cerfs-volants gratuits se les étaient vus confisquer par leur père, qui préférait les offrir à leurs fils. Malgré des reportages très critiques qui firent de ce programme de lâchers de cerfs-volants un sujet de moquerie dans les milieux de l'aide humanitaire[22], le sous-traitant présenta l'opération comme un tel succès qu'elle fut reprise à une date ultérieure à Herat, et le partenaire de l'agence échafauda d'autres opérations de proximité financées par le contribuable américain.

Dans le même ordre d'idées, ces largesses américaines inconsidérées, émanant de l'ambassade, servirent à financer un concert de rock dans un pays où cette musique touchait peu de monde, provoquant la colère des mollahs, une

action caritative centrée autour du yoga avec l'objectif déclaré d'amener les talibans à la table des négociations de paix grâce à ce détour par le tapis aux postures, une adaptation afghane de *Sesame Street*[23], pour la chaîne Tolo TV[24], l'ambassadeur des États-Unis posant à Kaboul avec le monstre Grover, une première dans une zone de guerre, selon toute vraisemblance[25]. L'ambassade américaine injecta aussi plus de 100 millions de dollars de soutiens financiers dans des chaînes locales, pour que la moindre conférence de presse à Kaboul attire plus de caméras que la plupart des événements médiatiques à New York ou Washington[26]. Rien de tout ceci n'était plus viable, à long terme, qu'un lancer de cerfs-volants ; dès que la manne financière américaine se tarirait, ce bel envol tournerait court.

En ce mois de mai, quand nous composions le numéro d'Ali, nous tombions sur des sonneries en forme de mélodies d'amour, modifiées tous les deux ou trois jours, mais il ne répondait jamais. L'un de ces airs récurrents s'intitulait *Your Unkempt Hair* (« Tes cheveux défaits »), par un célèbre chanteur afghan, Ahmad Zahir.

Les femmes afghanes se montrent rarement en public sans au moins un foulard sur la tête.

Si la brise du petit matin
Ébouriffe tes cheveux rebelles
Tous les cœurs se laisseront prendre
À ce piège d'amour et de souffrance[27].

7

Chasseurs d’honneur

Les amants n’avaient pas idée du nombre d’amis qu’ils s’étaient créés, mais à la fin mai et au début du mois de juin, il devenait difficile de les convaincre qu’ils en aient même un seul. Pour eux, tout semblait aller de mal en pis. La famille de Zakia les recherchait activement. Ils se cachaient misérablement. S’évader à l’étranger paraissait impossible. Ils seraient bientôt à court d’argent. Et, confrontés comme ils l’étaient à une situation désespérée, leur refus suspect d’accepter l’aide qui leur était proposée ne faisait qu’aggraver les choses.

Si leur cachette dans la maison de la tante d’Ali, sur la colline de Chindawul, leur paraissait sûre, les lieux étaient trop fréquentés, trop exigus, et il devenait compliqué de s’y éterniser. Rester cachés était de moins en moins supportable, en particulier pour Ali, mais si l’un ou l’autre tenait encore à s’enfuir à l’étranger, ils avaient une curieuse façon de le montrer. Ils ne répondaient plus du tout au téléphone – ni au « fixeur » du rabbin Shmuley Boteach, Aimal, ni au chargé d’affaires du bureau des droits de l’homme de l’ambassade des États-Unis, ni même à nous, le *New York Times*. Ils avaient peu de perspectives, et presque plus aucun espoir.

Leurs poursuivants avaient investi la capitale en force, et on avait déjà pu repérer les frères et cousins de Zakia à plusieurs reprises. Le père avait quitté Bâmiyân et s’était installé chez de proches parents, dans Kaboul. C’était notamment parce qu’ils avaient subi de telles marques de mépris de la part de

leurs voisins hazaras, après s'être acquis une réputation de scélérats, à l'échelle nationale, pour avoir persécuté Zakia et Ali, mais aussi parce que Zaman ne pouvait tolérer l'humiliation d'être confronté à ses voisins tadjiks, après avoir été privé de son honneur. Surtout, ainsi qu'ils le répétaient à qui voulait bien les entendre, ils voulaient se venger des deux amants, quoi qu'il leur en coûtât. Zaman et ses fils avaient résilié le bail de leur ferme à Bâmiyân et cherchaient dans la capitale le peu de travail qu'ils pourraient y trouver en tant que journaliers, s'attendant à y dénicher le couple.

« L'honneur et le déshonneur, c'est comme ça : selon la loi islamique et la loi de la charia, la jeune fille ne peut fuir de chez elle, m'expliqua Najibullah, cousin de Zakia, garçon de ferme sans instruction. Les gens considéreront la chose ainsi : "Ha, ta fille est partie. Tu ne dois plus vivre dans ce village. Si elle n'avait pas fui, son père n'aurait jamais quitté le village. Il est parti parce qu'il a été tellement déshonoré qu'il ne peut plus vivre ici", résuma-t-il. Tous les gens d'ici le ridiculiseront, ils lui lanceront des moqueries : "Si tu étais un homme, pourquoi ta fille se serait-elle enfuie ? Pourquoi ne l'en as-tu pas empêchée ?" Ils profèrent ce genre d'insultes, et on ne peut pas tolérer ça. C'est son père, et moi je suis le fils de son oncle, mais cela blesse notre honneur, à nous aussi. Quand ils répètent que la fille de mon oncle est partie, je ne peux plus vivre à Bâmiyân moi non plus. Nous n'avons pas su la ramener, alors les gens vont nous dire : "Si vous étiez des hommes, si vous aviez du cran et du courage, pourquoi ne réussiriez-vous pas à ramener votre fille, à la reprendre au gouvernement ?" »

L'un des autres cousins de Zakia, Mirajuddin, était assis à côté de Najibullah ; les deux jeunes hommes comptaient parmi les membres de la famille restés à Kham-e-Kalak, même s'ils ne cultivaient plus la terre et s'ils allaient bientôt rejoindre Zaman et ses fils à Kaboul afin de participer à la traque du couple. Ils étaient présents au palais de justice quand avait éclaté cette rixe, bien que Zakia ait précisé qu'ils ne figuraient pas parmi les membres de sa famille qui l'avaient agressée physiquement. Ils n'avaient pas de liens du sang suffisamment étroits pour se sentir le droit de lui arracher ses vêtements et de poser la main sur elle, fût-ce avec violence. « Votre vie, c'est votre honneur, comme votre femme, qui est aussi votre honneur, et si votre honneur vous quitte,

si quelqu'un d'autre s'en empare, alors cette vie ne vaut plus rien, expliquait Mirajuddin. Si quelqu'un te prend ton épouse, ta vie ne vaut plus la peine d'être vécue. » Leur position reflétait une plus vaste préoccupation sociétale, du point de vue des cousins. « Si aujourd'hui le gouvernement ne fait rien à ce sujet, alors demain la femme d'un fermier s'enfuira avec un collégien ou avec un représentant de commerce, et elle racontera qu'elle ne peut plus supporter de vivre avec son époux. Si bien qu'après le départ de la première, les autres vont suivre. » Autrement dit, Zakia avait lancé un défi à la structure de la société patriarcale afghane tout entière, et si on ne l'en empêchait pas, toutes les femmes abandonneraient le mari qui leur avait été choisi. (« La première veut la liberté / Et ensuite le monde tout entier veut sa liberté », selon la formule du défunt Gil Scott-Heron dans sa chanson *B Movie*.)

En fait, pour le mouvement du droit des femmes afghanes, l'enjeu est de taille, et dépasse largement les frontières du pays. En raison de l'intervention occidentale, depuis 2011, l'Afghanistan est le seul pays où de gros efforts sont en cours pour améliorer la condition des femmes. « L'Afghanistan est encore le grand champ de bataille de la lutte pour les droits des femmes au XXIe siècle », explique Nasrine Gross, une sociologue afghane et militante du droit de la femme. Si les femmes pouvaient obtenir une certaine égalité entre les sexes et une égalité de traitement devant la loi, dans un pays aussi arriéré et maltraitant que l'Afghanistan, cela servirait d'exemple, d'incitation à réagir pour celles qui sont dépossédées de leurs droits dans d'autres pays comme l'Arabie Saoudite et la Somalie, le Pakistan et le Yémen, les satrapies du Golfe et l'Iran. « Il est des pays qui sont à certains égards très puissants, et qui refusent de débattre des droits des femmes », souligne Mme Gross. Par « certains égards », elle entend le pouvoir émanant de la possession de vastes ressources pétrolières et gazières. « Ils se servent des droits des femmes comme d'un moyen d'asseoir leur contrôle sur leur pays, et ils entendent tenir l'Afghanistan en respect sur cette question, afin que ce pays ne devienne pas un modèle pour leurs propres sociétés. Une nation si pauvre, si illettrée, si arriérée qu'ils ne pourraient supporter l'idée de voir cet Afghanistan si démuni devenir un modèle pour les droits des femmes. »

Au plan intérieur, l'Afghanistan est depuis longtemps un champ clos pour les droits des femmes, mais la bataille qui s'y livre est de celle que leurs défenseurs et elles-mêmes ont toujours perdue. Il n'existe sans doute aucun autre pays[1] où tant de gouvernants ont été renversés sur cette question en particulier, depuis le roi Habibullah, qui ouvrit les toutes premières écoles pour filles et instaura certains droits pour les femmes, avant d'être assassiné, en 1919. Son fils, le roi Amanullah Khan, est allé bien plus loin, en interdisant le voile pour les femmes, en instituant l'éducation des petites filles dans les zones rurales et en proscrivant la polygamie. Le roi Amanullah entama son règne en souverain apprécié de son peuple, crédité d'avoir vaincu les Britanniques au terme de la troisième guerre anglo-afghane. À son retour d'un voyage officiel en Europe, avec sa reine d'esprit progressiste, Soraya Tarzi, il déclara lors d'une manifestation publique que l'islam n'imposait pas aux femmes de se couvrir, sur quoi la reine Tarzi arracha son voile et les autres épouses de membres du gouvernement présentes sur les lieux l'imitèrent. Sous son règne, les femmes étaient autorisées à divorcer et à choisir leur époux, les dots payées par le fiancé prohibées, et elles étaient encouragées à étudier et à travailler. Mais dans un pays privé de routes et de toute infrastructure ou presque, dirigé par un gouvernement et une administration centrale faibles, Amanullah fut incapable de persuader ses compatriotes d'adhérer à ses réformes et provoqua au contraire un soulèvement des mollahs et des conservateurs, qui le chassèrent du pouvoir en 1929[2].

Ce soulèvement fut en partie fomenté par des agents britanniques, la couronne étant très désireuse de s'en prendre au roi Amanullah, après l'humiliation qu'elle avait essuyée. Ils firent circuler des photos de la reine Tarzi vêtue d'une robe sans manches lors d'une réception étatique et acceptant qu'on lui baise la main durant une visite officielle en Europe. Aujourd'hui encore, les femmes les plus éduquées ne serrent pas la main des hommes, et des épaules et des bras nus en public provoqueraient une émeute dans Kaboul.

Le successeur d'Amanullah, Nadir Shah, tenta de promouvoir des réformes, mais fut à son tour assassiné. Les souverains afghans qui lui succédèrent se montrèrent bien plus prudents sur la question des droits des femmes. Il fallut attendre l'ère communiste des années 1970 pour constater la moindre tentative

d’élargissement de leurs droits un tant soit peu couronnée de succès, et les progrès considérables décrétés par les communistes sur le plan de l’égalité des sexes furent la raison majeure du soulèvement déclenché par les moudjahiddîn et leurs partisans[3]. Leur réticence concernait le féminisme, non le communisme. Leur djihad était avant tout dirigé contre les droits des femmes, et plus tard contre la scolarisation des jeunes filles, le droit au divorce et la présence des femmes sur le lieu de travail et dans la vie publique. Ils ne s’opposaient en rien au communisme en tant que système économique et politique ; c’était l’égalité des droits accordée aux femmes qui les inquiétait. Quand nombre de ces chefs moudjahiddîn unirent plus tard leurs forces à celles des Américains pour chasser les talibans, cette alliance n’était pas motivée par les politiques sociales de ces derniers ; dans la plupart des cas, les seigneurs de la guerre afghans adoptaient une ligne tout aussi intransigeante sur les questions féminines que les talibans, et souvent même encore plus régressive. Les talibans avaient, quant à eux, au moins proscrit le *baad*, et ils désapprouvaient officiellement les meurtres d’honneur non fondés sur leurs propres procédures judiciaires[4].

Le concept d’honneur et de meurtre des femmes comme moyen de défendre ce statut n’est pas propre au seul Afghanistan. Dans la Rome antique, le *paterfamilias* ou le mâle dominant au sein du foyer détenait un droit juridique de tuer une sœur ou une fille qui entretenait des relations sexuelles extraconjugales ou une épouse qui avait commis l’adultère[5]. La mise à mort de Desdémone, assassinée de la main d’Othello, était un meurtre d’honneur, et caractéristique de ces actes où la femme ne se voit accorder aucun véritable recours pour plaider sa cause ; la culpabilité ou l’innocence de la victime est subordonnée au sentiment de violation de son honneur que peut éprouver l’homme. Ceci explique en partie le meurtre des victimes de viol par leurs propres familles, en Afghanistan.

Thomas Barfield, éminent anthropologue à l’université de Boston, président de l’Institut américain des études afghanes[6], atteste l’existence d’une sorte de territoire des querelles de sang, où ces meurtres touchant les femmes étaient historiquement endémiques, qui s’étend de l’Espagne à tout le bassin méditerranéen, au Moyen-Orient, à l’Arabie, à l’Iran et à l’Afghanistan, avant de s’achever au Pakistan. À l’est, au nord, au sud de cette région – en Chine ou en

Mongolie, en Asie du Sud-Est ou dans l'Afrique subsaharienne, en Europe du Nord ou en Russie –, au lieu d'être socialement acceptable et répandue, la notion de meurtre d'honneur reste pathologique et rare.

Toutefois, à la notable exception de l'Arabie Saoudite, la plupart des sociétés modernes rattachées à ces régions du meurtre d'honneur, y compris les sociétés islamiques, ont réussi à criminaliser cette pratique, tout comme la quasi-totalité des sociétés se sont écartées de la notion que les femmes seraient la propriété des hommes[7]. Même l'ayatollah Ali Khamenei, dans un Iran fondamentaliste, a condamné cette pratique et, de concert avec la plupart des érudits islamiques, sunnites et chiites, il affirme que ce type de meurtre ne possède aucun fondement théorique dans l'islam[8].

Tout au long de l'histoire afghane moderne, un gouvernement central faible, trente-cinq années de guerre et de faibles niveaux d'instruction et d'alphabétisation[9] ont contribué à soutenir des pratiques coutumières de sévices, comme celles de ces meurtres[10]. « En Afghanistan, le seul fait d'aborder le statut des femmes a entraîné le renversement de plus de régimes que tout autre problème », explique le professeur Barfield. Les réformes prématurées du roi Amanullah et les efforts excessivement ambitieux du communisme ont provoqué de violentes réactions, contribué au maintien de coutumes porteuses de violences et dissuadé la majorité des dirigeants modernes du pays d'affronter les conservateurs sur des questions aussi controversées. Même les groupes actuels de défense des femmes qui protestent contre ces mises à mort s'abstiennent généralement de remettre en cause les conceptions sous-jacentes à ces actes, selon lesquelles les femmes seraient la propriété des hommes qui détiennent une maîtrise absolue des règles régissant leur comportement.

Dans ce très ancien territoire du meurtre d'honneur, l'Afghanistan est resté un obstacle de taille[11]. « En Afghanistan, l'État n'a pas été capable d'appliquer ses décrets aux affaires familiales. Les Afghans estiment que ce domaine ne relève pas de sa responsabilité », souligne le professeur Barfield. D'autres nations, d'un bout à l'autre de cette zone, ont développé des systèmes juridiques forts où l'État pouvait s'introduire dans les affaires familiales et sociales, et n'hésitait pas à le faire. « Dans le reste du monde, l'État a étendu ses pouvoirs en

descendant jusqu'au niveau de la famille, mais en Afghanistan, aujourd'hui encore, il demeure très hésitant à l'idée de réglementer la sphère familiale. En cas de meurtre par vengeance, quand cet acte est porté à son attention, parce que c'est un crime de sang, il agira, mais si personne n'attire son attention sur une telle exaction, il n'investiguera pas de son propre chef. »

Au vu de l'attitude de la famille de Zakia, Ali et elle faisaient de leur mieux pour demeurer cachés, mais dans la petite habitation trop pleine de Chindawul Hill, à flanc de colline, Ali se montrait de plus en plus irritable. Avec la tante et ses enfants, il y avait là au total jusqu'à huit personnes partageant un espace d'une quarantaine de mètres carrés avec sa minuscule cour intérieure. Le moindre achat de nourriture, chaque seau d'eau imposaient une ascension épuisante au sommet de cette colline très pentue. Et, compliquant encore leurs affaires, Zakia ne se sentait pas bien et se plaignait constamment de crampes d'estomac, de douleurs et de nausée – la dysenterie sévit partout dans une ville qui excède depuis longtemps les capacités d'un réseau d'égouts rudimentaire et limité. Elle ne souffrait pas vraiment de l'impossibilité de sortir, mais elle sentait que la tante d'Ali n'appréciait guère sa présence et n'approuvait pas leur mariage. Elle les tolérait parce que son frère, Anwar, l'en avait priée. Et puis Zakia se sentait seule. Sa mère et son père, ses frères et sœurs, ce foyer animé, regorgeant de présences, où elle avait vécu l'entièreté de son existence, continuaient de lui manquer, et ce en dépit de leur volonté de la tuer. Razak surtout lui manquait, son frère âgé de 9 ans, le plus jeune mâle de la famille, tellement plein de vie et dont elle était si folle. « Je l'aime tant, confiait-elle à Ali. C'est difficile de penser que je ne le reverrai plus jamais. »

Zakia et Ali se mirent à se quereller à propos de toutes sortes de détails. Il réagissait, l'air perdu, sur la défensive. Leur vie ensemble ne ressemblait guère à ce qu'il avait espéré. Les longues journées passées à se cacher dans ce qui leur tenait lieu de domicile le mettaient mal à l'aise, mais quand il sortait, elle craignait constamment que sa famille ou la police ne le débusquent. Subitement, un jour, sur un coup de tête, il décida de rejoindre l'armée. Il lui restait une année d'enrôlement à accomplir et il pourrait réintégrer la vie militaire sans

s’exposer à aucune sanction pour désertion. Zakia y était hostile, et ils s’étaient disputés à ce sujet, mais elle avait fini par accepter.

« Je ne pouvais pas rester indéfiniment sans emploi, expliquait-il. Il faut que je fasse quelque chose pour rembourser ces sommes que nous avons empruntées à ces gens. Ils ne vont pas nous autoriser à conserver définitivement leur argent, un jour ils nous le réclameront. » Il avait joui de deux mois de liberté avec sa femme, et il était maintenant grand temps de se remettre au travail, ainsi qu’il formulait la chose. Mais les 200 à 250 dollars de solde mensuelle qu’il toucherait au sein de l’armée ne réduiraient que peu leurs dettes. Il avait un autre motif plus pratique pour vouloir réintégrer la vie militaire : une fois dans l’armée, posté sur une base, il bénéficierait pratiquement de l’immunité, et ne risquerait plus d’être arrêté par la police. « Je sortais beaucoup, et ce n’était pas bon pour moi – c’était dangereux –, alors je me suis dit : “Pourquoi ne pas rejoindre l’armée, la sécurité, et en plus, gagner de l’argent ?” » Par l’intermédiaire de l’oncle d’un des maris de ses sœurs, il avait réussi à obtenir l’autorisation de réintégrer une unité de l’armée nationale afghane, en qualité de garde du corps d’un commandant hazara. Ce commandant étant en poste à l’aéroport international de Kaboul, Ali ne serait pas loin de Zakia et aurait la possibilité de lui rendre visite tous les week-ends. En outre, l’uniforme l’aiderait à passer inaperçu, même si cela signifiait que ses longs cheveux noirs allaient être coupés ras, selon les exigences de la tenue militaire. Cette coupe de cheveux se révéla un assez bon déguisement. Un jour, alors qu’il regagnait leur logement, en permission de week-end pour retrouver Zakia, il passa juste devant son beau-père, et Zaman ne le reconnut absolument pas.

À cette époque, nous avions renoué le dialogue avec le couple, et nous avions décidé qu’il était temps d’aborder avec eux l’option rwandaise avancée par le rabbin Shmuley. Ils ne se résoudraient apparemment jamais à traiter directement avec Aimal Yaqubi, et Shmuley insistait pour que nous leur offrions cette opportunité. Cela me plaçait dans une position délicate, mais je ne me sentais pas le droit de les laisser manquer une occasion pareille faute d’avoir eu le bon messager. Nous avons convaincu Ali et Zakia de rencontrer Anwar, Jawad et moi-même, pour en parler plus à fond. Une fois encore, nous leur avons

expliqué à quoi ils pouvaient s'attendre en Afrique, six mois au minimum au Rwanda, le temps de recevoir leurs visas – et, malgré de bonnes chances de les obtenir, sans aucune garantie à cet égard. Il était clair que cette idée avait fini par leur déplaire, mais en tout état de cause, l'absence de passeports était rédhibitoire. Zakia avait maintenant une nouvelle *tazkera*, ou carte d'identité, mais ils n'avaient pas envie de courir le risque de se rendre au service des passeports alors qu'ils restaient sous le coup de charges pénales, et sans passeport l'option du Rwanda était vouée à l'échec. Le rabbin Boteach, déçu, ne désarmait pas. Quelques jours après, il m'appela pour m'annoncer qu'il était excédé et prêt à prendre une initiative, et il voulait mon avis sur ce qu'il fallait faire au sujet de Fatima Kazimi.

– Nous sommes amis, n'est-ce pas ?

– Bien sûr.

– Alors dites-moi la vérité.

– D'accord.

– Faut-il sauver Fatima ?

Il me fallut un moment pour reprendre mes esprits, le temps de comprendre ce qu'il entendait sans doute par là.

– La sauver comment ?

– La sortir de là, la sauver. Le Rwanda.

– D'accord, je vois. Vous me laissez le temps de réfléchir ?

En ce mois de juin, nous étions tous à bout, impatients de passer à l'action, sous une forme ou une autre. Cet immobilisme n'était dans l'intérêt de personne, et surtout pas celui de Zakia et Ali, qui restaient évasifs et imprévisibles, même envers Jawad et moi. Le fixeur Aimal Yaqubi et l'ambassade américaine avaient encore plus de mal à mettre la main sur Ali. L'ambassade finit par m'appeler pour essayer de le convaincre de répondre à leurs appels téléphoniques, et Aimal nous contacta pour se plaindre : il n'aboutissait à rien. Il nous accusa même d'user de notre influence auprès du couple pour entraver ses efforts. Il avait 500 dollars à leur remettre, un don de la mystérieuse bienfaitrice du rabbin Shmuley, expliquait-il, et ils refusaient malgré tout de coopérer (depuis la dernière fois que nous en avions entendu parler, le montant avait diminué).

Shmuley s'agaçait plus que quiconque de cette inaction. Il me relata une longue conversation qu'il avait eue avec un fonctionnaire d'ambassade, l'attaché en charge des affaires publiques, Robert Hilton, au sujet de ce dossier.

– Nous sommes ici confrontés à une situation qui résume toute la raison de notre présence là-bas, une histoire qui a enflammé l'imagination des Américains, et vous, messieurs, vous ne vous engagez même pas à nous aider. Vous avez laissé cela à une bande de profanes comme nous, qui ne savent pas ce qu'ils font.

Monsieur Hilton lui avait répondu, m'expliqua Shmuley, que l'ambassade devait tenir compte des sensibilités du pays hôte, réponse qui ne fit qu'exaspérer le rabbin.

– Et les sensibilités des lecteurs américains ? Et les sensibilités des centaines de milliers de soldats stationnés là-bas et du trillion de dollars que nous avons dépensé, et malgré cela vous n'êtes pas fichus d'aider à sortir de ce pays une femme qui va se faire tuer ? Un foutu trillion de dollars, je lui ai rappelé le chiffre !

Hilton avait relevé que des charges criminelles pesaient sur le couple. Il faudrait se prononcer, d'une manière ou d'une autre. Les États-Unis ne pouvaient donner l'impression de contourner le système judiciaire afghan, après y avoir investi plus d'un milliard de dollars.

– Êtes-vous en train de me raconter que vous allez vous conformer à l'arrêt d'un juge corrompu de la renvoyer dans sa famille, pour se faire tuer ou violer ?

Quand Shmuley se lançait dans une diatribe moralisatrice, il le faisait avec une force qu'il était difficile d'ignorer.

– C'est ridicule. Cette histoire cristallise toute la raison d'être de notre présence sur place. Nous sommes là-bas pour protéger des gens comme Zakia. (Il avait bien retenu son prénom, désormais.) Il nous suffit de procurer un passeport à cette femme.

Après m'avoir rapporté cette conversation, le rabbin était blême de rage.

– Je ne pense pas que l'ambassade nous sera d'une grande aide, mais nous allons les sortir de là, d'une manière ou d'une autre, et quand ce sera fait, ce sera un événement auquel le gouvernement américain n'aura pris aucune part, continua-t-il. Après avoir dépensé un trillion de dollars, nous sommes incapables

d’épargner à une femme un meurtre d’honneur, parce que nous redoutons de heurter quelqu’un au sein de l’exécutif ? Le gouvernement américain en est incapable ? Il a peur du gouvernement afghan ? Il devrait avoir encore plus peur de l’opinion américaine. Qu’est-ce qui leur prend ? Qu’avons-nous réussi à changer, là-bas ? Nous ne pouvons laisser ces gens mourir sans aboutir à rien. Alors maintenant, deux cinglés du New Jersey vont se charger de ce que Washington est incapable de prendre à sa charge. On dirait qu’ils ont reçu des ordres stricts : sortons d’Afghanistan sur la pointe des pieds, sans créer de vagues.

Au cours de la dernière phase de l’intervention occidentale en Afghanistan, cette sorte d’accommodement est omniprésente. Le cas d’une jeune fille, une dénommée Gulnaz, contrainte d’épouser l’homme qui l’avait violée, en est un bon exemple. L’Union européenne avait maintenu sous le boisseau un film qu’elle avait pourtant commandé, racontant son supplice, car Bruxelles craignait d’incommoder le gouvernement afghan. La cinéaste britannique Clementine Malpas avait trouvé Gulnaz, alors âgée de 19 ans seulement, dans la prison pour femmes de Kaboul, Badam Bagh, où elle était détenue depuis plus d’un an, et la montrait dans ce documentaire sur les femmes en Afghanistan, financé par l’Union européenne, qu’elle avait intitulé *In-Justice*. Dans ce film, Mme Malpas relatait de quelle manière Gulnaz avait écopé d’une peine de trois ans de prison après avoir été violée par un cousin, Assadullah Sher Mohammad. La jeune fille avait mis au monde leur enfant alors qu’elle était en prison. Quand elle avait interjeté appel, la sentence avait été alourdie à douze années d’emprisonnement, mais un juge afghan lui avait proposé la liberté si elle acceptait d’épouser son violeur[12].

Dès que les responsables de la mission de l’Union européenne à Kaboul avaient visionné le film, ils avaient décidé d’en reporter la sortie, en menaçant la réalisatrice d’une action judiciaire si elle autorisait sa diffusion. Officiellement, leur motivation était de protéger les femmes visibles dans le film, Gulnaz, ainsi que deux autres victimes, de toutes représailles. L’Union européenne avait rejeté l’argumentation de la cinéaste, qui soulignait que Gulnaz et les autres femmes ayant participé au tournage avaient donné leur accord en toute connaissance de

cause. C'était là encore une capitulation des diplomates européens face aux sensibilités culturelles afghanes. Ce fut confirmé par le *New York Times*, qui signala que l'attachée de l'Union européenne en charge du respect de l'État de droit et des droits de l'homme, Zoe Leffler, avait signifié par une série d'e-mails à la réalisatrice que l'Union européenne devait « replacer ses relations avec les institutions judiciaires dans le contexte du reste de son travail dans le secteur ».

Face à la colère qui éclata, le président Hamid Karzai ordonna la libération de la jeune fille, mais selon le récit qu'en fit la journaliste du *New York Times*, Alissa J. Rubin, il laissa clairement entendre qu'il attendait d'elle qu'elle épouse son violeur, ainsi que l'avait ordonné le tribunal[13].

« Gulnaz a déclaré : "Mon violeur a détruit mon avenir", rapportait Mme Malpas, se référant à leur conversation. "Personne ne m'épousera, après ce qu'il m'a fait. Je dois donc épouser mon violeur, pour le bien de mon enfant. Je n'ai pas envie que les gens la traitent de bâtarde et maltraitent mes frères. Tant qu'il ne m'aura pas épousé, mes frères n'auront pas retrouvé leur honneur dans notre société." »

Des groupes de défense des femmes s'y sont opposés et ont usé de leur influence pour que Gulnaz soit accueillie dans un refuge. Ensuite, les médias sont passés à autre chose et tout le monde s'est désintéressé de l'affaire. Le documentaire n'a jamais été officiellement diffusé – 50 000 euros supplémentaires de l'Union européenne jetés par les fenêtres, une petite partie des 18,2 millions d'euros que l'Union dépense annuellement en programmes consacrés à l'égalité des sexes, sans compter les dons bilatéraux de ses États membres[14].

En 2014, l'affaire de Gulnaz connaissait une révision. Mary Akrami, chef de l'organisation Centre de développement des compétences des femmes afghanes, qui a été la première à ouvrir un refuge pour femmes en Afghanistan (et qui aurait été financé par l'organisation des Femmes de l'ONU, comme le refuge de Bâmiyân), affirmait que la presse internationale et, en particulier, l'avocate de Gulnaz, Kimberley Motley (qui avait pris l'affaire en main après qu'avait éclaté la controverse autour du documentaire), avaient délibérément déformé ce qui était arrivé à la jeune femme. « La cour l'a mariée avec son consentement,

soutenait Mme Akrami. Elle n'a pas été violée, mais en fait elle aimait ce garçon et avait eu une liaison amoureuse avec lui. Ensuite, elle avait accepté de l'épouser. Sa famille s'est réconciliée avec celle de cet homme. Ils vivent ensemble, à présent, et sont heureux. Ils ont un enfant et habitent à Kaboul. »

Ce n'est pas ainsi que Kim Motley voyait les choses, et elle avait rendu visite à Gulnaz dès la mi-2014. La jeune femme, alors âgée de 22 ou 23 ans, était en effet mariée à son ancien violeur et ne niait pas ce qu'il était. Il la traitait décemment, avait-elle déclaré à Mme Motley, ne la battait pas, et subvenait à ses besoins et à ceux de leur fille. L'avocate ajoutait qu'après l'éclatement de la controverse sur le documentaire, elle avait reçu des offres d'une dizaine de pays européens, pour fournir un asile à Gulnaz. À l'époque, cette dernière habitait dans le refuge de Mary Akrami. « Le ministre des Affaires féminines et le refuge m'empêchaient de l'emmener pour lui procurer un passeport, affirmait-elle. Ils considéraient la réconciliation et le mariage avec son violeur comme la seule solution qui soit dans son intérêt et, pour que cela devienne possible, il fallait juste réécrire l'histoire, expliquait-elle encore. Pas une fois elle n'a nié devant moi que son cousin ait été son violeur, et elle avait 15 ans quand c'est arrivé. Il l'avait même ligotée avant de la violer. Il n'y a jamais eu d'ambiguïté à ce sujet. Elle l'a finalement épousé, mais c'est parce que cela devenait le seul moyen pour elle de sortir de ce foutu refuge : épouser ce type. »

En 2014, les offres d'asile que Gulnaz avait initialement reçues s'étaient taries, car davantage de femmes afghanes considéraient la fuite loin de leur pays comme leur seule planche de salut, et les pays occidentaux commençaient à redouter qu'accorder l'asile dans de telles affaires ne sape leurs efforts pour promouvoir les droits des femmes à l'intérieur même du pays.

C'était cette attitude qui, dans le cas de Zakia et Ali, avait rendu un sauvetage par l'ambassade de moins en moins vraisemblable et d'autant plus compliqué qu'ils étaient visés par une procédure pénale. Le dilemme soulevé par cette procédure exaspérait le rabbin Boteach.

– C'est le comble du grotesque. On tombe amoureux de quelqu'un et cela devient une affaire criminelle ? J'espère que vous allez écrire quelque chose sur tous ces Américains morts, Dieu seul sait combien, et sur ce trillion de dollars du

trésor américain dépensé pour que notre gouvernement puisse surtout témoigner son respect à un gouvernement de barbares. C'est cela qu'on appelle l'État de droit ? Je ne comprends même pas comment ils osent sérieusement soutenir une chose pareille. Les couvrir de honte dans les médias, c'est la seule méthode qui fonctionnera. Ces jeunes gens sont obligés de se terrer comme des rats. Aidons-les à se tirer de là.

Pourtant, il ne pouvait faire sortir Ali et Zakia tant qu'ils n'auraient pas de passeports – ou un moyen légal de s'en procurer. Mais il pouvait sauver quelqu'un d'autre ; sa mystérieuse bienfaitrice acceptait de financer ce geste, le gouvernement rwandais voulait bien favoriser cette initiative et, concluait-il, ils étaient prêts. Ils sauveraient Fatima Kazimi. Un aspect seulement le gênait : Fatima Kazimi avait-elle vraiment des raisons de craindre pour sa vie ? Il voulait que je lui réponde avec franchise.

– Je crains qu'elle ne cherche éventuellement à profiter de la situation et qu'elle ne tente de s'en servir pour partir d'Afghanistan alors que nous nous efforçons plutôt de concentrer nos efforts sur Zakia et Ali, qui semblent en bien plus grand danger.

Oui, cela ressemblait assez à Fatima, en effet, mais je gardai cette réflexion pour moi. Lui répondre me plaçait dans une position délicate au plan éthique. Si je lui avais fait part de mon avis sincère et sans fard, je lui aurais répondu : *Non, en réalité, je ne pense pas qu'elle soit en danger*. Si cela gâchait cette chance que lui offrait Shmuley de s'échapper d'Afghanistan, qu'en serait-il si elle se révélait réellement en danger ? De quel droit déciderais-je de son sort et probablement de celui de sa famille en exprimant mon opinion, surtout si je me trompais ? Je réservais mon avis, voilà tout ce que je pus lui répondre, une position déjà assez accablante en soi.

À Bâmiyân, les alliés de Fatima écartaient eux-mêmes toute idée de danger pesant sur sa vie. – Elle n'est exposée à aucune menace, que ce soit contre elle ou contre sa famille. Nous ne le permettrions pas, m'assura le chef de la police, le général Khudayar Qudsi. Quand le bureau du procureur général avait tenté de l'interroger, me précisa-t-il, la police était intervenue pour s'y opposer. C'était une démarche dénuée de fondement, aussi nous n'admettrons aucune

intervention de cet ordre. Le procureur général de la province fondait sa requête sur des accusations de la famille de Zakia, mais nous ne possédons aucune preuve de l'implication de Fatima Kazimi dans l'évasion de la jeune femme du refuge, souligna le chef Qudsi.

Et qu'en était-il des risques que la famille de Zakia ferait peser sur elle ?

– Ce n'est pas vrai. Elle a ses propres gardes du corps qui se chargeront d'assurer sa sécurité, des gardes du corps de la police. C'est notre mission et notre responsabilité. Je pense que c'est simplement un prétexte pour lui permettre de quitter le pays.

Comme beaucoup d'Afghans, ce que voulait Fatima Kazimi semblait clair, une vie meilleure, et elle désespérait de jamais la trouver en Afghanistan. Cependant, cela ne pouvait aucunement être considéré comme une « crainte légitime de persécution » ou autres motifs généralement acceptés pour accorder l'asile ou le statut de réfugié.

J'estimais ne pas avoir d'autre choix que de faire part de cet avis à Shmuley. Suite à mes reportages, elle était perçue comme l'une des héroïnes du drame, et le rabbin était sur le point de l'en récompenser. Pourtant, avant que je n'aie eu l'occasion de contacter le rabbin, Fatima m'appela et m'annonça qu'elle partait le jour même pour l'Inde, où elle retirerait son visa pour le Rwanda. La veille au soir, elle venait d'essayer de partir par l'aéroport international de Kaboul, avec un visa du gouvernement rwandais émis en ligne, mais les employés de la compagnie aérienne afghane, n'ayant encore jamais vu de visa électronique, l'avaient refoulée.

Shmuley avait agi promptement. Je le rappelai plus tard ce jour-là, et il était d'humeur enjouée.

– Fatima est arrivée à Delhi. Elle est sortie d'Afghanistan, Dieu merci, et j'espère que nous leur aurons procuré la sécurité. Ils sont en route pour le Rwanda. Merci pour tout.

Je lui répondis que j'avais fini par en arriver à la conclusion qu'elle avait dupé tout son monde. En y repensant, je me disais qu'elle avait sans doute tout planifié depuis le jour de son premier e-mail.

– Nous éprouvons un sentiment de satisfaction, me répliqua Shmuel, nous l'avons sortie de là, Dieu merci. Certaines personnes ont beau considérer qu'ils n'étaient pas en danger, nous avons fait ce qu'il fallait.

Il me rappelait un peu Diego, le photographe, quand il venait de repérer un rai de lumière tombant du plafond et refusait de rien entendre.

En plus du droit de s'installer au Rwanda – et très certainement de devenir les tout premiers Afghans à y mettre les pieds –, Fatima, son mari et leurs quatre enfants se verraient accorder un logement par le président Kagame, et la bienfaitrice du rabbin Boteach leur verserait un revenu de 20 000 dollars qui leur permettrait de vivre un an, une somme plus que suffisante au Rwanda.

– Nous voulons leur éviter un état de dépendance malsain, ajouta-t-il.

Il était enfin prêt à me révéler qui était cette bienfaitrice.

– Elle est disposée à ce qu'on mentionne son nom, à une condition : que cela ne fasse courir aucun danger au couple.

Il s'agissait de Miriam Adelson, l'épouse de Sheldon Adelson, le multimilliardaire magnat des casinos.

En tant que juive, Mme Adelson ne souhaitait pas se voir attribuer le mérite d'avoir arraché un couple de musulmans à une société arriérée. Elle s'était simplement sentie émue par leur histoire et voulait leur venir en aide, ainsi qu'à quiconque était également atteint par cette affaire. Elle ne poursuivait aucun autre objectif. Les motivations de Miriam Adelson étaient purement humanitaires, insistait-il.

– Le vrai héros de cette histoire, ce n'est pas moi, c'est Miriam Adelson, qui m'a amené à m'intéresser à leur cas. Au bout d'un certain temps, j'ai fini par m'impliquer personnellement. Et maintenant, je tiens réellement à savoir quelle tournure cela va prendre.

Fatima s'arrêta deux jours en Inde, une étape qui coïncidait avec un gala que le World Values Network du rabbin Boteach organisait dans le New Jersey avec tout un aréopage de célébrités et de politiciens de premier plan, parmi lesquelles Sean Penn, le gouverneur du Texas, Rick Perry, le gouverneur du New Jersey, Chris Christie, et Elie Wiesel[15]. Les assistants de Shmuley organisèrent un duplex vidéo avec New Delhi pour qu'elle puisse remercier Miriam et le

président Kagame de l'avoir secourue. Miriam ne nourrissait sans doute aucune arrière-pensée, au contraire de Paul Kagame. Jadis perçu comme un héros par l'Occident pour avoir permis à son pays de surmonter le génocide du peuple rwandais, ces derniers temps, M. Kagame avait grand besoin de recueillir un peu de presse favorable, après avoir été accusé du meurtre d'opposants, d'avoir étouffé toute dissidence et transformé le Rwanda, autrefois grand territoire d'espoir de l'Afrique noire, en État autocratique dirigé par un homme fort de plus[16]. Comme Shmuley, Miriam Adelson était un fervent soutien et partisan d'Israël et, pour sa part, Israël demeurait un allié fidèle du Rwanda. Les soutiens des deux pays s'estimaient liés par l'épreuve commune du génocide. Leurs détracteurs les considéraient comme deux gouvernements aux bilans similaires, tout aussi désastreux au plan des droits de l'homme, en butte à un statut de plus en plus marqué d'États-parias, et ce en dépit de toute la noblesse de leur passé.

Le lendemain, Fatima et sa famille embarquaient à bord d'un vol long-courrier de Delhi à Dubaï, et de Dubaï à Kigali.

Lors de notre conversation suivante avec Ali, cette fois au téléphone, nous lui annonçâmes que Fatima s'était enfuie en Afrique après avoir expliqué aux gens qui souhaitaient aider le couple des amants qu'elle avait elle aussi besoin d'être secourue. Il était abasourdi.

– Fatima est partie en Afrique ?

Il réagit d'abord par un rire, avant de reprendre une contenance. C'était une raison de plus pour ne plus envisager l'Afrique comme une possible porte de sortie, observa-t-il. Zakia et lui n'avaient aucune envie de se retrouver dans un pays où la seule personne parlant leur langue serait Fatima Kazimi.

Sa véhémence me surprit, et je lui demandai pourquoi il réagissait de la sorte.

– Elle ne nous a absolument pas aidés, elle ne m'a pas aidé, elle n'a pas aidé Zakia à s'échapper, elle n'a rien fait pour nous. Un jour, nous tomberons sur elle et nous lui dirons deux mots.

C'était là une réaction très émotionnelle.

Je lui objectai qu'assez indéniablement, Fatima avait empêché la famille de Zakia de la traîner hors du tribunal, ce jour-là, et probablement de la mettre à

mort.

– C’est tout ce qu’elle a fait, ce que je respecte, mais à part ça, elle ne nous a rien apporté d’autre.

Que Fatima ait ou non utilisé la situation du couple à son propre avantage, c’était un peu trop la dénigrer. Je ne comprenais pas son attitude et ne la comprendrais pas avant un certain temps.

8

Les irréconciliables

Miser sur l’espoir ne constitue jamais un plan très fiable, mais ils n’en avaient pas d’autre. « Ce monde est suspendu à nos espérances, le passé se fonde sur nos espérances, et nous passons nos existences à espérer », philosophait Ali de manière rêveuse, l’une des rares fois où nous avons pu nous contacter, en ce mois de mai, « et j’espère juste maintenant que Dieu nous viendra en aide ». Quand il choisissait enfin de répondre au téléphone, soit il nous écoutait à peine, soit il nous conjurait subitement de prendre des décisions à leur place. Le pire, c’était qu’il refusait de redescendre sur terre et d’aborder sérieusement la question de leur sécurité à tous les deux. Au vu du nombre de signalements de parents de sexe masculin de Zakia dans les parages de Chindawul, à Kaboul, où le couple se cachait chez la tante d’Ali, il était clair que leur repaire n’était plus sûr. La tante étant une sœur d’Anwar, la famille de Zakia n’aurait aucun mal à découvrir où elle habitait, tout au moins à localiser le quartier, et à surveiller les lieux jusqu’à ce que l’un ou l’autre se montre. C’était peut-être déjà ce qui se passait, puisqu’on avait frôlé la catastrophe à plusieurs reprises. Chaque fois que nous lui faisions la leçon à ce sujet, Ali acquiesçait toujours, mais nous aurions aussi bien pu nous adresser à un mur.

Un jour, Jawad et moi décidâmes de dresser une liste d’arguments en vue de notre prochaine conversation téléphonique avec lui, au moment où il serait plus

ou moins d'humeur à nous écouter ou quand nous serions en mesure de le rencontrer, lors d'une des permissions que lui accordait l'armée :

• Ils ne peuvent se cacher indéfiniment. Tôt ou tard, ils se feront prendre. C'est une réalité que rappellent tous ceux qui travaillent à résoudre ces querelles familiales.

• S'ils se font prendre, ils finiront tous deux en prison. Cela signifie que Zakia pourrait fort bien subir des sévices sexuels, en détention, ce qui se produit régulièrement. Pour une femme, la prison est bien plus pénible qu'un refuge, qui est au moins dirigé par d'autres femmes.

• Ils devraient au moins envisager de s'entretenir avec les responsables du refuge de Women for Afghan Women. Rien ne les oblige à suivre leurs conseils, mais qu'ils écoutent au moins ce qu'elles ont à leur dire.

• Les juristes de Women for Afghan Women sont excellentes, et elles ont récemment gagné dans une affaire similaire à celle de Zakia et Ali. Pendant la procédure, la femme concernée n'a été contrainte de séjourner qu'un mois dans leur refuge.

• Les juristes considèrent que leur dossier est solide et s'estiment certaines de pouvoir l'emporter sur le terrain judiciaire. Toutefois, cela ne leur sera possible que si Zakia cesse d'agir en fugitive et si elles sont en mesure de l'amener à comparaître devant le tribunal. Rien ne l'empêche de s'abriter au refuge tandis qu'Ali continuera de se cacher.

• La directrice de Women for Afghan Women, Manizha Naderi, acceptera volontiers de dialoguer avec Ali, et bien qu'elle soit en ce moment aux États-Unis, elle lui téléphonera dans la soirée, et voici le numéro d'où elle l'appellera.

• Le refuge de Women for Afghan Women n'a rien à voir avec celui de Bâmiyân. S'ils décident de s'y rendre pour débattre de leur affaire avec les juristes présentes sur place, nous aurons toute latitude d'y aller avec eux et de leur garantir qu'ils peuvent en repartir s'ils le souhaitent.

• Si jamais ils changent d'avis et se résolvent à partir d'Afghanistan, ils auront besoin de passeports, et ils ne seront pas en mesure de s'en procurer tant qu'ils sont visés par des poursuites pénales. Ils doivent régler ce dossier judiciaire. Les seuls pays où ils auraient la possibilité de se rendre sans

passeports sont l'Iran, qui est dangereux, et le Pakistan, destination qui présente certaines complications.

Nous martelions cette série d'arguments chaque fois que Jawad avait Ali au téléphone, et auprès de son père et de ses frères, mais il refusait de se rendre au refuge et d'écouter ce que les juristes avaient à dire, excluant même que Zakia s'y présente, afin que leur affaire soit jugée par un tribunal. Et quand nous parlions à cette dernière, elle s'en remettait à lui.

Une semaine ou plus s'écoula sans que nos appels n'obtiennent d'autre réponse qu'un message signalant que son numéro était inaccessible, avant que ne retentisse enfin l'une de ses sonneries habituelles, avec la voix de Moein, le chanteur iranien aveugle, et sa chanson *Past* (« Le passé ») :

> *Ne garde aucun chagrin du passé,*
> *Car le passé est passé.*
> *Le chagrin ne recrée jamais le passé.*
> *Songe au futur, à la vie, à la joie.*
> *Et si ta soif ne trouvait pas de rivière,*
> *Bois une simple goutte, et sois satisfait*[1].

Cette fois, Jawad put progresser un peu et Ali accepta de nous rencontrer le vendredi de cette semaine-là. Son commandant lui avait accordé une permission de trois jours. « Il avait peur, me confia Jawad. Je lui ai expliqué : "Écoute, nous ne t'avons jamais nui. Nous sommes allés chez toi, nous avons vu ton père, nous aurions pu te livrer à tout moment. Il faut simplement que tu nous fasses confiance".

– Aujourd'hui encore, je n'ai pas dit à ma femme que j'allais vous rencontrer, parce qu'elle aurait pu refuser, lui expliqua Ali. La dernière fois que vous êtes venus nous voir… (quand nous avions aperçu le frère de Zakia aux abords du cinéma *Pamir*)… eh bien, elle était très inquiète à mon sujet. Elle ne veut absolument pas que je sorte. Elle pense que je vais me faire arrêter, et qu'ensuite elle aura de gros ennuis.

C’était d’autant plus une raison d’envisager pour elle la solution du refuge, jusqu’au règlement de leur procédure judiciaire, lui avons-nous laissé à nouveau entendre. Manizha Naderi, de Women for Afghan Women, avait suggéré de rendre cette solution plus acceptable aux yeux d’Ali en lui offrant un emploi de vigile au refuge, où il monterait la garde devant le mur d’enceinte. Il ne serait pas autorisé à pénétrer à l’intérieur, car les lieux étaient strictement réservés aux femmes, mais il aurait l’assurance que sa femme était en sécurité, et ils pourraient avoir quelques entrevues de temps à autre, en présence d’un tiers. Rien de tout cela ne suffisait à le convaincre.

– Ma femme m’a répondu qu’elle était incapable de rester là-bas ne serait-ce qu’une journée. Elle ne supporte pas d’être séparée de moi, même pas une journée, insista-t-il.

Je me demandais qui tenait ce langage, sa compagne ou lui.

Manizha et sa principale juriste à l’époque, Choukria Khaliqi, purent élaborer une solution. Choukria avait trouvé un moyen de plaider la cause du couple devant la cour sans que Zakia réside au refuge. « Il leur suffit de nous donner l’autorisation de reprendre le dossier, exposait Manizha. Il leur suffirait à tous deux de rencontrer Choukria. Elle a la latitude de se rendre à l’endroit de leur choix et recueillir leurs témoignages. Ensuite, après l’audience devant le juge, Zakia aurait seulement obligation de se présenter au tribunal pour effectuer sa déposition. Sinon, je redoute vraiment que la police ne finisse par les appréhender. » Si tel était le cas, il serait alors trop tard, Zakia ne pourrait plus opter pour un placement au refuge. Les femmes ont le droit de volontairement s’installer dans ces refuges pendant l’instruction de leur procédure judiciaire, mais seulement si elles s’y rendent de leur plein gré. Après leur arrestation, elles sont écrouées jusqu’à la date de l’audience.

Poussé par l’impécuniosité, Ali accepta finalement une entrevue avec Choukria, mais en l’absence de Zakia. Ils étaient de nouveau sans le sou, et n’avaient la possibilité de toucher l’argent des donateurs conservé par Women for Afghan Women qu’en main propre, afin que les comptables de l’ONG soient en mesure de vérifier que les sommes parviennent aux bons récipiendaires. Dans une société où la corruption est la norme, les gens doivent recourir à toutes

sortes d'extrémités à seule fin de prouver l'honnêteté de leurs démarches. Ali nous avait priés à maintes reprises d'aller récupérer ces sommes à sa place. Il n'était tout simplement pas acceptable de nous immiscer de la sorte, et, en outre, nous voulions le convaincre de rencontrer les juristes compétentes de Women for Afghan Women.

Ferme, claire et précise, Choukria est un peu autoritaire et, dès les premiers instants, elle sut prendre l'ascendant sur Ali, en l'enjoignant de se fier à elle.

– En un mois, je vais résoudre cette affaire, lui affirma-t-elle. Je vais travailler sur ce dossier jusqu'à ce que je trouve une issue positive. Je vais obtenir de mes contacts au ministère de l'Intérieur qu'ils multiplient les pressions sur les anciens du village, et je vais le faire en toute confiance… Je ne vais même pas inscrire ce dossier au registre des causes, de sorte que mes collaborateurs n'en sauront rien.

Assis dans le sofa près de son bureau, il l'écoutait, en se tenant en retrait, et sous l'effet de son discours, donnait l'impression de physiquement rapetisser.

Ensuite, le comptable entra, lui remit plus de 1 000 dollars de dons que Women for Afghan Women avait reçus, en respectant un rituel souvent appliqué quand un récipiendaire analphabète est partie prenante d'une transaction officielle. Le comptable lui lut à voix haute un document stipulant qu'Ali confirmait la réception du paiement. Ali confirma ensuite verbalement avoir compris, marqua le document de l'empreinte de son pouce qu'il venait d'appuyer sur le tampon encreur, avant d'échanger le document contre la somme. Une assistante filma la transaction en vidéo.

Après quoi, nous le sentîmes rasséréné.

– Tant qu'ils ne nous imposent pas de me séparer à nouveau de Zakia, c'est bon, vous pouvez vous charger de l'affaire, nous répondit-il. Je suis prêt à aider toute personne qui défendra la vérité.

Il était dans de si bonnes dispositions qu'il accepta de nous organiser une entrevue en tête-à-tête avec Zakia et de l'amener à Choukria, pour qu'elle puisse formellement confirmer son accord et être représentée par Women for Afghan Women.

Il se ragaillardit encore un peu plus quand il apprit que Jawad avait reçu un appel d'un des anciens de Kham-e-Kalak, le village de Zakia, et que cet homme souhaitait venir nous parler de leur affaire. Ce vieillard s'imaginait que le *New York Times* était une espèce d'ONG et que nous serions en position d'agir en qualité d'intermédiaires entre la famille de la jeune femme et le couple. L'ancien s'appelait Abdul Rab Rastagar, et Jawad et moi convînmes de le rencontrer au restaurant *Herat*, à Shar-e-Naw, dans le centre de Kaboul. C'était un vaste établissement, toujours bondé, un endroit très public, avec ses espaces traditionnels de repas autour de tables basses, comme autant de petits dais disséminés entre les arbustes et agencés autour d'un jardin, mais sans aucune séparation susceptible d'assurer un peu d'intimité. Les clients laissaient leurs chaussures sous les tables basses et s'asseyaient en tailleur au milieu des tapis de sol et des coussins. Dans les foyers afghans, prendre son repas installé par terre sur des tapis de sol est la norme. C'était ici un raffinement de cette coutume, sans doute conçue à l'origine pour maintenir le bétail à l'écart de la table. Un paon déployant sa plus belle parure se pavanait dans les allées entre les tables basses, laissant traîner derrière lui sa queue longue de deux mètres en criaillant bruyamment. Nous arrivâmes tôt et nous choisîmes des sièges d'où nous pourrions surveiller l'entrée principale, pour le cas où M. Rastagar viendrait en force. Nous savions qu'il avait été en contact avec Gula Khan. La dernière fois que celui-ci nous avait parlé au téléphone, il avait paru en colère contre nous, à propos de sa sœur. Apparemment, quelqu'un lui avait lu ou relaté les articles du *New York Times* relatifs à l'affaire.

Monsieur Rastagar arriva seul ; il paraissait assez inoffensif. C'était un homme d'âge mûr, probablement la cinquantaine, mais très sûr de lui. Chez les Afghans, le terme « aînés » peut désigner des hommes âgés, respectés pour leur grand âge, tout autant que des hommes d'influence, révérés pour leur pouvoir. Monsieur Rastagar constituait un exemple de promotion sociale obtenue grâce à des aides étrangères massives. Durant les deux années postérieures à la chute du régime des talibans, il avait travaillé pour un organisme, ONU-Habitat, qui pilotait des programmes de développement rural à Bâmiyân. Ensuite, il avait occupé un poste de superviseur du centre provincial de détention juvénile, une

institution sous tutelle gouvernementale également financée par des donateurs internationaux. Son titre ronflant lui conférait une place qui avait fortement impressionné la famille de Zakia et qui l'avait convaincue de lui confier l'importante mission de contacter le *New York Times*, cette ONG mondialement connue, qu'elle croyait en contact étroit avec le couple. Plus tard, nous avons appris que M. Rastagar n'était qu'un garde amélioré, un simple chef d'équipe.

Il retira ses souliers, ses chaussettes étaient trouées. Il s'assit jambes croisées autour de notre table basse, vêtu d'une *shalwar kameez*[2] brune et coiffé du *pakol* afghan, le couvre-chef plat omniprésent dans le pays. Il alla droit au but.

– Dans cette histoire, personne ne vous dit la vérité. Mohammad Zaman a dû tout quitter et venir ici, à Kaboul, travailler comme simple journalier, à cause de cette affaire. La vérité, c'est que la fille a été trahie par la sœur d'Ali. Elle l'a fait sortir pour que Mohammad Ali puisse venir la violer. Ensuite, la sœur est allée la voir et lui a dit : "Zakia, maintenant, ton fiancé refusera de t'épouser." (Monsieur Rastagar évoquait là le fiancé putatif que Zaman avait choisi pour Zakia – l'un de ses neveux.) Voyez-vous, la sœur voulait épouser le fiancé de Zakia, et c'est pourquoi elle a manigancé tout cela. Par conséquent, elle a dit : "Je vais l'épouser, et toi tu peux te marier avec Mohammad Ali." Mais Zakia ne voulait absolument pas vivre avec Mohammad Ali. Elle s'était fait violer, et c'est pour cela qu'on l'avait conduite au refuge. Ils n'ont pas permis à son père et à sa mère de lui rendre visite parce qu'elle regrettait ce qui s'était passé et elle voulait rentrer chez elle.

Monsieur Rastagar marqua une pause, soutenant notre regard non sans difficulté, le temps de mesurer l'effet de son discours.

– Et cela ne s'arrête pas là.

– Vraiment ?

– Oui, deux de ses autres sœurs sont des prostituées. Nous savons tous que ce sont des prostituées, et je suis sûr que c'est leur faute ce qui est arrivé.

Comment le savait-il ?

– J'ai travaillé avec elles pour ONU-Habitat, poursuivit-il. Bien sûr que ce sont des prostituées. Elles travaillaient là-bas, pour les étrangers.

Comme lui, n'est-ce pas ?

– Oui, mais elles, ce sont des filles. Tout le monde au village savait que c'étaient des prostituées. Quand un étranger arrivait, nous savions tous dans quelle maison il irait.

Il nous livrait ce contre-récit avec une assurance lisse, comme si c'était l'explication la plus évidente possible et comme si, une fois informé, celui qui l'aurait entendue concevrait toute la justesse de la cause du père de Zakia.

Je lui laissai entendre que Zakia n'aurait pas escaladé le mur du refuge de Bâmiyân pour prendre la fuite avec Ali si c'était un violeur.

– C'est le gouvernement qui a monté cette évasion de toutes pièces, me rétorqua-t-il. Elle ne voulait pas. Elle se cache. Personne ne sait où elle est, ni si elle n'est pas avec lui dans les montagnes. Et bon, admettons qu'elle soit avec lui dans les montagnes, en fait, elle n'avait aucune envie d'aller là-bas. Sincèrement, dans cette affaire, l'opprimé, c'est le père.

Le père de Zakia était la vraie victime de toute cette histoire.

– Maintenant il est à Kaboul, presque réduit à la mendicité, parce qu'il a tout perdu, tout, insistait-il. Il n'a pas pris soin de ses enfants, surtout pas de ses filles. Il ne s'est pas bien conduit envers eux, c'est vrai. Sur ce plan, je n'approuve pas la conduite de cet homme. Il n'aurait pas dû laisser sa fille traîner dans les champs, car sans cela cette liaison n'aurait jamais eu lieu.

– Mais vous parliez d'un viol ?

– Oui, ou ce viol n'aurait jamais eu lieu. S'il n'avait pas laissé sa fille se promener dans les champs sans personne pour lui servir de chaperon, jamais cela n'aurait pu se produire. J'aurais moi-même voulu battre Zaman, tant j'étais en colère contre lui.

Il était particulièrement remonté au sujet du refuge, qui avait laissé une jeune fille s'enfuir de la sorte.

– Le refuge a dû l'aider à fuir, prétendait-il. J'ai vingt-cinq enfants à ma charge, et pourquoi ne s'enfuient-ils pas, eux ? Ce n'est tout bonnement pas possible.

Il était aisé d'imaginer M. Rastagar soumettant une ribambelle de bambins à sa volonté.

À Bâmiyân, les autorités avaient tout envenimé en n'écoutant pas le vieux Zaman et ses fils et en l'expulsant de leurs bureaux quand il était venu se plaindre, ce qui lui arrivait souvent, d'après tous les témoignages.

– Le gouverneur a dit à Zaman : "Ne m'adressez plus la parole, ou la prochaine fois je vous fais enfermer en prison", nous expliqua encore notre visiteur.

Cela avait conduit à une situation instable, à une déchirure dans l'ordre social, qui aurait pu avoir des conséquences d'une grande portée.

– Cela aura des suites néfastes. Le mari va tenter quelque chose, le premier mari (celui qu'il avait auparavant évoqué comme le fiancé), il est armé à présent, et il serait prêt à tuer n'importe qui, dans cette histoire. J'ai vu le père, il veut mettre fin ses jours. Le père, Zaman, il est faible, c'est un être faible, mais il répète qu'il va se tuer ou alors qu'il va partir rejoindre les talibans, du côté de Ghorband (un district bien connu, contrôlé par les talibans, de part et d'autre de la grande route reliant Kaboul à Bâmiyân) et s'il croise un Hazara sur la route, il le tuera.

En d'autres termes, suicide ou destruction, et exécution sommaire d'inconnus qui auraient le tort d'appartenir à la mauvaise ethnie, c'était le genre d'actes qui s'ensuivaient naturellement quand deux individus étaient assez sots pour tomber amoureux.

– Je n'aime pas son père. Il n'a pas convenablement élevé ses enfants, décréta ensuite M. Rastagar. (Il semblait à présent soucieux de mettre en avant sa bonne foi de négociateur sincère.) Il n'a pas envoyé ses enfants à l'école, et ils ont donc fini par s'aveugler, et quand des individus qui s'aveuglent sortent s'exposer au monde extérieur, ils se créent des ennuis.

Et si nous lui versions 5 000 dollars, cela suffirait-il à satisfaire le vieux Zaman ? Je posai la question, à titre purement hypothétique.

Monsieur Rastagar ne réagit pas à cette offre.

– Je veux déployer tous les efforts possibles pour résoudre cette affaire.

Sept mille ?

– Le père ne retournera pas à Bâmiyân. Il ne lui reste plus rien. Tout le monde s'est retourné contre lui. Nous avons un proverbe, en Afghanistan :

“Quand tu es dans le besoin, tes amis deviennent des étrangers.”

Dix mille ?

– Tout cela aura des conséquences désastreuses. Le premier mari va tenter quelque chose, ce sera irréversible, et personne ne sera en mesure d’y remédier.

Monsieur Rastagar promit de parler au père. Il savait déjà, ajouta-t-il, que le premier mari avait dû dépenser 20 000 dollars à cause de la fuite du couple, afin de rembourser la dot de la fiancée, et tout cela pour une fiancée sur laquelle il n’avait jamais pu poser le regard et pour une noce qui n’avait jamais eu lieu. Il parlerait à Zaman. En fait, il le rencontrait l’après-midi même. Nous lui répondîmes que nous trouverions quelqu’un qui serait habilité à négocier au nom du couple, ce qui n’était pas de notre ressort. Nos questions étaient purement exploratoires.

Lorsque nous prîmes congé, son dernier commentaire revêtit une tonalité singulière.

– S’ils s’aiment vraiment, c’est bien.

Cette rencontre constituait une évolution légèrement encourageante. Si mal intentionnée que soit la version des événements colportée par M. Rastagar, il était clairement prêt à négocier et agissait sans doute au nom du père de Zakia. Cumuler des accusations de prostitution et de viol n’était qu’un moyen de faire monter les enchères et de renforcer la position de Zaman dans la négociation. Pour leur part, face à la perspective d’un règlement négocié avec la famille de la jeune femme, Ali et Zakia étaient aux anges. Ils avaient beau être conscients que, selon toute vraisemblance, la famille accepterait n’importe quelle somme d’argent à titre de dédommagement, non sans essayer malgré tout de les tuer, cela signifierait néanmoins le retrait des charges criminelles qui pesaient sur eux, qu’ils ne seraient plus recherchés par la justice et seraient libres d’obtenir des passeports. Apprenant le montant de 20 000 dollars évoqué lors de l’entrevue, Ali s’esclaffa.

– En roupies, cela équivaut à 10 lakhs, calcula-t-il, voulant parler d’afghanis. Dans notre village, d’habitude, la dot de la fiancée ne dépasse pas 3 lakhs. Avec 10 lakhs, tu aurais de quoi épouser trois femmes.

Il était exclu que Jawad et moi nous impliquions dans la moindre tractation formalisée, aussi, avec l'approbation du couple, nous nous tournâmes vers Women for Afghan Women et Choukria. Nous informâmes cette dernière du chiffre de 20 000 dollars avancé par Rastagar, et elle se contenta d'en rire. Elle serait surprise, commenta-t-elle, que la famille ne s'estime pas quitte avec 5 000 dollars, ce qui rendrait possible un règlement se situant dans la fourchette de ce que les donateurs avaient déjà envoyé au couple. Nous lui rappelâmes que certains de ces donateurs avaient aussi promis de combler la perte correspondant à la dot de la fiancée, au cas où cela ne suffirait pas.

Nous étions dans le bureau de Choukria quand elle téléphona à Rastagar et engagea une première discussion au sujet de l'affaire. Elle prit vite la mesure du personnage et se mit à lui aboyer ses instructions. Il irait chercher le père de Zakia et le ramènerait à son cabinet pour discuter de l'affaire, lui ordonna-t-elle. Non, pas la semaine prochaine, mais dans deux jours, samedi, insista-t-elle. Il promit d'obtempérer.

– Ne soyez pas en retard, je suis quelqu'un de très occupé, le semonça-t-elle.

– C'est fantastique, commenta Manizha Naderi. Ne vous souciez pas trop de ce que raconte cet homme pour l'instant. Ils procèdent toujours de la sorte. C'est ce que les gens racontaient au sujet de mon neveu… qu'il l'avait violée et kidnappée. En réalité, ce sont vraiment d'excellentes nouvelles. Nous avons peut-être une chance de clarifier cette histoire.

Manizha se référait au cas de son propre neveu et de son épouse, qui présentait des similitudes frappantes avec celui d'Ali et Zakia. Ce couple s'était enfui contre la volonté de sa famille à elle, qui ne s'y opposait toutefois pas en raison de différences ethniques ou religieuses, mais de classes. La jeune fille était issue d'une famille des Sayed, qui se considèrent comme les descendants directs du prophète Mahomet, une sorte de noblesse islamique qui tend à vouloir marier ses enfants avec d'autres Sayed. Après la fuite du couple, la famille de la jeune fille avait prétendu être déjà mariée à son cousin germain, et elle avait même fait appel à un mollah et à des témoins affirmant qu'ils étaient présents quand son père (certes en l'absence de la jeune fille) avait noué les liens du *neka* en son nom. Ils avaient aussi produit un document attestant le *neka*. Manizha

avait convaincu son neveu d'amener la jeune fille au refuge, et elle y était restée pendant que Choukria plaidait sa cause devant la cour. Elle l'avait emporté grâce à un stratagème fort simple : elle avait défié la famille de la jeune fille et leurs témoins de produire une seule photo de cette prétendue cérémonie de noces. Comme à l'heure actuelle toute personne ou presque disposant d'un minimum de moyens possède un smartphone capable de prendre des photos, nombre d'invités présents à la cérémonie prennent généralement des vidéos ou des photos de mariage. Aucun d'eux n'ayant été capable de produire de telles images à l'audience, le juge avait invalidé le *neka* de la famille et validé celui du couple. C'était ce précédent dossier qui inspirait tant confiance à Choukria, convaincue de gagner dans la procédure d'Ali et Zakia, puisqu'elle disposait de témoins susceptibles de confirmer qu'avant la fuite des amants, le père de la jeune fille s'était borné à affirmer qu'elle était fiancée, et non mariée, et qu'il avait changé de version concernant le cousin auquel elle était promise.

La bonne nouvelle concernant une possible conciliation fut pour le couple un encouragement fort bien venu, alors même que sur le front de leur domicile provisoire, la situation commençait à se déliter. Les relations avec la tante d'Ali s'étaient tendues, et pas seulement parce que l'appartement était trop plein. « Ils se sentent également en danger. Et nous aussi, avouait Ali. Tant que nous n'aurons pas négocié et conclu un accord, tant que nous ne serons pas réunis, nous nous sentirons en danger. Il y a même un risque quand on se retrouve avec des amis. Un ami peut te faire plus de mal qu'une personne qui ne te connaît même pas. Un mari pourrait ne pas réaliser les effets de ce qu'il raconte à ton sujet. Si c'est un proche, il peut devenir dangereux. »

Un jour, il téléphona à Jawad, extrêmement agité. Nous lui avions remis une lettre, sur papier à en-tête du *New York Times*, en dari et en anglais, un exemplaire chacun, pour lui et sa femme, avec l'intitulé « À qui de droit », comprenant les numéros de téléphone de Jawad et moi-même, et invitant toute personne qui la lirait à contacter notre bureau de Kaboul. Mon raisonnement était le suivant : si l'un des deux amants tombait aux mains de la police, la manifestation d'intérêt d'un pays étranger pour leur affaire pourrait éventuellement leur éviter le pire – en particulier à Zakia – et les aider à plus

rapidement nous alerter sur leur situation. Or, à présent, Ali nous appelait de son cantonnement militaire pour demander si cette lettre protégerait Zakia d'une arrestation par la police si elle sortait seule et se faisait appréhender.

Non, ce courrier ne la protégerait pas, lui répondîmes-nous. Tout au plus pouvions-nous espérer qu'il soit de nature à la protéger d'un viol, et encore, cela restait sujet à caution – la grande majorité des policiers ne sachant ni lire ni écrire, il faudrait donc qu'elle ait la chance de tomber sur un interlocuteur qui possède assez de maturité et de bon sens pour se soucier de ce que risquaient de penser des étrangers. Les chances étaient infimes.

Que se passait-il ? lui demandâmes-nous. Il avait été transféré à la base aérienne de Bagram, l'immense base militaire américaine située à deux heures de route de la capitale.

– Mon épouse m'a téléphoné et s'est plainte de ma tante et de sa belle-fille, qui la maltraitent. Elle était bouleversée et m'a demandé de la renvoyer à Bâmiyân. J'ai pensé que ma tante était une personne de confiance et j'espérais qu'elle nous offrirait un refuge, mais maintenant son attitude me fait l'effet d'une gifle et ma femme ne peut plus rester chez elle. Je ne sais pas quoi faire. Parfois, je pense que je ferais mieux de me suicider.

Le pays entier était en suspens, dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle âprement disputée d'avril, et il était clair qu'il devrait y avoir un deuxième tour en juin. En conséquence, l'unité d'Ali avait été placée sur le pied de guerre, en préparation d'un déploiement quelque part dans les provinces, où elle protégerait les bureaux de vote, ce qui expliquait ce transfert à Bagram. Il n'était plus question de jours de permission le week-end. Dorénavant, Zakia et lui en seraient réduits à se parler au téléphone, et il n'aurait pas de prochaine permission avant la tenue des élections, dans de nombreuses semaines.

Dans leur repaire, la situation dégénérait, et la tante exigeait que Zakia s'en aille dès que possible. Depuis plusieurs jours, Zakia se sentait malade et voulait qu'Ali la conduise à l'hôpital. Les relations avec la tante d'Ali s'étaient envenimées au point que cette femme refusait de l'y conduire, et Zakia ne pouvait espérer trouver son chemin toute seule. Sortir supposerait aussi d'avoir un homme pour l'escorter. Les contraintes sociales la mettaient presque dans

l’impossibilité de chercher et de gagner un autre endroit de la ville par ses propres moyens et, de toute manière, Ali avait eu l’imprudence – tout à fait caractéristique de sa part – d’emporter la quasi-totalité de leur argent avec lui.

Il fit savoir qu’il essaierait d’obtenir l’autorisation de quitter la base, mais le lendemain quand nous lui parlâmes, il était encore plus découragé. Ayant essuyé un refus de sa demande de permission en raison du déploiement imminent de son unité, il avait tenté de convaincre un garde posté devant le mur d’enceinte de le laisser sortir en douce, mais s’était encore vu opposer un refus. Il avait appelé son père pour qu’il vienne de Bâmiyân prendre soin de sa femme, mais il faudrait à Anwar deux jours pour effectuer ce trajet, et Zakia était de plus en plus désespérée et pressée de s’en aller.

« C’est à cause de ma malchance que toutes ces choses n’arrêtent pas de nous arriver », se lamentait-il, et il avait expliqué à Zakia, au téléphone, qu’il tâcherait de s’évader. Dans un moment plus lucide, bien plus tard, il se montra plus honnête à son propre sujet. « Ce sont tes propres décisions qui attirent le danger à toi. »

Nous l’implorâmes de ne pas tenter de fuir Bagram, l’avertissant que cela ne pourrait que mal tourner. Il se pouvait qu’il ne connaisse pas bien cette base, mais moi si. Bagram, qui était la plus grande base américaine du pays, était puissamment gardée, avec des patrouilles, des moniteurs de surveillance high-tech, des fils de détente, des capteurs de pression, des caméras vidéo, des ballons dirigeables d’observation et plusieurs niveaux de clôtures. Les cantonnements de l’armée nationale afghane se situaient à l’intérieur du périmètre de la base américaine. Non seulement il serait presque impossible de s’en échapper, mais s’il s’y risquait, Ali s’exposait au danger de se faire tirer dessus.

Nous lui proposâmes plutôt de nous organiser pour nous-mêmes conduire Zakia en lieu sûr, peut-être dans une pension de famille ou au domicile d’une autre femme. Je téléphonai à une Afghano-américaine qui habitait à l’extérieur de Kaboul avec sa famille afghane – des gens éduqués, occidentalisés qui compatissaient aux épreuves de Zakia et Ali – et elle accepta de loger la jeune femme jusqu’à ce que son compagnon puisse la rejoindre. Il refusa

catégoriquement son offre, et nous nous disputâmes à ce sujet ; je lui demandai pourquoi il ne se fiait pas à nous.

– Je me fie à vous, je me fie même à vos chiens, me répliqua-t-il, une expression courante inspirée du mépris presque universel des Afghans envers les canidés. Mais Zakia n'accepterait jamais d'habiter chez quelqu'un qu'elle ne connaît pas.

Autrement dit, il n'accepterait jamais de l'y autoriser. Nous lui suggérâmes qu'elle se rende au refuge de Women for Afghan Women jusqu'à ce qu'il puisse la rejoindre, mais il rejeta cette idée d'emblée.

Deux jours s'écoulèrent avant qu'il ne se manifeste à nouveau. Il avait cessé de répondre au téléphone et nous en conclûmes, à juste titre, qu'il avait mis en œuvre son plan d'évasion. Avec deux amis, ils avaient escaladé la clôture principale, avec une couverture pour envelopper les chevaux de frise déployés de part et d'autre. Il rampait au-dessus du barbelé quand une patrouille était arrivée et l'avait capturé.

« Quand ils m'ont vu au milieu des barbelés, ils ont failli me tirer dessus », nous avoua-t-il quand nous l'eûmes au téléphone. Pendant les deux jours où nous n'avions pu le joindre, il avait été enfermé dans une cellule de confinement solitaire. « J'ai passé un sale moment, ils m'ont accusé d'être un espion. Ils m'ont demandé de me justifier, j'étais dans l'armée depuis à peine un mois et je voulais déjà sortir de la base en douce ? » Les infiltrés talibans étaient une inquiétude constante de l'armée nationale afghane.

Au cours de la semaine suivante, il avait essayé à deux autres reprises de s'enfuir de la base et, chaque fois, avait écopé d'une sanction. « Je les ai prévenus qu'ils auraient beau m'arrêter cent fois, j'essaierais encore de m'enfuir. »

Anwar avait pu rallier Kaboul au terme d'un périlleux périple de plusieurs jours. Les Hazaras doivent faire très attention, sur les deux routes nationales reliant Kaboul à la vallée de Bâmiyân, l'une traversant la province de Wardak légèrement au sud, et l'autre celle de Parwan au nord. Ces deux routes comportent des tronçons qui traversent le territoire taliban, et si elles sont normalement sous contrôle gouvernemental, les talibans réussissent de temps à

autre à dresser des barrages volants, comme ils les appelaient, et quand cela se produisait, les Hazaras ne franchissaient pas ces régions vivants. Des informations relatives à la présence de ces barrages plus loin sur leur itinéraire l'avaient forcé à faire deux fois demi-tour. Anwar avait lui aussi été retardé, par l'enterrement d'un habitant de leur village. Si pressantes que fussent les suppliques de sa belle-fille, les enterrements avaient la préséance sur presque tout le reste, et Anwar était un vieil homme, plutôt porté sur le long terme.

Cependant, une fois à Kaboul, il avait calmé sa sœur. Elle avait accepté de leur accorder encore quelques jours pour qu'ils trouvent un autre endroit où loger. Je remis au vieil homme un peu d'argent pour l'y aider – Ali était encore aux arrêts, sur la base, ce qui l'empêchait d'aller récupérer des sommes auprès de Women for Afghan Women –, et s'il était une chose que nous voulions éviter à tout prix, c'était que Zakia et son beau-père errent dans les rues de Kaboul et s'exposent à une arrestation.

Ayant appris l'arrivée de son père, Ali était plus calme, et il pensait bientôt trouver un moyen de s'éclipser de la base pour les rejoindre. En attendant, il avait une requête. Dès qu'ils auraient fait sortir Zakia de la maison de sa tante, pourquoi ne convaincrions-nous pas Women for Afghan Women de leur remettre tout l'argent qu'ils avaient reçu ? Il achèterait une maison, à Kaboul, et n'aurait ainsi plus de loyer à payer. Quelques milliers de dollars suffiraient à l'achat d'une petite habitation, croyait-il.

– Ali, lui rétorquâmes-nous, ta femme se cache. La police vous recherche tous les deux. La famille de Zakia cherche à vous tuer. Tu es en prison sur cette base. Et tu veux t'acheter une maison ?

Ce jour-là, Jawad reçut un appel d'Anwar, qui considérait lui aussi qu'être à la fois propriétaire et fugitif était une idée vraiment stupide. Jawad avait déjà appelé Anwar précédemment, d'ordinaire par l'intermédiaire d'un de ses fils, mais le vieil homme ne l'avait encore jamais appelé, et ce jour-là il avait eu recours à l'aide de Bismillah. Il voulait tous nous remercier de notre action en faveur de son fils, et nous faire savoir qu'il jugeait que ce dernier avait tort et qu'il était bien sot d'avoir rejeté les propositions d'aide, avant de rejoindre l'armée. À moins qu'ils ne soient en mesure de conclure un marché avec la

famille de Zakia – et même s'ils y parvenaient –, le seul espoir du couple de réellement vivre en paix serait de quitter l'Afghanistan. Anwar voulait aussi nous rencontrer en personne. Il avait transporté depuis Bâmiyân un tapis de feutre tissé à la main, qu'il nous présenta comme un cadeau de remerciements pour l'aide apportée à son fils. Il valait sans doute un mois de revenus, pourtant je n'avais pas d'autre choix que d'accepter.

Ismatullah m'appela à son tour.

– Ali ne réalise pas ce qu'il doit faire, me dit-il. Il est trop jeune pour comprendre ce qui est bon ou mauvais pour lui. Expliquez-lui qu'il doit vous écouter. Il faut qu'il sorte du pays. Sa vie est en danger.

Jawad demanda à Ismatullah pourquoi il ne l'expliquait pas à son frère lui-même. Mais Ali ne répondait pas au téléphone à son frère aîné.

– Il est fatigué d'entendre tout le monde lui répéter ce qu'il doit faire, acheva Ismatullah.

Ensuite, quelques jours plus tard, nous eûmes la surprise d'apprendre qu'Ali avait été libéré de sa cellule, sur la base, et qu'il avait même réussi à sortir de Bagram, en permission officielle, et cette fois bien déterminé à déserter pour de bon. Quand nous le rencontrâmes à Kaboul, Jawad et moi consacrâmes presque toute cette entrevue à essayer de le persuader de trouver un meilleur endroit où se cacher, où nous pourrions leur rendre visite en courant moins de dangers que s'ils partageaient une maison avec une famille afghane. Il fallait éviter de séjourner chez des parents. Les parents risquaient de fournir une piste remontant jusqu'à eux. Pour sa part, Ali réagit à sa manière habituelle, un mélange de manque d'assurance, de nervosité et de désinvolture excessive. Il espérait que la médiation entreprise par Choukria auprès du père de Zakia porterait ses fruits. En outre, le fils de la tante, Shah Hussein, avait eu une entrevue avec les frères de Zakia pour débattre d'un marché. « Il ne vous est pas venu à l'esprit, lui demandâmes-nous, que ses frères pourraient suivre le fils de sa tante, découvrir où il vivait, la trouver et ensuite vous tomber dessus ? » Une fois encore, il balaya l'argument. Nous ajoutâmes que nous voulions bien leur procurer une habitation discrète, entourée d'un mur, au bout d'une allée, ce qui nous permettrait de nous garer à bonne distance, dans la rue, sans être remarqués par

leurs voisins quand nous conviendrions de leur rendre visite. Nous verserions les 400 dollars mensuels de loyer. Enfin, Ali accepta, rien que pour ne plus nous avoir sur le dos, comme souvent, mais au lieu de s'installer dans le genre d'endroit que nous lui avions suggéré, il déménagea de la maison de sa tante à Chindawul dans une autre, quelques centaines de mètres plus bas sur la colline. Elle ne coûtait que 100 dollars par mois, et il suggéra donc que nous pourrions lui verser les 300 dollars mensuels économisés par rapport à notre propre proposition. Nous refusâmes de lui verser le moindre centime. Nous avions un allié en la personne d'Anwar, et Jawad s'employa à convaincre le vieil homme que déménager encore, s'éloigner de Chindawul pour s'installer en lieu sûr, constituerait un bon choix pour eux tous comme pour nous. Devoir assumer la responsabilité de sa capture était bien la dernière chose que je souhaitais.

D'autre part, l'accord de conciliation familial semblait de moins en moins plausible. Choukria se heurtait à toutes sortes d'écueils avec Zaman, ses fils et ses soutiens. Initialement désireux de dialoguer, le père de Zakia était devenu agressif et peu coopératif. Il accusait Choukria de cacher sa fille au refuge de Women for Afghan Women et exigeait d'être autorisé à aller la chercher là-bas.

« Cet homme a employé un langage tellement grossier, nous rapporta-t-elle. C'était inacceptable. » Face à ses cris et ses imprécations, elle l'avait chassé de son bureau et des locaux administratifs de Women for Afghan Women. Il s'était en effet produit un incident qui rendait la famille de Zakia plus réticente à l'idée de négocier un règlement, et nous ne tarderions pas à découvrir ce que c'était.

Mon implication croissante dans la vie de ce couple me stupéfia moi-même à maintes reprises. La ligne de partage entre le statut d'observateur et celui d'acteur avait été franchie une première fois lorsque nous les avions aidés à échapper aux poursuites policières à Yakawlang, et maintenant, chaque semaine qui s'écoulait, il semblait plus simple d'accepter de nouveaux compromis que d'y opposer un refus pur et simple : les aider à trouver un logement, les conseiller, tenter de les dissuader de s'enferrer dans des situations qui risquaient de se révéler désastreuses, les conjurer d'adopter une ligne de conduite raisonnable. C'est tout le problème, lorsque vous dépassez une limite. Une fois qu'elle est franchie, il est difficile de ne pas s'enfoncer plus avant. Après les

avoir aidés à aller aussi loin, comment pouvais-je me borner à tout arrêter ? Je savais que si je tournais le dos à ce couple de jeunes amants souvent un peu écervelés, jamais je ne pourrais de me le pardonner. Pourtant, plus j'en faisais pour eux, plus leurs attentes vis-à-vis de moi grandissaient. Plus ils devenaient dépendants, plus ils voulaient paraître indépendants. Plus j'agissais, plus je me sentais obligé d'agir. Je me sentais comme le Frère Laurent de *Roméo et Juliette*, mêlé à un scénario de plus en plus voué à l'échec.

Le cas de Zakia et Ali n'avait rien de particulièrement épouvantable. À ce stade, sur l'échelle des horribles sévices infligés aux femmes en Afghanistan, la situation de Zakia n'était pas la plus grave. Songeons à Lal Bibi, la jeune femme enlevée et violée par le commandant d'une milice progouvernementale, qui l'avait ensuite épousée pour éviter des poursuites judiciaires ; à Bibi Aisha, à qui son mari taliban avait tranché le nez et les oreilles ; ou à Gul Meena, découpée en morceaux à coups de hache et laissée pour morte… Toutes ces affaires étaient bien plus graves.

Il en existait d'autres, similaires à celle de Zakia, comme celle d'Amina, dont la famille avait fourni des garanties et des assurances similaires aux promesses de sa famille, si elle acceptait de rentrer au domicile[3]. Ensuite, ils l'avaient tuée sur la route du retour, en la ramenant d'un refuge – exactement le sort que Zakia redoutait si elle en quittait un pour retourner auprès des siens. De la même manière, Siddiqa s'était laissé convaincre de revenir à la maison, avant d'être lapidée à mort par ses voisins et ses parents, avec son futur époux[4]. L'histoire de Khadija et Mohammad Hadi, un couple mixte, de Bâmiyân, tadjik et hazara eux aussi, présentait encore plus de similitudes. Quand Khadija avait été mise sous les verrous, saisis de colère, les voisins de son amant avaient chassé toute la famille de ce dernier de Bâmiyân, puis il avait perdu contact avec Khadija, jusqu'à ce qu'elle disparaisse et perde elle aussi contact avec tout le monde[5].

S'il existait en effet des cas bien plus graves, ils n'en constituaient pas moins autant d'expressions du destin qui attendait Zakia et Ali si nous laissions les événements suivre leur pente naturelle. Si la situation ne s'était pas dégradée autant qu'on aurait pu le craindre, rien n'interdisait de croire qu'elle pût encore

s’envenimer. Que cela me plaise ou non, leur histoire était devenue la mienne, et je ne pouvais plus m’en détourner comme j’avais failli le faire après cette première rencontre de février 2014. Il était devenu clair que personne n’interviendrait pour se porter à leur secours, en leur offrant une porte de sortie vers une existence protégée, en Amérique ou en Suède. Je me rendais bien compte que j’allais devoir commencer à réfléchir sérieusement au moyen de les faire sortir moi-même d’Afghanistan. J’avais déjà franchi une limite. Pourquoi ne pas poursuivre cette histoire jusqu’à sa conclusion inévitable ? S’ils finissaient par en mourir, je regretterais toujours de ne pas avoir consenti davantage d’efforts. Or, au milieu de ces efforts, j’avais un soutien, le rabbin Shmuley. Lors d’une de nos conversations nocturnes, après une diatribe contre le gouvernement américain, il s’en prit à moi.

– Vous êtes le seul qui soit en mesure d’y arriver. Vous devez veiller à ce que cette histoire connaisse un heureux dénouement, et vivre au fond d’une grotte, en Afghanistan, cela n’a rien d’un heureux dénouement.

9

Comme des oiseaux en cage

Une femme afghane seule est facile à débusquer. Or, subitement, un jour de juin 2014, cela devint le sort de Zakia. On venait de lui arracher son mari, sa tante était prête à la renier, la police quadrillait activement le quartier de Chindawul à sa recherche. Sa famille avait finalement attrapé le couple, capturé Ali, et l'avait livré aux autorités. Tout cela s'était produit en l'espace de quelques jours, après que Zakia eut appris ce que tout le monde avait fini par soupçonner : elle était enceinte.

Esprit pourtant toujours positif, Jawad décrirait plus tard cette journée comme la plus stressante de sa vie. Je ne sais au juste ce qui était le pire, se trouver pris au cœur des événements, comme l'était Jawad, ou être complètement tenu à distance, comme je l'étais. Lorsque l'appel annonçant l'arrestation d'Ali survint, Jawad profitait d'un vendredi hors de la ville, à une heure de Kaboul, et j'étais à Doha, au Qatar, occupé à travailler sur un article consacré aux talibans. Jawad avait été informé de ce coup de téléphone émanant de Shah Hussein, le cousin d'Ali et le fils de la tante qui avait accueilli le couple avant de finalement le mettre à la porte. Shah Hussein et Ali s'étaient tous deux fait cueillir par la police. Il était à peu près 13 heures quand Jawad l'avait appris, et il avait regagné précipitamment Kaboul, passant la presque totalité des huit heures suivantes au téléphone, sans interruption. De mon côté, tout ce que je pouvais faire était de m'informer à intervalles réguliers et de tenter de démêler

les choses. « Ce jour-là, j'ai dû passer cinquante coups de téléphone et en recevoir cinquante autres, rappelait Jawad. Il disposait de deux lignes, sur deux des réseaux de téléphonie mobile du pays, et les utilisait tous les deux, ainsi que celui de la ligne fixe du bureau. Son premier appel fut destiné à Anwar qui, au moment de l'arrestation, était avec Zakia à leur nouveau domicile. Shah Hussein les avait déjà appelés pour leur annoncer la nouvelle, et ils étaient tous les deux en larmes. « Pouvez-vous nous trouver une solution, je vous en prie ? » avait demandé Zakia à Jawad.

À son tour, Jawad m'appela au Qatar, pour me consulter :

– Que dois-je leur répondre ?

Je lui demandai où l'on avait emmené Ali. Appréhendé non loin de l'endroit où Zakia, Anwar et lui habitaient, à Chindawul, au milieu de ces squats qui chaque année empiètent un peu plus sur les flancs escarpés de la petite colline qui s'élève au-dessus du cinéma *Pamir*, il était détenu au quartier général du district de police 1. Si la police l'avait capturé dans les parages du *Pamir*, ce n'était sûrement qu'une question de temps avant qu'elle ne passe au peigne fin tout ce quartier à flanc de coteau et ne débusque aussi Zakia. Pour Ali, cela se limiterait à une arrestation, assortie d'un séjour en prison, le cas échéant. Pour Zakia, il était fort possible que cela scelle la fin de son existence telle qu'elle l'avait vécue jusqu'alors, qu'elle subisse en cellule la honte et la souillure de sévices sexuels, et plus encore que la police la livre ensuite à sa famille, ce qui signifierait qu'un terme serait mis à sa vie.

– Il n'y a qu'une chose à faire. Dis-leur qu'ils doivent s'éloigner de là-bas aussi vite que possible, il leur faut se séparer et partir chacun de leur côté.

Jawad transmit ce message.

Ali avait cru que son cousin Shah Hussein serait le garant de sa sécurité, et après leur installation dans un nouveau domicile, loin de la tante, ils étaient restés en termes amicaux. Shah Hussein leur rendait souvent visite, à la fois par amitié et à titre de protection. C'était un sous-officier assez haut gradé dans l'armée nationale afghane, il tenait plus ou moins lieu de frère aîné à son cousin, de sept ans son cadet, et tentait de le refréner. Ali s'était mis à sortir

fréquemment, pour rendre visite à des amis ou simplement s'aérer, et cela affolait toute la famille, surtout Zakia. Shah Hussein avait pris le parti de la jeune femme et tenté d'édicter certaines règles. « Ne quitte pas la maison, avait-il enjoint à son cousin. Si je reviens et si je m'aperçois que tu es sorti, je t'enchaîne à un meuble. » Étant dans la police militaire, il exhiba une paire de menottes pour concrétiser cette menace.

Mais en ce 6 juin 2014, Shah Hussein était en permission et il avait suggéré qu'Ali et lui se rendent ensemble à un mariage. Zakia avait donné son accord, car étant un homme il ne saurait rester constamment enfermé entre quatre murs. Elle avait une maison à entretenir, des plats à cuisiner, du linge à laver… Les hommes n'avaient rien à faire, dans un intérieur. Shah Hussein était grand et bien bâti, c'était un homme imposant. « Au cas où nous tomberions sur la famille de Zakia, s'il l'accompagnait, il pensait que tout irait bien », rappelait Ali. Ils étaient donc sortis en tenues civiles et venaient à peine d'arriver au bas de la colline et de s'engager sur la route longeant la rivière Kaboul (plus un égout à ciel ouvert où les héroïnomanes traînent sous les ponts qu'un cours d'eau) devant le cinéma *Pamir*. Subitement, Ali, qui avait entendu quelqu'un hurler son nom s'était retourné et, au même moment, le frère cadet de Zakian, Razak, âgé de 9 ans, s'était jeté sur lui en l'agrippant par le revers de sa veste et en criant : « Espèce de kidnappeur ! Espèce de fuyard ! Maintenant tu as compris que c'est pas si facile ! » Ali avait repoussé le gamin, mais avait aussitôt vu un policier surgir derrière lui, en braquant son fusil d'assaut AK-47. « Ne bouge pas. Si tu fais un geste, je te tue, s'était exclamé le policier. Je suis déjà accusé d'avoir tué quelqu'un, avait-il ajouté, comme pour attester de ses penchants violents, alors un de plus, un de moins… »

Juste derrière lui se tenait Gula Khan. Ils l'attendaient tous, et surveillaient sans doute le quartier. Le policier avait ordonné à ses deux prisonniers de se diriger vers un abri de gardien tout proche et, à ce moment-là, six membres de la belle-famille d'Ali, tous de sexe masculin, les avaient encerclés, Shah Hussein et lui. Ils les avaient malmenés, exigeant de savoir où se trouvait Zakia, jusqu'à ce que la police arrive et rétablisse l'ordre. Ils avaient été aussitôt transférés au poste du district de police 1 et jetés en cellule.

« La police voulait savoir où elle était, et j'ai répondu à Bâmiyân, me raconta Ali. Je me moquais qu'ils me frappent. Je n'allais pas avouer et la trahir. » En effet, ainsi qu'il ne l'ignorait pas, la cachette de sa bien-aimée se situait à quelques centaines de mètres seulement de la colline escarpée voisine. Les policiers lui avaient signifié que son beau-père l'avait accusé d'avoir enlevé et tué Zakia, et ils voulaient savoir où il s'était débarrassé du corps. S'imaginant le pire, ils l'avaient frappé à coups de crosse de leurs fusils, puis l'avaient jeté dans une cellule et encore roué de coups dans le but de le forcer à parler.

Il avait réussi à passer son téléphone à son cousin, pour que ce dernier puisse appeler Anwar, Zakia et Jawad, car Shah Hussein n'avait pas leurs numéros. Après que les membres de la famille de Zakia eurent confirmé que Shah Hussein n'était pas impliqué dans l'affaire, la police l'avait libéré, mais à sa sortie du poste du district 1, un groupe de parents de Zakia lui était tombé dessus, l'avait frappé à coups de briques jusqu'à ce qu'il réussisse à leur échapper. Il regrettait de ne pas avoir porté son uniforme – jamais ils n'auraient osé le traiter de la sorte en public. Après s'être assuré que personne ne le suivait, Shah Hussein avait gravi la colline jusqu'à la nouvelle maison d'Ali, mais le temps qu'il arrive en haut, Zakia et Anwar avaient pris la fuite. Chez la tante, le cousin s'était changé, avait enfilé son uniforme et s'était lancé à leur recherche.

Personne ne découvrit au juste comment la famille de Zakia avait retrouvé leurs traces, mais certaines hypothèses se firent jour. En Afghanistan, la famille élargie est d'une certaine manière une entité puissante, et généralement si vaste, entretenant des liens à des degrés de parenté si lointains que même la plus pauvre des familles compte des parents un peu partout, dans toutes les couches sociales. En l'occurrence, un de leurs lointains parents était chauffeur de taxi et, avant toute cette affaire, il avait conduit Shah Hussein de Bâmiyân jusqu'à une maison où la tante d'Ali avait auparavant habité. Bien qu'elle ait ensuite déménagé, son nouveau logement n'était guère éloigné de l'ancien. C'était du moins la théorie d'Ali. L'autre possibilité serait que Shah Hussein, après avoir rencontré Gula Khan et des cousins de Zakia dans une tentative de conciliation, aurait pu être suivi à son domicile. Selon la théorie d'Anwar, quelqu'un l'avait suivi depuis les montagnes lorsqu'il était venu en ville, la semaine précédente. Il

avait eu cette sensation sinistre d'être suivi, soutenait-il, sans avoir pu repérer quiconque.

Quelle était ma théorie personnelle ? La tante les avait dénoncés. Leurs relations avaient viré à l'aigre, elle était lasse d'assumer la responsabilité du couple et ne s'entendait pas avec sa nouvelle nièce. Ils avaient heureusement déménagé de sa maison juste avant leur capture, mais étaient partis s'installer non loin de là, ce qui expliquerait pourquoi la famille avait surveillé le quartier, mais pas leur habitation proprement dite. Quelle que soit la véritable explication, c'était une leçon qui démontrait toute la difficulté qu'il y avait à se cacher, en Afghanistan, fût-ce dans une ville de cinq millions d'habitants, pour une bonne part entassés dans des bidonvilles très denses. Maillée de réseaux familiaux puissants, la société afghane n'offre tout simplement pas assez d'anonymat.

La maison de la tante avait constitué la première étape de Zakia et Anwar, où la jeune femme avait emprunté un *hijab* intégral, vêtement qu'elle ne portait presque jamais[1]. Pour une évasion discrète, il était difficile de faire mieux : on ne pouvait voir que ses yeux et ses chaussures à talons hauts. La burqa bleue aurait encore mieux valu, mais comme elle le répétait souvent, elle n'accepterait pas de mourir dans cet accoutrement. Anwar avait prié sa sœur de la conduire en ville, et les deux femmes s'étaient frayé un chemin entre les maisons en pisé parallèles à la rivière, tout en haut de la colline. Zakia était incapable de se repérer dans Kaboul, et tout aussi incapable d'y circuler sans éveiller les soupçons. La sœur avait donc accepté d'aider à la guider, non sans clairement laisser entendre qu'elle n'était guère enchantée de cette perspective. Anwar avait descendu le chemin escarpé jusqu'à la rivière.

« Pour nous tous, la journée aura été difficile, rapporta plus tard Jawad. Ils n'arrêtaient pas de m'appeler. "Que peux-tu faire pour nous ?" Shah Hussein m'a téléphoné. Zakia m'a téléphoné. Anwar m'a téléphoné, et on sentait la douleur et le désarroi dans sa voix, puis il a fondu en larmes. "Que dois-je faire, que puis-je faire ?" »

Jawad me contacta de nouveau à Doha.

– Que dois-je leur répondre ?

– Il n’y a qu’une solution. Tu dois les persuader de l’emmener au refuge avant que la police ne la trouve. Ont-ils quitté la maison ?

– Oui.

– Pourquoi ne leur proposes-tu pas de te retrouver à ta voiture, ça leur évitera d’errer dans la rue, et vous roulez, en attendant d’avoir pris une décision ?

Il accepta, et c’est ainsi que débuta une sorte de course-poursuite de plusieurs heures où ils cherchèrent tous les trois à se rejoindre. Jawad ne sait toujours pas si c’était le fruit d’un hasard, tant ils connaissaient mal la ville, ou si Zakia et Anwar redoutaient qu’il les oblige d’une manière ou d’une autre à la placer au refuge, ce qui les poussait à l’éviter.

La tante de Zakia et Ali avait assez vite pu organiser un rendez-vous avec Shah Hussein, qui ne connaissait pas la ville non plus, puis elle était rentrée chez elle, soulagée, en laissant Zakia avec le cousin d’Ali. « Tu vois un peu tout ce que tu nous as imposé ? » lui avait lancé la tante en prenant congé. Toutefois, sortir dans la ville en compagnie de Shah Hussein était assez périlleux, car n’étant pas pour Zakia un véritable *mahram* – ni un parent de sexe masculin ni un époux –, il n’était donc pas assez proche pour être autorisé à l’escorter, bien qu’Ali l’ait prié de bien vouloir faire cela pour eux deux. S’ils devaient être arrêtés, la police risquait d’invoquer une tentative de *zina*, ce nouveau délit afghan de présomption d’adultère, où un couple non-*mahram* était réputé s’apprêter à avoir une relation sexuelle, du seul fait que l’homme et la femme se retrouvaient seuls, fût-ce même en public, en pleine rue.

Pour compliquer les choses, Shah Hussein avait reçu des instructions strictes d’Ali, qui les lui avait chuchotées au moment où son cousin sortait du poste du district de police 1 : « Ramène-la dans les montagnes et ne la laisse sous aucun prétexte rejoindre le refuge de Women for Afghan Women. » Zakia avait retransmis ce message à Jawad et, pendant presque toute cette journée, elle n’avait eu d’autre objectif en lui parlant que de l’implorer de recourir d’une manière ou d’une autre à nos pouvoirs supposés pour sortir Ali de prison. Elle avait refusé de laisser Jawad venir la chercher, là encore en raison de l’inconvenance qu’il y aurait eu à être vue en compagnie d’un homme qui n’était

pas un parent. Aussi Jawad s'était-il concentré sur un autre objectif, celui de retrouver Anwar, en calculant que ce dernier saurait faire entendre raison à la jeune femme, et qu'ainsi elle aurait auprès d'elle un *mahram* acceptable. « C'est un idiot. Mon fils est stupide, s'exclama ce dernier avec colère, lors d'un de ses nombreux coups de téléphone à Jawad. Quel besoin avait-il d'assister à ce mariage ? Il n'écoute jamais. Comment pourrais-je aller la chercher, maintenant ? Je n'ai nulle part où aller. »

Jawad tint informés les gens de Women for Afghan Women de la tournure des événements, et la juriste Choukria téléphona à Zakia, en essayant de la persuader qu'en tant que femme seule, gagner le refuge était sa seule option sûre, et qu'elle n'y connaîtrait pas la situation de type carcéral qu'elle avait endurée à Bâmiyân.

Enfin, Anwar avertit Jawad qu'il se trouvait non loin d'un pont enjambant la rivière Kaboul et qu'il y avait un hôpital à proximité. Ce ne pouvait être que l'hôpital Ibn-Seena, aussi Jawad se rendit-il sur place, se gara devant un kiosque d'agent de la circulation désaffecté, sur le pont, et expliqua à Anwar où il pourrait le retrouver. Plusieurs appels téléphoniques plus tard, le vieil homme grimpait dans la voiture. Anwar enfin présent, ils avaient avec eux quelqu'un susceptible de tenir lieu de *mahram* à Zakia. Jawad fut ainsi en mesure de la convaincre de le laisser passer la prendre. Ainsi elle serait enfin en sécurité. Il la retrouva non loin d'Allauddin Crossroads, dans un quartier hazara de l'ouest de Kaboul, en bordure de route, avec Shah Hussein, qui était maintenant dans son uniforme de l'armée.

Elle ne voulait toujours pas entendre parler du refuge. Dans la voiture, elle retira son voile, le visage dégoulinant de larmes, son maquillage gâché par les coulures, des auréoles de mascara lui dessinant des yeux de raton laveur.

– Allons dans les montagnes, mon oncle, dit-elle à Anwar.

Elle avait pris l'habitude de s'adresser à son beau-père en ces termes, « mon oncle », en gage d'affection et de respect. Il l'appelait « ma fille », comme en ce premier jour où elle était venue lui soumettre sa supplique chez lui. Il avait accepté, et ils avaient demandé à Jawad de bien vouloir les conduire à la sortie de la ville. Il y avait là une station de minibus, où ils pourraient monter dans

l’une des dernières navettes franchissant le mont Paghman qui ceinture le haut plateau de Kaboul par l’ouest, avant de rejoindre Bâmiyân. De nuit, cette route était risquée. Au danger que représentaient les talibans s’ajoutait celui de la famille de Zakia, qui risquait de les guetter en embuscade, sachant que c’était pour elle l’itinéraire de fuite le plus plausible. Shah Hussein ne pouvait partir avec eux. Le lendemain matin, il était de service, une obligation qu’il prenait au sérieux, à l’inverse de son jeune cousin. Zakia et le vieil homme seraient donc livrés à eux-mêmes. La police la recherchant, ils ne seraient pas en mesure de rester à Bâmiyân ou dans leur village. Les autorités de Bâmiyân, sans nul doute alertées elles aussi de l’arrestation d’Ali, s’attendaient au retour de Zakia dans la vallée.

Jawad était peiné de voir le vieil homme aussi bouleversé. « Il avait l’air si fatigué et si abattu. » Il avait compris que s’enfuir dans les montagnes leur imposerait de renoncer à emprunter les routes en voiture, ils seraient obligés de grimper et d’escalader, et il se sentait tout bonnement trop fatigué pour cela. Leur première fuite à travers les montagnes de Shah Foladi avait failli le tuer, rappelait-il, et il s’estimait incapable d’affronter à nouveau pareille épreuve. Pourtant, il tint sa langue et ne s’opposa pas ouvertement au plan d’évasion de Zakia, si ce n’est pour expliquer qu’il s’inquiétait de sa tension artérielle trop élevée. Et, ajouta-t-il en s’adressant à Jawad :

– Zakia est enceinte. Elle ne devrait pas courir dans les montagnes.

La jeune femme comprit le message d’Anwar : c’était au-dessus de ses forces. Peut-être ressentait-elle la même chose. Elle se tourna face à lui, pour lui parler. Elle paraissait très calme, déterminée à se montrer forte.

– Mon oncle, ne t’inquiète pas pour moi. Je serai en sécurité, je resterai à tes côtés, et nous allons faire sortir ton garçon de là. J’irai au refuge.

Jawad vit bien qu’elle venait surtout de prendre cette décision pour le vieil homme. Elle savait que son mari voulait qu’elle continue de fuir, mais si cela supposait qu’elle se lance dans cette expédition sans Anwar ou qu’elle s’en sépare quelque part en chemin, alors ce serait aussi au-dessus de ses forces.

Choukria avait quitté son bureau de Women for Afghan Women et regagné son domicile. Jointe par téléphone, elle se montra d’abord réticente à l’idée de

ressortir mais finalement, au milieu de la nuit, elle appela le refuge. Ils lui envoyèrent un minibus, et elle rejoignit Jawad. Tout le monde s'entassa à bord du véhicule, pour effectuer le trajet jusqu'au refuge de Women for Afghan Women. S'exprimant posément, Zakia ne cessait de rassurer son beau-père, lui répétant que tout irait bien. Au refuge, les portes du mur d'enceinte s'ouvrirent, les hommes descendirent, et le minibus entra, avec seulement Zakia et Choukria à son bord. Jawad prit ensuite sa voiture et déposa Anwar dans un quartier où ce dernier croyait connaître quelqu'un. « Je me sentais désolé pour lui, me confia Jawad. Il avait tout perdu, il n'avait nulle part où aller, son fils était en prison, sa belle-fille au refuge, ils pensaient tous que cet abri serait comparable à celui de Bâmiyân et qu'elle y resterait des mois. » Jawad rappela Shah Hussein, pour lui faire savoir qu'il avait déposé son oncle. Ce numéro ne répondant pas, il l'appela sur celui d'Ali, que Shah Hussein avait conservé sur lui.

Il était configuré avec une nouvelle sonnerie, la chanson *Majnoon*, de Moein, le chanteur iranien.

Dans mon âme je porte
La douleur et le chagrin de ton amour ;
Ne me fais pas attendre plus longtemps
À te guetter au bord de la route !
Je suis perdu, je suis possédé,
Fou d'amour, je chante :
Je suis Majnoon !
Layli sans toi
Je ne peux vivre[2].

– Zakia est au refuge, annonça-t-il à Shah Hussein. Ton oncle est en sécurité.

Cette nuit-là, Anwar dormirait dans la rue.

Au poste de police, Ali avait vécu des moments difficiles. Aux yeux des policiers, s'étant échappé avec une femme sans l'accord de la famille, c'était à tout le moins un criminel sexuel, très certainement un kidnappeur, et peut-être

même un meurtrier. « Ils m'ont frappé à coups de crosse, m'expliqua-t-il plus tard. Des coups répétés, jusqu'à ce que j'attrape la crosse de leur fusil et les supplie : "S'il vous plaît, arrêtez, vous n'avez pas le droit de me faire du mal, et je suis ici uniquement parce que je l'aime et parce qu'elle m'aime." » Les coups avaient bien cessé un moment, mais on lui refusait toute nourriture ou le droit d'aller aux toilettes. Partageant une cellule avec quatre autres hommes, il en était réduit à faire sous lui et à coucher dans sa propre urine.

Le lendemain, des inspecteurs de la Division d'enquête criminelle étaient revenus l'interroger, et il avait persisté dans sa version, selon laquelle Zakia était restée quelque part dans les montagnes de Bâmiyân et lui était venu à Kaboul seul. « Ils ne m'ont pas cru. Ils étaient convaincus d'en savoir déjà tellement sur mon affaire », ajouta-t-il. Quelqu'un avait parlé. Ils savaient dans quelle maison il avait vécu, avec sa tante, puis que le couple avait récemment déménagé dans une autre maison à proximité, et où elle se situait. Zakia et Anwar n'avaient été en position de s'échapper que parce que la bureaucratie policière avait été trop lente à agir, après l'arrestation d'Ali.

J'ai suggéré à Jawad d'aller au poste de police dès le lendemain, samedi, pour essayer de voir Ali, pendant que j'écrirais un article basé sur les informations qu'il venait de me communiquer au sujet de ce qui était arrivé au couple. Il restait tout juste assez de temps pour le bouclage de la première édition du dimanche (l'édition papier qui paraît le samedi après-midi), et j'avais un peu d'avance car j'avais déjà écrit une ébauche pour un article de cette nature quand nous avions commencé de suspecter que Zakia était enceinte et qu'Ali se ferait prendre[3].

À l'arrivée de Jawad et Anwar au district de police 1, la famille de Zakia était là en force, rôdant devant le poste, leur lançant des regards noirs et des quolibets sur leur passage. Devant la cellule, les geôliers leur annoncèrent que seul le vieil homme pouvait rendre visite à son fils, mais cela laissait à Jawad une chance de s'entretenir avec le chef du district, la colonelle Jamila Bayaz. Elle était connue pour être la première policière nommée à la tête d'un district de police afghan[4]. Je l'avais interviewée lors de sa nomination, plus tôt cette année-là. C'était un choix dont le ministère de l'Intérieur aimait se vanter[5], car

l’absence de femmes officiers de police, surtout à des postes importants, constituait un manquement lourd aux yeux de la communauté internationale[6]. J’avais entendu dire que la colonelle Bayaz était tout à fait compétente – plus tard, en 2014, elle fut promue générale de brigade, l’une des quatre seules femmes officiers généraux du ministère de l’Intérieur et de ses services de police à cette date. Le ministère en avait nommé une cinquième, en charge des questions liées à l’égalité entre les sexes, la générale de brigade Shafiqa Quraishi, mais elle avait fui le pays et demandé l’asile à l’étranger[7]. Lors de mon précédent entretien avec la colonelle Bayaz, son adjoint, un homme, un officier supérieur qui refusait de communiquer son nom, un autre gradé et deux ou trois autres policiers avaient tous envahi la pièce. Lorsque je posais des questions à Jamila Bayaz, ils répondaient à sa place. « Quand des événements comme ma nomination se produisent, cela motive d’autres femmes à aller plus loin », avait-elle déclaré quand elle avait enfin réussi à placer un mot, dans le cadre de l’interview. Toutefois, elle avait ajouté une autre réflexion, sans sollicitation de ma part et sur le mode de la plainte, et qui revêtirait ultérieurement tout son sens : « Je suis certaine que nos amis au plan international ne nous abandonneront pas », m’avait-elle soufflé. J’appris par la suite, de la bouche de diplomates occidentaux en poste à Kaboul, qu’elle avait déposé une demande d’asile auprès du gouvernement canadien[8].

Cependant, à l’époque de l’arrestation d’Ali, la colonelle Bayaz, en poste depuis six mois, avait acquis la réputation d’être fermement partisane d’un traitement plus clément des femmes par les forces de police, et semblait avoir son commissariat de district tout à fait en main. Jawad l’avait trouvée pleine de compréhension par rapport à l’affaire de Zakia et Ali – bien qu’elle ne sût rien des mauvais traitements infligés en cellule à ce dernier par les inspecteurs (elle n’avait sous sa responsabilité directe que les officiers de police en tenue). « Je sais qu’il s’agit d’une histoire d’amour et que le garçon s’est enfui avec une jeune fille qui l’aimait. Des officiers de ma hiérarchie m’ont dit : “Vous êtes priée de veiller à ce qu’il ne s’échappe pas.” » Comme chacun le sait en Afghanistan, les évasions des cellules et des prisons sont monnaie courante et ne

coûtent pas très cher, une occasion pour les gardiens de se créer quelques compléments de revenus.

Personne n'en avait plus conscience que les membres de la famille de Zakia, qui montaient la garde devant le commissariat de district. « Nous savons que vous voulez graisser la patte de cette femme qui est chef de la police, pour le sortir de là, mais nous ne vous laisserons pas faire, avait jeté Zaman à Anwar à l'instant où il avait franchi la porte. Nous avons des amis, nous aussi, tu verras. »

Choukria arriva au poste de police plus tard ce jour-là, munie d'une déposition écrite de Zakia attestant qu'elle n'avait pas été enlevée. Les accusations de bigamie étaient levées – sa famille avait peut-être déjà compris qu'elle ne réussirait pas à maintenir de telles charges, alors qu'elle continuait d'affirmer qu'elle était mariée à un cousin, sans l'avoir jamais rencontré. Ou peut-être le bureau du procureur général ne croyait-il pas à cette accusation de bigamie, les juges de Bâmiyân ayant eux-mêmes témoigné que Zakia était fiancée, et non mariée – or, la rupture de fiançailles est une affaire civile, non pénale. Mais les inspecteurs en charge du dossier n'étaient guère intéressés par les éléments d'argumentation que leur présentait l'avocate. Ils traitèrent le dossier comme une affaire d'enlèvement, un délit pénal, et jugèrent très insuffisante une simple lettre à décharge de l'épouse d'Ali et victime présumée.

Le deuxième jour, nous expliquerait Ali par la suite, il avait été frappé par les officiers et s'était vu refuser toute nourriture et l'accès aux toilettes. Plus tard dans la journée, on l'avait placé avec d'autres détenus dans un conteneur de fret où régnait une chaleur étouffante, qui servait de cellule temporaire en raison du surpeuplement de celle du commissariat de district. « Nous étions cinq dans ce conteneur, et ils ont fait venir une grue pour l'installer à un autre emplacement. »

– Vous ne voulez pas d'abord faire sortir les détenus ? avait suggéré le grutier à l'inspecteur responsable.

– Non, ces gens sont des criminels, à ne pas traiter comme des êtres humains. Bouge-moi ce conteneur avec eux à l'intérieur.

Les prisonniers s'étaient juste faits un peu secouer, mais le temps de quelques minutes effrayantes, ils avaient cru Kaboul frappée par un tremblement de terre. Après coup, chaque fois qu'il aurait à déplacer une cage à oiseau

contenant une caille ou un canari, Ali repenserait toujours à ce supplice. Rien n'est plus désorientant qu'une prison qui bouge, les détenus n'ayant aucune idée de l'endroit où ils vont.

Ali prenait avec philosophie ces mauvais traitements policiers dans la cellule du district 1. « La vie n'est facile pour personne. J'ai subi beaucoup d'épreuves, mais je tiens à la vie. » Concernant son bourreau, il eut ces propos : « C'est peut-être une personne qui n'est peut-être pas très bien dans sa peau. Peut-être qu'il n'aime tout simplement pas sa femme. Il se peut qu'il soit marié avec quelqu'un qu'il n'aime pas. Il se peut que son père ou sa mère l'aient forcé à épouser sa femme. Je remercie Dieu de ne pas avoir ce problème. »

Sur le moment, cependant, il avait cru sa vie finie. Et Zakia croyait elle aussi sa vie finie. Quant à Anwar, il était au moins certain, lui, que leur vie en commun était bel et bien terminée.

J'étais soulagé. Le couple n'avait désormais plus d'autre choix que de laisser Women for Afghan Women porter son affaire en justice. Dès qu'ils ne seraient plus des fugitifs au regard de la loi, ils pourraient aisément obtenir la délivrance de leurs passeports. Et puis Zakia était en sûreté. Sa grossesse n'était pas une grande surprise. Nous avions appris qu'elle ne s'était pas sentie bien tel ou tel jour ou qu'elle s'était rendue à l'hôpital en se plaignant de nausées – les maux habituels des trois premiers mois. Comme la plupart des Afghans, Zakia et Ali ne prêtaient aucun intérêt aux notions de planning familial, à moins que la formule ne désigne ici la création d'une famille nombreuse. Quand nous lui avions demandé s'ils voulaient des enfants, il avait éclaté de rire. « Cela m'est égal. Oui, pourquoi pas ? Il faut bien qu'une personne ait des enfants, pour qu'après sa mort quelqu'un se souvienne d'elle. » En d'autres circonstances, nous n'aurions sans doute pas découvert cette grossesse aussi vite. Ce n'est pas un événement que beaucoup de couples afghans ont envie de divulguer hors du cercle familial, surtout quand cela ne se voit pas, mais c'était Anwar qui avait lui-même accidentellement confirmé la chose, dans l'excitation de la veille au soir. À présent, Juliette attendait un enfant et son Roméo était en prison, entre les griffes des Capulet et de leurs soutiens, fût-ce indirectement et au sens figuré. Si cela ne suffisait pas à valoir aux amants des soutiens dignes de ce nom, en

Afghanistan et à l’extérieur, alors peut-être rien n’attirerait jamais de tels soutiens.

10

Célèbres malgré eux

Un arbre qui tombe fait-il du bruit si personne n'est présent dans la forêt pour entendre sa chute ? Nous avions là une variation autour de cette parabole : Zakia et Ali pourraient-ils vraiment devenir des célébrités, s'ils n'en étaient pas ou peu informés ? Que pouvait signifier la renommée, au sens moderne du terme, pour quelqu'un qui n'avait jamais utilisé un ordinateur ou surfé sur Internet ? Quelqu'un qui ne savait ni lire ni écrire, n'avait jamais regardé la télévision et ne possédait pas de radio ? Un individu qui, en résumé, était déconnecté de la société électronique (à l'unique exception des téléphones portables, qu'ils savaient partiellement utiliser) ? Nombre d'Afghans considéraient désormais le couple comme des vedettes. La quasi-totalité des stations de radio, des chaînes de télévision et des journaux couvraient leur capture, surtout les médias en langue dari, et de jeunes Afghans avaient créé des pages Facebook et des campagnes de soutien sur Twitter. Jawad était assiégé par des journalistes afghans recrutés par la BBC, la production de l'émission américaine de la chaîne CBS, *60 minutes*, ou des télévisions australiennes, canadiennes et allemandes, afin de couvrir l'affaire. Or, tous deux enfermés, sans téléphone portable, Zakia et Ali n'avaient guère idée de la tempête médiatique qui couvait autour de leur fâcheuse situation.

Au siège de Women for Afghan Women, Choukria œuvrait d'arrache-pied à élaborer une solution dans leur dossier et, parce qu'elle avait déjà entamé ce

travail avant l'arrestation d'Ali, elle avait déjà bien avancé. Sa première initiative juridique concernait une requête devant le cabinet du ministre de la Justice afin d'obtenir le renvoi de l'affaire devant un tribunal des affaires familiales, à titre de litige entre familles, et non plus de dossier pénal. Ensuite, elle avait conclu un arrangement pour que la police vienne interroger Zakia au refuge de Women for Afghan Women. « Ils ne l'arrêteront pas pour la conduire dans un centre de détention, me certifia Manizha Naderi, membre de l'ONG. Ils l'autoriseront à rester au refuge jusqu'à sa condamnation par un tribunal. Et nous ne permettrons pas qu'elle soit condamnée. Croisons les doigts ! »

Entre-temps, Zakia avait quantité de choses à déclarer et ses propos étaient partout repris. L'ONG Women for Afghan Women n'était que trop heureuse d'organiser des interviews, Manizha considérant l'information et l'éducation du public comme un aspect vital de la mission de l'organisme auquel elle appartenait[1]. En ces circonstances, s'exprimer semblait à Zakia la démarche la plus naturelle qui soit, et elle ne craignait plus d'entendre le son de sa propre voix, même si elle eût été surprise d'apprendre quel était leur niveau de notoriété, à Ali et elle. « Je suis de son côté et, au tribunal, je témoignerai que personne ne m'a enlevée, que je suis partie de mon plein gré, et que je veux vivre le reste de ma vie avec lui, affirmait-elle. Si je vois mon père et mes frères, je leur dirai : "Ce qui s'est passé est passé, et vous ne pouvez rien y changer. En quoi cela vous regarde-t-il ? Cela s'est passé, et c'est tout. Vous ne pouvez pas changer ce qui existe dans mon cœur, alors arrêtez d'essayer de vous en mêler." »

Elle s'inquiétait encore des représailles de sa famille. « Si je tombe entre les mains de mes parents, ils me feront quelque chose, ils me tueront, ou même pire encore. Ils ne veulent rien d'autre que me tuer. Je n'ai même jamais rencontré le fils de ma tante… comment aurait-on pu me marier avec lui ? Il n'y a jamais eu de *neka*. Comment serait-ce possible ? Je l'ai dit à mon père et je leur ai demandé : "Pourquoi mentez-vous ?" Mais si cela doit dépendre de mon père et de ma mère, ils ne se mettront jamais d'accord avec moi, même dans dix ans. » Et surtout, elle s'inquiétait au sujet d'Ali et de son beau-père. « Il est malade, il

souffre d'hypertension, il doit être très soucieux. Il faut qu'ils libèrent ce garçon, c'est tout. »

Le père de Zakia, Zaman, était stupéfait de cette vague d'intérêt pour l'affaire de sa fille. Pour un meurtrier d'honneur potentiel, rien ne saurait être plus irritant que la lumière crue de la publicité. Et Zaman n'avait pas tardé à adapter sa version des événements à ce qu'il percevait de l'humeur dominante.

« Mon jeune fils (il devait s'agir de Razak) l'a vu, il est allé à la police déclarer que cet individu avait commis ce crime, qu'il avait enlevé ma fille. Que pouvons-nous y faire ? Si nous pouvions tenter quelque chose, nous le ferions. Je suis pauvre et je n'ai aucun pouvoir de causer du mal à personne. Que puis-je faire ? Si j'étais riche et puissant, j'agirais. Personne ne m'écoute. Si je le tuais, tout le monde m'accuserait. Mais comme vous avez pu voir, nous l'avons livré à la police. » Il disait vrai, mais c'était Zakia qu'ils voulaient par-dessus tout. Ils avaient espéré qu'Ali conduirait les autorités et, par conséquent, la famille jusqu'à Zakia. Il n'y a guère d'honneur à tuer l'auteur du délit, car un homme sera toujours perçu comme ayant fait ce que font les hommes, d'ordinaire, qu'il s'agisse de séduction ou de viol. Non, c'est la mort de la femme que requiert une telle conception de l'honneur.

« La police m'a demandé de venir faire une déposition, et j'y suis allé, expliquait encore Zaman. J'ai déclaré aux policiers ce qu'avait commis ce garçon. Il a enlevé ma fille. N'est-ce pas la vérité ? Nous voulons récupérer la fille, la restituer à son mari et voir comment il se conduit avec elle. » Il parlait là de son neveu, le mari présumé de Zakia, celui d'un premier mariage auquel elle n'avait jamais pris part. « Le garçon que nous avons marié à Zakia s'est retourné contre moi. Il a dépensé beaucoup d'argent, et il veut soit le récupérer, soit récupérer sa femme. Tout ce que je souhaite, moi, c'est que la jeune femme soit restituée à son premier époux. Ensuite, qu'il accepte ou non d'accueillir sa femme à ses côtés, cela ne dépend que de lui. Si cela ne fonctionne pas, je m'en remettrai à Dieu. Je ne peux tout faire moi-même. J'ai tout perdu, je suis venu ici, à Kaboul, avec quinze membres de ma famille, et nous travaillons tous dans la rue. »

La police n’était pas pressée d’aller interroger Zakia au refuge. Le dimanche suivant, Choukria se rendit donc au ministère de l’Intérieur et obtint un accord pour que la procédure pénale contre Ali soit annulée si elle réussissait à convaincre Zakia de déclarer sous serment qu’Ali ne l’avait pas kidnappée et qu’ils étaient mariés. Avec trois employées de Women for Afghan Women, elle conduisit la jeune femme au commissariat du district 1, et Zakia effectua cette déposition. Ils avaient réussi à la faire entrer et sortir par une porte dérobée, afin d’éviter la famille. Par la suite, quand Choukria retourna au district 1 pour informer Ali de l’évolution de la situation, le père de Zakia et son oncle la virent. Ils lui barrèrent le passage et exigèrent d’avoir le droit de rendre visite à Zakia au refuge de Women for Afghan Women. Choukria accepta de les y recevoir deux jours plus tard, après qu’ils se seraient calmés. Ils étaient dans une telle colère qu’elle comprit clairement que, sur le moment, ils auraient aussitôt tué la fille ou Ali.

– Arrêtez de me hurler dessus ! ordonna-t-elle aux hommes, en hurlant à son tour. Vous ne la verrez jamais sans mon autorisation, et vous n’obtiendrez pas cette autorisation, à moins de vous calmer et de vous conduire avec respect.

N’ayant jamais été confrontés à une femme qui leur criait dessus, et surtout pas une femme respirant l’autorité, les parents de Zakia se soumirent facilement – pour le moment.

Après la visite de Zakia et Choukria, la police accepta de lever toutes les poursuites pénales, pour ne maintenir que les charges relatives à un litige familial. Ali ne tarda pas à constater une différence dans le traitement qui lui était réservé. Les passages à tabac cessèrent, on lui donnait à manger et on l’autorisait à utiliser les toilettes. « Ils m’ont même offert des cigarettes », s’amusait-il. Il avait arrêté de fumer, sur la demande de Zakia, après leur arrivée à Kaboul, et c’était la première fois qu’il rompait cette promesse qu’il lui avait faite.

Le lendemain de leur rencontre avec Choukria, les membres de la famille de Zakia ripostèrent. Son père et son frère, Gula Khan, se présentèrent dans les locaux de Women for Afghan Women, accompagnant l’entourage d’un haut fonctionnaire du ministère de l’Intérieur, qui se présenta comme un directeur

général, le chef d'un département. Il ne déclina pas son nom, mais exigea de savoir pourquoi le *New York Times* avait confié la jeune femme au refuge et le rôle joué par le journal dans toute cette affaire.

– Nous savons que le *New York Times* a amené la fille ici, pourquoi ont-ils fait ça ? Nous savons que l'ambassade américaine et le *New York Times* ont aidé la fille et le garçon, et qu'ils les ont soutenus.

Derrière lui, Zaman et ses fils, enhardis par la présence de ce puissant personnage avec eux, vociférèrent un torrent d'imprécations contre Choukria et les autres femmes présentes, exigeant qu'on les conduise auprès de Zakia. Choukria leur tint fermement tête, déclara au fonctionnaire qu'elle ignorait de quoi il voulait parler et fit en sorte que les gardiens empêchent les visiteurs d'accéder aux logements du refuge.

Ensuite, Zaman fit déposer une requête par un avocat en vue d'obtenir le renvoi de l'affaire civile du tribunal des affaires familiales vers le cabinet du procureur général et la réouverture d'une procédure pénale. Il surprit tout le monde en produisant un *neka* signé par un mollah et quantité de témoins, quinze en tout, arguant que Zakia était mariée au neveu de son père. Le *neka* était daté d'un an et demi auparavant, mais cette pratique n'a rien d'inhabituel.

« Au stade des fiançailles, beaucoup de gens font établir ce type de *neka* car cela laisse au couple davantage de liberté pour se fréquenter, se parler et se rendre ici ou là sans que les gens médisent, nous expliqua Manizha. Ma propre famille en a fait autant. Ils établissent un *neka* préliminaire pendant les fiançailles et ensuite un autre lors de la cérémonie de mariage. C'est donc légal. » Si c'était vrai, alors cela signifiait qu'en application de la loi afghane, Zakia était juridiquement mariée à son cousin, ou du moins que sa famille disposait d'assez de témoins pour établir que tel était le cas.

Manizha et Choukria étaient inquiètes. « Après avoir parlé à Mohammad Ali, son père et Zakia, nous ne pensions pas que le couple ait établi de *neka*, écrivit Manizha dans un e-mail. Ils se sont simplement enfuis, et c'est tout. Ils n'ont pas de *neka nama* (certificat de mariage), identique à celui que détient son père. Et pas de témoins non plus ! Comme vous le savez, un *neka* n'est pas légal sans au minimum deux témoins de sexe masculin ! Le père d'Ali a demandé à

Choukria si elle pouvait en créer un de toutes pièces. Ce n'est pas bon ! Cela attirera des ennuis au couple. Et le père de Zakia est très têtu. Il préférerait la voir pourrir en prison plutôt que de simplement abandonner l'affaire. »

Il faisait peu de doute que le père avait concocté de toutes pièces ce premier mariage a *posteriori*, mais il serait difficile de le prouver. Zaman ne prétendait pas que cette union aurait été consommée ou même que sa fille ait jamais rencontré son cousin et époux putatif. Au tribunal, devant témoins, il s'était contenté d'évoquer des fiançailles. À Bâmiyân, les magistrats, par ailleurs si favorablement disposés envers la famille, en avaient ouvertement pris note. Mais à présent, ils avaient reçu un document établissant la réalité d'un mariage, contresigné par des témoins, parmi lesquels un mollah.

Zakia et Ali n'avaient rien à y opposer, aucune pièce officielle prouvant qu'ils avaient réellement noué les liens du *neka*, à Foladi, le lendemain de l'évasion de la jeune fille. De prime abord, ils avaient déclaré posséder ce document à leur domicile, mais aucun des frères d'Ali n'avait pu le produire. Ensuite, ils avaient soutenu que le mollah qui l'avait signé, mollah Baba Khalili, avait disparu. Enfin, ils auraient joint ce mollah par téléphone, mais il avait refusé d'attester qu'il avait signé le *neka*. Nous finîmes par considérer que Manizha et Choukria avaient raison, et qu'ils avaient tout simplement omis de se donner cette peine. Ne sachant pas lire, ils n'auraient pas jugé le document du *neka* aussi important que le simple fait qu'une cérémonie du *neka* ait bien eu lieu, présidée par un mollah, devant deux témoins de sexe masculin, comme il était requis. Le papier n'était qu'une formalité qui revêtait peu de sens à leurs yeux, puisqu'ils ne savaient pas le lire.

Ma position en tant que journaliste semblait elle aussi devoir se déliter rapidement. Nous nous rendîmes à un séminaire public parrainé par le ministère des Affaires féminines (MoWA) à destination de ses directeurs provinciaux. Il y avait là une vingtaine de journalistes afghans, ainsi que Jawad et moi. Husn Banu Ghazanfar, l'impérieuse ministre des Affaires féminines, présidait la séance. À son entrée, accompagnée de son entourage, elle nous remarqua, sur les bancs de la presse, et cela suffit à la mettre en colère. Nous savions qu'elle était contrariée par une interview d'elle que j'avais publiée quelques semaines

auparavant. Seuls de maigres extraits de ses propos avaient finalement été retenus, car elle n'avait à peu près rien déclaré de valable[2]. La seule citation que j'avais reprise de l'entretien concernait ses critiques adressées à la déclaration de Fatima Kazimi, où cette dernière prétendait que sa vie était en danger[3].

La colère de la ministre Ghazanfar ne s'arrêta pourtant pas là. Interrompant la séance dès qu'elle nous aperçut, elle fit signe au conseiller en relations publiques du MoWa, Abdul Aziz Ibrahimi, de s'approcher pour s'entretenir avec lui. Comme une bonne partie des employés du ministère des Affaires féminines, ce conseiller est un homme. Il vint nous informer de ce que la ministre souhaitait nous faire expulser de cette séance publique.

– Elle est mécontente parce que le Parlement et le président se plaignent de ce que le MoWA nous aide à transformer cette histoire d'amour en un Roméo et Juliette afghan, ce qu'elle juge inacceptable. Le président Karzai est particulièrement mécontent de savoir que vous en avez fait une véritable histoire à la Roméo et Juliette.

J'avais envie de tenir tête en refusant de me laisser évincer de la sorte, puisque d'autres journalistes étaient présents, mais cela semblait peu conseillé. La mise en vedette du *New York Times* dans toute cette affaire n'était déjà que trop gênante. L'animosité du président Karzai envers le journal était bien connue. À cette date, il n'avait encore pas accordé la moindre interview à aucun de nos représentants depuis 2008[4]. Le conflit armé ne cessait de s'aggraver. Le fiasco de l'élection s'envenimait et, au cours de cette année-là, le gouvernement de M. Karzai qui, avec ce que nous pensions être son aval, avait aussi menacé de m'expulser du pays, essaierait bientôt de chasser le correspondant du *New York Times*, Azam Ahmed[5], sans succès. Or, plus tard cette même année, il réussirait à chasser du pays le correspondant du quotidien, Matthew Rosenberg[6]. Les griefs retenus contre nous étaient fallacieux et sans aucun rapport avec l'histoire des amants, mais j'avais parfaitement conscience que mon rôle dans l'affaire de Zakia et Ali risquerait de gêner le journal, en cette période délicate.

Le 9 juin, Choukria déclara à Jawad que la famille d'Ali devrait produire un certificat de *neka* lors de l'audience programmée pour le lendemain.

– Faute de quoi, les relations qu'ils ont entretenues ces trois derniers mois seront jugées inappropriées et ils seront accusés d'adultère, prévint-elle.

En droit pénal, cela pouvait être passible d'une peine de dix années d'emprisonnement. En application de la loi de la charia, le couple risquait d'être condamné à mort. En théorie, les tribunaux avaient le choix d'appliquer l'un ou l'autre code juridique. Jawad rencontra Anwar et les frères, et ils admirent finalement devant lui qu'ils ne disposaient d'aucun *neka*. Selon leur version, le mollah et les témoins avaient tous signé une feuille de papier vierge, dans l'intention de la remplir plus tard avec toutes les subtilités juridiques et les tampons requis. Ce papier était chez le mollah Baba Khalili, et il était trop dangereux de se rendre à son domicile, dans le district Beshood de la province de Wardak.

– Et, à présent, ajouta Anwar, le mollah ayant appris l'arrestation du couple, il a peur et ne veut plus nous remettre cette lettre du *neka*. Il nie même avoir noué les liens de ce *neka*. Il a envoyé mon fils lui parler et le convaincre de nous donner la lettre. Je lui ai versé tout cet argent pour nouer le *neka*, et il a promis. C'est un vrai menteur. Mais maintenant je suis inquiet. Si leur affaire remonte jusqu'au cabinet du procureur général, il va falloir de l'argent pour soudoyer quelqu'un, et je n'ai aucune somme d'argent à leur glisser.

Aux yeux d'Anwar, en Afghanistan, tous les problèmes de cette sorte ne se réglaient que d'une seule manière : grâce à des pots-de-vin suffisamment conséquents versés aux bonnes personnes. Dans ce cas précis, cela serait sans effet, bien qu'il soit compliqué de l'amener à comprendre que cette affaire se révélait trop sensible pour que la vieille règle – celui qui verse les plus gros pots-de-vin remporte la cause – s'applique.

À Kaboul, l'arrestation d'Ali et la détention de Zakia constituaient des informations capitales, et la jeunesse fut prompte à les aduler. Les groupes sur Facebook et les fils sur Twitter qui leur étaient consacrés avaient continué de proliférer[7]. Des vidéos des amants transférées du site du *New York Times* étaient insérées dans des pages web afghanes, postées sur YouTube, doublées en dari et en pachtoun.

L’une des plus grands fans de Zakia, Zahra Mousawi, était une ancienne présentatrice de Tolo TV, qui refusait de jouer le jeu des règles patriarcales. En pleine controverse autour de la détention du couple, elle était entrée en coup de vent dans le restaurant *Blue Flame* et s’était dirigée vers un box situé à l’écart, dans ce restaurant jardin aux allures discrètes, en compagnie de deux hommes avec lesquels elle n’entretenait aucun lien de parenté. Elle n’avait pas de foulard sur la tête – elle n’en avait même pas sous la main – et portait un chemisier et une jupe normaux. On était loin de l’habituel imperméable informe au-dessus d’une robe longue que la plupart des femmes afghanes choisissent de porter en public. Zahra était arrivée au *Blue Flame* au volant de sa voiture, seule, sans aucun *mahram*. Elle ne se contente pas de serrer la main aux hommes – la plupart des femmes afghanes, même celles qui exercent des responsabilités publiques, s’y refusent –, mais elle salue les messieurs qu’elle connaît bien d’une étreinte ou d’un baiser sur la joue, même en public.

C’est l’une des rares en Afghanistan à oser se conduire de la sorte. « Je conduis, je ne me coiffe d’aucun foulard, et cela ne m’attire guère d’ennuis, me confia-t-elle. Les autres femmes militantes répètent toutes : “Mais nous sommes en Afghanistan. Il faut se conduire comme les Afghans.” Moi, je m’y refuse et je suis prête à en payer le prix, mais personne d’autre n’y est prêt. Ils ne sont franchement pas prêts à vivre de grands changements. » À certains égards, elle exagère la facilité de la chose. Elle bénéficie d’une double citoyenneté, suédoise et afghane, elle peut donc s’en aller à tout moment, et elle est entourée d’une famille très éduquée, tolérante. Elle avait elle aussi débuté une campagne sur Facebook afin de libérer Zakia et Ali. « Le seul espoir réside chez les jeunes. Le futur appartient aux jeunes, et c’est pourquoi j’ai envie d’applaudir Zakia. C’est sa vie, et elle a choisi de quelle manière elle voulait la vivre. »

Au bureau du procureur général, de jeunes couples commençaient à se présenter à l’Unité d’éradication de la violence contre les femmes (EVAW), principalement tenue par des juristes, afin d’y déposer des plaintes pour interdiction de relations, initiatives impensables un an plus tôt. « L’histoire d’Ali et Zakia aura un grand impact sur les générations futures, m’assura Qudsia Niazi, la directrice de l’unité EVAW. Les jeunes commencent maintenant à

réaliser qu'il n'existe aucune restriction dans la religion ou dans la loi quant au choix de la personne que l'on épouse. Tout musulman a le droit d'épouser un autre musulman. » Il y eut même des manifestations pour protester contre l'incarcération du couple.

Mais plus les soutiens se multipliaient, plus les perspectives de résolution de leur dossier juridique s'amenuisaient. Si le mollah possédait bien ce document, il n'allait pas le leur fournir.

Ensuite, alors que la situation d'ensemble paraissait sans espoir, le 11 juin, le bureau du procureur général rendit tout à coup public un ordre prononçant la libération d'Ali sans que soit requis de caution, et l'abandon de toutes les charges.

21/3/1393 [8]

Procureur général de la république islamique d'Afghanistan
Ordre de libération

Le dossier de ces deux personnes devra être étudié, vérifié et conservé jusqu'à complet achèvement de l'enquête. Mohammad Ali, qui a noué le neka *avec Zakia doit être libéré de sa détention, et elle doit lui être confiée. Le ministère des Affaires féminines doit les aider à former une famille et à trouver un lieu de résidence.*

Dûment notifié, Bureau des relations gouvernementales

Dossier à transmettre au Bureau juridique pour formalités juridiques complémentaires.

Ali était libre, mais Zakia était encore bloquée au refuge, jusqu'à ce qu'elle puisse produire le *neka*. Le bureau du procureur général devait y veiller, avant que sa libération ne soit approuvée. Son frère trouverait peut-être le mollah et se procurerait le document – s'il existait, bien qu'aucun de nous ne crût encore la chose possible. Ensuite, la nouvelle tomba subitement : Ali, Anwar et trois

témoins pourraient se rendre au bureau du procureur général avec Zakia et officiellement ratifier un nouveau *neka*.

Comment en était-on arrivé là ? Cela restait mystérieux, mais quoi qu'il en soit, il n'était plus nécessaire qu'ils produisent le *neka* original que le mollah aurait ou non établi pour eux à Foladi le deuxième jour de leur fuite. Ce dénouement ne résultait pas du versement d'un pot-de-vin. Il était clair qu'Anwar n'avait pas d'argent – il nous demandait même de petites sommes pour l'aider à survivre, et nous tentions chaque fois de nous organiser pour retirer les dons conservés sur le compte de Women for Afghan Women. L'avocate du couple, Choukria, avait pris acte, sans explication aucune, et son ton de voix laissait entendre que nous ne devions pas non plus lui poser trop de questions à ce sujet. Et ainsi, les autres fils d'Anwar arrivèrent de Bâmiyân avec un tout nouveau *neka* signé par un mollah bienveillant, assorti du témoignage de deux hommes de leur village. Ils le remirent à Women for Afghan Women, pour délivrance au procureur général.

Ali était aux anges.

– Avant d'être arrêté, j'étais heureux à cent pour cent. Maintenant qu'on m'a libéré des griffes du gouvernement et qu'on a relâché ma femme, je vais être à mille pour cent heureux. Nous sommes si heureux que nous n'entrons même plus dans nos vêtements.

Zakia était encore au refuge, mais maintenant que l'on avait pu produire ce *neka*, elle serait bientôt dehors. Nous lui avions parlé la veille du jour où ils devaient se rendre au bureau du procureur général, faire enregistrer et valider le nouveau *neka*.

« J'ai l'impression de venir une nouvelle fois au monde, nous avait-elle confié. Il m'a tellement manqué que je suis incapable de mesurer à quel point. Je suis si heureuse que je n'arriverai pas à trouver le sommeil, cette nuit. Je souhaite qu'après notre libération nous puissions mener de nouveau une vie heureuse et aller vivre dans un endroit qui soit sûr pour tous les deux. Nous ne pouvons plus rester à Bâmiyân ou à Kaboul. Je l'aime tant que je ne saurais vous l'expliquer. »

Qudsia Niazi, de l'unité juridique EVAW, rattachée au bureau du procureur général, déclara à Zakia que si elle voulait porter plainte contre ses parents pour avoir tenté illégalement de lui imposer de se marier contre sa volonté et de l'empêcher d'épouser Ali, ce qui constituait des crimes aux termes de la loi EVAW, elle avait cette latitude. Zakia se montra réticente. – Concernant mon père, mon sentiment, c'est qu'il vaudrait mieux qu'il donne son accord, mais maintenant qu'il a affirmé son désaccord, je ne peux lui parler de cette affaire. Mais je n'ai pas non plus envie de les poursuivre en justice, parce que ce sont mon père et ma mère, et je ne pourrais supporter de leur infliger ça. Suite à une telle histoire, je n'envisage pas qu'il puisse leur arriver quoi que ce soit, à eux ou à mes frères. Une fois que je serai partie d'ici, mon père et ma mère ne voudront même plus me revoir, je le sais, mais je n'ai pas envie pour autant de leur créer d'ennuis.

Plus tard, nous lui demandâmes comment elle s'était sentie au refuge de Women for Afghan Women, comparé à celui de Bâmiyân. Elle était contente que son séjour au refuge de Kaboul ait été si bref, mais elle avait encore moins apprécié l'endroit que celui de Bâmiyân.

– Ils étaient tellement stricts, ici.

Ali s'esclaffa.

– Les femmes ne sont contentes que lorsqu'elles sont libres de se maquiller, ironisa-t-il.

Ayant traversé quelques crises, à Kaboul, quand certains ultraconservateurs avaient qualifié le refuge de Women for Afghan Women dans la capitale de bordel et les responsables qui le géraient de maquerelles, les animatrices de Women for Afghan Women étaient sensibles à tout ce qui pouvait fournir aux conservateurs des munitions contre elles. Le maquillage en faisait partie, et il était donc proscrit dans leurs refuges.

À l'époque, les détails quant à la manière dont leur affaire avait pu être réglée, et avec une telle célérité, demeuraient encore un complet mystère. En outre, Zaman, ses fils et ses neveux disparurent de la scène du jour au lendemain, comme si quelqu'un était arrivé et les en avait éjectés d'un coup de balai. Quand Ali sortit du commissariat du district 1, il n'y avait plus trace de

surveillance de la belle-famille, et quand il retrouva enfin Zakia au refuge, quand elle franchit les murs d'enceinte et sortit dans la rue, ils jetèrent des regards autour d'eux, non sans appréhension, mais la famille de la jeune femme n'était plus là non plus. Certains émirent l'hypothèse que le président Karzai avait dû intervenir en coulisses, mais on avait peine à le croire, après les manifestations d'antipathie de sa ministre des Affaires féminines, quelques jours plus tôt – que ses conseillers attribuaient à la colère du palais présidentiel face à l'extrême sensibilité de cette affaire et à tout l'embarras qu'elle causait au pays.

Toute cette attention du public rendait Zakia et Ali eux aussi très nerveux. Ils étaient perdus et ne savaient comment réagir. Ils ne connaissaient Facebook ni l'un ni l'autre, et pas davantage les agences de presse en ligne, ou même Internet, si ce n'était qu'il s'agissait d'outils bien mystérieux, comme par exemple le *New York Times*, et susceptibles d'exercer un grand impact sur leurs existences. Ils n'appréciaient guère leur célébrité. Chaque fois que des gens les abordaient dans la rue et leur demandaient de prendre des selfies avec eux, Zakia abaissait un voile sur son visage, et Ali obtempérait, mais à contrecœur.

Les amants décidèrent assez vite de retourner à Bâmiyân. Ali expliquait ce choix en ces termes : « À Kaboul, je sais que nous sommes dans une grande ville, mais je ne connais pas et je ne sais pas qui sont les habitants. Et si je les regarde, je ne sais pas lesquels me connaissent, aujourd'hui. » Leurs visages étaient aisément reconnaissables, en raison des multiples reportages que leur consacrait la presse locale, et je me sentais quelque peu responsable de leur situation peu enviable. « S'ils me connaissent, moi, je ne les connais toujours pas et je ne sais pas si je dois les craindre. À Bâmiyân, vous connaissez votre ennemi, à Kaboul, non. » Ce n'était cependant pas la seule raison. Ali gardait ce dernier grief pour lui, mais il fulminait encore que nous ayons encouragé Zakia à se rendre au refuge.

Pour l'heure, ils avaient décidé de ne pas partir pour l'étranger, ajouta-t-il. Ils avaient déjà exclu l'Afrique. En Amérique, il existait quelques foyers afghans, mais ils y seraient comme deux âmes perdues. « En Amérique, nous ne saurions même pas où se trouve le magasin d'alimentation. Où peut-on trouver l'endroit où on peut emprunter de la nourriture à crédit et payer plus tard ? Nous

ne saurions où aller pour bénéficier de ce genre d'avantage. » Je ne pris pas la peine de lui expliquer qu'en Amérique, les magasins ne fournissent pas de denrées à crédit.

Vers cette époque, Zmaryalai Farahi, à l'ambassade américaine, lui téléphona. Toute cette publicité, ajoutée aux pressions sur le front intérieur, grâce au rabbin Shmuley Boteach et à ses amis haut placés, avait de nouveau éveillé leur intérêt. Maintenant que le couple n'était plus exposé à des charges criminelles, il n'y avait plus aucune raison politico-diplomatique de leur refuser leurs visas. Cette fois, au lieu de les prier de passer sous les fourches caudines policières et de le voir à l'ambassade, Zmaryalai Farahi leur proposa de venir les rencontrer à l'endroit de leur choix.

Ali lui répondit qu'il préférait s'entretenir au téléphone et lui demanda, au cas où ils obtiendraient des visas pour l'Amérique, s'ils auraient le droit d'emmener son père, sa mère, ses frères, ses sœurs et leurs enfants, dix-huit personnes en tout. Zmaryalai lui répliqua qu'il en doutait fortement, et Ali lui rétorqua platement qu'ils avaient changé d'avis, qu'ils restaient en Afghanistan et n'avaient plus envie de fuir à l'étranger. Il réduisait à néant le peu de chances qu'ils avaient de partir pour l'Amérique, du moins à brève échéance. S'ils ne poussaient pas en ce sens, aucune intervention de tiers n'emporterait la décision en leur nom. Je demandai à Ali pourquoi il ne se laissait pas le choix en gardant ses doutes pour lui, tout en poursuivant le dialogue avec l'ambassade. Il me répliqua avec cet aphorisme curieux, venant d'un individu originaire d'un Afghanistan rural où l'on ne connaissait pas la *pasta* :

– C'est mon assiette, les spaghettis sont servis. Ce qui est là est là. Plus tard peut-être, nous y réfléchirons.

Face aux menaces de mort qui planaient encore sur eux, ce « plus tard » semblait bien lointain.

Pour les responsables américains, c'était un soulagement. L'ambassade signala à l'équipe de Samantha Power qu'Ali, son dossier pénal étant maintenant annulé, avait décidé de rester en Afghanistan et ne cherchait plus l'asile à l'étranger. Problème résolu.

« Je n’avais jamais travaillé autant sur une affaire depuis l’épisode Wikileaks », aurait confié l’un des conseillers de Samantha Power au rabbin, d’après ce qu’il m’en rapporta lui-même. Je suis tellement exaspéré par le peu de volonté de leur venir en aide, du côté de notre ambassade. »

Quoi qu’il en soit, désormais, ils n’avaient plus besoin de rien faire.

Même si Ali et Zakia avaient décidé d’essayer de quitter le pays, l’ambassade des États-Unis avait peu de solutions à leur proposer. Tant que des charges criminelles pesaient sur eux, la répugnance des diplomates était compréhensible. Maintenant que ces accusations étaient levées, toutefois, toute la légation américaine acceptait volontiers de leur prodiguer ses conseils : fuir vers un autre pays, y déposer une demande pour obtenir un statut de réfugié. Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) étudierait ensuite leur demande de réinstallation et les États-Unis informeraient l’UNHCR qu’ils suivaient le dossier. Tout cela *pourrait* aider à faire progresser la situation plus vite, *pourrait* aboutir à une réinstallation aux États-Unis, mais ce serait sans garantie. Je m’entretins avec les responsables de l’UNHCR à Kaboul, et ils admirent que la procédure serait très longue, même si les États-Unis suivaient le dossier, même si des mécènes fortunés voulaient bien les aider et leur garantir un emploi, une formation d’apprentissage de la langue anglaise, un cursus scolaire[9].

Le couple devait s’attendre à vivre six ou sept mois comme réfugiés avant de pouvoir obtenir leur réinstallation aux États-Unis, et ce délai serait peut-être deux fois plus long – ce seulement dans l’hypothèse où les responsables fédéraux américains suivaient leur dossier, ce qu’ils avaient plus ou moins promis de faire – en ajoutant toujours que ce serait « sans garantie ». Il existe une autre méthode que les officiels américains auraient pu employer, mais qu’ils avaient écartée, j’imagine, de crainte qu’elle n’ouvre la porte à d’autres victimes potentielles de meurtres d’honneur. C’était la libération conditionnelle humanitaire[10], et elle peut être utilisée pour faire immédiatement sortir des individus de leur pays d’origine, sans nécessité qu’ils deviennent d’abord des réfugiés. On s’en sert dans des cas d’extrême urgence, comme pour les individus qui ont besoin de recevoir, aux États-Unis, des soins médicaux spécialisés inaccessibles dans leur pays. Ou dans les cas où la vie de la personne est exposée

à un danger imminent. En l'occurrence, les amoureux répondaient à la première condition. En revanche, dans l'interprétation de la libération conditionnelle humanitaire telle qu'appliquée par l'ambassade, Ali et Zakia ne satisfaisaient pas à la seconde condition : leurs vies n'étaient pas en danger immédiat.

Même si les États-Unis avaient choisi d'offrir cette libération conditionnelle humanitaire – et si l'ambassade refusait les suggestions de Washington d'agir en ce sens –, ce n'était plus la formule magique que ce fut jadis dans les cas extrêmes. On y avait eu recours, par exemple, dans le cas de Bibi Aisha, défigurée par son mari taliban. Le Grossman Burn Center de Los Angeles avait offert de lui reconstruire le visage, une médecine de pointe que personne, en Afghanistan, n'était assez qualifié pour exercer et, avec le soutien sans réserve de l'ambassade dans un dossier aussi sensible, Women for Afghan Women avait déposé pour elle une demande de mesure d'exception humanitaire. S'appuyant sur des avocats spécialisés dans l'immigration, aux États-Unis, Women for Afghan Women avait en effet réussi à obtenir cette clause humanitaire pour Bibi Aisha – après huit mois d'attente, un délai essentiellement dû au Département de la sécurité intérieure, qui avait procédé à des vérifications de sécurité très complètes afin de confirmer avec entière certitude que cette victime des talibans, âgée de 17 ans, n'était pas une terroriste tentant de s'infiltrer aux États-Unis sous couverture médicale.

Il n'est guère étonnant que le couple ait cessé d'en parler à tout le monde et renoncé à partir. Toutefois, nos deux amoureux auraient pu se montrer plus patients. Tant que l'ambassade voyait un intérêt suffisant à poursuivre le dialogue avec eux, il y aurait toujours la possibilité de dégager une solution. L'option africaine de Shmuley n'étant plus viable elle non plus, leurs existences à tous les deux étaient livrées au jeu du hasard, exposées au risque de voir Zaman et ses frères trouver un moyen d'assouvir leur volonté de vengeance.

« Dès que nous avons eu connaissance de votre histoire, j'ai eu la chance d'avoir des amis haut placés au sein du gouvernement américain, susceptibles de vous venir en aide, m'expliqua le rabbin quand je lui parlai de l'impasse où se trouvaient désormais les deux amants. Le sénateur Cory Booker, par exemple, avec qui j'ai discuté de l'affaire, et surtout Samantha Power, qui occupait une

position idéale pour vous venir en aide, en raison de sa position internationale – elle s'en est toujours souciée, immédiatement, énormément –, m'a accordé beaucoup de son temps, c'est à porter à son crédit, à une période où elle était déjà extrêmement sollicitée par les affaires du monde. Elle aurait facilement pu me répondre : "C'est une histoire épouvantable, mais c'est un cas parmi des millions qui requièrent notre attention", et pourtant, telle n'a pas été sa réponse. Malgré tout cela, le gouvernement américain continuait d'avancer à une allure d'escargot. Les contraintes n'étaient pas seulement liées à l'immigration. Après le 11 septembre, ce sont là des restrictions compréhensibles, j'en ai conscience. Pour moi, l'aspect décevant tenait plus à l'incapacité de Washington à condamner officiellement la violence, ou les intentions violentes, dirigées contre cette femme. Il n'y avait pas un Américain qui, lisant ces articles consacrés au couple, ne se disait : "Oh, je compatis avec cette famille." Le gouvernement ne peut même pas émettre de condamnation officielle, parce que nous ne voulons pas donner l'impression de régenter la culture musulmane. Et je ne crois pas non plus possible d'avoir perdu des milliers de soldats pour libérer l'Afghanistan de la barbarie monstrueuse des talibans, pour ensuite ne pas avoir le droit de nous exprimer contre cette barbarie. Nous n'aurions pas le droit de dicter son mode de vie au peuple afghan ? Quelle mascarade ! La brutalité contre les femmes n'est pas un enjeu de politique intérieure. Nous ne parlons pas ici d'une femme qui a envie de mettre une minijupe pour sortir danser en boîte… Elle souhaite épouser l'homme qu'elle aime et mener une existence islamique, dans sa religion. Si nous n'avons pas la latitude de condamner le traitement qui lui est réservé, notre mission n'a aucun sens. Certes, le gouvernement américain ne voulait pas froisser les susceptibilités chez son homologue afghan, mais qu'en est-il des sensibilités de l'opinion américaine ? Les responsables auxquels je me suis adressé étaient tous bien intentionnés, mais ils me confiaient qu'ils étaient pieds et poings liés, et ils n'adhéraient pas à cette idée que les États-Unis n'auraient pas à contrôler l'Afghanistan. C'est l'argent du contribuable qu'on dépense là-bas… nous avons le droit d'exiger que tout cela ait un minimum d'impact sur le pays. Si nous ne pouvons même pas nous prononcer sur ce plan, aider les gens qui sont dans ce type de situation, alors quel est le but de toute la mission

américaine ? Il faut bien honorer les vies perdues de nos soldats en compensant cela avec un tant soit peu de progrès moral. »

11

Retour dans l’Hindou Kouch

À trop aider les autres, on ne leur apprend pas à s’aider eux-mêmes. Les gouvernements ne l’ignorent pas, mais cela ne les empêche pas de distribuer de l’argent à des sociétés de plus en plus dépendantes. Nous ne l’ignorions pas non plus, mais cela ne nous avait pas empêché d’aider Zakia et Ali. Ils étaient dans l’incapacité de s’en sortir tous seuls, semblait-il. Simplement, ils accumulaient les mauvaises initiatives.

Le lendemain de la sortie de Zakia du refuge, ils disparurent, et les frères d’Ali étaient eux-mêmes incapables de les retrouver. D’après la rumeur, ils auraient fui en Iran. Enfin, Ismatullah, son frère aîné, reçut un appel de leur part le priant de nous approcher pour leur obtenir de l’argent de Women for Afghan Women et qu’ils puissent s’envoler vers Herat, une ville de l’ouest de l’Afghanistan. Nous lui répondîmes qu’il leur suffisait de contacter le refuge et de réclamer une part de l’argent des donateurs, mais il fallait qu’ils le fassent d’eux-mêmes, ils ne pouvaient attendre qu’on s’en charge à leur place. Le refuge devait vérifier qu’ils touchaient bien la somme personnellement.

Ali gardait ses distances vis-à-vis de nous parce qu’il était en colère que l’on ait confiné Zakia au refuge. Il estimait qu’elle n’aurait jamais dû y aller, qu’elle aurait plutôt dû s’enfuir avec son père et son cousin. C’était là une attitude complètement irrationnelle, mais enfin, il l’avait attendue plus de six mois devant un autre refuge, à Bâmiyân, et sa réaction était aussi sotte qu’elle était

compréhensible. Il n'avait pas l'air de mesurer qu'au cours de cette brève semaine qu'ils avaient tous deux passée en détention, ils avaient vu tous leurs problèmes juridiques se résoudre.

À certains égards, Herat semblait être une bonne cachette. Cette ville de l'ouest jouissait d'une ambiance bien plus décontractée que d'autres régions du pays, et elle était assez grande, ethniquement assez diverse, pour qu'on y perde votre trace. Mais elle était aussi proche de l'Iran, c'était donc le tremplin de beaucoup d'Afghans qui s'enfuyaient chez ce voisin, et nous craignions tous que le couple ait maintenant l'intention d'emprunter cette voie. Après que nous eûmes refusé d'intervenir à sa place, Ali appela lui-même Manizha Naderi, au siège de Women for Afghan Women, et la persuada de lui remettre un autre versement de 1 000 dollars prélevé sur l'argent des dons. Il avait réclamé davantage, mais redoutant qu'il ne s'en serve pour passer en Iran, Manizha décida de limiter chaque montant que lui remettrait l'organisme. En conséquence, le couple n'avait pas de quoi s'acheter les billets d'avion pour Herat.

Trois jours plus tard, le 22 juin, nous reçûmes un autre coup de téléphone d'Ismatullah.

– Ali et sa femme sont maintenant à Bâmiyân, où ils se cachent. Ils sont repartis là-bas parce qu'ils ne pouvaient rejoindre Herat par la route, précisa-t-il.

Les routes étaient en effet trop peu sûres. C'est là un fait éloquent, que quatorze ans après le début de l'intervention américaine en Afghanistan, nombre des principales villes et capitales provinciales du pays sont reliées par des routes où il est dangereux de voyager, même pour les Afghans.

Le frère ajouta qu'il tenterait de persuader Ali de nous téléphoner et de nous parler.

– Je voudrais que vous les aidiez à quitter le pays, acheva-t-il. Nous avons vraiment besoin de votre aide. Ils ne peuvent s'éterniser ici. Des parents de Zakia ont déjà tenu une réunion de famille parce qu'ils savaient qu'ils venaient à Bâmiyân. Ils vont sûrement tenter quelque chose.

Le lendemain, Ali appela et nous manqua, mais Jawad le rappela. Sa sonnerie était une chanson de Jamshid Parwani, un crooner afghan, intitulée

Gonjeshkak Telayee :

> *Petit chardonneret, qui vit chez ma fiancée,*
> *Je t'attends.*
> *Dis-moi, quand viendras-tu ?*
> *Viens à moi, viens de chez ma fiancée ravissante,*
> *Viens me chanter comment elle va,*
> *Et va lui dire comment je vais,*
> *Mon petit messager ingénu*[1].

Ali nous posa la même question qu'à l'ambassade américaine : au cas où ils seraient en situation d'atteindre un pays tiers, la famille tout entière pourrait-elle les accompagner ? Nous lui répondîmes que c'était douteux. Certains Afghans ont réussi à faire sortir des familles entières de la sorte, pour des raisons de regroupement familial, mais cela prend des années, parfois des décennies. Ils pourraient être autorisés à emmener quelques proches parents, mais c'était tout. Ce furent les dernières nouvelles que nous eûmes de lui avant presque un mois.

Le jour où ils refirent surface, nous apprîmes que le couple était reparti au domicile familial d'Anwar, à Surkh Dar, à la fin de ce mois de juin, quand le père et les frères de Zakia étaient encore absents. La famille de la jeune fille ayant renoncé à ses champs pour s'installer à Kaboul et les pourchasser, il leur était impossible de reprendre les travaux de la ferme. C'était trop tard, et ils restèrent à Kaboul, où ils travaillaient comme journaliers, marchands ambulants et autres petits métiers de cet ordre. Les parents plus éloignés – cousins et belle-famille – et certains des frères et sœurs cadets de Zakia étaient restés dans la maison de Zaman, mais ils avaient moins d'intérêt, à titre personnel, à se lancer à leur poursuite. Les champs étaient verts et mûrs, la récolte de pommes de terre s'annonçait exceptionnelle, et les jeunes amants étaient ravis de se retrouver à nouveau au milieu de la famille d'Ali, de mener une vie presque normale. Le soir, Ali et ses frères montaient la garde devant la maison chacun leur tour, mais ils ne s'inquiétaient pas outre mesure.

Tout était relatif, mais Ali et Zakia ne manquaient pas d'argent ; les 1 000 dollars de Women for Afghan Women étaient plus que suffisants pour satisfaire leurs besoins élémentaires, aussi Ali et Anwar décidèrent-ils d'en dépenser la plus grosse part en bijoux en or, bracelets et chaînettes pour Zakia. C'était une méthode pour placer de l'argent, l'investir dans de l'or – même si les courtiers vendent cher et achètent à bas prix – et le dissimuler sur la personne d'une femme, réputée intouchable, une cachette à peu près sûre. C'était aussi un moyen de montrer tout le prix qu'ils lui accordaient. « Nous lui avons acheté de l'or, alors que nous étions endettés et que nous ne pouvions nous le permettre, admit plus tard Anwar. Parce que nous étions heureux avec elle et nous voulions le lui montrer, que nous l'aimions, et nous savions qu'elle avait abandonné sa famille pour la nôtre, aussi nous lui avons acheté cet or et nous lui en aurions volontiers acheté davantage si nous l'avions pu. »

Zakia avait renoncé à quantité de choses pour épouser Ali, et cela lui fut rappelé quand il rencontra son petit frère, Razak, un jour où il se dirigeait à pied vers le bazar, en ville. Razak lui barra le passage, en brandissant un canif.

– Je vais te poignarder, et ensuite tu verras si c'est si facile de t'enfuir avec des filles, lui lança-t-il.

Ali lui rit au nez et l'écarta de son chemin, mais c'était là le rappel d'une colère persistante, omniprésente au sein de toute la famille.

Face à cette haine acharnée de son petit frère, Zakia avait le cœur brisé. « Je l'aime tellement, plus que n'importe qui d'autre dans la famille, avouait-elle. Tout ceci l'a tellement bouleversé. Il avait encore plus de colère en lui que mes autres frères plus âgés. C'est très triste. Je l'aime vraiment. » Ne pourrait-il y avoir un jour une chance de se réconcilier avec lui, une occasion de lui expliquer ce qui s'était passé, quand il serait assez grand pour comprendre ? « Il refuserait d'écouter, il refuserait d'accepter, même si je le lui expliquais. Peut-être changera-t-il, en grandissant, et finira-t-il par comprendre. Peut-être tombera-t-il amoureux, et alors il sera à même de comprendre. Je l'espère. »

Malgré le déplaisant épisode de cette rencontre avec le petit frère, ces premières journées furent heureuses. Le couple organisa une fête pour la famille proche et quelques aînés du village de Surkh Dar qui, après toute cette publicité

autour de leur histoire, les soutenaient beaucoup plus – tout au moins du côté hazara de la route. La famille et les amis d'Ali ne s'en vantaient pas, mais le soutien parmi les Hazaras, bien plus nombreux à Bâmiyân que les Tadjiks, était l'un des facteurs qui, outre leur honte et leur gêne, avaient incité les membres masculins de la famille de Zakia à s'en aller. Les anciens d'ethnie hazara voulaient que la famille d'Anwar organise une noce pour le village entier – ils avaient vraiment insisté –, de sorte qu'ils allaient devoir s'y plier bientôt, avant le début du ramadan, le mois du jeûne, qui commencerait en juillet 2014.

La mère d'Ali était enchantée de voir son fils de retour. Ils avaient toujours été proches, soulignait-elle, et il savait qu'elle était malheureuse de leur départ, à Zakia et lui, et de leur envie de quitter le pays. Maintenant, il était sous le même toit que les deux femmes de sa vie.

Chaman avait dit un jour au jeune amoureux : « Tu es le fils d'un homme pauvre, alors essaie de faire le bien et d'améliorer ton existence. »

« Je n'ai jamais oublié ce conseil », admettait-il. Par exemple, Chaman détestait le voir fumer, et le priait d'arrêter. « Et j'ai bel et bien arrêté, dit-il, en riant. Pendant une journée. » Mais après cet épisode, il veillait à ce qu'elle ne le voie plus fumer.

Durant la longue période où il avait fait la cour à Zakia, il s'était lié d'amitié avec un jeune Tadjik à peu près de son âge, qui vivait au village. C'était devenu son confident, un conspirateur, un complice qui croyait aussi en l'amour. Ils avaient fait l'armée ensemble, et après que l'histoire des amants eut acquis une notoriété sulfureuse, il avait invité Ali à raviver leur amitié – secrètement, de peur d'être perçu comme un traître par d'autres Tadjiks. Cela se révéla être une alliance fructueuse. Un jour, début juillet 2014, Ali travaillait dans les champs, il arrosait des parterres de légumes après une vague de sécheresse, quand son ami tadjik l'appela.

– Gula Khan est de retour, lui annonça-t-il. Ils ont l'intention de venir te capturer dans les champs, et ils sont en route. Il a un pistolet et un couteau.

Courant sur les talus qui subdivisaient les fossés d'irrigation, Ali fonça à travers champs et, empruntant un détour, regagna Surkh Dar et la maison familiale. Il aperçut Gula Khan qui lui courait après, mais il avait assez d'avance

pour se mettre en sécurité. Après un conseil de famille improvisé, le couple décida de retourner se cacher dans les montagnes. Leur noce devrait attendre que soit fini le ramadan.

Ils retournèrent à Yakawlang, mais cette fois, au domicile de Zahra et Haji Abdul Hamid, à Kham-e Bazargan, l'accueil fut plus tiède. « Nous leur avons proposé de payer notre nourriture et tout le reste, mais ils nous ont répondu qu'ils n'avaient pas les moyens de nous garder, et nous ne sommes restés là-bas que quatre jours », expliqua Ali. La notoriété rendait leur présence nuisible, à ce qu'il semblait, et ce malgré les marques antérieures de sympathies du couple. Ou alors peut-être Haji était-il encore furieux du tour de passe-passe que leur avait joué le jeune homme la fois précédente, quand il avait disparu en leur laissant sa dulcinée, contre la volonté de leur hôte.

Repartant de Yakawlang, ils s'enfoncèrent dans les montagnes, atteignirent presque la province de Ghor, en payant le gîte et le couvert chez des familles de ces régions si reculées que personne n'y avait entendu parler de leur histoire. « Nous sommes montés jusqu'à Dara-i-Chasht, où nous n'avions pas de membres du clan chez qui nous arrêter, se rappelait-il. Nous ne connaissions personne là-bas. Pour nous, c'était un rude moment. Nous n'avions pas beaucoup d'argent, nous mangions peu, et nous avons tenté de survivre. Il faisait encore froid la nuit et nous n'avions pas assez de vêtements, beaucoup d'objets de première nécessité nous manquaient. Il n'y avait pas d'électricité, et nous n'avions qu'une lanterne à huile. Personne de ma famille ne montait nous rendre visite. C'était un long trajet, très difficile d'arriver là-haut, il n'y avait pas de réseau de portable. Il n'y avait même pas de routes accessibles en voiture, et il fallait marcher trois heures pour monter jusque-là. Pour nous, c'était vraiment très dur. »

Contraints de passer le ramadan puis la quasi-totalité du mois de juillet 2014 dans cet endroit reculé, ils ressentirent d'autant plus vivement l'absence de la famille. Les épreuves partagées du jeûne quotidien du ramadan, sans rien boire ni manger de l'aube au coucher du soleil, et la rupture de ce rituel du jeûne avec le repas du soir de l'Iftar constituent une expérience intense, d'ordinaire vécue

collectivement, et c'était la première fois qu'ils la vivaient isolément, en compagnie d'inconnus, ou simplement livrés à eux-mêmes.

Et, pendant toute cette période, Zakia était enceinte. Sans femmes plus âgées autour d'elle, elle n'avait aucun moyen d'évaluer si ses nausées matinales et ses autres maux liés à la grossesse constituaient des raisons de s'alarmer. Le centre de soins le plus proche se situait à Nayak Bazaar, à trois heures de marche, suivies d'une longue attente, avant trois heures de route en bus… une journée entière, épuisante, pour le trajet aller-retour. Ils l'effectuèrent à deux reprises, pour des examens, mais le dispensaire n'employait que des infirmières de maternité, pas de docteurs ou de sages-femmes. Si quelque chose devait mal tourner, le trajet pour recourir à de véritables soins médicaux serait encore plus long. « Tout était compliqué, là-haut. Pour nous, c'était juste un refuge, se souvenait Zakia. Cela valait la peine, car nous étions ensemble, mais nous voulions vivre pleinement notre vie et, au bout d'un certain temps, cela devenait pénible à supporter. »

Un jour, Bismillah, l'un des frères d'Ali, effectua le trajet à pied jusqu'à leur repaire et les supplia de revenir à Bâmiyân. S'ils rentraient, le chef de la police se portait garant de leur sécurité et les anciens du village tenaient encore à ce qu'ait lieu cette noce. « Je souhaitais juste que mon beau-père et mes beaux-frères abandonnent et nous laissent en paix, fit Ali. Le passé est le passé. Ils doivent oublier et nous pardonner. »

Ils rentrèrent donc chez eux. La noce se tint au domicile d'Anwar, et ce fut une assez grande réception, en présence de deux cent cinquante invités. Anwar dépensa 50 000 afghanis en nourriture et préparatifs – s'endettant ainsi de quelque 1 000 dollars supplémentaires. En fin de compte, ce fut pour la famille un moment plutôt sombre, tout le monde ayant conscience d'une menace dont personne ne croyait qu'elle se dissiperait. Un tel événement s'accompagnait d'un important dispositif de sécurité, mais après le départ des invités, la menace subsistait.

Pendant la période où Ali et Zakia étaient restés cachés dans les montagnes, la famille du jeune homme était parvenue à une décision unanime, qu'elle souhaitait maintenant le convaincre d'accepter : aucune des deux familles ne

connaîtrait la paix si le couple restait en Afghanistan. Ils en avaient conclu que les deux amoureux devaient quitter le pays, ainsi qu'ils l'avaient eux-mêmes envisagé auparavant. Il était temps de passer à l'acte, de retourner à Kaboul et d'obtenir des passeports. Il leur fallait rétablir leurs contacts avec les journalistes, l'ambassade et même leurs interlocuteurs africains. Il n'y avait aucun espoir d'emmener la famille entière, mais rien n'empêchait Anwar de les accompagner. De la sorte, Ali pourrait trouver du travail et Zakia aurait encore un *mahram* à ses côtés.

La famille nous avait déjà signifié que c'était l'issue souhaitée, et elle sollicitait notre aide pour convaincre le couple que c'était la seule solution. Anwar ajouta qu'il veillerait à ce que son fils réponde au téléphone.

Quand nous appelâmes Ali, sa sonnerie du jour se composait des vers de la célèbre chanson d'Ahmad Zahir, le chanteur pop afghan et martyr, *I Don't Say It*. C'était l'Elvis Presley d'Afghanistan, un crooner aujourd'hui encore populaire mais qui, dans les années 1970, avait véritablement électrisé son public – surtout les jeunes femmes et les jeunes filles, suscitant la fureur de l'establishment conservateur. Fils d'un ancien Premier ministre, Zahir était si populaire que les communistes le craignaient eux aussi, et nombre de ses chansons étaient truffées de formules à double sens, à forte tonalité critique. Aux débuts du régime communiste, le président Hafizullah Amin le fit jeter en prison.

Ensuite, le président maria sa fille. En prenant le pouvoir, les communistes s'étaient juré de proscrire les mariages arrangés et les pratiques coutumières abusives comme le *baad*, qui permettait de vendre des filles dès leur plus jeune âge pour solder une dette ou une vendetta, et le *baadal*, où les familles s'échangent frères et sœurs par le mariage, un marché qui, d'ordinaire, garantit qu'au moins une ou deux épouses seront malheureuses. Le président Amin vantait l'idéologie socialiste et organisa pour sa fille, Ghul Ghutai, et son fils, Abdur Rahman, un mariage selon la coutume du *baadal*, avec leurs cousins germains, le fils et la fille du frère du président. Furieuse, Ghul Ghutai combattit farouchement ce projet de mariage, avant de finalement s'y résoudre. Toutefois, à la dernière minute, elle refusa de se présenter à sa propre cérémonie de noces, à moins qu'Ahmad Zahir puisse venir y chanter. Le président ordonna donc sa

libération et l'abandon des charges qui le visaient, s'il acceptait de chanter à ce mariage. La première chanson qu'il choisit fut donc *I Don't Say It* :

> *Je ne te demande pas de me libérer*
> *de la prison du corps :*
> *emporte plutôt mon corps au paradis,*
> *et là, en ce jardin,*
> *Remplis mon cœur de joie.*
> *Souviens-toi, Ô Mort chasseresse,*
> *Souviens-toi de cette âme, comme d'un oiseau en cage,*
> *Assieds-toi dans un jardin et souviens-toi de moi*[2].

Au mariage, où les personnes des deux sexes étaient mélangées, on raconte que la mariée tomba amoureuse du chanteur. Entendant Ahmad Zahir chanter, Ghul Ghutai « fondit en larmes, des invités s'en aperçurent et n'apprécièrent guère », selon Abdul Jalil Sadid, un violoniste et compositeur, un contemporain de M. Zahir. Les rumeurs de liaison amoureuse entre le chanteur et la fille du président allaient bon train, suscitant la fureur du chef de l'État et de son entourage, expliquait M. Sadid. Peu après la noce, Zahir périt dans un accident de voiture en franchissant le col de Salang, sur une route certes dangereuse, mais rares furent ceux qui accréditèrent la thèse de l'accident[3]. « Je crois que le régime procommuniste de l'époque était derrière ce meurtre », affirmait M. Sadid. Personne n'a jamais pu l'établir de façon certaine, parce que peu de temps après, début 1979, les troupes prosoviétiques investissaient le palais présidentiel, tuant le président Amin et presque toute sa famille, lors d'un coup d'État qui entraîna l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Dans l'Afghanistan actuel, l'épisode de ce mariage constitue un lointain souvenir, et certains de ses aspects témoignent d'une liberté désormais inconcevable.

Quand Ali répondit enfin à nos appels téléphoniques, il nous dit s'être décidé à agir dans le sens souhaité par sa famille.

– Tout ce que nous voulons dans la vie, c'est partir vivre quelque part,

ensemble, en toute sécurité, où nous mènerons notre existence dans un environnement heureux et paisible, expliqua-t-il. Aujourd'hui, nous sommes heureux et prêts à quitter le pays pour un endroit sûr et accueillant. Pouvez-vous nous aider ? Vous êtes les seuls à qui nous nous fions.

Tout d'abord, il leur faudrait des passeports. Maintenant que leur mariage était légal, la procédure devenait simple. Ils pourraient les obtenir au bureau des passeports de Bâmiyân, mais entre le jour du dépôt de leur demande et celui, une semaine plus tard, où ils reviendraient les retirer, la nouvelle de leur demande se répandrait dans toute la ville. Ils jugeaient cette méthode dangereuse – les parents de Zaman n'auraient aucun mal à guetter leur retour. Le bureau national des passeports, à Kaboul, était pris d'assaut, en permanence bondé, car habilité à délivrer des passeports pour n'importe quelle province. Pour cette raison et quantité d'autres, se rendre à Kaboul paraissait la meilleure solution. Ils s'y étaient déjà fait prendre, mais uniquement suite à une imprudence.

Cette fois, les avertîmes-nous, s'ils voulaient notre aide, il leur faudrait écouter nos conseils. Demeurer loin du centre-ville, dans un quartier hazara où leur belle-famille ne risquait guère de s'aventurer. Une fois là-bas, rester enfermés et éviter de circuler dans la rue. Ensemble ou séparément, chaque fois qu'ils sortaient, ils risquaient d'être reconnus. Nous pourrions venir les chercher en voiture et les accompagner à leurs rendez-vous, cela leur éviterait de fréquenter les rues et d'emprunter les autobus, ce qui devrait leur offrir certaines garanties et contribuer à les rassurer.

Ils finirent par prendre un avion pour Kaboul, le 12 août, après que Women for Afghan Women leur eut envoyé des billets payés grâce à l'argent des donateurs. Jawad partit de son bureau pour les accueillir à l'aéroport international de Kaboul. Anwar les accompagnait, l'air tout petit et tout fripé dans ses habits de fermier et coiffé de son vieux turban élimé. Zakia et Ali étaient dans leur plus belle tenue, elle en escarpins blancs à hauts talons et robe bleue poudre lacée et boutonnée sur le devant, des pieds jusqu'au col, lui en chaussures blanches à bouts pointus, *shalwar kameez* et veste grise sophistiquée aux poches soulignées d'un passepoil bleu, tous deux pauvres et splendides. Zakia dissimulait bien une grossesse qui commençait à se voir. C'était la toute

première fois qu’Anwar et elle montaient dans un avion et, pour Ali, le tout premier vol à bord d’un appareil civil. « Nous pouvions discerner les gens, tout en bas, s’émerveillait Zakia. Ils avaient l’air si petits. »

12

Mollah Mohammad Jan

À leur retour à Kaboul, les amants s’aperçurent que leur histoire appartenait déjà au passé. La célébrité qui s’était emparée d’eux à leur insu avait été éphémère. Incapable de les attendre plus longtemps, le Léviathan de l’information avait poursuivi sa route, les effaçant au passage. Comme il ne s’était pas produit grand-chose de neuf, le *New York Times* s’était naturellement désintéressé de l’affaire, et mes rédacteurs en chef m’avaient prié de lâcher l’histoire de Roméo et Juliette. Pour refaire la une de nos pages d’actualité, il faudrait au moins que nos amoureux se fassent tuer. Quelques titres de la presse locale publièrent de rares articles sur eux et, au mois d’août, la BBC diffusa un journal vidéo comportant une interview du couple, juste avant son départ de Bâmiyân, mais leur manque d’accessibilité avait refroidi l’intérêt de la presse locale[1]. En revanche, l’intérêt de la famille de Zakia restait toujours aussi brûlant. De temps en temps, nous les appelions, juste pour prendre des nouvelles et la température, toujours voisine de l’ébullition. À part cela, loin de toute l’intense attention de la presse, au lieu d’incarner l’histoire de Zakia et Ali, nos amoureux n’étaient désormais plus qu’eux-mêmes, un couple de jeunes fermiers venus de nulle part, dans un pays en guerre – un conflit que l’Amérique perdait et qui perdait peu à peu tout intérêt à ses yeux. Même le rabbin Shmuley avait fini par m’appeler moins souvent : Gaza était à feu et à sang, le Hamas tirait ses roquettes sur Israël, l’Europe prenait le parti des Palestiniens. Et tout cela

alimentait peut-être la crise de relations publiques la plus grave que l'État hébreu ait jamais connue – tout au moins depuis la précédente – et provoqua cet été-là une vague épouvantable d'attentats antisémites d'un bout à l'autre du Vieux Continent. Shmuley Boteach m'avait demandé de le tenir informé de la situation du couple, ce que je fis plus tard en ce mois d'août, mais je le sentis perturbé et plus tout à fait aussi passionné par leur épopée.

– Donc, en somme, la seule singularité de leur histoire, c'est l'intérêt que vous leur portez encore, à titre personnel, mais vous ne publiez plus d'articles sur eux, n'est-ce pas ?

Penaud, je concédai la chose – à moins d'un grand coup de chance dans leurs existences, ce qui n'avait apparemment rien d'imminent, ou d'un désastre, comme l'agression physique d'un de leurs frères, ce qui demeurait une réelle possibilité. Et même en pareil cas, je n'étais plus si sûr que de nouveaux rebondissements dans leur histoire leur seraient d'une grande utilité. Pour moi, ils représentaient tout le tourment de ma mauvaise conscience. Il était en soi déjà assez grave d'avoir enfreint toutes les règles pour leur venir en aide, mais de les avoir enfreintes sans même les avoir suffisamment aidés… c'était tout bonnement inacceptable.

En ce mois d'août, après leur retour à Kaboul, l'ambassade des États-Unis prit bel et bien des dispositions pour que le chargé de mission responsable des réfugiés reçoive Zakia et Ali, accompagnés d'Anwar. Maintenant qu'ils n'étaient plus des fugitifs, cela ne constituait plus pour eux un problème de s'y rendre et d'y rencontrer des fonctionnaires américains, ainsi que le personnel afghan et des interprètes. Comme je l'expliquai aux responsables américains avant cette entrevue, Zakia et Ali avaient espéré pouvoir trouver une solution qui leur permettrait de rester en Afghanistan, auprès de la famille d'Ali, mais le temps passant, il devenait clair à leurs yeux que la famille de Zakia ne se laisserait jamais fléchir et que, s'ils restaient dans leur pays, elle les traquerait indéfiniment. Avec l'avancement de sa grossesse, l'exil qu'ils avaient dû endurer dans les montagnes les avait poussés (et la famille d'Ali plus encore) à réfléchir à leur avenir et à ce qu'il leur réservait, à leur enfant et à eux. Il leur avait fallu traverser cette épreuve et se priver de toute possibilité d'évasion pour se

confronter à ce que serait leur existence sans cette porte de sortie. Maintenant qu'ils s'étaient confrontés à cette réalité, et après avoir échappé de justesse à Gula Khan, ils étaient d'autant plus déterminés à partir. Les attachés d'ambassade leur exposèrent encore ce que serait la position américaine dans leur cas : les acheminer vers un pays tiers, soit le Pakistan, l'Inde ou le Tadjikistan, où ils déposeraient une demande pour obtenir le statut de réfugié auprès de l'UNHCR, après quoi Washington manifesterait éventuellement son intérêt pour leur dossier. Ils sortirent de cette réunion encouragés par tant d'attentions et de sollicitude, sans qu'on leur ait promis grand-chose de substantiel.

Après cette visite à l'ambassade, nous les avons retrouvés tous les trois au *New Design Café*, dans le quartier de Wazir Akbar Khan, à Kaboul. Très certainement le restaurant le plus agréable de tout l'Afghanistan, cet établissement a été conçu par l'architecte afghan Rahim Nomad, avec des murs en briques artisanales et enduits de boue séchée, de hautes coupoles intérieures, une cour-jardin centrale très paisible, et l'ensemble est agrémenté de meubles massifs dans le style Nuristani et de coussins en tissus ethniques. Il émane de l'endroit un caractère afghan authentique et charmant, qui en a fait un lieu très apprécié des milieux expatriés de la capitale. Et pourtant, à cette période, les lieux étaient presque désertés, la dégradation des conditions de sécurité dans la capitale interdisant aux étrangers de se rendre au restaurant. En janvier 2014, juste au coin de la rue, à quelques mètres du *New Design Café*, des insurgés talibans avaient fait irruption dans la *Taverna du Liban*, et abattu tous les clients qu'ils avaient pu atteindre de leurs balles, des étrangers pour la plupart, des diplomates et des employés d'organismes humanitaires, vingt-quatre victimes en tout[2]. En revanche, situé dans la même rue que l'ambassade de Norvège, le *New Design Café* bénéficie de son dispositif de sécurité. Pratiquement déserté par les autres clients dans la journée, cela en faisait un lieu de rendez-vous à la fois discret et sûr.

Je leur demandai si, forts des conseils de l'ambassade, ils avaient réfléchi au pays où ils comptaient partir. Ils me firent une réponse en forme de question : où pensais-je, moi, qu'ils devaient aller ? Je protestai, leur rappelant que ce n'était

pas à moi d'en décider, que nous ne pouvions assumer de leur dire quoi faire de leurs vies. Je ne pris pas la peine de leur expliquer, une fois encore, que ce serait outrepasser mon statut de journaliste. Jawad et moi leur expliquâmes plus en détail ce que les conseils de l'ambassade signifiaient pour eux, en termes pratiques, bien qu'ils l'aient déjà entendu à maintes reprises. L'Iran serait une impasse, ils me répondirent qu'ils en avaient conscience, sans vouloir exclure cette solution pour autant – ils connaissaient des gens qui étaient partis pour l'Iran, y avaient trouvé du travail, s'étaient recréés une nouvelle vie là-bas et en étaient revenus, mais ils avaient aussi entendu parler d'autres exilés partis dans ce pays et dont on n'avait plus jamais entendu parler. Le Pakistan serait un autre choix beaucoup plus raisonnable, puisqu'il ne leur faudrait pas de passeports. La frontière est poreuse, très fréquentée, et une petite enveloppe de l'ordre de 10 ou 20 dollars suffit à la franchir. Une fois au Pakistan, ils pourraient se rendre directement au bureau de l'UNHCR d'Islamabad, afin d'y obtenir le statut de réfugiés et de demandeurs d'asile. Écueil de taille, au Pakistan, le pays abritait déjà deux millions de réfugiés afghans, pachtouns pour la plupart, et le dari ne serait pas la langue commune. Le couple avait aussi souvent entendu évoquer la difficulté de vivre au Pakistan, et la prédominance des Pachtouns les inquiétait. Après tout, en Afghanistan et au Pakistan, les talibans étaient des Pachtouns, qui haïssaient les Hazaras.

S'ils patientaient jusqu'à la délivrance de leurs passeports, il leur restait deux autres options. Ils pourraient aller en Inde, où vivait une petite population de réfugiés afghans, mais là encore, relativement peu de gens parleraient le dari. Enfin, il y avait le Tadjikistan. Après tout, l'ancienne république soviétique était peuplée de Tadjiks, et si beaucoup de Tadjiks parlaient le russe, la plupart parlait aussi le dialecte tadjik du farsi, presque identique au dari. Toutefois, il y avait assez peu de réfugiés afghans au Tadjikistan, la plus pauvre des anciennes républiques soviétiques, et y entrer requerrait non seulement un passeport mais aussi un visa – et, pour les Afghans, obtenir la délivrance des visas n'était pas facile. Pourtant, c'était possible, et ils admirent que le Tadjikistan semblait le meilleur choix.

Nous leur expliquâmes qu'il leur faudrait déposer des demandes de passeports, mais il devint vite évident que même une procédure aussi simple serait déjà assez déroutante, et ils acceptèrent seulement après que Jawad leur eut proposé de les accompagner. – Il faut nous aider, insista Zakia. Sans vous, nous sommes comme trois aveugles.

Ils avaient de la chance, car le bureau des passeports de Kaboul avait récemment connu une réorganisation, visant à éradiquer la corruption. Auparavant, sans le versement d'énormes pots-de-vin, il fallait des semaines ou des mois pour obtenir la délivrance d'un passeport afghan. À présent, n'importe qui pouvait se présenter et, si les papiers du requérant étaient en ordre, avoir l'assurance de recevoir un passeport en quelques jours, moyennant paiement de modestes frais administratifs. C'était là un succès, immense et rare, pour les initiatives que prenait ce pays contre la corruption.

Le lendemain, Jawad les conduisit tous les trois au bureau des passeports, dans un complexe abritant toutes sortes d'administrations centrales. Il y avait partout des files de postulants et des masses de gens agglutinés autour d'écrivains publics, accroupis devant des caisses servant à rédiger ou à copier des documents à la main. Des photocopieurs étaient installés dehors, dans des cours intérieures, une installation assez commode dans un pays où, pendant trois cents jours par an, il ne pleut jamais.

Au moment où Zakia et Ali entrèrent dans les locaux, ils créèrent la sensation. « Je me suis vraiment inquiété pour eux », me confia Jawad. Des gens les photographiaient avec leur téléphone, certains les approchaient, d'autres voulaient être photographiés avec eux. Dans l'ensemble, les réactions étaient positives, admiratives, en particulier de la part des jeunes. Il y avait aussi des mollahs et beaucoup de gens qui passaient des coups de fil pour partager la nouvelle qu'ils avaient croisé les amants afghans. Jawad avait bien conscience que l'un de ces individus pouvait être un parent éloigné contactant Zaman et le clan, ou simplement un citoyen d'opinion conservatrice ou un nationaliste tadjik. « C'était un gros risque que nous prenions, en allant là-bas, rappelait-il. Tout aurait pu arriver. » Heureusement, Jawad fut autorisé à prendre leurs reçus, de

sorte qu'il puisse revenir retirer leurs passeports à leur place, sans que Zakia et Ali ne s'exposent au risque d'une seconde visite.

Les passeports seraient délivrés sur la base de leurs *tazkeras*, ces cartes nationales d'identité que tous les Afghans sont censés avoir. Ces documents ne comportent que l'année de naissance, le nom de la personne, le nom du père, et guère plus. Pour se conformer aux normes internationales appliquées aux passeports, Zakia et Ali devaient tous les deux choisir un patronyme, et ils reprirent tous deux le nom paternel, Ahmadi pour elle, et Sarwari pour lui. Ils devaient aussi choisir une date de naissance. La plupart des Afghans ne connaissent pas la leur, car d'ordinaire les naissances ne sont pas enregistrées. La majorité d'entre eux n'ont qu'une idée approximative de leur âge, car en temps normal on ne fête pas les anniversaires. À titre de coïncidence, ils choisirent tous deux le 23 août. Les anniversaires jumelés d'Ali et Zakia, les premiers de leurs vies, n'étaient que dans six jours : ils auraient 22 et 19 ans.

Quand je vis ces dates de naissance identiques sur leurs passeports, je les questionnai à ce sujet et, se rendant compte qu'ils étaient officiellement nés le même jour, visiblement amusés, ils éclatèrent de rire.

Vers cette période, je réussis à porter leur dossier à l'attention des autorités canadiennes. Le nombre d'Afghans sur le territoire du Canada et des États-Unis offre un contraste révélateur. Le Canada, qui a retiré ses troupes combattantes d'Afghanistan en 2011, comptait 62 815 réfugiés et migrants afghans[3]. Les États-Unis, dix fois plus peuplés que le Canada et affichant une présence militaire et civile en Afghanistan bien supérieure, n'en comptaient que 70 000, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le Canada était bien plus favorable aux demandes d'asiles afghanes, à telle enseigne que les Afghans qui réussissent à s'introduire aux États-Unis se dirigent en général vers le nord de la frontière, au Canada, avant d'y déposer une demande d'asile. Un autre avantage – potentiellement déterminant dans le cas du couple – tenait à ce que la procédure canadienne d'immigration offrait ce qui s'appelait l'exception ministérielle, dans le cadre de laquelle le ministre canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut exempter certains postulants des conditions normalement requises pour l'obtention du droit d'asile. Alors que la

procédure équivalente aux États-Unis, la mesure d'exception humanitaire, requiert souvent de nombreux mois, le système canadien ne prend parfois que quelques semaines. Les Canadiens se sont révélés des soutiens enthousiastes de la cause des femmes en Afghanistan, et la réaction initiale de leurs diplomates à l'affaire, quoique formulée strictement en privé, exprimait la sympathie et l'inquiétude. Il semblait utile que le couple se cache quelques semaines, le temps de voir comment évoluerait la requête canadienne. En outre, j'avais eu recours à un canal informel au sein du gouvernement américain pour voir s'il subsisterait encore un espoir de ce côté-là. Dans cette autre hypothèse, il s'écoulerait sans doute des semaines avant la moindre réponse.

Pour le couple et Anwar, la vie à Kaboul se transformait peu à peu en jeu de patience fastidieux. Cette fois, Zakia réussit à imposer ses vues, en insistant pour qu'Ali reste à la maison et n'erre pas dans les rues et, en règle générale, il l'écoutait. Pour eux, nous le savions, ce n'était pas facile, surtout pour les deux hommes. Zakia admettait que rester enfermée lui paraissait naturel, et cela ne la dérangeait pas. L'évolution de sa grossesse avait amplement de quoi l'occuper. Les seules fois où ils sortaient tous ensemble, c'était en compagnie de Jawad, quand il venait les chercher en voiture pour les conduire au *New Design Café*, qu'Anwar appréciait particulièrement. Nous tâchions de les y emmener aussi souvent que possible, ne serait-ce que pour leur changer un peu les idées, dans cette vie monotone et lugubre passée à se cacher dans deux pièces louées à une famille afghane. Chichement meublée, ceinte de murs en maçonnerie et comptant une demi-douzaine de chambres, cette maison avait été subdivisée pour permettre de loger trois ou quatre autres petites familles. Plus de vingt personnes partageaient ce logement et sa minuscule cour en terre derrière un haut mur en pauvres briques effritées.

Les hommes avaient en effet besoin de sortir, à l'occasion, pour faire les courses et se chargeaient de ces expéditions à tour de rôle, par souci de sécurité. « Quand c'est mon tour, je sors marcher jusqu'au bout de la rue, racontait Anwar. J'essaie de trouver quelqu'un à qui parler, un inconnu qui a envie d'engager la conversation. Si personne ne se présente, je m'assieds et je regarde la circulation et les passants, ce qui me soulage. »

La première fois que j'aperçus Ali au *New Design Café*, ce fut assez frappant – je ne l'avais plus revu depuis des semaines. Les vêtements neufs, à la fois tapageurs et bon marché, ne constituaient pas une surprise, mais à l'inverse de la dernière fois qu'il était venu à Kaboul, cette fois, il s'était donné beaucoup de mal pour changer d'apparence. La barbe (qu'il détestait) poussait déjà, encore courte, mais assez fournie. Il avait rasé ses longues boucles pour se faire une coupe en brosse à la manière militaire – mais plus courte que celle qu'il arborait quand il était dans l'armée. Et puis il avait l'air nerveux, jetant sans cesse des regards autour de lui, s'agitant sur sa chaise jusqu'à ce que je lui demande ce qui n'allait pas.

– J'ai arrêté de fumer.

Sur l'insistance de Zakia ?

– Oui. Elle n'aime pas l'odeur de la cigarette.

Je lui répétai cette vieille formule qu'il trouva hilarante : embrasser un fumeur, c'est comme lécher l'intérieur d'un cendrier.

Je lui demandai quelle était sa sonnerie de portable ce jour-là, ce qui le fit rire. Sans en connaître le titre, il nous la fit entendre ; il s'agissait d'un autre poème célèbre mis en musique, un verset du poète persan du XIII^e^ siècle, Saadi Shirazi qui, comme nombre de poètes persans, fasciné par les rossignols et les roses, imaginait souvent un lien singulier entre les deux, plus littéraire que littéral.

> *L'amour est ce que fait le rossignol pour le bien de la fleur,*
> *Endurant les centaines de cruautés qui émanent de ses épines*[4].

Où diable se procurait-il toutes ces sonneries ? me demandai-je. Il trouvait curieux que je ne le sache pas[5].

Durant ces semaines de la fin de l'été 2014, nos longues conversations devenaient de plus en plus intéressantes, car ils se relâchaient tous les trois de plus en plus. Ali avait toujours eu la parole facile, mais chaque fois que nous bavardions ensemble, j'en apprenais davantage à son sujet. Anwar commençait

lui aussi à se délier, et finalement Zakia elle-même apprenait à surmonter le fossé entre hommes et femmes – imposé en partie par son mari – pour nous confier certaines de ses réflexions et s'affirmer, enfin, comme une jeune personne bien plus accomplie qu'elle n'avait semblé de prime abord. Si nous ne pouvions toujours pas nous adresser à elle en tête-à-tête, rien ne nous interdisait de nous parler au téléphone – mais en toute connaissance de son mari et avec sa permission, qu'il avait mis du temps à lui accorder. Pour un homme, accorder à un autre homme un tel accès à son épouse constituait en soi une rupture avec les conventions afghanes. Zakia acquiesçait à cette sorte de contrôle qu'exerçait son mari sur elle. Au fond, elle restait encore la toute jeune fille qui avait réprimandé un garçon plus grand qu'elle parce qu'il était monté sur son âne, ce qu'elle prenait soin de masquer derrière son rôle d'épouse effacée et soumise. Comment trouvait-elle la nouvelle coupe de son mari ? « Il faut bien que j'apprécie… c'est mon mari. » (Manifestement, cela ne lui plaisait pas.) Qu'avait-elle ressenti quand il était entré dans l'armée ? « Ce n'était pas une bonne décision. » (Elle était furieuse.) Restait-il suffisamment à la maison ? « Il essaie. » (Pas assez.)

Quand Ali énumérait les vertus de sa femme, l'obéissance venait en tête de liste, suivie de la fidélité et de la solidarité. « Je veux que mon épouse accepte ce que je lui dis, quand c'est dans son intérêt, nous expliquait-il. Elle doit être honnête, et puis sincère, et je veux qu'elle soit loyale. Elle doit être une amie pour ses amies et une ennemie pour ses ennemis. Elle doit savoir comment se conduire avec tout le monde. En d'autres termes, la femme idéale, mais d'abord et avant tout une épouse obéissante. »

Zakia ne battait pas en retraite pour autant. Sa soumission ressemblait davantage à une posture obligeante qu'à une capitulation servile. « Je n'aime pas lui ordonner de faire les choses. Jamais je ne lui ordonnerai d'accomplir un travail pour moi, insistait Ali. Je réclame qu'elle fasse certaines choses. Je participe avec elle à toutes les corvées, je l'aide à faire le ménage, à aller chercher de l'eau. Je n'aime pas du tout être sévère avec les femmes. Elles sont innocentes et faibles. De toute manière, il est injuste d'être dur envers elles. »

Elle prenait tout cela sans se laisser décontenancer, parfois avec l'éclair d'un sourire qui illuminait la pièce, mais d'ordinaire s'abstenait de tout commentaire.

En revanche, quand il se mettait à plaisanter avec l'idée de prendre une seconde épouse, elle haussait le ton.

– Vas-y, fais-le, rétorquait-elle. Moi, je suis en charge de cette famille, et je te jetterai dehors.

– Mon petit foie, répondait-il, après s'être ainsi fait rabrouer, tant que je vivrai, jamais je ne ferai une chose pareille.

Dans la culture afghane, appeler sa compagne « mon petit foie », *jegar-a-mah*, en dari[6], est un terme d'affection bien plus chargé d'intimité que « mon cœur » ou « ma chérie » et, à ce stade, c'était devenu sa manière habituelle de s'adresser à elle. Quand il parlait d'elle aux autres, c'était Zakia-*jan*, mais entre eux, ils se donnaient du *jegar*. Il ne s'adressait à elle par son prénom que les jours où, pour une raison ou une autre, elle décidait de ne pas lui répondre – comme lorsqu'elle était en colère contre lui d'être sorti et d'avoir ainsi fait courir un risque à ce lien qui les unissait.

Durant ce second séjour à Kaboul, cela se produisait de moins en moins souvent. « La vie d'homme marié est une bonne vie, disait Ali. Quand on est célibataire, on ne vit que la moitié d'une vie. Avec une épouse, on devient un homme complet. » En quel sens ? « Quand j'étais seul, je n'étais jamais chez moi le soir. Maintenant je suis tout le temps chez moi. » Cela allait plus loin, concédait-il néanmoins : un sentiment douloureux qu'il n'avait jamais éprouvé depuis l'enfance, qui le poussait à aller chercher sa flûte, la douleur de la solitude, la douleur qui le poussait vers la musique et la poésie. « La musique est un réconfort contre la douleur. Pour les gens qui sont amoureux, c'est un baume », soulignait-il. Dernièrement, il avait même cessé de jouer de la flûte. « Je n'en ai plus besoin, parce que j'ai rejoint mon amour. »

Durant ces longues conversations, Anwar restait assis en silence, mais il savait se montrer intéressé, attentif. Par instants, pourtant, je le sentais sur le point de dire quelque chose, aussi, un jour, je le questionnai.

– Mohammad Anwar, nous avons entendu leurs confidences. Et maintenant, ton histoire à toi ? As-tu épousé Chaman par amour ?

Ce n'était pas une question absurde, car je savais que son épouse et lui s'étaient mariés très tardivement – il avait le milieu de la trentaine, et si c'était

peut-être dû aux troubles liés aux années de guerre civile, cela n'en demeurait pas moins inhabituel.

– Si tu passes quarante années avec quelqu'un, comment serait-il possible de ne pas l'aimer ? me répondit-il. C'est une bonne épouse, elle m'a respecté, elle m'a obéi, elle m'a donné des enfants, elle m'a préparé le thé, elle a toujours veillé sur moi, elle a toujours pensé à moi. (Il semblait chercher d'autres gentillesses à dire sur son compte.) Elle me prépare toujours le thé.

Les Afghans boivent beaucoup de thé, généralement du thé vert sans sucre, et toujours sans lait.

Y avait-il toujours eu de l'amour entre eux ? Anwar répondit par l'affirmative. Envoûtés, Zakia et Ali écoutaient le récit de la cour que son père avait faite à sa mère, qu'ils entendaient pour la première fois. Anwar était assis à table, mais son fils et sa belle-fille étaient agenouillés à ses pieds. Ils n'aimaient pas trop les chaises.

– À cette époque, il n'y avait pas autant d'histoires d'amour qu'aujourd'hui, leur apprit-il. C'était la fille de mon oncle maternel, nous étions souvent dans nos maisons respectives, enfants, et on s'aimait bien. Dans l'histoire de mon fils, je me suis souvenu de ce qui nous était arrivé et j'ai vu des similitudes avec leur histoire, c'est pour cela qu'à la fin je n'ai pas pu m'y opposer.

En tant que proche, Anwar avait quantité d'occasions de rendre visite à sa cousine Chaman et, comme les familles étaient pauvres, leurs maisons ne se composaient que d'une pièce partagée par tous. Par la suite, lors de ces visites, Chaman n'étant plus une fillette, elle était voilée, mais ils avaient tant d'opportunités de conversations à la dérobée, qu'ils attendaient l'un et l'autre avec impatience. Un jour, il s'était rendu à la maison de son oncle en sachant que ce dernier était sorti, en faisant mine de vouloir le voir et, à la place, il s'était trouvé brièvement seul à seul avec Chaman.

– Je lui ai dit : « Je t'aime, voilà. »

Comme elle ne répondait rien, il avait insisté :

– Si tu m'aimes, je t'aime aussi.

Ali écoutait, les yeux écarquillés, et Zakia en restait bouche bée.

Chaman n’avait rien répondu aux avances d’Anwar ce jour-là, mais il n’avait pas tardé à revenir.

– Elle était timide. Deux jours après, je lui ai dit : « Quelle est ta réponse ? », et elle m’a fait : « D’accord, c’est bien. »

Dans son souvenir, elle n’avait pas ajouté grand-chose, mais c’était déjà beaucoup. Au cours des mois suivants, ils trouvèrent des moyens de se rencontrer et de se parler en secret.

– Je faisais en sorte que personne ne me voie, mais elle pouvait m’entendre, expliqua-t-il. Enfin, il pria son oncle paternel (son père était décédé de longue date) et sa mère d’approcher le père de Chaman et de lui demander sa main. Excepté la mère d’Anwar, personne d’autre n’avait jamais rien su de la cour qu’il lui avait faite en secret.

– Je ne l’ai même jamais touchée avant d’être mariée avec elle, ajouta-t-il.

Le couple se renversa de rire, et on vit Anwar rougir sous son teint profondément hâlé, et sa peau tannée, creusée de rides, prendre une belle teinte brique. Malgré sa gêne, il semblait manifester un réel plaisir à raconter son histoire.

– Après cela, jamais je n’ai songé à épouser une seconde femme, même quand les récoltes étaient bonnes, reprit-il. Les secondes épouses sont un mal qui naît des mariages arrangés, sans amour. Quand un homme ne réussit pas à être heureux avec son épouse, il en cherche une deuxième pour le rendre heureux.

Ce devait être dur pour lui, d’être loin de Chaman depuis de longues semaines, d’être confronté à la perspective de partir à l’étranger, et d’être privé d’elle durant des mois ou des années ?

– La solitude en vaut la peine, si c’est pour accéder au bonheur plus tard, répondit-il.

Entre-temps, grâce à ses fils, il s’était familiarisé avec le maniement de son téléphone portable. La première fois que nous l’avions rencontré, il n’avait lui-même encore jamais passé un appel et n’en recevait que lorsqu’un de ses fils lui tendait le combiné. Plus tard, il avait appris à répondre à un appel entrant. Et il avait maintenant quatre numéros enregistrés qu’il pouvait appeler : ceux de Jawad, Zakia, Ali et Chaman. Il appelait son épouse tous les jours.

Je le questionnai au sujet de ses fils et de ses filles déjà mariés. Leurs unions n'avaient-elles pas été arrangées, selon la tradition ? Oui, admit-il, mais Chaman et lui avaient réussi à s'assurer que ce soient néanmoins des mariages d'amour, en faisant preuve de doigté. Ayant surpris Ismatullah, son second fils, couvant une jeune fille du regard, il l'avait questionné à ce sujet, puis avait organisé leur union avec le père, sans que ce dernier ou son fils n'en sachent rien à l'avance. Bismillah, son fils aîné, et l'une de ses sœurs étaient mariés en vertu d'un arrangement croisé, ou *baadal*, avec une sœur et un frère d'une autre famille. Dans ce cas-là, toutefois, me précisa-t-il, Bismillah s'était enquis au sujet de la jeune fille, et, avant de proposer le *baadal*, Anwar s'était assuré que le jeune homme auquel serait promise sa fille réponde aux vœux de cette dernière. Elle ne le connaissait pas, mais ils organisèrent une entrevue clandestine, de connivence entre eux, avant qu'elle n'accepte.

– Je suppose que je ne suis pas si différent de mon père, après tout, remarqua Ali. Comme le veut le proverbe : « Les enfants sont les bons élèves des mauvaises habitudes de leurs parents. » Mais à cette époque, c'était surprenant. En ce temps-là, ces choses n'étaient pas si courantes, et cela restait très compliqué. C'est vraiment étonnant. Les gens n'étaient pas aussi éduqués qu'aujourd'hui.

Il était intéressant d'entendre souvent Ali répéter que Zakia et lui étaient éduqués, car il aurait peut-être mieux valu employer l'épithète « éclairés ». En un sens, pourtant, par leur volonté de défier les normes sociales et culturelles, par leur insistance à affirmer leurs droits, Zakia et Ali étaient plus éclairés que nombre de leurs compatriotes qui avaient fait des études.

Zakia souriait et regardait Anwar avec admiration. Je voyais briller ses yeux couleur d'ambre. C'était un moment de bonheur sans mélange.

– Nous avons aussi ce proverbe, remarqua Ali. « Si vous cherchez le bonheur dans le ciel, vous le trouverez à vos pieds. »

Ils commençaient à être impatients de quitter l'Afghanistan. Chacun avait un but, fût-ce des plus modestes. Celui de Zakia consistait à se procurer « tous les équipements nécessaires pour une maison, télévision, ordinateur, machine à laver ». À plus long terme, elle voulait apprendre à lire et écrire et ensuite, un

jour, « si j'avais la chance d'étudier, je voudrais étudier le droit ». Quand elle avait été prise en charge par Women for Afghan Women, elle avait été impressionnée d'apprendre qu'il existait des femmes avocates et même, dans les tribunaux de Kaboul, quelques femmes juges. Anwar voulait avoir la possibilité d'à nouveau sortir sans se cacher, de voir l'enfant de sa belle-fille quand il serait né et savoir les deux jeunes gens en sécurité. Il n'ignorait pas que son fils ne serait jamais parti avec son épouse s'il ne l'avait pas accompagné, rendant ainsi leur existence moins solitaire. Quant aux ambitions d'Ali, elles étaient très définies.

– D'abord, je veux travailler pour épargner et rembourser les dettes de mon père. Il vaudra mieux travailler qu'étudier, nous devons tant d'argent, et il faudra bien commencer par les rembourser, ces dettes. Ensuite, je veux simplement avoir le droit de vivre ma vie, avec ma femme.

Dans l'atmosphère détendue du *New Design Café* ce jour-là, Anwar se mit à aborder plus en détail le sujet de ses dettes, qu'il avait évité jusque-là. Le total de son endettement s'élevait à 17 lakhs et 26 000 afghanis, soit environ 31 000 dollars, expliqua-t-il. Cette dette s'était accumulée en partie après quelques épisodes familiaux assez calamiteux – son fils Ismatullah avait accidenté son véhicule de police, avant de commettre un délit de fuite, ce qui lui avait valu de lourdes amendes qu'Anwar avait dû acquitter à sa place. Les mariages et les dots de la mariée avaient alourdi cet endettement.

– Nous sommes une famille nombreuse, dix-huit personnes, et comme nous étions presque tout le temps à court d'argent, nous avons dû emprunter, me confia-t-il.

Les dépenses les plus lourdes étaient les pots-de-vin liés à l'affaire de Zakia et Ali, qui s'élevaient à un total de 11 lakhs d'afghanis, environ 20 000 dollars. Pour lever ces fonds, Anwar avait en fait hypothéqué six de ses dix *jreebs* de terre, cédant ces terres à des créanciers qui les cultivaient jusqu'à ce qu'il réussisse à rembourser[7].

J'avais conscience de ce que la famille avait versé ces pots-de-vin pour soutenir Ali et Zakia, mais chez une famille pauvre, c'était une somme énorme : où avait pu finir tout cet argent ? Anwar me détailla les paiements et, sans avoir

aucune preuve de la véracité de ses dires, il me semblait si candide et si sincère qu'il était difficile de ne pas ajouter foi à ses propos. Il y avait eu des enveloppes versées au gouverneur et au chef de la police pour qu'ils n'engagent pas de poursuites pénales contre le couple, d'autres au ministère des Affaires féminines pour qu'il prenne leur affaire en charge, et d'autres pots-de-vin destinés aux gens du refuge, versés chaque semaine, afin qu'ils gardent Zakia au lieu de la livrer à sa famille. Ayant graissé la patte du chef de la police, ils devaient aussi soudoyer ses subalternes.

– Voulez-vous dire, lui demandai-je, que vous avez versé des sommes en catimini à Fatima Kazimi, la directrice de l'antenne locale du ministère des Affaires féminines à Bâmiyân, qui avait sauvé la jeune fille contre sa famille ?

Anwar et son fils confirmèrent, en effet. (Plus tard, quand je relaierais leurs accusations à Fatima, elle nierait avec véhémence. « C'est un simple d'esprit, dirait-elle de lui. Je voulais juste les aider. ») Cela expliquait pourquoi le père et le fils manifestaient si peu de gratitude à son égard, et envers la directrice du refuge, Najeeba Ahmadi, tout en reconnaissant que leurs actions avaient probablement sauvé la vie de la jeune femme. Je n'avais aucun moyen de vérifier avec certitude s'ils disaient la vérité, mais je ne voyais non plus aucune raison qu'ils auraient eu de mentir à ce sujet. Anwar me soutint qu'il n'avait jamais rien versé à Najeeba elle-même, mais il affirmait que d'autres personnes en relation avec le refuge lui avaient réclamé de l'argent[8].

À Kaboul, l'été se prolonge de deux bons mois, et septembre était déjà avancé. Les journées restaient encore chaudes, même si elles raccourcissaient, et les nuits fraîchissaient. Des nuées de perroquets verts s'attardaient sur les toits des maisons, parfaitement camouflés, n'étaient leurs caquètements assourdissants. C'est une période curieuse, un été indien précédé d'aucune gelée blanche, les grandes et robustes roses persanes de Kaboul encore en fleur. Ce fut au cours d'une de ces journées que Zakia me surprit en s'adressant directement à Jawad et moi, hors de portée d'oreille de son mari et de son beau-frère, ce qu'elle n'avait osé jusqu'à présent qu'une seule et unique fois.

– J'ai une requête à vous faire, nous dit-elle. Il faut qu'on parte bientôt. Je ne peux plus le tenir enfermé longtemps. Moi, ça peut aller, je suis une femme.

Mais lui, c'est un homme, et il a besoin de sortir. Il ne peut tout le temps rester comme cela. Je sais qu'il va sortir et se faire prendre. S'il vous plaît, emmenez-nous vite loin d'ici, dès les prochaines semaines, ou même avant.

Ali et Anwar étaient de retour, et je leur demandai s'ils voulaient réellement s'enfuir tout de suite, au lieu d'attendre encore, dans l'espoir qu'une solution se présente en Afghanistan, le cas échéant grâce à l'entremise de l'ambassade du Canada, ou en convainquant les Américains de les autoriser à partir directement de Kaboul. Ils avaient arrêté leur décision, ils partaient, me répondirent-ils, et ils n'allaient pas changer d'avis.

– Savez-vous, leur dis-je, combien ce sera dur pour vous de vivre dans un autre pays, une autre culture, pendant des mois, peut-être des années, avant de pouvoir revoir les autres membres de votre famille ?

Ali avait une réponse toute prête et se mit à réciter ces vers en dari.

Voyager loin du foyer
Est si déprimant, si dur
Même si vous êtes un prince,
C'est humiliant et rude.

Ensuite, étonnamment, Anwar se joignit à lui, avec son sourire d'elfe, et ils continuèrent de réciter à l'unisson :

Même si tu es un prince,
C'est une épreuve à endurer.
Tant de tapis s'étalent
Peut-être sous tes pieds délicats,
Et cependant ils te sembleront un lit d'épines[9].

Ni l'un ni l'autre n'étaient sûrs du titre de ce poème, ni du nom de l'auteur, mais ils en connaissaient fort bien la source : l'histoire du mollah Mohammad Jan et de sa bien-aimée, Aisha. Ces vers font partie d'un plus long poème

populaire qui raconte leur histoire, et la scène se situe dans l'Herat du XIXe siècle. Mohammad Jan était un jeune instituteur d'un village de campagne, qui conduisit sa classe au festival annuel, à Herat, où poètes et érudits déclamaient leurs textes dans les jardins du palais. Le sultan le remarqua, plaisanta à propos de sa longue barbe et de son érudition, et lui demanda son nom. Quand il lui répondit Mohammad Jan, le souverain le corrigea :

– Dorénavant, ce sera mollah Mohammad Jan.

Fort de cette marque de reconnaissance du sultan, il repartit et, sur le chemin du retour, vit une jeune fille dévoilée qui courait vers lui, comme si quelqu'un la pourchassait. Elle s'arrêta presque face à lui. Enchanté par cette apparition, alors que les frères de la jeune fille l'appelaient à les rejoindre dans le verger où ils jouaient à proximité, il lui demanda son nom.

– Aisha, dit-elle.

– Je suis le mollah Mohammad Jan, répliqua-t-il alors qu'elle s'éclipsait.

Il se mit à fréquenter ce verger dans l'espoir de la revoir. Il ne tarda pas à être exaucé. Ils se rencontraient en secret, se parlaient des heures. Ils demeurèrent chastes, mais acceptèrent de se marier. Le mollah Mohammad Jan pria son père d'approcher le père de la jeune fille, Issaq, général dans l'armée du sultan. Issaq rejeta sa demande, enferma sa fille au domicile, de sorte que les deux jeunes gens ne pussent se revoir, puis il conclut un mariage arrangé, en donnant sa fille à l'un des officiers sous son commandement.

Inconsolable, Aisha écrivait des vers pour son bien-aimé la nuit et sanglotait le jour. Mollah Mohammad Jan cessa de se rendre en classe et passa lui aussi ses nuits à écrire des poésies consacrées à Aisha.

Tentant de consoler cette dernière, sa mère organisa un pique-nique avec les filles du village, où elles pourraient toutes chanter et danser. Tout d'abord, Aisha refusa d'y prendre part, jusqu'à ce que les autres jeunes filles et sa mère se rassemblent autour d'elle et la supplient aussi de chanter. Elle attrapa un tambourin et se mit à chanter l'un des versets qu'elle avait écrits, un poème intitulé « Où vas-tu, mollah Mohammad Jan ? » Elle chanta d'une voix claire et haut perché qui portait jusqu'au cœur de la forêt :

Allons à Mazar, mollah Mohammad Jan,
Voir les champs de tulipes, ô mon bien-aimé.

Va dire à mon bien-aimé que son amante est là,
Sa fleur de narcisse est là,
Sa fleur est venue le prendre.

Sur les hautes montagnes j'ai pleuré
Et j'ai fait appel à Ali, le lion de Dieu,
Ali, lion de Dieu, guéris ma douleur,
Rapporte mes prières à Dieu.

Allons à Mazar, mollah Mohammad Jan,
Voir les champs de tulipes, ô mon bien-aimé[10].

Le grand vizir du sultan qui traversait les bois, entendant son chant, arrêta son cheval et vit les jeunes filles s'empresser de coiffer leur voile.

– Qui est ce mollah Mohammad Jan ? demanda-t-il à Aisha, et elle raconta son histoire d'amour au grand vizir.

Il en fit part au sultan, qui convoqua l'érudit et entendit aussi son récit. Le sultan réunit sa garde et ils marchèrent droit sur le camp du général Issaq, où il ordonna au père d'Aisha de célébrer le mariage.

Mazar-i-Sharif est une ville afghane du Nord réputée non seulement pour ses champs de tulipes au printemps, mais aussi pour son sanctuaire du beau-fils du prophète Ali et, chaque année, les jeunes mariés de l'année précédente effectuent un pèlerinage à la grande Mosquée bleue de Mazar, en l'honneur d'Ali, une coutume encore honorée à ce jour. Cette année-là, Aisha et mollah Mohammad Jan s'y rendirent, accompagnés de musiciens de la cour, déclamant le chant d'Aisha : « Où vas-tu, mollah Mohammad Jan ? »

J’avais espéré qu’un individu semblable au sultan arriverait et offrirait à Zakia et Ali l’heureux dénouement que méritait leur histoire, et ainsi, quand ils avaient personnellement fait appel à moi pour les sauver, leur trouver une solution, leur dire quoi faire et comment, et même quand le faire, je n’avais pas dit grand-chose. Il est vrai, pourtant, ainsi que l’avait remarqué Zakia, qu’à chaque journée qui passait, le risque d’être découvert allait croissant. Ali m’appela pour m’annoncer qu’ils étaient à court d’argent, aussi acceptâmes-nous de les conduire, Anwar et lui, dans les bureaux de Women for Afghan Women. Nous le retrouvâmes dans la petite ruelle creusée d’ornières du quartier de Saray Ghazni, à un coin de rue qui était devenu notre lieu de rendez-vous habituel. C’était près de l’endroit où ils se cachaient, mais pas trop. Ils pouvaient s’y rendre à pied sans traverser de grandes artères et risquer de se faire repérer. Nous ne voulions pas courir le risque qu’un de nos quatre chauffeurs puisse repérer exactement où ils habitaient et, intentionnellement ou non, propager cette information. Au moment où nous passions devant le parc Zarnegar, non loin de la mosquée centrale de la ville Abdul-Rahman, Ali se tassa derrière le montant de la portière, pour se cacher. Il nous souffla qu’il croyait avoir aperçu, à l’instant, Gula Khan, le frère de Zakia, sur le bas-côté, occupé à vendre de petites bouteilles d’eau. Je regardai dans cette direction, et c’était en effet Gula Khan. L’homme n’avait pas l’air heureux.

Ce fut vers cette période que nous découvrîmes de quelle manière s’était réellement résolue l’affaire du couple. J’étais tombé sur Hussain Hasrat, un militant des droits des femmes et ancien fonctionnaire de la Commission indépendante pour les droits de l’homme en Afghanistan (AIHRC), l’un de ceux qui avaient créé les premières pages Facebook pour faire campagne en faveur du couple. Soulagé de les voir libres, M. Hasrat n’en était pas moins découragé par l’issue du dossier car, soulignait-il, ce n’était aucunement une victoire au plan juridique. La procédure légale, ou le peu qui existait, avait été contournée et, sur ordre secret du président Karzai, le procureur général avait émis le décret résolvant toute l’affaire. Sima Samar, la présidente de l’AIHRC, avait personnellement rendu visite à M. Karzai et lui avait demandé d’ordonner la libération de prison pour Ali et d’autoriser la confirmation du mariage.

– Trois heures plus tard, ils étaient libres.

J'allai voir Mme Samar, et elle me confirma cette version.

– Oui, je suis allée soumettre ce dossier au président Karzai, et il a immédiatement agi. Il a prié son cabinet d'appeler [le ministre de l'Intérieur Mohammad Umer] Daudzai et de faire libérer [Ali]. Je lui ai expliqué qu'il s'agissait simplement d'une jeune fille tadjike et d'un garçon hazara. Leur seul soi-disant crime était leur différence d'appartenances ethniques, et j'ai souligné qu'il était illégal [d'essayer d'empêcher leur mariage]. C'est un couple officiellement marié.

Sa commission des droits de l'homme, si véhémente sur d'autres questions, est restée silencieuse au plan public sur cette affaire, peut-être par crainte de soulever la question ethnique. Madame Samar est elle-même hazara, et les ennemis de la commission l'ont parfois dénigrée comme une institution hazara, bien que d'autres groupes ethniques y soient également bien représentés. Pareillement, M. Karzai n'a jamais publiquement reconnu son rôle dans leur libération, de sorte que cela ne constituait guère un précédent juridique, et c'est sans nul doute ce qu'il souhaitait. Selon le bon vouloir du sultan.

Le long été afghan touchant à sa fin, je finis par comprendre qu'il n'y aurait aucune intervention d'un *deus ex machina*, en tout cas pas à court terme, aucun secours d'un émissaire ou d'un grand vizir. Et le couple n'attendrait plus très longtemps, à s'éterniser dans Kaboul jusqu'à ce qu'un membre de la famille de Zakia les débusque. Soit ils renonceraient et s'enfuiraient en Iran soit, puisqu'ils refusaient d'envisager le Pakistan, nous devrions leur procurer des visas pour le Tadjikistan.

Jawad et moi effectuâmes une rapide visite de reconnaissance à l'ambassade du Tadjikistan, Street 15, en plein quartier de Wazir Akbar Khan. L'atmosphère fétide de la corruption y était notable, même pour un pays comme l'Afghanistan, qui se range constamment parmi les plus corrompus de la planète[11]. À l'ambassade tadjike, rien que pour franchir le seuil devant le gardien au portail, il faut verser un pot-de-vin, avant de soudoyer le garde en faction à la porte du consulat. Tout cela rien que pour entrer se procurer un formulaire de demande de visa. Cela fut de l'argent dépensé en pure perte, puisque d'autres Afghans munis

de formulaires similaires de demandes de visa afghan attendaient depuis des jours devant le portail d'avoir l'opportunité de les remettre au bon bureau.

– Vous n'obtiendrez jamais de visa, à moins de payer, nous avertit l'un des postulants dans la file d'attente devant l'entrée.

C'était un robuste commandant de patrouille de la police des frontières afghane, chef d'un avant-poste éloigné dans la province de Badakhshan, au nord, une région où l'unique route traversait une partie du Tadjikistan. Cette enclave lui imposait de se procurer un visa, qu'il avait eu lui aussi le plus grand mal à obtenir. Quoique muni de lettres du commandement de la police des frontières, du ministère de l'Intérieur, du ministère des Affaires étrangères, il attendait déjà depuis une semaine. Tous les jours, les fonctionnaires l'obligeaient à repartir se procurer une nouvelle missive.

– Tout ce qu'ils veulent, c'est de l'argent, nous expliqua-t-il. C'est la seule chose qui compte dans ce pays.

Nous attendîmes des heures, sur le qui-vive, bien conscients qu'à quelques centaines de mètres de là, dans Street 15, plus tôt cette année-là, un journaliste de la radio suédoise, Nils Horner[12], interviewait des Afghans au sujet de l'attentat contre la *Taverna du Liban*, quand deux hommes étaient arrivés en courant et l'avaient abattu d'une balle en pleine tête. C'est une rue remplie d'organes de presse, de groupements d'aide humanitaire, d'ambassades, et par conséquent pleine de policiers et de gardes, mais les tueurs n'ont jamais été capturés.

À la fin de la journée, l'office consulaire tadjik ferma sans que nous ayons eu l'occasion de parler avec aucun agent du service des visas. Comme nous nous refusions à leur graisser la patte, nous avions été réduits à l'inexistence. Attendre dehors dans cette rue si longtemps avait été un risque inutile, un risque que nous n'allions pas courir deux fois.

Le consultant était un homme jeune, la fin de la vingtaine, qui s'exprimait avec douceur et prudence, maître de lui et débordant d'onctuosité, un homme habitué à répondre aux nécessités les plus extrêmes d'autrui. Il était trapu, rasé

de près, le cheveu gominé, vêtu d'une *shalwaar kameez* blanche et empesée, et d'un long gilet noir à chevrons – l'incarnation de la prospérité kaboulienne.

Obtenir des visas pour le Tadjikistan, pour quatre personnes ? Aucun problème, dit-il. Il comprenait toute la complication qu'il y avait à emprunter les canaux normaux, la difficulté d'attendre la journée entière au soleil, parfois des jours d'affilée, alors qu'au fond, c'était si simple. Les Afghans étaient bienvenus au Tadjikistan, tout comme l'étaient les Tadjiks en Afghanistan. Non seulement il s'en chargerait, mais il le ferait sans doute le jour même, en un ou deux jours au maximum, à la rigueur trois, s'il avait affaire à des circonstances exceptionnelles. Il ne voulait rien pour lui-même, rien du tout. Il souhaitait seulement s'assurer que tout se déroule sans accroc. Il ne réclamerait que le remboursement des frais qu'il débourserait. Il n'en retirerait aucun bénéfice. Il se montrait charitable. Il ne toucherait pas un afghani de plus que n'en exigerait ce dossier.

Le lendemain matin, Jawad lui remit les passeports, mais trois jours plus tard ils attendaient encore. Des obstacles inattendus s'étaient présentés, expliqua le consultant : une fête nationale avec un jour férié lié à l'investiture du président, et d'autres complications non précisées. Enfin, une semaine plus tard, Jawad se rendit au bureau de l'individu, une petite échoppe à la devanture miteuse, sur le trottoir, une seule pièce avec un bureau face à une baie vitrée, peinte à hauteur des deux-tiers pour un semblant de confidentialité, des latrines à l'odeur nauséabonde juste derrière la porte du fond et de la poussière accumulée partout. La crasse de l'endroit contrastait nettement avec l'allure tirée à quatre épingles du consultant.

– Nos passeports ? demanda Jawad de son ton poli et mesuré, nullement agressif, alors que le délai était dépassé depuis dix jours.

D'un geste désabusé, le consultant désigna une pile de documents en désordre sur son bureau, des centaines de passeports afghans, sous leur couverture marron, et tout un lot de passeports d'autres nationalités.

– Revenez demain.

Le lendemain, il fit monter Jawad dans ce qu'il appelait son bureau mobile, une Toyota Corolla rouge vif et flambant neuve, constellée de lampes LED

clignotantes bleu et blanc, sous les pare-chocs avant et arrière et le long des marchepieds – les *pimp lights*, comme les appelaient les gens, les éclairages customisés. Ils roulèrent un bon moment, puis le consultant désigna la boîte à gants. Jawad souleva le couvercle, et il y avait là une pile de quarante ou cinquante passeports. Le consultant ignorait où étaient les leurs, mais il invita Jawad à fouiller dedans pour les trouver, ce qui lui prit peu de temps.

Deux semaines plus tard, il conduisait le couple et Anwar devant le consultant. Quand Jawad l'avait appelé pour lui demander de rencontrer ceux qu'il appelait « mes amis », à seule fin de leur donner quelques conseils concernant leur départ pour le Tadjikistan, ce dernier s'était méfié. Ce n'était normalement pas compris dans ses services, avait-il observé, et il allait raccrocher quand Jawad mentionna qu'il acceptait de lui verser une commission de 50 dollars. Le consultant répéta qu'il n'avait besoin d'aucun paiement, qu'il n'était pas question d'argent, mais comme il était très occupé, il allait devoir laisser tomber d'autres missions et accepta donc tout de même les 50 dollars. Il leur fixa un rendez-vous devant la boulangerie de Lane 6, une ruelle qui donnait dans Street 15, et dès l'arrivée de Jawad et des trois autres, le consultant attrapa le vieil homme, Anwar, par le bras et les conduisit à l'ombre d'un grand arbre au coin de la rue. Il n'avait aucune intention de les recevoir à son bureau.

Sous cet arbre, il les toisa de la tête aux pieds, non sans grossièreté. Certes, cela faisait partie de sa mission de vérifier la tenue de ses interlocuteurs, mais en Afghanistan, personne ne regarde les femmes de la sorte, en tout cas pas ouvertement. Zakia était dans sa robe longue bleu électrique, avec sa multitude de petites attaches en corne fermées jusqu'au col, tendues à craquer du fait de la grossesse, même si cette grossesse n'avait rien d'évident, sauf pour ceux qui la connaissaient bien, et elle s'était coiffée d'un élégant foulard bleu assorti. Quant aux chaussures en cuir blanc à hauts talons, elle devrait y renoncer, décréta-t-il aussitôt. Il faudrait des chaussures ordinaires. La robe, ce n'était pas un problème, puisqu'elle devrait porter le *hidjab* noir intégral et garder le visage voilé, si bien que de toute manière la robe ne serait pas visible. Ali avait enfilé un t-shirt et un pantalon tout à fait quelconques. Cela pourrait convenir, mais il faudrait supprimer les chaussures blanches à bout pointu. Ensuite, il y avait

Anwar qui, tâchant de se faire moins remarquer, avait troqué son vieux turban en soie contre une sorte de calotte blanche. En revanche, le reste de ses vêtements, propres, mais très usagés, trahissait le fermier et, là où ils allaient, une tenue pareille serait synonyme de « réfugié ». Concernant Anwar, il fallait donc tout changer, trancha-t-il, il fallait du neuf.

– Regardez Jawad, leur dit-il. (Jawad portait des vêtements occidentaux, mais rien de très voyant.) C'est comme cela que vous devez vous habiller.

– Écoute, l'oncle, continua-t-il en se concentrant sur Anwar, qu'il considérait comme le maillon faible, tu parles la langue, donc tu n'auras aucun problème. Sois courageux, ne fais pas le timoré. Si tu te montres timide, ils te soupçonneront et tu auras des problèmes. Dis-leur que tu viens juste en visite au Tadjikistan, et que tu pourrais revenir pour te lancer dans certaines affaires. Dis-leur que tu as un commerce en Afghanistan…, n'importe quoi, ce qui te passera par la tête. Mais surtout, change de vêtements. Et n'aie pas peur d'eux. À l'aéroport, s'ils te demandent un pot-de-vin, tu glisses juste quelques billets dans ton passeport et tu les laisses les prendre. Ils sont très cupides. C'est dans leur nature, ils sont ainsi. La police en particulier est très vénale, mais ne t'inquiète pas, ce ne sera pas un problème.

Le prochain vol pour Douchanbé décollait mercredi, trois jours plus tard ; ils prévoyaient d'y embarquer, tous les trois, avec Jawad. En tant qu'Américain, je n'avais pas besoin de visa, mais je décidai de ne pas les accompagner, car cela attirerait encore plus l'attention sur eux, même si je faisais semblant de voyager séparément. Rares sont les étrangers qui s'envolent d'Afghanistan vers le Tadjikistan.

Avant leur départ, ils reçurent tout de même quelques bonnes nouvelles. Zakia avait eu une nouvelle crise de nausées matinales et les deux hommes de sa vie la conduisirent d'urgence à l'hôpital, une visite rituelle désormais. D'ordinaire, les médecins les renvoyaient avec une ordonnance et, comme ils ne savaient pas lire, ils ignoraient si c'étaient juste des vitamines, un simple placebo. Cette fois, pourtant, les médecins s'inquiétèrent assez pour prescrire une échographie. Heureusement, le bébé allait bien, leur annonça l'obstétricien, mais – il regrettait de le leur annoncer – c'était une fille.

Comment Ali prenait-il la nouvelle ? « Une fille ? Et pourquoi pas ? Nous sommes heureux d'avoir une petite fille. Quand j'ai appris ça, j'étais content. Nous avons envie que cet enfant soit un bel enfant, c'est tout. Évidemment, les pères préfèrent avoir des fils, et les mères des filles, parce qu'en grandissant les filles aideront leur mère et les fils leur père. Mais moi, j'étais très heureux. » Il donnait un peu l'impression de chercher à s'en persuader lui-même. « Au moins, elle choisira son mari, parce que c'est elle qui devra vivre avec lui, pas nous. » Il n'avait aucune intention de reproduire les vastes familles de la génération de son père, ajouta-t-il. « Ce que j'aimerais, au maximum, c'est une fille et un fils. Dès qu'ils sont plus nombreux, c'est tellement compliqué de subvenir à leurs besoins. Dans le passé, les gens n'en avaient pas trop conscience et n'étaient pas très éduqués, ils ne savaient pas grand-chose, et c'est pour ça qu'ils faisaient tant d'enfants. Bien sûr, c'est Dieu qui aimera et protégera les enfants, mais il vaut mieux veiller aussi sur eux nous-mêmes. » Le couple s'entendit pour que ce soit Zakia qui choisisse le prénom de leur fille, mais elle refusa de le dire.

Songeant à cette petite fille, Zakia se montrait plus introspective. « Bien sûr, que ce soit un garçon ou une fille, cela nous est égal… Garçon ou fille, ils appartiennent toujours à Dieu… Mais ce qui est important, c'est que je ne veux pas qu'ils soient comme nous. Maintenant, nous allons au Tadjikistan, et nous ne savons même pas lire et écrire. Je ne suis jamais allée nulle part, jamais ailleurs qu'à Bâmiyân, Kaboul et dans les montagnes. Je ne sais même pas où est le Tadjikistan. J'ai envie qu'elle soit éduquée, qu'elle soit bien, et un jour, après toute cette mauvaise expérience que nous avons eue, ces durs moments, j'ai envie qu'elle puisse faire ce qu'elle aura envie de faire. »

C'était une chose que d'être illettré, à la ferme. Là-bas, savoir lire ne constituait jamais une telle nécessité. En revanche, ces mois de fuite, surtout cachés dans une grande ville, leur avaient fait vivement ressentir leur handicap. « Ne pas savoir lire et écrire, c'est comme être aveugle », confiait-elle. Les panneaux de rues sont mystérieux. Les chiffres sur les billets de banque, dénués de signification. Les instructions sur les emballages de médicaments, les étiquettes au supermarché, une pancarte sur la porte d'une boutique annonçant « De retour dans une heure », un mot du médecin… tout cela restait

indéchiffrable. En règle générale, la moitié des aliments sous conditionnement en vente dans les supermarchés de Kaboul ont dépassé leur date de péremption depuis longtemps, et ils n'en savaient jamais rien. « Un jour, j'espère que nous pourrons apprendre à lire et écrire, me dit-elle. Cela devrait être possible, puisque nous sommes encore jeunes et nous aurons une longue vie… bien qu'on ne sache jamais vraiment combien de temps on vivra. »

Ses sourires illuminaient la pièce où elle se trouvait, et elle souriait beaucoup, durant ces trois dernières journées en Afghanistan.

– Nous sommes prêts. J'ai un voile, il ne me fallait pas grand-chose. Les hommes avaient besoin de changer bien plus de choses. En un sens, je suis heureuse, je suis excitée, parce que là-bas nous serons libres, mais d'autre part je suis inquiète, car nous n'avons jamais été là-bas. Arriverons-nous à vivre correctement ?

Ali réagit à sa manière habituelle, par un poème d'amour mémorisé sous sa forme chantée. Comme d'habitude, il ne connaissait ni le titre ni le nom de l'auteur, rien d'autre que les paroles[13] :

> *Je suis loin et ne puis te voir.*
> *Mais il n'y a aucune raison de penser que je puisse être infidèle.*
> *Ma loyauté envers toi est telle que ton nom est toujours sur mes lèvres*[14].

Il restait encore assez d'argent en dépôt auprès de Women for Afghan Women pour leur assurer de quoi couvrir leurs dépenses courantes pendant trois bons mois, et peut-être davantage, au Tadjikistan, et ils effectuèrent une dernière visite à l'ONG pour retirer la somme et s'entretenir avec la directrice pour l'Afghanistan, Najia Nasim, une femme compétente. Belle et charismatique, Najia réussissait à l'emporter face aux crises nombreuses et régulières qui secouaient le groupe grâce à sa simple force de caractère, et son ton chaleureux et direct était tout ce qu'il fallait au couple à la veille de leur départ.

– Vous devez voir l’avenir avec optimisme. Le Tadjikistan ne posera aucun problème. Vous surmonterez cela. Il y aura beaucoup de démarches administratives, et cela pourra prendre du temps, mais vous êtes jeunes et vous y arriverez. Vous savez que vous êtes tous les deux très connus, maintenant, et tant que vous êtes en Afghanistan, vous devez en tenir compte. Dans l’avion, séparez-vous en deux groupes, Zakia et Anwar ensemble, et Jawad et Ali de leur côté, et ne vous parlez pas pendant le vol. Zakia, tu as de la chance. Ali ne peut rien porter pour se couvrir le visage… S’il le faisait, tout le monde le suspecterait. (Ils éclatèrent tous de rire.) Mais toi, tu peux mettre quelque chose pour te couvrir le visage. Je le fais moi-même quand je vais en province.

Jawad suivit leurs préparatifs et s’aperçut qu’ils avaient prévu de faire un baluchon de tous leurs vêtements, noué avec de la ficelle, et d’enregistrer le paquet comme bagage en soute. Cela n’irait pas. Il les aida à s’acheter une valise chacun, juste une, pour qu’ils ne donnent pas l’impression de partir s’installer définitivement au Tadjikistan.

Lors de notre dernière entrevue, Ali se mit à rire – une habitude qu’il avait prise quand il devait aborder un sujet embarrassant.

– Qu’y a-t-il, Ali ?

– Vous n’allez pas nous laisser tomber, là-bas, n’est-ce pas ? Une fois que nous serons au Tadjikistan, nous laisser livrés à nous-mêmes et que nous finissions par mendier dans les rues ?

– Non, Ali, nous n’allons pas vous abandonner, une fois là-bas, ne t’inquiète pas. Une fois que vous aurez le statut de réfugiés, nous viendrons vous rendre visite, et il y a des bureaux de Western Union dans tout le pays. Les gens seront en mesure de vous envoyer de l’argent pour vous aider.

Le mercredi matin, Jawad passa les chercher à l’endroit habituel. Ils étaient en retard, aussi quand il vit Anwar encore habillé en paysan de Bâmiyân, avec son vieux turban et le reste, il était trop tard pour rien changer. Il s’imaginait qu’on pardonnerait ce look rétro au vieil homme, en raison de son âge. Après tout, le Tadjikistan pourrait-il être si différent du nord de l’Afghanistan, à prédominance tadjike ? Là-bas, le costume traditionnel est monnaie courante.

À l’aéroport international de Kaboul, tout se déroula sans accroc. Personne ne reconnut Zakia, sous ses voiles, ni Ali et sa coupe en brosse. Les policiers qui contrôlaient les passeports paraissaient indifférents, et le petit groupe embarqua assez vite à bord d’un appareil de la Kam Air, pour une heure et demie de vol jusqu’à Douchanbé.

13

Au pays des charognards

Les deux principaux produits d'exportation du Tadjikistan sont l'aluminium, contrôlé par un monopole d'État – dont les recettes seraient, dit-on, siphonnées vers des sociétés offshore appartenant au président dictatorial du pays, Emomali Rahmon –, et les prostituées. Les femmes originaires du Tadjikistan remplissent les bordels de toute l'Asie du Sud-Est, y compris d'Afghanistan, où les prostituées indigènes sont rares, en dépit de la pauvreté. Comme l'ambassadeur américain au Tadjikistan l'évoquait dans un rapport au Département d'État, « du président à l'agent de police, le gouvernement se caractérise par le népotisme et la corruption[1] ». Le pays est en telle situation de faillite, il souffre d'un tel déficit commercial que son seul espoir réside dans les investissements étrangers, mais les rares investisseurs qui osent s'y rendre restent rarement longtemps. Un éminent d'homme d'affaires afghan me confia qu'il avait fermé son usine à Douchanbé, mettant des dizaines d'employés au chômage, à cause des pots-de-vin réclamés chaque année par les services fiscaux, qui dépassaient son bénéfice annuel avant impôts[2]. Mahmadsaid Ubaidulloev, président de la Chambre des députés du parlement tadjik, une simple chambre d'enregistrement comme toutes les institutions démocratiques du pays, n'était pas seulement corrompu mais, ainsi que le décrivait un autre télégramme au Département d'État, divulgué par ces fuites, profondément délirant. Discutant de la guerre en Afghanistan avec l'ambassadeur des États-Unis, Richard E. Hoagland, M. Ubaidulloev, qui était

aussi le maire de la capitale, Douchanbé, avertit l'ambassadeur de guerres extraterrestres à venir. « Nous savons qu'il existe de la vie sur d'autres planètes, mais nous devons instaurer d'abord la paix ici », écrivait M. Hoagland, en citant les propos de l'élu. Craignant un trafic de stupéfiants endémique à la frontière afghano-tadjike, le Bureau international de la lutte contre le trafic des stupéfiants (INL), rattaché au Département d'État, signa avec une entreprise tadjike un contrat de fourniture d'uniformes d'hiver destinés aux forces frontalières, avant de découvrir qu'ils étaient confectionnés dans un tissu d'été léger par des ouvrières tadjikes non rémunérées pour leur travail. Un autre programme de l'INL devait fournir aux patrouilles de la police des frontières des chiens renifleurs d'explosifs et de stupéfiants, des animaux extrêmement entraînés qui se vendent jusqu'à 100 000 dollars la pièce. Une inspection de l'INL révéla que les bêtes étaient utilisées comme chiens de garde par des températures glaciales et comme animaux de saillie pour reproduire d'autres spécimens qui seraient vendus sur le marché. L'INL préconisa que tous les chiens qui seraient envoyés dans ce pays soient préalablement castrés, afin d'empêcher que cela ne se reproduise. En outre, nombre de ces animaux furent portés disparus[3]. Les gardes-frontières étant mal payés et mal nourris, on émit l'hypothèse que certains de ces chiens américains aient pu être mangés.

En y repensant, j'aurais dû m'en aviser avant d'expédier nos deux amoureux au Tadjikistan. Nous n'avions tout simplement pas mesuré le degré éhonté de corruption qui régnait là-bas. Après tout, pensions-nous, c'étaient des musulmans et des Tadjiks, comme le deuxième groupe ethnique d'Afghanistan et comme la famille de Zakia… En quoi pourraient-ils être différents, même dans une ancienne république soviétique ? Et d'ailleurs, en quoi trois pauvres Afghans pourraient-ils intéresser des fonctionnaires tadjiks corrompus ?

« L'aéroport de Douchanbé, explique un laïus publicitaire en anglais sur le site Internet officiel, est véritablement un espace privilégié pour les passagers, car il propose divers services offrant beaucoup d'agrément. Il entre dans la catégorie des "aéroports civils", car il est fréquenté par les masses ainsi que par les fonctionnaires appartenant aux forces armées. » Sans surprise, des décennies

de pouvoir communiste ont laissé leur marque : le terminal est laid, bas de plafond, strictement fonctionnel et tout petit.

Le plan consistant à voyager séparément fut éventé dès qu'ils atteignirent les guichets de l'immigration, et ce en raison d'un détail imprévu : les fiches de débarquement. Un officier de l'immigration désigna la pile de ces fiches sur un comptoir, que Zakia et Anwar considérèrent d'un regard vide. Jawad, derrière eux, comprit le problème et les rejoignit pour les aider à les remplir. Cela attira l'attention sur tout le groupe, d'autant plus qu'Anwar était le seul homme dans le terminal à porter une tenue traditionnelle. Les fonctionnaires de l'immigration tadjiks, qui savaient repérer une occasion de gagner de l'argent dès qu'elle se présentait, les soumirent tous les quatre à la question. Les fonctionnaires s'esclaffèrent en voyant les maigres billets que le groupe avait glissés dans ses passeports et exigèrent 100 dollars par personne rien que pour les laisser entrer sur le territoire, alors qu'ils disposaient de visas en cours de validité. Ils acceptèrent 50 somonis par personne – environ 10 dollars. Si pénible fût-elle, la situation semblait plus irritante que menaçante. Les fonctionnaires de l'aéroport étaient des escrocs, mais à la petite semaine.

Ils trouvèrent pour eux quatre un hôtel dans un quartier proche du centre de Douchanbé, fréquenté par des Afghans, recommandé par leur contact, car relativement bon marché. Vaste établissement de l'époque soviétique, l'hôtel *Istiqlol* (« Liberté ») possédait deux ailes distinctes. Anwar et les amoureux descendirent d'un côté, Jawad de l'autre. Il paya pour eux, mais l'employé de la réception refusa de leur remettre un reçu. Au changement d'équipe, le lendemain matin, le nouveau réceptionniste redemanda un paiement ou, à défaut, comme ils n'avaient pas de reçus, un petit pot-de-vin pour débuter la journée.

Leurs visas étant valides pour un séjour de six mois, ils avaient prévu de trouver un appartement peu onéreux, de s'y installer en attendant de voir comment évoluaient leur demande de visas auprès des Canadiens ou des Américains, avant d'introduire une demande d'asile en tant que réfugiés. Si le dossier avançait, ils pourraient retourner à Kaboul dans ce délai de six mois. Une fois qu'ils auraient obtenu le statut de réfugiés, les autorités tadjikes annuleraient leurs visas, leur interdiraient de résider dans des villes comme Douchanbé et les

contraindraient à se transférer dans des régions reculées du pays. Occupée par le massif montagneux très accidenté du Pamir, plus de la moitié du Tadjikistan se situe à près de trois mille mètres d'altitude, de nombreux pics culminant au-dessus de six mille cinq cents mètres, un territoire à quatre-vingt-treize pour cent montagneux. C'est un pays d'une beauté à couper le souffle, malgré ses apparatchiks impitoyables et sans scrupule. Sans surprise, le tourisme y est rare.

Dès leur deuxième journée à Douchanbé, vers midi, Ali et Anwar se mirent en quête d'un logement. Ils étaient à une centaine de mètres de Jawad quand quatre hommes encerclèrent celui-ci. Ils étaient vêtus de costumes miteux, sans cravates.

« Ils m'ont montré leurs insignes et prétendu faire partie de la police secrète. Ils m'ont dit : "Qu'est-ce que tu fais ici ? On va te déporter". J'ai répondu : "Qu'est-ce que j'ai fait ?" Et eux : "Tu es arrivé hier, et tu te promènes comme ça dans la ville ?" » Ils laissaient entendre que c'était en soi un délit.

Une voiture s'arrêta, une vieille Lada pétaradante, avec deux autres policiers à l'intérieur. Deux d'entre eux poussèrent Jawad sur la banquette arrière et s'installèrent de part et d'autre, leurs deux comparses devant.

– Laissez-moi appeler mon ami, fit Jawad, et il sortit son téléphone pour avertir Ali de s'éloigner de ce quartier, mais ils le lui arrachèrent des mains et lui ordonnèrent de la boucler.

Ensuite, ils en vinrent au fait, en lui agitant des menottes sous le nez.

– Donne-nous ton argent.

Quand il sortit une liasse de somonis, ils se moquèrent de lui et se mirent à le fouiller méthodiquement. « Ils m'ont palpé partout, toutes mes poches, partout, jusqu'à ce qu'ils trouvent mon argent. » Comme il ne se fiait pas à l'hôtel, ils avaient pris tout leur argent liquide sur eux en sortant. Il fut ainsi dépouillé de tout ce qu'il avait, près de 1 000 dollars, puis expulsé de la voiture. Les policiers lui ordonnèrent de retourner à l'hôtel et, comme il se plaignit de ne pas avoir de quoi payer un taxi, ils lui rendirent 20 somonis. Le premier taxi qui s'arrêta en réclama 30, mais en accepta finalement 20 quand Jawad lui expliqua qu'on venait de le détrousser.

– Vous êtes tombé sur notre police, hein ? fit le chauffeur. Bienvenue au Tadjikistan. Ici, pas de crime. Rien que la police.

Les Tadjiks affirment aussi posséder le drapeau le plus grand du monde, près d'une trentaine de mètres de hauteur sur presque soixante-dix mètres de longueur, qui flotte sur une colline du centre-ville, visible de presque partout dans la capitale. C'est le seul objet qui vaille au pays une certaine notoriété digne de respectabilité… et pourtant, ce record est faux[4].

En tant qu'Afghan, pour Jawad, la corruption n'était pas une découverte, mais le caractère flagrant de celle qui sévissait à Douchanbé le stupéfia.

– Là-bas, tout tourne toujours autour de l'argent. C'est pire qu'en Afghanistan, me dit-il. Ils sont comme des poissons… la gueule toujours béante, et ils te jettent : « Combien d'argent tu as ? » Ils te demandent ton argent, sans se gêner. En Afghanistan, personne n'oserait.

Jawad était aussi d'ethnie tadjike, mais ce n'étaient pas des gens dans lesquels il se reconnaissait ou se sentait la moindre affinité, même s'ils parlaient la même langue. C'étaient des créatures postsoviétiques, peuplant un régime corrompu jusqu'à l'os.

– Nous nous attendions certes à un pays vénal et corrompu, mais pas à ce point, fit-il.

Il fallait changer de plans. Nous en discutâmes et décidâmes qu'il vaudrait mieux qu'Ali et sa famille déposent immédiatement une demande pour obtenir le statut de réfugié, au lieu d'attendre davantage. Ce n'était plus qu'une question de temps avant que la police ne s'intéresse également à eux. Une fois inscrits, ils jouiraient d'une certaine protection juridique internationale. C'était un pur coup de chance qu'ils n'aient pas été avec Jawad quand il s'était fait pincer. En l'occurrence, ils avaient eu du mal à retrouver leur chemin vers l'hôtel. Ils n'en connaissaient pas le nom – le genre d'inconvénient auquel on s'expose quand on est incapable de lire les panneaux indicateurs –, mais ils avaient réussi à expliquer à un chauffeur de taxi où ils étaient descendus, assez clairement pour qu'il comprenne et les y conduise (non sans multiplier le prix de la course par cinq).

Tôt le lendemain matin, ils se rendirent tous au bureau de l'UNHCR où ils arrivèrent dès l'ouverture, mais le personnel montant la garde à l'entrée les pria de déguerpir, sans autre explication. Ils décidèrent de rester et insistèrent pour parler à quelqu'un, sur le trottoir, en redoutant que la police ne débarque à tout moment. Enfin, après de multiples coups de téléphone à l'ambassade américaine à Kaboul et à l'UNHCR, un responsable sortit du bâtiment, une femme mince, vêtue d'une sorte d'uniforme, et en minijupe si courte que ses visiteurs afghans en furent choqués. Quand ils expliquèrent que l'UNHCR de Kaboul avait envoyé un message relatif à leur requête, la responsable les traita de menteurs et, de nouveau, les chassa. Ils avaient l'impression qu'à moins de payer quelqu'un, personne ne les aiderait. L'UNHCR de Kaboul leur ayant conseillé de continuer de patienter, ils insistèrent. Au bout de plusieurs heures, une employée sortit et, sans un mot, leur remit un bout de papier sur lequel était inscrit le nom d'une organisation, Rights and Prosperity (Droits et Prospérité), et l'adresse. Ce simple geste avait réclamé près de six heures, sans qu'il y ait eu personne d'autre devant eux dans une file d'attente. Heureusement, Jawad était là pour le leur lire.

Les animateurs de Droits et Prospérité étaient revêches, mais coopératifs, et leur expliquèrent la suite des événements. Le trio allait devoir s'installer dans un logement, puis se rendre au poste de police de leur quartier pour se faire enregistrer, en y laissant leurs passeports quelques jours. Quand ils les auraient récupérés, ils pourraient revenir dans les locaux de Droits et Prospérité et entamer la procédure officielle de demande d'un statut de réfugié. Jawad les aida à trouver un appartement, sans cesser de surveiller ses arrières, mais la police secrète ne refit plus aucune apparition.

Une fois qu'Ali et la famille surent où se rendre – le bureau d'inscription à la police et les locaux de l'ONG Droits et Prospérité –, Jawad jugea risqué de rester avec eux, estimant vraisemblablement que sa présence risquerait d'attirer inutilement l'attention de la police. À 3 heures le lendemain matin, il se rendit à l'aéroport afin de prendre le vol de 5 heures pour Dubaï. Il emprunta 300 dollars à Ali, pour ses frais de voyage, mais cette fois il cacha mieux l'argent, tout au fond de la doublure de son sac d'ordinateur. Dans le terminal, la police des

services d’immigration s’approcha de lui avec la même attitude de charognards sans vergogne. Les policiers l’abordèrent en ces termes :

– Combien d’argent tu as sur toi ?

– Donne-nous ton argent.

– Dis-moi la vérité, tu as des dollars ?

Il affirma ne pas en avoir sur lui, et ils eurent beau ouvrir ses bagages et le fouiller au corps, ils ne les trouvèrent pas.

Zakia et Ali étaient maintenant livrés à eux-mêmes, au début de ce qui serait, s’imaginaient-ils, une longue route vers l’installation dans un pays tiers. Quand ils se présentèrent à l’inscription au poste de police de Douchanbé, on leur extorqua encore des pots-de-vin. Les frais d’inscription réglementaires de 10 dollars se transformèrent en 50 dollars chacun et ensuite, avant d’être autorisés à partir, la police en exigea encore 100. Ils durent donc débourser un total de 250 dollars, alors que le montant officiel des frais pour eux trois aurait dû s’élever à 30 dollars. Ensuite, il leur restait deux démarches très simples : récupérer leurs passeports après inscription et retourner au bureau de Droits et Prospérité pour déposer leur demande de statut de réfugiés[5].

Il était clair à présent que le Tadjikistan ne serait qu’une étape, même s’ils parlaient la langue. Rien ou presque ne les retenait là-bas. Où qu’ils se tournent, ils voyaient des preuves de corruption et de déchéance comme autant de séquelles après des décennies d’appartenance à l’Union soviétique. Même les mosquées étaient sous tutelle, les autorités imposant aux mollahs une sélection de sermons qu’ils étaient autorisés à lire, et des peines de prisons s’ils n’obéissaient pas. Un chauffeur de taxi proposa à Anwar de lui procurer une seconde épouse pour la nuit. Un autre releva que « dans cet immeuble, il y a quatre-vingts filles qui font des massages » et souligna que cela lui coûterait très peu d’argent. Les prostituées arpentaient les coins de rue la nuit. Leurs souteneurs étaient des policiers en uniformes. Les trafiquants de drogue étaient partout. Le Tadjikistan est une étape importante sur la route entre les champs de pavots d’Afghanistan et les foyers de distribution d’héroïne qui prolifèrent en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques. Anwar était horrifié. « Je n’ai que du mépris pour ce pays », admit-il plus tard. Avec un peu d’espoir, ce

serait différent dans les zones rurales, où, une fois inscrits comme réfugiés, ils seraient obligés de résider jusqu'au traitement de leur dossier.

Le 6 octobre, Zakia, Ali et Anwar retirèrent leurs passeports au bureau d'inscription des services de police, à Douchanbé, où on leur extorqua encore 100 dollars. Jawad avait réservé un taxi qui pourrait les conduire directement du poste de police au bureau de Droits et Prospérité, afin d'y remplir leurs demandes d'obtention du statut de réfugiés. Curieusement, ils ne s'y rendirent pas directement. Le lendemain, quand Jawad leur téléphona, Ali lui annonça qu'il attendrait encore une journée pour achever la procédure car ce jour-là, il pleuvait à verse. Ensuite, ils laissèrent encore s'écouler une journée complète – cette fois, il faisait sec – avant de se présenter au bureau. À la question de savoir pourquoi ils avaient tant reporté la démarche, il répondit avec un haussement d'épaules :

– Nous avons été négligents. J'ignore pourquoi.

Enfin, le jeudi matin 9 octobre, trois jours après avoir récupéré leurs passeports au bureau d'enregistrement de la police, ils montèrent dans un taxi et allèrent remplir leurs formulaires de réfugiés. À quelques rues du bureau de Droits et Prospérité, sur l'avenue Hofiz-Sherozi, deux individus en civil se plantèrent au milieu de la chaussée et firent signe au taxi de s'arrêter, puis ordonnèrent aux trois passagers de descendre du véhicule. Ce délai de trois jours n'avait peut-être eu aucune influence, mais il avait aussi pu donner à la police secrète le temps de décider quoi faire d'eux.

C'était le milieu de la matinée, et la rue était pleine de passants. Aucun d'eux ne manifesta le moindre signe de préoccupation en voyant les policiers systématiquement fouiller les deux hommes et exiger ensuite que Zakia leur remette son sac à main. Ali essaya de s'interposer, mais ils l'écartèrent sans ménagement et le menacèrent de le menotter s'il tentait quoi que ce soit d'autre. Ils forcèrent Zakia à retirer ses bracelets en or et à les leur remettre. Ils trouvèrent les 5 000 dollars que le couple transportait sur lui – la totalité de leurs économies et le reliquat de l'argent des donateurs de Women for Afghan Women.

Elle refusa de lâcher son sac, un policier le lui arracha – ce qui, en Afghanistan, aurait été l'équivalent de toucher la femme d'un autre homme. Ali s'interposa et brandit le poing, prêt à frapper le policier. Il avait au doigt sa bague ancienne sertie d'une turquoise, qu'ils avaient remarquée en lui bloquant les bras. La bague était sa possession la plus chère, un cadeau de sa mère, qui la tenait de sa mère, qui l'avait elle-même reçue de la sienne, l'objet le plus ancien et le plus précieux qu'il possédait.

– Je vous en supplie, ne me prenez pas cette bague, s'il vous plaît ! Pensez à Dieu, pensez à Mahomet ! les implora-t-il.

Il saisit l'un des policiers par le revers de sa veste, mais cela ne fit que les rendre furieux et ils se mirent à le frapper à coups de poing et à coups de pied. Pourtant, les passants ne prenaient pas la peine de regarder – ou n'osaient pas.

« Il vaut mieux mourir que de vivre dans un pays pareil, se plaignit Ali. Personne n'a jamais touché le sac à main de ma femme, mais ces lâches ont osé. J'ai essayé de les frapper, ils ont vu ma bague, m'ont saisi la main et volé la chevalière, et puis ils m'ont donné des coups de poings, ils m'ont frappé. »

Satisfaits d'avoir dépouillé Zakia, Ali et Anwar de tous leurs objets de valeur – y compris leurs téléphones portables bas de gamme –, les policiers hélèrent un taxi, les forcèrent à monter dedans et payèrent au chauffeur le prix de la course jusqu'en Afghanistan, en lui ordonnant de les conduire là-bas et nulle part ailleurs.

– Quittez ce pays, menacèrent-ils.

Ils furent contraints d'abandonner leurs valises dans l'appartement qu'ils venaient de louer, pleines des maigres effets qu'ils avaient apportés. Le chauffeur de taxi leur rétorqua qu'il n'avait pas été payé pour effectuer des détours. « J'imagine que c'était notre destin », fit Ali.

Leur déportation semble avoir été plus qu'un simple acte de corruption aveugle, tout comme lorsque Jawad s'était fait détrousser. Le Tadjikistan est un État policier de type soviétique où rien n'arrive par hasard. Les raisons de ce vol et de cette expulsion restent troubles. Dans un pays caractérisé par ses policiers souteneurs et ses trafiquants de drogue à l'affût, l'heureux dénouement de l'histoire d'amour d'Afghans anonymes avait officiellement suscité une réaction

de dépit dans le bureau d'un apparatchik anonyme, quelque part sur cette colline du centre de Douchanbé, sous les plis de ce drapeau qui n'est en fait pas le plus grand du monde. Ou peut-être un employé afghan de l'ambassade des États-Unis ou au bureau de l'UNHCR à Kaboul, qui désapprouvait l'histoire d'amour de Zakia et Ali, les en avait-il délibérément informés. En dehors de l'ambassade des États-Unis, de l'UNHCR, de Jawad et moi-même, personne d'autre ne savait qu'ils partaient au Tadjikistan ni à quelle date exactement. Nous avions même veillé à mal informer le consultant, en lui glissant que leur date de voyage se situait plusieurs semaines après, et non quelques jours.

Trop effrayés pour tenir tête aux policiers et sans argent, Anwar et les amoureux n'avaient pas d'autre choix que d'obtempérer. La route de Douchanbé à la ville-frontière tadjike de Panj-e-Payon les conduisit à moins de trois kilomètres de la frontière, mais le chauffeur de taxi refusa de couvrir le reste du trajet, à moins qu'ils ne lui versent davantage d'argent. Or, la police les ayant laissés sans un sou, ils descendirent et finirent à pied. Une fois arrivés à la frontière côté tadjik, les gardes-frontières exigèrent encore un pot-de-vin pour les laisser passer. Comme ils étaient incapables de payer, on les fit attendre plusieurs heures, assis en plein soleil, au bord de la route. Quand ils se plaignirent de ce que des policiers tadjiks les avaient détroussés de tout leur argent, les gardes-frontières les menacèrent de les arrêter pour calomnie de fonctionnaires gouvernementaux. Finalement, à 14 heures, la frontière fut fermée pour la journée et on leur signifia de revenir le lendemain matin. Cette nuit-là, ils dormirent au bord de la route et, le lendemain, ils réussirent à convaincre les policiers de la frontière qu'ils étaient vraiment à court d'argent et traversèrent, mais ensuite ils durent marcher cinq kilomètres avant de trouver un autre taxi. Heureusement, ils avaient un parent éloigné dans la ville de Koundouz, à une soixantaine de kilomètres au sud, et ils persuadèrent le chauffeur de les y conduire pour être payé. Ce parent leur avança aussi le montant du trajet en autocar pour effectuer le voyage jusqu'à Kaboul, long d'une journée et, dès le lendemain, ils étaient de retour dans la capitale, affamés, sales, épuisés et découragés, sans argent et dépouillés de leurs biens les plus précieux.

Pourquoi avaient-ils attendu si longtemps avant de déposer leurs demandes de réfugiés ? demandâmes à Ali. On eût dit qu'ils souhaitaient voir échouer leur démarche d'asile. Ensuite, lever la main sur des policiers. Ali rit de son rire nerveux et regarda par terre.

– Je ne connais pas la raison. Nous avons juste été négligents. Bien sûr, les humains ne lisent pas dans leur avenir, ce qui est bon pour eux et ce qui est mal. Peut-être que c'était notre destin. Nous sommes vraiment incapables de le dire.

Jawad et moi tentâmes de les convaincre de fuir plutôt au Pakistan, où il n'y aurait pas d'entremetteurs gouvernementaux ou d'inscription aux services de police, et donc moins de danger de s'exposer à un traitement aussi rapace de la part de la police et, plus important, l'opportunité de présenter une demande directement auprès de l'UNHCR, au lieu de dépendre d'un appareil corrompu, contrôlé par le gouvernement[6]. Jawad irait avec eux et s'assurerait que tout se déroulerait bien. Ils écoutèrent poliment et dirent qu'ils allaient réfléchir. Ils acceptèrent de se rendre au bureau de l'UNHCR de Kaboul le lendemain, pour discuter des choix possibles. Nous leur avions pris un rendez-vous à 9 heures, mais quand nous allâmes les chercher, ils étaient partis. Au point du jour, ils étaient montés dans un minibus en direction de Bâmiyân.

Zakia et Ali n'en avaient rien dit, mais je suis sûr que c'était ce qu'ils ressentaient : nous les avions trahis. Désormais, cette histoire leur appartenait et, pour le meilleur ou pour le pire, elle s'achèverait à Bâmiyân, peut-être après une longue et heureuse existence, ou peut-être brusquement, violemment, aujourd'hui, demain ou le surlendemain. Au moins, à Bâmiyân, ainsi qu'ils nous l'avaient dit précédemment, ils sauraient à quoi ressemblait leur ennemi et à quoi s'attendre quand ils le croiseraient.

Bien plus tard, par un après-midi dans les profondeurs de l'hiver à venir, Zakia qui était seule vit le téléphone d'Anwar, oublié là. Elle le prit et passa un coup de fil à Jawad, en raccrochant aussitôt, comme elle l'avait si souvent fait avec Ali. Jawad rappela en s'attendant à entendre le vieil homme, et fut surpris d'entendre la jeune femme répondre à la première sonnerie. Elle voulait juste bavarder et semblait mélancolique, peut-être se sentait-elle seule, et repensait-

elle à sa vie avec Ali jusqu'à ce jour. Jawad la mit immédiatement sur haut-parleur, afin que personne ne puisse l'accuser d'inconvenance, et nous lui parlâmes tous les deux.

– J'aurais aimé réussir à épouser Ali sans le consentement de mes parents, pour vivre à Bâmiyân sans risque, entretenir des relations avec ma famille, que nous puissions aller les voir, et ils seraient venus nous voir, nous aurions eu une vie meilleure, plus heureuse, nous confia-t-elle. Ce que nous avons fait n'est pas bien. C'est mal, parce que nous ne pouvons pas vivre librement. Nous sommes tout le temps en danger. J'aurais aimé que nous puissions réconcilier nos familles. Cela aurait mieux valu que de quitter le pays.

Cela ne signifiait pas qu'elle était malheureuse, s'empressa-t-elle d'ajouter.

– Je suis reconnaissante, je suis contente de ce que j'ai fait, mais ils étaient contre et ils seront toujours contre. Je suis heureuse parce que je suis avec lui, et je suis là où je dois être, là où je me devais d'être, avec lui. Quoi qu'il nous arrive, nous avons pu vivre ce moment-là ensemble.

14

Un chien sans nom

En Afghanistan, la vengeance est un plat qui ne refroidit jamais. Néanmoins, la famille d'Ali lutta pour le convaincre que Zakia et lui couraient encore un risque et qu'ils devraient trouver un moyen de s'en aller. Après la débâcle tadjike, la famille s'opposa à la décision du couple de rentrer à Bâmiyân et fit pression sur eux pour qu'ils repartent à Kaboul, attendre encore un peu et explorer d'autres options. Ils se montrèrent donc obéissants et regagnèrent la capitale début novembre 2014, mais il était clair qu'Ali n'était pas heureux de cette solution. Anwar et le reste de la famille jugeaient qu'ils devraient refaire une tentative, cette fois par le Pakistan ou l'Inde, ou du moins rester un certain temps à Kaboul pour voir si les Canadiens ou les Américains n'auraient pas une autre solution à proposer. De nouveau, Anwar les accompagna à Kaboul. Mais Ali ne possédait pas la patience du vieil homme. Il était évident qu'il se pliait simplement aux pressions de la famille et qu'ils ne resteraient pas longtemps.

Chez Women for Afghan Women, Manizha Naderi les reçut pour discuter des choix qui s'offraient à eux. Elle avait toujours été convaincue que la famille de Zakia finirait par tuer le couple, sauf s'il prenait la fuite et, quand il s'agissait de secourir des femmes menacées de meurtres d'honneur, personne en Afghanistan ne possédait sans doute plus d'expérience que Manizha. Tenant compte de ce qu'ils étaient si opposés à l'option pakistanaise, elle suggéra l'Inde, où elle pourrait les mettre en relation avec une organisation de réfugiés

afghans à Delhi qui les aiderait. Jawad les accompagnerait, et j'irais même éventuellement avec eux, c'était un pays civilisé, où les réfugiés afghans étaient traités décemment par les autorités. Le séjour risquait certes d'être fastidieux, car peu de gens y parleraient leur langue et ils vivraient des mois d'attente, mais ils seraient en sécurité. Nous trouverions un moyen de les aider à surmonter la barrière de la langue. Que représentaient sept mois ou même une année de délai, comparés à leur vie entière ? Pour des jeunes gens, ce n'est pas un argument persuasif : un mois leur paraît une éternité. Ils promirent d'y réfléchir, ce qui, de leur part, équivalait à un non.

Nous engageâmes une nouvelle série de consultations auprès des ambassades et diplomates occidentaux, mais les Canadiens semblaient s'en désintéresser, les Suédois et les Allemands furent les derniers, parmi plusieurs pays européens, à accepter, comme les Américains, le cas échéant, de considérer le couple comme des réfugiés, mais seulement dans un pays tiers. La Hollande et la Norvège ignorèrent leurs sollicitations et, naturellement, concernant les Américains, ils avaient gâché leur seule et unique chance. Ils ne disposaient pas de la somme, 20 000 dollars ou davantage par tête, qu'exigent les trafiquants humains pour introduire clandestinement des réfugiés en Europe, où ils pourraient facilement demander asile. Nous ne les encouragerions pas dans cette voie, même s'ils réussissaient à se procurer ces montants, conscients que nous étions du risque de chavirer avec une frêle embarcation et de se noyer, ou d'étouffer en route à l'intérieur d'une remorque de poids-lourd. À court d'options qu'ils voudraient bien envisager, ils avaient bien plus envie de tenter leur chance en affrontant un avenir au milieu de leur famille et de leurs amis – Zakia considérant alors ses beaux-parents comme sa seule famille.

Ensuite, fin novembre, alors qu'elle allait entrer dans son neuvième mois de grossesse, après la naissance du bébé, ils ne se voyaient ni l'un ni l'autre s'enfuir comme des réfugiés. Zakia éprouvait le besoin de stabilité que leur procurerait le fait de vivre dans un endroit qu'ils connaissaient. Elle ressentait plus fortement le besoin d'avoir des femmes proches autour d'elle – sa belle-mère et ses nouvelles belles-sœurs. Ils nous annoncèrent donc qu'ils retournaient à Bâmiyân pour y hiverner et repenseraient peut-être à leurs options de réfugiés avec la

venue du printemps. Anwar se laissa lui aussi fléchir par la grossesse. Je proposai de leur payer leurs billets d'avion de Kaboul à Bâmiyân, afin de leur épargner les rigueurs et les risques des routes de montagne et les barrages des talibans, et ils s'apprêtèrent à s'envoler vers chez eux, cette fois pour de bon, ou tout au moins pour l'hiver.

Avant leur départ, Ali me téléphona et me demanda si nous voudrions bien lui donner l'argent des billets d'avion, et il se chargerait de les acheter lui-même. Ensuite, quelques minutes plus tard, Zakia appela depuis le téléphone d'Anwar et nous avertit de son intention de garder l'argent et de les faire tous voyager par la route. Anwar et elle jugeaient tous deux que c'était de la folie.

Ce fut leur première dispute. Nous répondîmes à Ali que nous ne leur remettrions que des billets non remboursables, pas d'argent liquide leur permettant de partir par la route, et il se rendit compte que son épouse ou son père nous avaient prévenus de ses intentions. Il se tourna vers son père et ils se querellèrent violemment.

– Tu ne peux pas emmener ta femme par la route ! beuglait Anwar à son fils. Elle est enceinte… Tu dois être fou ! Tu n'écoutes personne !

– C'est ma femme et c'est moi qui décide. (Il se tourna vers Zakia.) Nous irons par la route. Si tu es ma femme, alors tu viens avec moi.

– Je suis ta femme, mais je suis aussi la mère de notre enfant. Je n'irai pas par la route, lui répliqua-t-elle. Et l'oncle ne se sent lui non plus pas assez bien pour ce voyage.

Ali sortit de la maison en trombe et partit pour Bâmiyân tout seul, en prenant un minibus avec le peu d'argent qui lui restait. En effet, détroussés au Tadjikistan, il ne leur restait rien, et la source des donateurs de Women for Afghan Women s'était tarie. J'ignore même où il s'était procuré les 500 afghanis du trajet en minibus.

Bismillah, le frère d'Ali, appela de Bâmiyân et demanda à Jawad s'il pouvait appeler Ali et tenter de le calmer, de le convaincre de rentrer à Kaboul et de monter dans cet avion avec Anwar et sa femme.

– Tu es comme un frère pour lui, fit Bismillah à Jawad. Préviens-le qu'il doit se conduire correctement avec son épouse et respecter son père.

Comme toujours lorsqu'il était contrarié, Ali avait éteint son téléphone, de sorte que nous ne pouvions plus le joindre. Et maintenant, en plus du reste, Jawad était prié d'intervenir comme conseiller conjugal du couple.

Nous nous procurâmes les billets d'avion de Zakia et Anwar ; ils rallieraient Bâmiyân en avion par le prochain vol, trois jours plus tard. Après toutes ces disputes de dernière minute, les seuls sièges disponibles étaient en classe affaires, et je dus donc débourser ce montant pour eux. Le lendemain, le téléphone de Jawad sonna : c'était Ali qui le rappelait, du col de Shibar, à bord du minibus, à mi-chemin de Bâmiyân. Il s'était calmé et amendait déjà sa version de leur différend.

– Il *fallait* que je parte comme ça, fit-il. Sans quoi, je me serais mis en colère contre mon père, et ce ne serait pas bien. Le seul moyen d'éviter de me chamailler avec lui, c'était de le laisser et de partir pour Bâmiyân tout seul.

Sur la route, il avait prévu de s'arrêter rendre visite à un ami qui souhaitait offrir un cadeau de mariage au couple. Cet ami vivait dans un coin éloigné de la province, c'est pourquoi il avait voulu partir par la route, car elle passait par là. Hormis conserver l'argent des billets d'avion, telle était donc l'autre raison. Jawad s'entretint avec lui un long moment et Ali promit de retrouver Zakia et Anwar à l'aérodrome de Bâmiyân.

Deux jours plus tard, Anwar et Zakia se rendaient à l'aéroport international de Kaboul pour prendre leur avion. Ils embarquèrent tôt, en classe affaires, et s'étaient donc déjà installés quand tous les autres passages défilèrent devant eux. Certains reconnurent Zakia, lui sourirent avec enjouement ou de petits rires. D'autres, plus âgés, se rembrunirent, et elle évita de croiser le regard des messieurs en turban. Elle fut soulagée de voir le rideau de séparation entre les classes tiré, et ne dit rien, mais parut gênée quand une hôtesse lui demanda un autographe.

Un dicton veut que le mariage ne commence réellement qu'après qu'un couple a survécu à sa première dispute. Ali était à l'aéroport de Bâmiyân pour les accueillir à leur descente de l'avion. Il étreignit et embrassa son père sur les deux joues, puis prit la main de Zakia. La version de ce proverbe selon Ali s'énonçait comme suit : « Tant que tu n'as pas fait de tonneau, tu ne sais pas

conduire. » Heureusement, il n'avait encore jamais pris le volant, mais il est vrai qu'il n'avait jamais été un mari non plus.

Au cours du mois qui suivit leur retour à Bâmiyân, un froid vif s'installa, mais ils le reçurent comme un ami. Les champs étaient couverts de givre, il n'y avait pas de travail, et il serait difficile pour les hommes de la famille de Zakia de rentrer chez eux. S'ils revenaient, on le saurait. Il n'y a guère de raison valable de se rendre à Bâmiyân en plein hiver. Quand la montagne est très enneigée, de rares voitures franchissent les deux cols principaux en provenance de Kaboul. Le col de Hajigak est souvent fermé presque tout l'hiver, et celui de Shibar ne vaut guère mieux. Le couple s'installa dans la maison en pisé d'Anwar et ils parlèrent de construire une pièce supplémentaire, à la venue du printemps. L'une des pièces était chauffée par le sol, un dispositif traditionnel afghan où l'on brûle des broussailles et du petit bois dans une sorte de niche exiguë située sous un sol en terre suspendu, et qui maintient efficacement la pièce au chaud durant de nombreuses heures. Les enfants en bas âge et le couple des grands-parents se partageaient cette pièce, la nuit. Les autres couchaient sous des piles de couvertures et se débrouillaient avec des *boukharis*[1], quand il y avait assez de combustible pour permettre de circuler dans la maison. Au total, ils étaient dix-huit à se partager quatre petites chambres, dix adultes et huit jeunes enfants, les petits-enfants d'Anwar et Chaman.

Des feuilles de plastique transparent étaient clouées aux petites fenêtres des habitations en pisé, qui restaient en place pendant le long hiver. À l'intérieur, il faisait noir, et les plafonds à clayonnage portaient des marques de fumée. Dans la cour, à côté du mur d'enceinte toujours inachevé, étaient empilées les provisions de combustible pour l'hiver, des dizaines de fagots de bois, essentiellement composés de broussailles et de brindilles, avec quelques bûches, ramassées au cours de longues expéditions dans les montagnes par un groupe d'hommes qui emmenaient avec eux les deux ânes du clan, leur seul moyen de transport. Dans la famille, personne ne possédait ne fût-ce qu'une bicyclette. Il y avait alors un nouveau venu à la ferme, un chien enchaîné à un piquet – une vision rare, car la plupart des Afghans méprisent les chiens et en hébergent rarement chez eux.

En ce mois de décembre, Zakia se rendait souvent à l'hôpital, en raison de ses frayeurs dues aux contractions, réclamant d'y être conduite chaque fois qu'elle se sentait défaillir ou prise de nausée. Enfin, ce furent les vraies douleurs de l'accouchement et, juste après minuit, le 27 décembre, neuf mois et onze jours après leur fuite, Zakia donna naissance à une petite fille. Personne ne nota son poids, mais les jeunes parents craignaient qu'elle ne soit trop petite, trop faible, et elle toussait beaucoup. Après l'accouchement, Zakia souffrit d'une forte anémie, reçut une transfusion sanguine et fut gardée en observation quatre jours à l'hôpital.

À la ferme, Zakia et le bébé partageaient avec Chaman et les autres enfants la chambre dotée du dispositif de chauffage par le sol. Il faisait un froid si mordant que cela devenait une situation d'urgence, et le nouveau-né et sa mère passant avant tout le reste, on leur réserva la pièce la plus chaude et les couvertures les plus épaisses. Au début, Chaman changeait et toilettait le bébé, le prenait dans ses bras quand il pleurait, le promenait et le berçait pour l'endormir, et se chargeait de tout, sauf le nourrir. Zakia la prenait quand c'était l'heure de lui donner le sein. « Je suis contente d'avoir un autre bébé dans la maison, se félicitait Chaman. Mais j'ai quand même envie de les voir partir à l'étranger, en lieu sûr. J'aime l'enfant et ma belle-fille, mais il faut qu'ils s'en aillent d'ici. »

Zakia était incapable de choisir le prénom de sa fille, aussi, deux semaines après la naissance, elle demanda à son beau-frère, Bismillah, de lui en choisir un pour eux. « C'est le fils aîné de la famille, donc ils devaient tous accepter la chose, rappelait-elle. Moi, je n'avais pas de bon prénom pour elle. » Bismillah consacra une journée à réfléchir, puis il vint voir Zakia et lui suggéra :

– Et pourquoi pas Ruqia ?

Il aimait bien ce prénom, disait-il, parce que cela rimait avec Zakia. À l'origine, c'étaient deux prénoms d'origine arabe, aux significations multiples, mais l'une de ces significations était la même pour les deux : « ascendant » ou « plus élevé ». Ce fut donc Ruqia.

L'histoire d'amour de Zakia et Ali et les épreuves qu'elle endura sont à la fois exceptionnelles et ordinaires. Exceptionnelles parce qu'elles ne s'étaient pas

achevées dans la violence, du moins pas encore à ce stade, et parce qu'elles purent se muer en objet de récit. Ordinaires, parce que les mollahs et les patriarches du pays eurent beau s'évertuer à étouffer cette histoire, l'amour existe, et il existe fortement. Personne ne sait réellement à quelle fréquence, car tout cela se déroule loin des regards, derrière les murs qui entourent presque chaque foyer afghan. L'émission de radio *La Nuit des amants* offre une fenêtre rare sur les vies romantiques des Afghans et, après plus d'une année sur les ondes, elle recevait encore chaque semaine des centaines de propositions de jeunes gens transis d'amour. L'information sur le nombre de liaisons tranchées net par les meurtres d'honneur est encore plus difficile à trouver. Dans un grand nombre de cas, les amants voient leurs élans contrariés avant même d'être allés très loin, ou bien, s'ils vont plus loin, ils se font traquer et tuer. D'ordinaire, personne n'entend parler de ces meurtres – sauf dans les villages où ils ont lieu. Les anciens approuvent ces meurtres d'honneur et s'ingénient à les tenir secrets vis-à-vis des autorités. « Seuls cinq ou dix pour cent de ces épisodes violents contre les femmes sont rendus publics », explique Hussein Hasrat, un militant des droits des femmes.

Par exemple, personne n'a entendu parler de l'histoire de Layla et Wahid avant qu'il ne soit trop tard. Tous deux employés d'échoppes de tailleurs dans la même rue de Kaboul, ils s'étaient rencontrés dans leur travail. Comme Zakia et Ali, ils appartenaient à deux ethnies différentes – Layla était pachtoune, Wahid tadjik. Ils étaient aussi d'âges comparables, Layla avait 18 ans, Wahid, 22. Ils se connaissaient aussi depuis leur petite enfance, et avaient grandi dans le même quartier. Quand Layla fut en âge d'être mariée, les émissaires envoyés par Wahid à son père furent éconduits, à sept reprises au total. Finalement, ils s'enfuirent ensemble. Quant à savoir s'ils se marièrent ou projetèrent seulement de se marier, les récits varient. Ils réussirent à cacher quelques mois leur idylle en recourant à un dangereux stratagème, se rendre dans l'un des districts les plus mal famés du pays, Imam Sahib, une région infestée par les talibans, dans la province de Koundouz, et séjournèrent dans la maison d'un parent éloigné. Toutefois, ils reçurent la nouvelle que leurs familles respectives avaient

découvert leur repaire et alerté la police, déjà en route, comme c'était arrivé dans l'affaire de Zakia et Ali.

Le 20 février 2015, Layla et Wahid s'enfuirent de la maison de ce parent à bord d'un taxi, serrés l'un contre l'autre sur la banquette arrière. Ils avaient déjà conclu un pacte, celui de se donner la mort s'il arrivait quoi que ce soit à l'un ou l'autre, ou s'ils étaient capturés, séparés, emprisonnés. À ce moment-là, Layla informa Wahid qu'elle avait acheté ce qui se vend en Afghanistan sous l'appellation de « comprimés de gaz pakistanais », une sorte de mort au rat sous forme de cachet qui, ingérée ou humidifiée, libère de la phosphine, un gaz mortel (un pesticide si puissant que son usage est interdit dans la quasi-totalité des pays de la planète). Les deux amants s'accordèrent pour absorber ces comprimés, si jamais la police les attrapait. En périphérie de la ville de Koundouz, ils tombèrent sur un barrage de police. Convaincue qu'on allait les reconnaître, elle sortit une petite bouteille et versa de l'eau sur une poignée de comprimés. Wahid tenta d'intervenir, elle se débattit, mais il fut incapable de la retenir. Saisi de désespoir, voyant qu'il était trop tard, il absorba lui aussi quelques comprimés. En réalité, au barrage, le chauffeur se contenta de ralentir et la police lui fit signe de passer. Aussitôt, les deux jeunes gens furent secoués de convulsions et le chauffeur terrorisé les conduisit d'urgence à l'hôpital. À leur arrivée, Layla était déjà morte. Wahid survécut grâce à un lavage d'estomac. La doctoresse Hassina Sarwari, qui dirige un refuge pour femmes à Koundouz, se rendit à la morgue pour identifier le corps de la jeune fille.

– Comme c'est dur de vivre dans un pays où, dès que l'amour se présente à vous, vous en mourez, dit-elle.

Comme ils étaient en fuite, personne n'avait rien su de leur histoire. Et, quand elle s'ébruita, il était trop tard.

Quant à Zakia et Ali, l'intérêt de l'opinion pour leur histoire leur avait valu une certaine protection. Cela avait contribué à faire pression sur le président afghan, afin qu'il dénoue leur dossier pénal pour qu'ils n'aient plus à craindre d'être traqués par la police – mais ils l'étaient encore par leur famille. Entre-temps, ils étaient devenus des héros pour les gens de leur génération et pour tous les Afghans qui croyaient en l'amour. Et ils pouvaient fort bien encore devenir

des martyrs de l'amour, à leur tour. Ils continuaient d'affirmer que si l'un des deux se faisait tuer, l'autre se suiciderait. En ce cas, Anwar et Chaman élèveraient Ruqia, et Zakia et Ali n'auraient finalement été qu'une histoire d'amour afghane comme une autre.

Le refus des États-Unis ou de la communauté internationale de tenter quoi que ce soit de plus pour ces deux amants reposait sur l'hypothèse implicite que les faire sortir d'Afghanistan pour les mettre en sécurité serait encore un signal d'échec, l'aveu que leur société d'origine et ses lois ne peuvent les protéger. Les laisser en Afghanistan, c'était affirmer que l'investissement écrasant des Occidentaux dans l'instauration d'un État de droit et un traitement des femmes fondé sur la règle de droit connaissaient bel et bien une forme de réussite, et ce couple en était la preuve. Ils sont libres, et en vie.

Ils ne seraient pas en vie sans des groupements comme Women for Afghan Women, qui n'existerait pas sans le soutien financier étranger. Sans intervention extérieure, il n'y aurait pas de refuges en Afghanistan, pas de loi EVAW, pas de poursuites judiciaires (si limitées soient-elles) sanctionnant les exécutions de femmes par lapidation ou l'obligation faites aux fillettes d'épouser des hommes âgés. En réalité, le dossier juridique de Zakia et Ali ne s'est pas solutionné au sein du système judiciaire. Il a pu être résolu par un décret aussi secret qu'exceptionnel du président Karzai, qui n'instaurait aucun principe en droit, et qu'il avait latitude de révoquer, tout comme son successeur. Même si la loi EVAW fut invoquée pour résoudre cette affaire, elle ne fut pas le véritable moteur dans la décision finale de libérer Ali et de laisser le couple officialiser son union. Face aux protestations de l'opinion, on eut recours à cet expédient très politique. En outre, la survie de Zakia et Ali aura été financée et subventionnée par des donateurs soucieux de leur sort, sans lesquels ils n'auraient pu tenir bon au-delà de leur premier mois de fuite. Et s'ils tinrent, c'était grâce aux ressources considérables que j'avais pu mobiliser, en tant que journaliste étranger.

Adhérant à cette fiction selon laquelle, en Afghanistan, la règle de droit et la défense des droits des femmes rencontrent un vrai succès, aucune ambassade occidentale ne voulait admettre l'échec dans une affaire aussi sensible. Personne

ne voulut même commenter publiquement leur situation. Si Zakia et Ali finissaient par se faire tuer, ceux qui leur auraient refusé l'asile sauraient enfin qui ils étaient. Quand chacun en rejetterait la responsabilité sur le voisin, on saurait amplement m'en imputer ma part – à la fois pour n'avoir pas su les aider à s'enfuir et pour avoir braqué sur eux les projecteurs de la notoriété, en fin de compte bien inutiles, en les rendant trop célèbres pour qu'ils réussissent à se cacher, mais pas assez importants ou pas assez connus pour qu'on les sauve.

Peut-être aurions-nous dû tous davantage les pousser à partir pour le Rwanda, comme Shmuley Boteach les y avait enjoints dès le début. Si étrange que cette solution ait pu paraître, en réalité, elle avait fonctionné. Fatima Kazimi, ses quatre enfants et son mari ont tous été dûment accueillis par l'UNHCR à Kigali, en tant que réfugiés fuyant le danger et la persécution dans leur pays d'origine, et les États-Unis ont ensuite accepté leur demande d'asile. Cette requête était entièrement fondée sur le rôle de Fatima, parce qu'elle avait sauvé la vie de Zakia et l'avait protégée contre sa famille. Tout juste un an après leur arrivée au Rwanda, ils étaient tous à Baltimore, en sécurité, loin de tous les périls – réels ou imaginaires – auxquels ils avaient été confrontés en Afghanistan. Quand Ali apprit la nouvelle, il ne manifesta aucune amertume face à l'ironie d'un tel dénouement.

– D'accord, ils ont exploité notre affaire, mais nous n'avons aucun problème par rapport à ça. On leur souhaite le meilleur.

Il ne pensait pas que cette voie aurait été praticable pour Zakia et lui.

– La différence entre eux et nous, c'est qu'ils n'étaient pas analphabètes, soulignait-il. Ils étaient instruits, donc ils pouvaient trouver de quoi s'occuper. Pour nous, cela aurait été bien plus dur.

Pendant presque tout l'hiver, une combinaison de mauvais temps à Bâmiyân, d'avions cloués au sol et de diverses mauvaises nouvelles nous avait empêchés de rendre visite au couple, mais Jawad et moi réussîmes à nous rendre là-bas en février 2015. À cette date, Ruqia avait déjà pris du poids, la météo s'était améliorée et il régnait un froid plus habituel. La neige était tombée, une couche légère et poudreuse aussi décorative que peu épaisse. Les frères d'Ali et Anwar

s’inquiétaient de la sécheresse persistante et de ses effets sur les récoltes futures. Quand nous nous entretenions avec Zakia des projets du couple, elle nous affirmait qu’elle voulait tenter de fuir du pays, peut-être au printemps, mais qu’elle devrait d’abord convaincre son mari : c’était la meilleure solution. Il était réticent à toute nouvelle tentative, nous confiait-elle.

– Seul Dieu a de l’influence sur Ali. Personne d’autre ne peut le forcer à faire quoi que ce soit.

Elle nous précisa qu’au moins, il ne sortait plus sans être accompagné de ses frères. Et, avec leur fille, il avait l’air emprunté, ce qui l’amusait.

– Il aime bien la prendre, mais dès qu’il la tient dans ses bras, il devient tout timide et n’a pas envie que d’autres le voient faire. Mais il l’aime, ça, je le sais.

Elle n’avait aucune nouvelle de sa famille, ce qui était peut-être aussi bien, disait-elle.

– Je ne sais pas ce qu’ils font ni s’ils sont au courant au sujet du bébé. Je ne pense pas.

– Non, je n’ai pas très envie de partir, admit Ali quand nous le questionnâmes à ce sujet. Ta terre natale, c’est l’endroit que tu aimeras toujours, et même si des menaces pèsent sur nos vies, le moindre col de ces montagnes m’est cher.

Il soulignait néanmoins que le mieux serait de partir, il ne l’ignorait pas, il était prêt à ce que cela se fasse le plus tôt possible. C’était Zakia, le problème.

– J’ai une partenaire de vie, elle possède les mêmes droits que moi. Si elle n’est pas contente de partir à l’étranger, nous ne pouvons pas, disait-il.

« Partenaire de vie », c’était une formule que je ne l’avais encore jamais entendu utiliser. Elle ne faisait même pas partie du vocabulaire de la société afghane éduquée et, venant de lui, elle sonnait faux.

Quand nous parlions à Zakia, devant son mari et la famille, de cette idée de quitter l’Afghanistan, elle se montrait diplomate, au point d’être impénétrable.

– Où que j’aille, où que je m’installe, peu importe, pourvu que nous soyons heureux, et nous le sommes, expliquait-elle.

Elle arborait ce sourire qui était capable de tout changer et ne paraissait guère se soucier des menaces éventuelles sur leur bonheur. Quand j'exprimai cette observation à voix haute, elle me contredit aussitôt.

– Personne ne sait ce qui se passe dans le cœur de l'autre, me dit-elle. Personne n'en sait jamais rien.

Lorsque nous nous entretenions avec Ali seul à seul, il n'était pas surpris d'entendre que Zakia nous avait soutenu qu'il était le seul à s'opposer à ce départ.

– Quand d'autres la questionnent, elle affirme qu'elle a envie de partir, c'est vrai, admettait-il. Quand elle me parle, à moi, elle dit qu'elle préfère rester ici.

Pourquoi voudrait-elle partir, alors qu'elle devait s'occuper d'un nouveau-né ? Ali souriait d'un air entendu, comme il le faisait souvent quand il s'apprêtait à formuler une observation pleine de profondeur ou à nous livrer l'un de ses aphorismes.

– C'est que, quand elle est ici, elle peut sentir la présence de ses parents dans l'air, disait-il. L'odeur de ses parents, de sa mère, de son père, de ses frères et sœurs, est ici. Elle peut encore les sentir. C'est ce qu'elle me dit, à moi, et qu'elle ne vous avouera jamais.

Je savais ce qu'il entendait par là, cette odeur de l'enfance, si profondément enracinée en un lieu, celle que nous n'oublions jamais, même très vieux.

Parfois, sous le toit d'Anwar, cette dispute à propos de leur départ d'Afghanistan se faisait âpre et conflictuelle. Les frères et le père d'Ali étaient tous catégoriques, le couple devait partir pour l'étranger, il ne pouvait rester ainsi indéfiniment. « Animés d'une telle inimitié, ils ne renonceront jamais », jurait Bismillah. Le père et les frères de Zakia avaient tout abandonné à cause de son histoire d'amour. À leurs yeux, le meurtre d'honneur était le seul moyen qui leur restait pour en quelque sorte racheter leurs vies en lambeaux. Zakia et Ali avaient cette obligation, pour eux-mêmes, pour leur bébé, pour leur famille, de s'en aller dès la fin de l'hiver, répétaient les leurs. Début février, la querelle éclata et il y eut des mots vifs échangés entre Anwar et son fils. L'étincelle survint quand quelqu'un demanda à Ali où était passé le certificat du *neka*, afin de s'assurer de l'avoir sous la main s'ils devaient à nouveau fuir.

– Nous en avons assez de nous enfuir, répliqua-t-il. La preuve du *neka*, la voilà. (Il désigna Ruqia, qui avait moins de 2 mois.) C'est la plus belle preuve que nous sommes mariés, et maintenant ni le peuple afghan ni la nation ne peuvent rien contre nous. Nous l'avons, notre preuve.

L'enfant était soigneusement emmaillotée, comme le sont d'ordinaire les nouveau-nés afghans, un petit bonnet tricoté en laine rouge sur la tête, portant les lettres ABC, et son visage délicatement maquillé. Elle avait les yeux soulignés de noir, les paupières rehaussées de noir de charbon et un épais mascara sur les sourcils. Elle avait l'air d'un petit raton laveur. (L'ombre à paupière, le *surma*, est composée d'une pierre noire moulue, et nombre de paysans afghans croient que maquiller les yeux des bébés de la sorte, tant les garçons que les filles, aide à mieux développer leur vue.)

Les frères d'Ali prirent le parti d'Anwar, reprochant au jeune homme de laisser la passion amoureuse prendre le pas sur le bon sens. Ils insistaient pour qu'Ali et Zakia préparent sérieusement leur fuite. Une fois à l'étranger, ils trouveraient du travail et enverraient de l'argent afin d'aider la famille à alléger sa dette, ce qui soulagerait tout le monde. Tant qu'ils restaient en Afghanistan, ils constituaient un fardeau pour la famille, sous la menace d'une sentence de mort, et une fois morts, ils ne seraient plus d'aucun soutien pour personne.

Ils avaient tous entendu dire que les Afghans qui s'étaient échappés avaient ensuite pu faire venir d'autres membres de leur famille ou, même avec des emplois très modestes, envoyer chez eux des sommes d'argent phénoménales. Zakia et Ali pourraient devenir leur avant-garde, une garantie contre un avenir incertain. Ali répliqua avec colère qu'ils voulaient le voir gâcher sa vie en partant dans un autre pays, rien que pour rembourser leurs dettes. Ils lui rétorquèrent que la plus grosse partie de cette dette lui incombait.

Qui plus est, le tança son frère aîné, Bismillah, quel avenir leur restait-il, à tous, en Afghanistan ?

– Regarde autour de toi. Un jour, les talibans seront de retour. La sécurité se dégrade de mois en mois. Personne n'a envie de se battre pour ce gouvernement… Regarde-toi. Tu en as envie ? Les étrangers s'en vont tous, la

plupart sont déjà partis. Où serez-vous, Zakia et toi, quand les *takfiris* seront de retour[2] ? Ils seront cent fois pires que Zaman et Gula Khan.

Chose remarquable, cette tension n'avait aucun effet apparent sur les relations entre la famille et Zakia, que l'on pouvait sans conteste considérer comme la source originelle de leurs ennuis. Dans la maison d'Anwar, tout le monde la traitait comme une princesse – même les épouses des frères, insistaient ces derniers. Trois des cinq fils d'Anwar étaient désormais mariés et vivaient sous son toit. Les frères disaient chérir Zakia encore plus qu'en d'autres circonstances, en raison de sa décision de tout sacrifier dans sa vie pour Ali et leur famille. S'étant naguère fermement opposés à l'histoire d'amour du couple, ils avaient fini par y adhérer de tout cœur.

– Dans cette maison, Zakia ne fait pas la lessive, le ménage ou la cuisine, expliquait Ismatullah, celui qui avait autrefois frappé Ali au visage avec une pierre, quand le jeune homme tentait de rejoindre Zakia à la maison de leur oncle.

– Tant qu'elle sera ici, nous ne la laisserons pas travailler, insistait Bismillah.

Si nous demandions comment les belles-sœurs prenaient cet arrangement, la question laissait les frères perplexes. Naturellement, elles en étaient heureuses, car on les en avait priées, et les femmes obéissent à leur mari. Et puis, c'était une vénérable tradition, dans les foyers afghans, de révérer et choyer la jeune mariée, qui renonce toujours à sa propre famille pour venir s'installer auprès de son mari, et quand elle devient mère, ce traitement particulier s'accentue encore. Ce peut fort bien être l'une des raisons pour lesquelles le taux de natalité afghan se situe à la dixième place mondiale[3]. Zakia nous confia que ce sentiment était sincère, même de la part de ses belles-sœurs.

– C'est réellement la vérité. Mes sœurs et tous les autres me répètent tout le temps de ne faire aucun travail, nous disait-elle.

– Nous avons un proverbe, rappelait Anwar. « Quand une fleur est trop précieuse pour rester dehors, mets-la dans un vase, sur la table. » Pour nous, Zakia est cette fleur.

Il y avait autre chose dont il fallait la remercier, une sorte d'épiphanie de tout ce que les amants avaient traversé. Son histoire d'amour avec Ali avait un effet galvanisant sur l'attitude de sa famille envers l'éducation. En un sens, les allusions fréquentes d'Ali au manque d'instruction de Zakia et lui-même constituaient une façon de reconnaître que le monde avait changé et qu'il était temps pour l'Afghanistan d'intégrer cette mutation. Dans ce monde nouveau, disait Anwar, les femmes ont elles aussi des droits, et l'amour n'est pas un méfait. Les gens instruits étaient ceux qui le savaient et l'acceptaient. Tous les autres étaient des personnes sans instruction. À présent, la famille d'Anwar était éduquée, celle de Zaman ne l'était pas.

Plus concrètement, le voyage au Tadjikistan et les mois passés à se cacher à Kaboul les avaient tous convaincus, et surtout Anwar, le chef de famille, de ce que l'illettrisme n'était pas simplement un état, mais aussi un fait de leur existence. C'était une forme de détresse dont ils étaient affligés et qui leur imposait ses limites. Handicapés de la sorte, ils ne pouvaient s'en sortir dans le monde, à l'extérieur de la ferme et du village, et pourtant, ils ne pouvaient plus ignorer ce monde extérieur.

Et ainsi, l'histoire d'amour de Zakia et Ali eut notamment pour conséquence inattendue qu'au cours de l'année scolaire 2015 qui, dans les régions montagneuses de l'Afghanistan, débute après la fin de l'hiver, la totalité des sept petits-enfants d'âge scolaire de la maisonnée d'Anwar allèrent à l'école, cinq d'entre eux pour la première fois (deux autres avaient commencé l'année précédente). Cinq de ces sept enfants sont des filles. Des huit fils et filles d'Anwar, maintenant tous adultes, seuls deux savent lire et écrire, et ni l'un ni l'autre très bien. Il veut maintenant que tous ses petits-enfants effectuent une scolarité assez longue pour s'alphabétiser.

« Ces voyages nous ont appris que nous étions incapables de faire la différence entre une maison et des toilettes publiques. Nous étions désemparés parce que nous ne savions pas lire, confiait Anwar. Cela nous a amenés à comprendre l'importance de l'éducation. »

De plus, l'impact de l'histoire d'amour du couple a dépassé le cadre de leur famille. « En Afghanistan, la jeune génération a vu cela comme une histoire

d’amour réussie, et elle en a discuté, débattu dans les cercles qu’elle fréquente, surtout dans le cyberespace, nous expliqua Zahra Sepehr, qui dirige un groupe de sensibilisation, Développement et soutien des femmes et des enfants (Development and Support of Women and Children[4]). « Cela a exercé un effet extrêmement positif sur la société en encourageant les jeunes à penser que les différences ethniques et religieuses ne sont pas un obstacle à un mariage réussi. » Madame Sepehr ajoutait que l’exemple du couple avait réussi à épargner un meurtre d’honneur à une femme de Kaboul. Cette jeune femme, Soheila, âgée de 21 ans, était une Hazara chiite, et Jawed, un jeune homme de 25 ans, Tadjik sunnite – comme Zakia et Ali, mais ici les sexes étaient inversés. Leurs deux familles s’opposaient à leur union. « Le couple a contacté mon bureau. Nous avons tenté une médiation entre les deux parties, leur avons cité l’exemple de Mohammad Ali et Zakia, en leur expliquant que le mariage est un droit de chacun. Tout le monde a le droit de choisir la personne qu’il ou elle veut épouser. » Madame Sepehr expliqua que la médiation avait échoué à convaincre les parents. Le père et les oncles du garçon, et certains des oncles de la jeune fille y restaient opposés. Mais cela avait encouragé le couple, continuait-elle, et la démarche avait touché le père de Soheila, qui savait que l’amour de sa fille était si fort que s’ils empêchaient le mariage, elle s’enfuirait. Sa solution était pragmatique, et très afghane. Il avait caché sa fille et répandu au sein des deux familles la nouvelle qu’il l’avait tuée, avant de discrètement organiser la fuite de Soheila et Jawed au Pakistan, où ils vivent à présent en sécurité – et en secret, l’honneur du père demeurant intact. C’est ce qui passe pour un heureux dénouement d’une histoire d’amour afghane. « C’est arrivé grâce à l’exemple de Zakia et Ali, soulignait Mme Sepehr. Maintenant quand je m’adresse à un couple dans cette situation, je leur raconte leur histoire. »

Le 11 janvier 2015, le frère de Zakia, Gula Khan, revint dans la vallée. Personne ne savait où il résidait, mais on l’avait repéré sur la route, puis au bazar, et des amis de la famille avaient averti le couple. Plus tard, ils apprirent qu’il s’était installé dans la maison de son beau-père, à Kham-e-Kalak. Anwar et ses fils firent preuve de prudence. La nuit, les frères montaient la garde à tour de rôle. La police de Bâmiyân était informée et promit d’ouvrir l’œil, mais

Ismatullah lui-même, qui était policier, pensait qu'il s'agissait là de vaines promesses. (Comme la plupart des policiers afghans, Ismatullah n'était pas autorisé à rapporter son arme à son domicile quand il n'était pas en service.) Anwar ne possédait plus son vieux fusil, qu'il avait vendu quand la famille était à court d'argent. Aussi, après le retour de Gula Khan, les frères aînés d'Ali rapportèrent le chien à la maison du père et lui firent monter la garde dehors. C'était un bâtard qui aboyait fort, et ils l'installèrent devant la partie inachevée de leur mur d'enceinte, afin qu'il leur serve d'alarme. Ils le nourrissaient bien, mais cela restait un chien sans nom. Dans ces villages où les individus ne reçoivent qu'un prénom, les animaux n'en reçoivent aucun.

Zakia interdit à Ali de sortir seul (en réalité, ainsi qu'elle le formula, en des termes plus diplomatiques, il accepta de s'imposer cette restriction après qu'ils en eurent discuté). « Il est difficile de se protéger de ton ennemi, parce que tu ne sais pas quand il va s'attaquer à toi », admettait-il. Ensuite, de l'argent arriva, envoyé *via* Western Union par un donateur anonyme, qui voulait mettre à leur disposition 1 000 dollars afin de les aider à faire face aux dépenses pour le bébé[5]. Ils en dépensèrent la moitié en combustible et nourriture pour l'hiver, et avec le reste, Ali acheta une arme. Quand il sortait dans les champs avec ses frères, il glissait le pistolet Makarov de fabrication russe, un calibre 9 mm, dans sa ceinture (il n'avait pas vu l'intérêt de débourser davantage pour acheter un baudrier) et sortait sa chemise de son pantalon pour le cacher, mais partiellement. Même ainsi équipé, il avait du mal à se concentrer sur les travaux des champs, relevant constamment le nez quand quelqu'un apparaissait au loin. Il estimait que le pistolet pouvait être qualifié de dépense pour le bébé.

« Cela ne me dérange pas, commenta le donateur quand il en fut informé. Il doit se protéger, ainsi que sa famille, c'est naturel. C'est sa première responsabilité. »

Jusqu'alors, rien n'indiquait que la détermination et la colère de la famille de Zakia envers le couple se soient apaisées, et il existait tant de cas où les familles avaient attendu des années avant d'assouvir leur vengeance. La famille d'une autre jeune fille prénommée Soheila, originaire du Nouristan, l'avait pourchassée huit ans après, après qu'elle eut rompu un mariage arrangé dans son

enfance, les avait attaqués elle, les employées du refuge où elle était accueillie et l'homme qu'elle voulait épouser, incitant les autorités à l'emprisonner[6].

Soheila était victime de la pratique abusive traditionnelle du *baad*, et pourtant, même eu égard aux règles en vigueur dans ce cadre, son cas demeurait choquant. Neuf ans avant sa naissance, un fils du même père, d'âge adulte, Aminullah, avait pris la fuite avec l'épouse désignée du cousin de son père, déclenchant des années de violente querelle entre les deux branches de la famille. À la naissance de Soheila, sa mère était morte en couches. Aminullah était son demi-frère, né d'une seconde épouse de son père. Son père, Rahimullah, avait décidé, dans le cadre du *baad*, de résoudre la querelle familiale en donnant Soheila au cousin à qui son fils avait fait du tort. Et c'était ainsi qu'elle avait été vendue, à la naissance, par son père, au bénéfice de son demi-frère, afin de résoudre un différend qui avait débuté bien avant sa naissance. Quand Soheila avait eu 5 ans, les deux familles avaient noué les liens du *neka*, avec l'approbation d'un mollah, en convenant de célébrer le mariage avec le cousin et que leur union soit consommée, quand elle aurait atteint 16 ans d'âge légal[7].

Personne n'avait averti la fillette de ces fiançailles avant l'âge de 13 ans, et quand l'apprit, il ne lui fallut pas longtemps pour calculer que son futur à la barbe blanche aurait 67 ans quand ils se marieraient – et qu'elle serait la quatrième femme de celui qui serait alors considéré comme un vieillard, dans un Afghanistan où la moyenne de l'espérance de vie d'un homme en bonne santé est plus proche de 50 ans[8].

La veille du jour de son mariage, Soheila s'enfuit, vers le seul endroit auquel elle avait réfléchi : la maison de son oncle maternel, dans un village voisin. Son oncle lui dit qu'il allait devoir la restituer à sa famille dès le lendemain et, de désespoir, elle demanda à son cousin, Niaz Mohammad, s'il voudrait l'aider à s'échapper. Elle affirma plus tard avoir agi non par amour mais simplement parce qu'elle n'avait pas d'autre choix. Pourtant, le simple fait d'être seuls ensemble faisait de Soheila et Niaz des amants adultérins aux yeux de la société et de la loi afghanes, aussi décidèrent-ils assez vite de se marier. Plus tard, l'amour survint, ainsi qu'une grossesse.

Pendant huit années, le père et le demi-frère de la jeune femme, avec l'aide d'autres hommes de la famille, les poursuivirent, des montagnes reculées du Nouristan jusqu'aux taudis de Kaboul. Ils retrouvèrent une première fois leur trace quand elle était enceinte de leur enfant, et son père convainquit la police de les arrêter tous les deux sur accusation d'adultère. Leur bébé naquit derrière les barreaux. Plus tard, Women for Afghan Women réussit à sortir Soheila et le bébé de prison et à les abriter dans un de leurs refuges. La famille combattit âprement la procédure de divorce que l'organisme lança pour annuler son mariage d'enfant avec le cousin âgé. Elle se présenta au tribunal avec une dizaine de témoins soutenant que le *neka* de Soheila n'avait pas été scellé avant qu'elle n'ait atteint l'âge légal de 16 ans. Quand la cour trancha en faveur de la jeune fille, la famille prétendit bien vouloir la reprendre, pendant que se poursuivait la procédure contre son mari, puis, quand ils se présentèrent à leur domicile, ils l'agressèrent, ainsi que les représentantes de Women for Afghan Women. Les femmes de sa maisonnée s'en prirent à elle, la frappèrent, les hommes braquèrent leurs fusils sur les travailleuses sociales, menaçant de les abattre. Soheila s'enfuit avec l'aide de voisins, mais ensuite, des membres de sa famille menacèrent de tuer son avocate et proférèrent tant de menaces de mort qu'elle les filma pour les faire entendre à la police. En mai 2014, le divorce de Soheila fut enfin prononcé, scellant sa séparation d'avec le vieil homme, après un délai d'attente obligatoire, en application de la loi afghane, ouvrant la voie d'un abandon des charges retenues contre son véritable mari. Il avait passé presque quatre ans en prison. Elle avait passé la quasi-totalité de ces quatre années dans ce refuge.

Huit ans après qu'elle s'était soustraite à ce mariage arrangé, rien n'indiquait que les membres de la famille aient perdu de leur volonté de la ramener au bercail pour épouser le vieil homme ou la tuer. Une cinéaste iranienne, Zohreh Soleilani, réalisa un documentaire sur son affaire et convainquit même son père et son demi-frère d'en discuter devant sa caméra[9]. Ils se montrèrent d'une franchise sans bornes sur ce qu'ils avaient l'intention de faire, s'ils en avaient le pouvoir.

« Si le tribunal lui accordait le divorce, il dirait : “C’est quoi, ce tribunal ?” », racontait le demi-frère, Aminullah, au sujet de leur père, au cours de cet interview. « Si elle s’enfuit, eh bien… », disait-il, avec un geste de détente que l’on presse. « Nous n’avons pas peur de mourir, nous n’avons pas peur de tuer. Pour nous, c’est comme abattre un moineau. Si elle ne revient pas chez nous, si elle part avec ce type, cette mule, elle se fera tuer. » Ce discours sans vergogne, au vitriol, était d’autant plus extraordinaire que c’était la propre fuite d’Aminullah, trente-trois ans plus tôt, qui les avait incités à vendre Soheila au titre du *baad*. Plus ironique encore, au cours de l’interview, il tenta de justifier l’idée du mariage d’une enfant en invoquant le fait d’avoir promis la main de sa fille à un homme âgé alors qu’elle n’était âgée que de 3 jours. Et, plus ironique encore, cette fille s’était récemment enfuie, au lieu de sceller cet accord avec le vieil homme. Malgré leurs échecs, M. Aminullah et son père s’en tenaient tous les deux à l’idée que les femmes de leur famille étaient leur propriété et qu’ils détenaient sur elles des droits absolus.

C’est une opinion courante, en Afghanistan, mais il est rare de l’entendre énoncer avec une telle intention meurtrière, et une telle franchise. À cet égard, le père de Soheila, Rahimullah, était encore pire que le demi-frère, si tant est que ce fût possible. « Mon enfant m’appartient, affirmait le père. Moi, ou quelqu’un de mon clan, nous la trouverons. Même si elle va en Amérique, nous la trouverons. Où qu’on la trouve, on la tuera. Avec toute la force qu’Il m’a donnée, je vais demander à Dieu, avant qu’ils ne prennent une nouvelle initiative : “Dieu, tue les tous les deux.” Elle sera perdue pour les deux mondes. »

Soheila et son futur époux, Niaz Mohammad, officialisèrent enfin leur union en septembre 2014, mais ce fut une triste cérémonie. En prison, Niaz Mohammad avait contracté une hépatite, et des complications de cette maladie avaient provoqué un diabète. Il est trop malade pour travailler. Seuls quelques membres de la famille assistèrent au mariage et, pendant la cérémonie, le téléphone de Soheila sonna. C’était encore son frère qui promettait de la tuer, d’une manière ou d’une autre, un jour ou l’autre[10].

En Afghanistan, s’agissant des questions d’honneur ou perçues comme telles, on a la mémoire longue. Zakia et Ali prenaient de plus en plus leur situation, si fréquente dans cette société, avec fatalisme : cela faisait simplement partie de leur destinée. Le rôle que leur histoire et eux-mêmes pouvaient jouer au sein de la société afghane les laissait plus ou moins indifférents. Quand quelqu’un suggérait qu’ils étaient devenus des symboles pour la jeunesse de leur pays et les précurseurs d’un changement qui restait insaisissable et lointain, cela les déconcertait. Malgré tous les défis lancés aux normes de leur société, leur ferveur était plus romantique que révolutionnaire. Zakia ne serait sans doute jamais une féministe, au sens que tout le monde, en Occident, prête à cette notion. Force de caractère, détermination, indépendance d’esprit – c’étaient là des traits de sa personnalité, plus que des postures politiques. Zakia croyait encore en l’obéissance à son époux, pourvu qu’il fût raisonnable. Son mari croyait en la nécessité de lui dire quoi faire, dans la mesure où elle l’acceptait. Ils croyaient tous deux en l’amour, mais il ne leur était jamais venu à l’esprit que cela puisse, à un titre ou un autre, menacer l’ordre établi.

Pourtant, Zakia ne se laissait pas régenter comme tant d’autres femmes afghanes. Si jamais Ali et elle réussissaient à s’échapper de ce pays, elle pourrait fort bien décider un jour d’apprendre à lire et écrire, ainsi qu’elle l’avait laissé entendre, et Ali avait ajouté qu’en ce cas, il l’imiterait. Ou bien elle pourrait décider de travailler ou de se former, et ce serait l’objet d’une négociation, comme partout, dans toutes les familles, selon le nombre d’enfants qu’elles élèvent et l’argent dont elles disposent. En revanche, s’ils ne réussissaient pas à quitter l’Afghanistan ou s’ils renonçaient à cette idée, le travail éreintant de la vie dans une petite exploitation rurale de maigre rapport risquerait de se révéler trop rude pour leur permettre de s’offrir le luxe de l’instruction et l’alphabétisation, du moins pour eux.

Qu’ils partent ou qu’ils restent, leurs enfants, garçons ou filles, seraient éduqués. Ils choisiraient leur compagnon ou leur compagne de vie, se créeraient une existence à eux, et en fin de compte, ce seraient eux qui réaliseraient le potentiel humain de leur mère. Ce n’était probablement pas un potentiel qu’elle pourrait pleinement réaliser en restant en Afghanistan. « Ce qui est arrivé est

arrivé », comme ils le disaient souvent tous les deux, et ainsi qu'ils le répétaient depuis leur retour à Bâmiyân pour y affronter le destin qui les attendait, leur fillette et eux. « Ce qui doit être, sera. »

Après une nouvelle chute de neige, en février 2015, un an après ma première rencontre avec le couple, Ali sortit capturer des oiseaux avec ses frères, dans les montagnes au-dessus de son village. Il était alors bien plus serein là-haut que lorsqu'il travaillait dans les champs et sur les terres alluviales près de la rivière. Les Tadjiks ne grimpaient jamais dans ces hauteurs, sur ce versant de la gorge, orienté au nord, et il laissa même son pistolet chez lui. Il restait un grand amoureux des oiseaux, et les cailles et les niverolles alpines qu'il chassait d'ordinaire étaient appréciés pour leur chant autant que pour leur chair. La petite niverolle, guère plus grosse qu'un moineau, est savoureuse, même si on ne la consomme qu'en cas de famine, tant son chant est ravissant. On les garde plutôt dans des cages confectionnées avec des brindilles et de fines branches tressées. Ali enregistrait ces chants dans son téléphone, qu'il déclenchait en le tenant derrière son dos, pour inciter le véritable oiseau à chanter.

Certains de ces passereaux sont plus faciles à attraper après une chute de neige, car ils recherchent la nourriture qui se trouve sous leurs pattes, mais n'apprécient pas la neige. Les chasseurs d'oiseaux grattent la neige sur une surface de vingt ou trente mètres de diamètre, puis tendent des fils de pêche si fins que les oiseaux ne peuvent les voir, et saupoudrent un peu de graines autour. Tous les quinze ou vingt centimètres, le fil décrit une boucle, avec un nœud coulant, et quand les oiseaux entrent dedans et s'y emmêlent, inévitablement, le nœud se referme. Assez vite, une flopée d'oiseaux sautillent en tous sens, sans se rendre tout de suite compte qu'ils ont été faits prisonniers. Ce jour-là, Ali et ses frères récupérèrent dix-huit niverolles alpines et redescendirent à la ferme très contents d'eux. « Nous sommes si bons amis, eux et moi, me confiait-il, que les gens ne s'imaginent même pas que nous sommes frères. » Zakia, qui les attendait à côté du chien de garde, dans l'ouverture du portail inachevé de leur maison, les récompensa à leur retour de son sourire si remarquable. La maison en pisé de Mohammad Anwar s'emplit vite des éclats de voix des jeunes hommes et des chants enjoués de leurs captifs. Même à l'intérieur, la respiration

de chacun créait des volutes de buée froide dans l’air raréfié de la montagne. Ils avaient encore plus d’un mois d’hiver devant eux.

Épilogue

À Bâmiyân, le printemps de l’année persane 1394 fut doux, grâce aux bienfaits des neiges de fin d’hiver et des premières pluies, après une saison de sécheresse, puis de ciels parfaitement limpides, bleus et chauds, avec une brise de montagne fraîche, des bouleaux blancs en pleine feuillaison ponctuant tous les chemins, et la marqueterie des champs se parant de nombreuses nuances de vert[1]. Il y avait même un duvet de verdure sur les coteaux arides alentour, du bon fourrage pour les moutons. C’était le genre de temps printanier qui invitait les amants à retomber amoureux ou à se rappeler leur toute première fois. À Surkh Dar, les nuits n’imposaient plus de chauffer, et Zakia dormait donc avec Ali au lieu de coucher dans la chambre chauffée, avec les autres femmes et les enfants. Durant leurs « moments sur l’oreiller », ainsi qu’Ali appelait les quelques minutes précédant l’endormissement, ils se remémoraient les premiers temps, quand leur amour n’avait pas encore appris à marcher et à parler. Ce qui leur était alors arrivé demeurait un mystère, et rien n’est aussi excitant pour deux jeunes amoureux que de démêler les signes avant-coureurs de la naissance de leur histoire.

– Pour toi, qu’est-ce que c’était ? lui demanda-t-il un de ces soirs-là.

– Tu étais si amical, et j’aimais ta manière de te comporter envers moi.

Pour sa part, il ne savait que répondre, mais deux soirs plus tard, il se souvint de l’âne.

– Pour moi, c’était l’épisode avec l’âne, lui avoua-t-il.

– L’âne ? (Elle lui flanqua une tape, avec espièglerie.) Quel âne ?

Mais elle s’en souvenait, elle aussi.

Cependant, sa réponse le laissait encore insatisfait. Elle lui semblait trop vague. Quelques nuits après, il lui demanda si c’étaient les oiseaux, le jour où elle l’avait regardé jouer avec ses cailles, alors qu’il aurait dû aller travailler dans les champs.

– Non, ce n’étaient pas les oiseaux, lui dit-elle. C’étaient juste tes bonnes manières avec moi. Tu étais prévenant, et tu avais bon caractère. Tu ne prenais pas de hasch, tu ne sniffais pas de colle, tu ne fumais pas de cigarettes, comme tant d’autres garçons.

– J’en fume, maintenant.

– Mais à l’époque tu n’en fumais pas, et tu devrais arrêter.

Elle essayait toujours de le convaincre d’arrêter.

La nuit suivante, il souleva encore la question. Cela ne quittait plus son esprit.

– Alors ce n’étaient pas les oiseaux ?

– Je n’ai jamais aimé les oiseaux, répondit-elle. Pourquoi les garder en cage ? Ils ont des ailes… ils devraient pouvoir voler. Pourquoi tu ne les laisses pas s’envoler ?

Il fut un peu choqué.

– Parce que je les aime.

Postface

Un jour avant le printemps 2016, Ali nous téléphona, paniqué. Il ne tenait plus sa femme, disait-il. Elle refusait de l'écouter, elle n'en faisait qu'à sa tête. Elle avait réussi à se procurer un téléphone portable, et elle téléphonait sans sa permission. Elle utilisait même la technique de l'« appel manqué » des débuts de leur cour amoureuse. Le couple s'était déjà disputé, précédemment, mais c'étaient toujours de petites chamailleries, contrairement à cette fois-ci. Elle l'avait même planté là quand il avait sèchement refusé d'acheter une bonbonne de gaz pour cuisiner leurs repas. Il ne voyait rien de gênant à procéder comme sa famille l'avait toujours fait, en cuisinant sur un fagot de branches et de petit bois. Zakia trouvait que cela dégageait trop de fumée et que c'était une méthode primitive ; en plus, le bois n'était pas vraiment moins cher que le gaz. Elle était sortie de la maison très en colère, et n'avait naturellement aucun autre endroit où aller, car il était exclu de retourner dans sa famille, si bien qu'elle avait fini par se rendre chez l'oncle d'Ali, dans le village voisin. Ce même jour, il était allé la chercher, avait accepté de se procurer la bonbonne, et elle était rentrée avec lui. Si mineure qu'ait été cette crise, Zakia en retint une leçon pénible : coupée des membres de sa famille à cause de leur volonté de la tuer, elle n'avait réellement nulle part où aller, personne vers qui se tourner si les choses s'envenimaient entre eux deux.

La dispute du réchaud à gaz demeurait vénielle, comparée à cette nouvelle crise. C'était bien pire que leurs querelles conjugales antérieures, confia Ali à Jawad au téléphone, ce printemps-là. Ce pourrait être la fin de tout. Les

exigences de Zakia étaient déraisonnables et irrévocables. Elle perdait la tête et, disait-il, elle faisait même preuve d'ingratitude.

La facilité avec laquelle il s'était coulé dans son rôle dominant, au sein d'une société patriarcale, m'avait toujours mis mal à l'aise, autant que son opinion, souvent exprimée, selon laquelle l'obéissance de sa femme constituait son trait de caractère le plus positif. C'était une position qui ne tenait aucun compte de son rejet total d'une telle obéissance, du temps où son père, qui voulait l'empêcher d'épouser Ali, était seul détenteur de ce pouvoir. Comment Ali pourrait-il miser sur une totale obéissance de sa part après avoir insisté pour qu'elle rejette cette obéissance envers son père, afin que le couple puisse se réunir ? C'est pourquoi, quand il se mit à se plaindre de sa désobéissance et de ses exigences déraisonnables, j'étais plutôt enclin à me ranger dans le camp de Zakia – du moins jusqu'à ce qu'il se résolve à me faire part de ce qui avait provoqué cet affrontement.

Elle voulait retourner dans sa famille, pour une visite discrète. Non seulement cela, mais elle voulait invoquer son droit, en tant que jeune épouse depuis deux ans, d'effectuer un long séjour auprès des siens – une pratique courante au sein de nombreuses familles afghanes. Elle parlait d'un mois, ou même de trois, disait-il. Il était à la fois en colère et angoissé. Avec le téléphone qu'elle s'était procuré, elle avait pu parler à ses sœurs, et même par la suite à ses frères. Ils lui avaient promis que tout était pardonné et qu'elle pouvait revenir sans craindre aucun danger, sans que sa famille ne lui fasse aucun mal, malgré tout ce qui s'était dit, malgré l'humiliation publique que leur fuite désormais fameuse avait causée à la famille. Tout était pardonné. Ali ne l'ignorait pas, et nous non plus, il s'agissait d'une stratégie éprouvée de la part des familles, après l'échec de leurs tentatives initiales de perpétrer le meurtre d'honneur d'une femme qui, estimaient-ils, les avait trahis par son comportement. Or, se marier contre la volonté de son père faisait partie de ce type de comportement.

– Ils voient bien que se montrer ouvertement hostile ne fonctionne pas, alors ils prévoient de changer de démarche, afin de se rapprocher de leurs objectifs, expliquait-il. Mais peu importe ce que je pense… c'est ce que pense ma femme qui compte. Avant ce jour, elle se tenait à mes côtés, et elle prenait mon parti,

mais maintenant je ne crois plus pouvoir réussir à la convaincre. Elle s'imagine que sa famille lui a vraiment pardonné. Je n'ai aucun moyen de l'en empêcher, sauf la violence, et je ne peux recourir à la violence contre une femme et contre mon épouse. Manizha Naderi, la directrice de Women for Afghan Women, résuma la chose succinctement :

– Elle tente de mettre fin à ses jours.

Jusqu'alors, il avait réussi à l'empêcher de quitter le domicile et d'aller retrouver les membres de sa famille. Dans le contexte conservateur de leur village de Surkh Dar, où ils habitaient encore, il est difficile pour une femme de partir de la maison seule, sans être accompagnée de son mari ou d'un proche parent de sexe masculin. Dans le cas de Zakia, tout le monde avait conscience de la menace qui pesait sur elle et de ce qu'Ali et elle avaient vécu dans une situation équivalant à une assignation à résidence, lui interdisant d'autant plus de sortir seule. Mais elle l'avait déjà fait, et pourrait recommencer, craignait-il.

– Par le passé, elle me demandait la permission même de passer un coup de téléphone. Maintenant, elle a complètement changé d'état d'esprit. Je pense qu'ils ont dû se servir d'amulettes ou de sortilèges magiques pour la faire changer d'avis, mais il est certain qu'elle a complètement changé, et elle ne me demandera plus mon accord.

À l'insu d'Ali, Zakia avait déjà appelé mon collègue Jawad Sukhanyar, en usant là encore de la technique de l'appel manqué employé du temps où Ali lui faisait la cour. Ce changement était intervenu au cours de l'année 2015 et s'affirmait encore plus depuis début 2016. Elle se sentait de plus en plus seule et sa famille lui manquait chaque jour davantage. Elle avait déniché un téléphone oublié par quelqu'un, appelait Jawad, interrompait la communication, et il la rappelait – toujours très nerveux, à tel point qu'il veillait souvent à mettre le combiné sur haut-parleur en ma présence ou celle d'un autre témoin, pour que personne ne le suspecte d'agissements louches. Ce n'était rien de tel. Elle avait simplement fini par lui faire confiance, comme à un frère aîné, et c'était quelqu'un de sûr, en qui elle se fiait, pour discuter de sa solitude et des difficultés croissantes de sa vie auprès la vaste famille d'Ali, qui n'était plus toujours aussi ravie de sa présence. Avec dix-neuf personnes dans quatre petites

pièces aux murs en pisé, les tensions étaient inévitables. Elle était la seule à ne pas avoir vécu avec eux depuis sa naissance et restait donc une exclue.

Et maintenant, expliquait Ali, Zakia allait commettre une terrible erreur, celle de retourner dans sa famille, et il redoutait qu'ils ne la tuent.

– Je vais faire de mon mieux pour l'en empêcher, mais nous sommes des humains, ajouta-t-il, en distillant l'un des aphorismes de son stock apparemment inépuisable, et parfois nous buvons du lait cru, même si nous savons que nous ferions mieux de nous abstenir.

Tout cela provoquerait une crise qui finirait par résoudre le dilemme du couple. Ces derniers mois, Ali s'était vraiment opposé à l'idée de tenter de fuir l'Afghanistan. Cédant à une forme de complaisance, il se sentait en sécurité dans sa maison de famille. La plupart des parents de Zakia s'étaient transférés à Kaboul, d'où il leur était bien plus difficile de s'en prendre à elle. Avec le rétablissement du contact entre eux et elle, Ali se remit plus ou à moins à envisager l'idée de s'enfuir, acceptant même d'accomplir quelques démarches en ce sens. En revanche, elle tenait vraiment à partir, alors même que tant qu'elle restait dans son pays, elle se languissait des siens. Jeune mère, le bien-être de son enfant lui importait plus que tout le reste.

Entre-temps, avec le soutien d'Ali, nous la persuadâmes qu'elle devait permettre à Women for Afghan Women d'organiser une entrevue avec sa famille, dans son Centre de conseil familial, à Kaboul. L'organisme avait une grande expérience de tels dossiers, et leurs conseillers les réuniraient, ses parents et elle, dans ce centre, en terrain neutre. Si cela se déroulait convenablement, et s'ils estimaient que la famille était sincère dans sa volonté de conciliation, ils confirmeraient à Zakia qu'elle pouvait se rendre chez eux – en surveillant ensuite l'évolution de la situation, à titre de sauvegarde. Cependant, le plus souvent, en des situations pareilles, pendant la rencontre, la colère de la famille ne cessait de monter et la jeune fille constatait que toute tentative de retour serait vaine ou même mortelle.

Elle n'alla même pas aussi loin. Quand Benafsha Amiri, de Women for Afghan Women, téléphona à Gula Khan, le frère de Zakia, pour fixer une date

d’entrevue, il rejeta l’idée avec colère, maudissant son interlocutrice et l’organisme, et dénonçant les actes de sa sœur.

– C’est elle qui nous a fait du tort, et pas l’inverse. Elle nous a déshonorés en partant avec un étranger. C’est *elle* qui devrait venir à nous.

Benafsha en conclut qu’il n’y avait guère d’espoir de réconciliation et relata l’épisode à la jeune femme.

– Elle a fini par se résoudre à rester en retrait et à ne pas les rencontrer, du moins pour le moment, expliqua Mme Amiri.

Manizha Naderi, la directrice, eut l’idée de convier le couple en qualité d’orateurs invités du gala annuel de levée de fonds de l’ONG, à New York, en mai 2016. Munis de cette invitation officielle, ils pouvaient déposer une demande de visa ordinaire aux États-Unis, et non d’immigration, et une fois là-bas, introduire une demande d’asile. Certes, les autorités américaines, à l’ambassade, avaient toute latitude de refuser leur demande de visa, mais rien n’interdisait d’essayer. Le premier mouvement d’Ali fut de refuser l’idée, mais la famille de son épouse revenant à la charge, il accepta.

Ils se rendirent à Kaboul en avril et nous retrouvèrent, Jawad et moi, avant leur entretien de demande de visa. Nous leur conseillâmes, élément capital, de ne jamais mentir à un agent consulaire durant leur entretien, même si c’était gênant ou délicat. Par exemple, l’agent consulaire leur demanderait sûrement si l’un ou l’autre avait déjà été arrêté par la police, et il fallait naturellement répondre par l’affirmative, Ali ayant été appréhendé pour enlèvement, si fictive qu’ait été cette accusation, la victime supposée étant son épouse consentante. Le lendemain, ils choisirent leurs plus belles tenues et se rendirent à l’ambassade des États-Unis. Ils suivirent nos conseils à la lettre, et quand l’agent consulaire qui les interrogeait leur demanda s’ils avaient l’intention de rester en Amérique et de ne plus rentrer après le gala, Zakia répondit « oui ». Ali objecta et répondit le contraire, mais son épouse refuserait peut-être de rentrer. J’imagine que l’agent du bureau des visas rit de bon cœur de leur naïveté et de leur honnêteté, mais il n’avait pas d’autre choix que de rejeter leur demande.

Ils s’en furent découragés, surtout Ali. Ayant été d’emblée contre l’idée de partir, du moins les derniers mois, et n’ayant changé d’avis qu’à contrecœur,

après avoir essuyé ce refus, le coup lui paraissait cruel. Ils regagnèrent leur repaire dans la montagne.

Ensuite, il se produisit un événement complètement inattendu. Une source que je ne peux pas citer me contacta et me confia qu'elle avait de bonnes raisons de croire que le gouvernement américain, obligé de rejeter la demande d'un visa de visite non-immigrant, pourrait réviser complètement sa position s'ils déposaient une demande d'entrer aux États-Unis dans le cadre de la procédure dite de mesure d'exception humanitaire. Ils pourraient fort bien obtenir cet accès dans ce cadre, même si l'administration n'ignorait pas qu'ils déposeraient ensuite une demande d'asile en vue de résider aux États-Unis de façon permanente.

C'était là une nouveauté tout à fait mystérieuse et inattendue, qui aurait bientôt une issue non moins étrange et surprenante. La mesure d'exception humanitaire, on l'a déjà dit, est un moyen juridique pour un gouvernement d'autoriser l'entrée sur son territoire à un individu qui, sans cela, ne serait pas habilité à recevoir un visa, et qui était destinée aux gens dont la vie était clairement en danger. D'ordinaire, cette mesure d'exception est accordée à une personne ayant besoin de soins médicaux d'urgence de nature complexe, et qu'elle ne trouvera qu'aux États-Unis. Elle n'a jamais été employée pour protéger la victime afghane d'un éventuel meurtre d'honneur. Quand j'avais soulevé la question de cette mesure auprès des responsables américains, un an auparavant, ils m'avaient littéralement ri au nez, jugeant l'idée absurde.

J'étais sceptique, non sans raison, mais ma source était catégorique. Non seulement ils auraient une chance de l'obtenir, mais ils arriveraient peut-être à temps pour le gala de Women for Afghan Women à New York, qui se tenait dans un mois, le 25 mai. « Dénichez-leur juste un bon avocat spécialisé dans les dossiers d'immigration, car les procédures juridiques qui vont de pair sont complexes », soulignait la personne, en affirmant qu'il serait tout à fait possible de voir la mesure confirmée pour le 25 mai. Le dernier dossier dans lequel l'organisme avait obtenu cette mesure pour une cliente concernait Bibi Aisha, mais dans ce cas-là, le traitement de la procédure avait pris sept mois. Manizha Naderi partageait mon scepticisme, mais nous lançâmes tous deux des pistes

pour recourir à un bon avocat spécialisé acceptant de traiter le dossier bénévolement. En une journée, nous avions trois ou quatre candidats potentiels, alors qu'ils doutaient tous de l'issue. Nous retînmes Poonam Gupta, un très gros cabinet international qui était aussi contributeur financier de Women for Afghan Women. L'un de leurs avocats siégeait même au conseil d'administration. Non seulement M. Gupta acceptait d'intervenir *pro bono*, mais son cabinet prendrait en charge les coûts et les frais d'enregistrement, qui étaient très onéreux.

À ce stade, je ne peux mentionner en détail les procédures qui s'ensuivirent, en raison de mon engagement de confidentialité. Il suffira d'indiquer qu'elles ont été complexes, prenantes, très exigeantes, non seulement pour les avocats, mais aussi pour Jawad et moi, à Kaboul. Nous consacrâmes un temps considérable à nous procurer et à traduire des documents comme une déposition formelle du procureur général confirmant l'abandon complet de l'accusation d'enlèvement ou une copie de leur *neka*, si contesté. Women for Afghan Women ne ménagea pas ses efforts pour accélérer la délivrance du passeport du bébé, Ruqia, alors âgée de 1 an, en l'obtenant en deux semaines, sur quoi nous découvrîmes que le bureau des passeports avait décidé de transcrire Ruqia en Roqia. De sorte qu'il faudrait refaire toutes les liasses considérables de paperasse (y compris des attestations officielles indiquant qu'elle n'avait jamais exercé le métier de prostituée, combattu pour les talibans, ou commis des délits de trafic d'êtres humains).

C'était un délai supplémentaire, et nous étions déjà à la mi-mai. Le 14 mai, nouvelle déconvenue, le Service de l'immigration et de la citoyenneté des États-Unis notifia au couple que leurs demandes étaient acceptées, mais qu'ils ne pourraient confirmer leur statut que dans sept à dix jours – première étape d'une série de démarches. Cela signifiait qu'ils manqueraient le gala, ce dont quelqu'un, dans les coulisses du gouvernement américain, ne semblait guère se préoccuper, mais ce ne serait pas non plus la fin du monde si leur mesure d'exception humanitaire tombait une semaine ou deux après. Or, il y eut subitement un autre motif d'inquiétude bien plus pressant que le gala.

Zakia était partie rencontrer sa famille. Nous n'apprîmes les détails que plus tard, de l'un et l'autre, mais à deux moments distincts. Après une série de coups

de téléphone avec les siens, elle avait annoncé que sa mère et sa sœur venaient, seules, la retrouver au milieu des champs jouxtant la maison de sa sœur, dans la vallée de Bâmiyân. Sur l'insistance d'Ali et de son père, la police locale ainsi que d'autres membres de la famille guetteraient depuis le bord du champ. Seules les femmes seraient impliquées dans cette entrevue. Zakia ajouta qu'Ali pouvait venir lui aussi, mais il hésita et préféra observer en compagnie des autres hommes, depuis la bordure.

Non seulement la rencontre eut bien lieu, mais elle ne se déroula ni pleinement en public ni en la seule présence des femmes. Submergée d'émotion, Zakia et sa mère s'embrassèrent, en pleurs, et la fille entra ensuite avec sa mère dans la maison de la sœur. Là, Gula Khan, le plus brutal et le plus intransigeant de ses frères, attendait avec son épouse, sa belle-mère et un autre frère et sa femme. Les belles-sœurs de Zakia étaient les plus en colère de tous les participants, pressant leurs maris, sans retenue aucune, de s'attaquer à elle sur-le-champ, pour la punir de ses agissements.

Au lieu de quoi, Gula Khan l'embrassa et lui dit :

– Tu vois, si nous voulions te faire du mal maintenant, nous le pourrions. Je refuse même ce que ma femme m'enjoint de faire.

Deux jours plus tard, quand Zakia appela Jawad pour lui raconter ce qui s'était passé, elle était en larmes.

– Je suis une montagne de douleur, lui dit-elle.

Elle voulait partir d'Afghanistan, mais en même temps elle tenait à se réconcilier avec les siens.

– Gula Khan, affirmait-elle, a complètement changé. J'ai longtemps eu si peur de lui. Jamais je n'ai eu aussi peur de quelqu'un d'autre que lui. Quand je l'ai vu, il m'a serrée dans ses bras, j'ai éclaté en sanglots, et il m'a dit : "Tu vois, nous n'allons te faire aucun mal. Ce qui est arrivé n'était pas ta faute. Nous avons tous beaucoup souffert." Je jure devant Dieu, avant, je ne les ai jamais crus, mais après cette rencontre, je vais les croire.

Ce jour-là, nous parlâmes avec elle au téléphone plus de trois heures, au sujet de sa famille, de leur sincérité ou de leur manque de sincérité, mais aussi

longuement à propos d'Ali et elle. De jour en jour, il changeait d'avis sur leur départ d'Afghanistan, et cela la rendait folle.

– Il n'est pas comme moi. Si je décide de faire ou de dire une chose, j'y réfléchis et je m'y tiens. Avec lui, on ne sait jamais, se plaignait-elle. Je sens qu'il ne me respecte pas. Je l'aime, mais il doit me respecter. Je sais quel risque j'ai pris en fuyant avec lui, plus qu'il n'en a pris, mais j'ai l'impression qu'il s'en moque. Il ne comprend pas.

Elle voulait notre aide. Le soir qui avait suivi ses retrouvailles avec sa famille, Ali s'était saisi de son téléphone et avait détruit sa carte SIM. Elle voulait que nous le convainquions de le lui rendre. Elle nous demanda aussi, la prochaine fois qu'un donateur leur enverrait de l'argent, si cette somme pouvait lui être adressée à elle et non à lui. Auparavant c'était toujours lui qui allait retirer ces virements d'espèces au guichet de Western Union – une femme aurait trop attiré l'attention, et aller seule en ville l'aurait exposée à de graves risques –, mais cela signifiait aussi qu'il contrôlait la façon dont tout l'argent était dépensé. Elle voulait avoir de l'argent à elle, disait-elle, parce que c'était synonyme d'indépendance. Et cela signifiait qu'elle pourrait le dépenser comme bon lui semblait, ce que son mari n'accepterait jamais.

Quelle était cette dépense ? Gula Khan était malade, nous apprit-elle. Il avait de terribles difficultés à trouver le sommeil et avait besoin d'argent pour aller voir le mollah. Certains mollahs des zones rurales exercent aussi une fonction de guérisseurs, surtout quand les maux qu'ils « traitent » sont d'ordre psychologique. Mais ils doivent aussi être payés. Et ainsi, à ce frère qui avait publiquement juré de la tuer, celui qui l'avait frappée en maintes occasions, dans le rôle de celui qui fait respecter la vertu féminine au nom de la famille, après une seule entrevue, elle voulait envoyer de l'argent. C'était déchirant.

Naturellement, Ali avait de cette rencontre une vision très exactement à l'opposé de celle de sa femme. Gula Khan et le reste de sa famille savaient qu'ils ne pouvaient la tuer sur place, sous les regards de la police et de tous les autres témoins, aussi jouaient-ils une partie plus patiente : l'attirer, seule, attendre que tout le monde ait oublié, puis la supprimer. Il en était convaincu et refusait fermement de lui rendre son téléphone.

La privation d'appareil ne freinerait pas Zakia bien longtemps. Le gala avait lieu dans une petite semaine, et la mesure d'exception humanitaire semblait constituer leur ultime espoir, et le plus clair, en dépit de sa minceur. Par l'intermédiaire de l'avocat, à New York, nous transmîmes directement l'information à tous les fonctionnaires du Département d'État que nous connaissions et qui seraient susceptibles de suivre le dossier du couple, les avertissant qu'elle était menacée de mort. C'était un jeudi. Les deux jours suivants seraient un week-end, et la section consulaire serait fermée. Néanmoins, le vendredi, la nouvelle tomba : le couple aurait un entretien le dimanche, pour obtenir la mesure d'exception humanitaire, et pourrait même avoir le tampon sur leur passeport le jour même.

Ce vendredi, nous appelâmes immédiatement Ali, mais il était parti dans les montagnes attraper des oiseaux et son portable était hors réseau. Nous avertîmes Zakia et Anwar, son beau-père, qu'ils devaient s'apprêter à partir dès samedi pour le trajet d'une journée jusqu'à Kaboul. Quelqu'un pourrait-il aller chercher Ali dans les montagnes et le ramener ? Le lendemain, samedi, ils le trouvèrent enfin, vers 11 heures. Ils quittèrent Bâmiyân dans l'heure, sans même un sac à eux deux, le couple, Ruqia et Anwar.

Manifestement, un protagoniste détenant pouvoir et autorité au sein du gouvernement des États-Unis œuvrait en coulisse pour que tout aille si vite. En temps normal, la rapidité n'est pas le fort de la bureaucratie américain de l'immigration. Plus tard, je découvrirais de qui il s'agissait, mais je suis tenu de ne pas divulguer son nom. C'était un lecteur de la première édition de ce livre, il avait dit à ses collègues avoir été ému de l'histoire du couple et vouloir y apporter une solution. C'était pour moi une issue inattendue. J'avais veillé à envoyer un exemplaire des *Amants* à tous les hauts fonctionnaires auxquels j'avais pu penser, mais étant donné le désintérêt officiel et même l'hostilité pour l'épreuve que vivaient Zakia et Ali, je ne les avais jamais entendus réagir. Ni les immigrants ni les Afghans n'étaient en odeur de sainteté dans une Amérique plongée dans une campagne électorale délétère.

Le couple put retirer les documents liés à la mesure d'exception humanitaire le dimanche après-midi, et le lundi, Jawad les emmena s'acheter des vêtements

pour qu'ils aient de quoi s'habiller selon le climat et la culture qu'ils allaient rejoindre. Nous fîmes une chose qui, je l'avoue, me troubla au plan éthique, même si je reste convaincu que c'était la meilleure solution. La meilleure solution, certes, mais en recourant à des méthodes inavouables. Zakia dit qu'elle voulait revoir sa famille, seule à seule, avant son départ. Ali croyait – et nous étions de son avis – que si elle leur annonçait son départ, ils renonceraient à tout semblant de modération et ne la laisseraient pas ressortir vivante. Les conseillers de Women for Afghan Women pensaient également qu'il valait mieux maintenir la jeune femme dans l'ignorance jusqu'au dernier moment. Nous lui mentîmes donc au sujet de leurs projets de départ, en lui disant que nous ne savions pas au juste quand ils partiraient, qu'il s'écoulerait peut-être quelques jours avant de leur trouver un vol. Anwar et Ali s'associèrent à nous dans ce stratagème. Ensuite, dès le lendemain matin, à 6 h 30, Jawad se présenta inopinément dans le lieu sûr où ils attendaient.

– C'est pour aujourd'hui, annonça-t-il. Maintenant, on y va.

Elle appellerait sa famille d'Amérique.

Ils se rendirent directement à l'aéroport de Kaboul, et mardi 24 mai 2016, juste avant minuit, atterrirent à l'aéroport John-Fitzgerald-Kennedy. Ruqia pleura pendant toute la durée du voyage, deux vols successifs et vingt heures de trajet, mais ils descendirent tous les trois de l'avion l'air frais et reposé, comme peut-être seuls le peuvent des êtres si jeunes. Zakia était réellement rayonnante. Je ne sais comment, elle avait réussi à rendre son foulard noir élégant. Ali avait une allure incroyable, souriant à belles dents à tous les objectifs pointés dans sa direction.

Jawad les accompagnait. Moi, j'étais parti devant, pour être à l'extérieur du terminal au cas où quelque chose tournerait mal, mais tout se déroula parfaitement. Les agents de la Sécurité intérieure leur dirent qu'ils les attendaient et que tout irait bien. L'agent au comptoir leur sourit aimablement et leur dit :

– Bienvenue en Amérique. Bonne chance et Dieu vous bénisse !

Le lendemain soir, ils étaient reçus en invités d'honneur au gala annuel de Women for Afghan Women, dans l'imposant restaurant *Guastavino's* situé au pied du pont de Queensboro. Ils ne pouvaient faire aucune déclaration, mais

reçurent une ovation debout qui me sembla durer dix bonnes minutes. Le bébé en équilibre au creux de son bras, Zakia se tenait tout près d'Ali, en lui tenant discrètement la main.

À certains égards, leurs épreuves ne faisaient que commencer. Nous avons tendance à croire qu'une fois en lieu sûr, pour les réfugiés, tout le reste devient facile. En revanche, pour eux, le plus dur ne faisait que commencer. New York les ramena brutalement à la réalité, et à leurs difficultés. Sans Jawad, ils étaient totalement incapables de s'orienter en ville. Le simple fait de sortir de leur hôtel chercher un endroit où manger halal constituait un défi. Le cabinet de leur avocat se trouvait au quarantième étage d'un gratte-ciel du centre. Ils n'avaient jamais vu d'immeuble de plus de cinq étages. Ali avait l'habitude des travaux pénibles, mais dans le cadre de leur statut d'exception humanitaire, ils ne seraient pas autorisés à travailler tant que leur demande d'asile ne serait pas acceptée. La procédure pouvait durer un an, et au moins plusieurs mois. Pendant ce laps de temps, il leur était interdit de travailler, mais aussi de percevoir la moindre allocation, ni bons alimentaires ni couverture santé de type Medicaid, ni aucun des services aux réfugiés d'ordinaire payés par l'État. En plus de tout le reste, Zakia était à nouveau enceinte, et pour un patient non couvert par l'assurance-maladie, le coût d'un accouchement à l'hôpital pouvait atteindre 100 000 dollars, ce que nous nous gardâmes d'annoncer au couple. À l'inverse de la grossesse de Ruqia, celle-ci s'annonçait compliquée, et elle souffrait fréquemment de graves nausées.

Et ils n'avaient pas d'argent. En revanche, ils avaient des amis, en nombre – des amis dont ils ignoraient pourtant l'existence. Par l'intermédiaire de certains contacts, je les mis en relation avec une formidable agence pour réfugiés basée à New Haven, dans le Connecticut, où résidait une petite communauté afghane. Ce groupement, Services intégrés pour réfugiés et immigrants (Integrated Refugee & Immigrant Services, IRIS), se chargeait souvent de relocaliser des réfugiés sous contrat avec le gouvernement américain, et quand je contactai le directeur, Chris George, il se montra très compréhensif, mais m'expliqua que son groupe ne disposait pas de fonds pour des gens comme Zakia et Ali. Dans la pratique, ils n'étaient pas encore réfugiés, dans l'attente de leur statut de

demandeurs d’asile, et n’avaient donc pas droit à ces aides. Je lui répondis que j’étais convaincu de pouvoir leur trouver de l’argent. Depuis toutes ces années où j’avais couvert leur histoire et travaillé sur ce livre à leur sujet, j’avais dressé une liste de quantité de gens qui nous avaient contactés pour nous demander en quoi ils pourraient les aider. Cette liste comptait deux cents noms ; je leur envoyai un e-mail à tous, en expliquant leur situation et en laissant entendre que l’IRIS serait une excellente solution si le groupe pouvait leur trouver une source de financement. Mon e-mail partit tôt le samedi matin, le week-end du Memorial Day 2016, et à midi, l’IRIS avait reçu des promesses de fonds suffisantes pour financer le couple pendant un an. L’organisation leur obtint la gratuité des soins médicaux au Yale Medical Group.

Ce même jour, Jawad et moi les conduisîmes tous les trois dans le Connecticut, où un comité d’accueil de l’IRIS les attendait, pour les mettre tout à fait leur aise. Il se composait d’un professeur de Yale, un Afghano-Américain, d’un autre réfugié arrivé l’année précédente et de son épouse, d’une Afghane et d’un couple de réfugiés qui travaillaient pour l’IRIS. Zakia et Ali s’installèrent dans un logement temporaire, une résidence hôtelière où les attendaient des assiettes garnies et des corbeilles de fruits. C’était la première fois que Zakia avait d’autres femmes à qui parler, en dehors de ses belles-sœurs, et elles se réunirent en petit comité durant des heures. Ensuite, elle servit à déjeuner pour Jawad, Ali et moi, rayonnante de fierté d’être capable de faire quelque chose pour nous, pour changer. Ce soir-là, une veuve afghane, Salika, venue aux États-Unis comme réfugiée dix ans plus tôt, leur prépara un dîner afghan. Salika deviendrait pour eux une amie chère, surtout pour Zakia. Fuyant un mari maltraitant, elle était arrivée avec sa jeune fille et avait obtenu l’asile. En septembre 2016, cette fille entrerait à l’université aux États-Unis. Salika leur dit que ce serait difficile, mais s’ils étaient patients, tout irait bien.

Pour eux deux, la patience était un atout inédit, qu’ils allaient avoir du mal à maîtriser. L’IRIS leur trouva un appartement, un agréable logement d’une chambre, où ils emménagèrent quatre jours plus tard, et ils avaient assez d’argent pour acheter des produits alimentaires et de première nécessité. Des voisins afghans pouvaient les aider à s’organiser. Malgré tout cela, dès la première

semaine, Ali annonça qu'il souhaitait rentrer en Afghanistan. Zakia n'était pas d'accord et lui répondit qu'elle ne repartirait jamais. Enfin, ils étaient en sécurité… Ne s'en rendait-il pas compte ?

– Je ne veux plus jamais rentrer, et quand j'ai décidé quelque chose, je ne change pas, lui dit-elle.

Nous en avions effectivement tous eu la démonstration.

– Mon mari n'est pas ainsi fait. Son envie de rester dépend du jour où vous lui posez la question, selon que c'est lundi, mardi ou mercredi.

Un mois plus tard, pourtant, il considérait qu'il se sentait bien en Amérique et ne parlait plus de repartir. Il prenait des cours d'anglais et maîtrisait les quelques mots indispensables pour attraper un bus vers le centre de la ville du Connecticut où ils résidaient. « *Downtown »*, expliquait-il en anglais, quand il parlait au téléphone avec Jawad. Puis il ajoutait : « *My name is Mohammad Ali*. » Et ces quelques mots nouveaux lui insufflaient une certaine confiance. « Ce n'est pas si mal. Maintenant, j'ai l'impression qu'on y arrivera. » Dans leur nouvel appartement, Zakia s'émerveillait devant le four électrique et la cuisinière au gaz, ce qu'elle n'avait encore jamais vu, le réfrigérateur moderne et l'air conditionné intégré. Cela lui semblait comique, avouait-elle, que voici encore très peu de temps, ils se disputaient pour savoir s'ils cuisineraient sur un feu de petit bois ou sur un réchaud à gaz.

Remerciements

J’aimerais témoigner ma reconnaissance à l’esprit et à la générosité des poètes et musiciens afghans et iraniens cités dans ce livre, qui m’ont tous volontiers accordé l’autorisation de citer leurs œuvres et sont la preuve vivante que l’amour s’épanouira toujours, même dans les environnements les plus rudes.

Ce livre a été conçu et nourri grâce à l’aide et aux encouragements de mon agent, David Patterson, de l’agence littéraire Stuart Krichevsky, à New York, qui a joué un rôle déterminant en m’aidant à le façonner et à le proposer à un éditeur. Personne n’aurait fait mieux. Mon éditeur chez Ecco, Hilary Redmon, a accompli un travail magistral en me guidant avec ses propositions d’amendements, toutes intelligentes et perspicaces, qui ont toujours su préserver le ton qui est le mien tout en m’encourageant à rendre ce livre encore meilleur. Ma relectrice, Maureen Sugden, a fait preuve d’une assiduité et d’une intelligence impressionnantes, et m’a tiré de plus d’un mauvais pas. Merci également au directeur de collection, Dan Halpern, chez Ecco, dont l’enthousiasme initial pour *Les Amants*, qui ne s’est jamais démenti, s’est révélé très gratifiant. Toute l’équipe d’Ecco et HarperCollins, Sonya Cheuse, Ashley Garland, Emma Janaskie, Rachel Meyers, Ben Tomek, Sara Wood et Craig Young, a reçu ce nouveau venu dans la maison avec un sens de l’accueil et une volonté de soutien inégalés.

Tout au long de mon travail sur ce livre, personne n’a eu de rôle plus important que Jawad Sukhanyar, du bureau de Kaboul du *New York Times*, qui a été mon indispensable interprète, guide et intermédiaire auprès des amants et de

leur culture. L’attention et la diligence de Jawad ont sauvé plus d’une situation. En tant que journaliste spécialiste des questions féminines, il n’a pas d’égal parmi ses confrères afghans des deux sexes.

Mon meilleur ami, Matthew Naythons, docteur en médecine, m’a fait des critiques constructives à chaque étape de mon reportage et de la rédaction de ce livre. L’auteur Ruth Marshall a été ma première lectrice, et la plus intelligente : ses réflexions et ses conseils se sont révélés précieux. Ma collègue du *New York Times*, Alissa Johannsen Rubin, dont je suis fier de dire qu’elle a été deux fois ma patronne, m’a apporté sa compréhension approfondie et la longue expérience de ses reportages sur les femmes en Afghanistan, ce qui m’a fourni quantité d’éléments de contextualisation des épreuves que traversaient les deux amants. Merci également à mes rédacteurs en chef au *New York Times*, en particulier à Douglas Schorzman, dont l’enthousiasme habituel pour les reportages sur l’Afghanistan a permis de mettre celui-ci en évidence d’emblée, ce qui a finalement rendu toute la suite possible.

Enfin, et surtout, j’adresse ici toute ma gratitude, du fond du cœur, à mon épouse, Sheila Webb, et à nos enfants, Samantha, Johanna et Jake Webb Nordland, qui ont tous compris l’importance de ce livre et ont volontiers accepté de me voir encore moins que d’habitude, pendant ces dix-huit derniers mois.

Notes

Sous le regard des bouddhas

1. *New York Times*, 10 mars 2014, p. A1, www.nytimes.com/2014/03/10/world/asia/2-star-crossed-afghans-cling-to-love-even-at-risk-of-death.html ; 31 mars 2014, p. A6, www.nytimes.com/2014/03/31/world/asia/afghan-couple-finally-together-but-a-storybook-ending-is-far-from-assured.html ; 22 avril 2014, p. A4, www.nytimes.com/2014/04/22/world/asia/afghan-couple-find-idyllic-hide-out-in-mountains-but-not-for-long.html ; 4 mai 2014, p. A10, www.nytimes.com/2014/05/04/world/asia/in-spite-of-the-law-afghan-honor-killings-of-women-continue.html ; 19 mai 2014, p. A10, www.nytimes.com/2014/05/19/world/asia/afghan-lovers-plight-shaking-up-the-lives-of-those-left-in-their-wake.html ; 8 juin 2014, p. A14, www.nytimes.com/2014/06/08/world/asia/for-afghan-lovers-joy-is-brief-ending-in-arrest.html.

2. Dans le calendrier persan, l'année commence le 21 mars, premier jour du printemps.

3. À l'aéroport de Bâmiyân, le bâtiment permanent du terminal a été construit en 2015 avec des capitaux d'aide étrangère.

4. Site Internet de l'Unesco, « Cultural Landscape and Archaeological Remains of the Bâmiyân Valley », whc.unesco.org/en/list/208.

5. Barbara Crossette, *New York Times*, 19 mars 2011. « Taliban Explains Buddha Demolition », www.nytimes.com/2001/03/19/world/19TALI.html. Les talibans s'opposaient à toute représentation de formes humaines ou animales, qu'il s'agisse de statues ou d'autres œuvres d'art, et se livrèrent à toutes sortes de déprédations similaires sur des objets et des tableaux du Musée national d'Afghanistan.

6.

زلیخا گر بیرون آرد ز دل آه پشیمانی
زپای یوسف زندانیش زولانه میریزد

7. L'une des filles au moins résidait encore dans cet asile plus d'un an après, soit début 2015, selon des sources du gouvernement provincial de Bâmiyân. Leurs noms ont été modifiés, pour des raisons

de sécurité.

8. En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a créé ONU Femmes, l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. http://www.unwomen.org/fr. (*N.d.T.*)

9. تو

10. شما

11. « À l'heure actuelle, on considère comme une honte qu'une personne connaisse le nom de votre femme », m'a expliqué Wazhma Frogh, une militante afghane du droit des femmes à l'Institut de recherche pour les femmes, la paix et la sécurité. « Personne n'est autorisé à le demander. Nous sommes considérées comme la propriété du père, du mari, du frère – même votre frère cadet a sur vous un droit de propriété. Vous n'êtes pas une personne, vous êtes l'épouse ou la sœur d'une personne. Nous ne sommes pas considérées comme des êtres humains de plein droit. »

12. Une plaisanterie très populaire raconte ceci : « On frappe à la porte d'un mollah, il l'ouvre et découvre sa fille en pleurs. "Que se passe-t-il ?" lui demande-t-il. Elle lui apprend que son mari l'a frappée. Immédiatement, il la gifle et lui ordonne de rentrer chez elle. Ensuite, il téléphone au mari et le sermonne pour avoir frappé sa fille. "Enfin, je t'ai réservé un chien de ma chienne, ajoute-t-il. Je viens de flanquer une baffe à ta femme. Qu'en penses-tu ?" »

La fille d'un père défunt

1. Hazarajat se réfère aux hauts plateaux du centre de Bâmiyân et aux provinces voisines, où le peuple hazara est prédominant. À cette période, d'autres régions reculées du nord comme la province de Badakhshan, à l'extrême nord-est, s'étaient aussi affranchies du contrôle des talibans.

2. Ce courant de pensée musulmane apparu fin XIXe siècle à Deoband, dans l'Uttar Pradesh, défendait un islam apolitique en réaction contre le colonialisme et l'union de l'islam et de l'hindouisme. Il a fortement inspiré les Talibans.

3. Au XIXe siècle, les Hazaras ont été soumis à des campagnes de massacre qu'ils qualifient de génocide, suivies de leur asservissement massif, organisé par la société pachtoune, en position de domination. Les talibans sont en majorité pachtouns. Les Hazaras ont longtemps été la classe inférieure de l'Afghanistan, mais leur statut n'a commencé à changer que récemment. Voir www.hazara.net/hazara/history/slavery.html.

4. Bien que l'éducation soit gratuite, avoir des enfants scolarisés est coûteux pour les familles de fermiers, en raison de la diminution de la main-d'œuvre.

5. En raison de la foi douteuse des Afghans en la sainteté religieuse de la burqa, le port de ce vêtement peut en réalité se révéler périlleux pour des femmes d'origine étrangère, comme le font certaines de mes collègues de sexe féminin dans les régions les plus dangereuses du pays. La porter ne constitue un

déguisement efficace qu'à bonne distance. Les Afghans sont prompts à repérer les étrangères en burqa, soit à leurs chaussures, soit à leur manière de se tenir dans un vêtement auquel elles sont peu habituées. De même, les hommes kamikazes qui ont essayé de s'habiller en burqa pour s'approcher d'une cible sont généralement vite repérés par les gardes afghans. Les hommes afghans se vantent souvent de pouvoir dire si une femme est belle, même quand elle porte la burqa.

6. Leïli et Madjnoun en persan, cette histoire ancienne est très populaire au Moyen-Orient, en Asie centrale, en Inde et au Pakistan. (*N.d.T.*)

7.

من افراطی نی ام عاشق ترین ام
چرا با دل سیاست میکنی یار

8. La page Facebook de l'émission *Les Amants de la nuit* se trouve sur www.facebook.com/arman.fm/videos.

9. Quand il a été interviewé en juin 2015, l'émission *Les Amants de la nuit* existait depuis seize mois et avait diffusé près de mille histoires d'amour, dont seules dix étaient des histoires heureuses, soit 1 %.

10. En novembre 2014, selon la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, sur les 176 prisonnières de la prison de Badam Bagh, 75 à 85 % d'entre elles avaient été condamnées ou inculpées pour délits de mœurs. Sept de ces prisonnières sont enceintes, 3 ont accouché depuis leur incarcération, et 40 enfants en bas âge vivent avec leurs mères en prison. Lors de ma visite à Badam Bagh, le 14 novembre 2014, ce jour-là, selon les registres de détenues fournis par les fonctionnaires de garde, la population comprenait 66 cas d'adultère, 22 cas de fuite, 7 cas de consommation d'alcool et 5 cas de tentative d'adultère, soit environ 65 % d'affaires de mœurs. On notera les inculpations de fuite, malgré l'abolition, selon la loi EVAW de 2009, de toute accusation pour évasion du domicile familial.

11. Les chiffres officiels sur la consommation de drogue au sein des forces de sécurité afghanes ont montré que de 12 à 41 % des recrues de la police nationale afghane sont testés positifs à des drogues illégales, généralement du haschich ou des opiacés. Les chiffres concernant les soldats de l'armée sont inférieurs, mais restent inquiétants. *New York Times*, 16 mai 2010, p. A4, « Sign of Afghan Addiction May Also Be Its Remedy », www.nytimes.com/2010/05/17/world/asia/17afghan.html.

12. La désertion est le fléau de l'armée afghane. Celle-ci voit tous les ans ses forces diminuer d'un tiers à cause de ses pertes en vies humaines, des refus de se réengager et en particulier des désertions, qui sont si fréquentes que le gouvernement n'ose pas poursuivre ces faits. *New York Times*, 16 mai 2010, p. A4, « Sign of Afghan Addiction May Also Be Its Remedy », www.nytimes.com/2010/05/17/world/asia/17afghan.html.

13.

عاشقی آنست که بلبل با رخ گل میکند
صدجفا از خار میبیند تحمل میکند

14.

دو چشمان سیایی اوغانی(افغانی) داری # به دل رحم مسلمانی نداری
شب ها ره روز کردم پشت قلایت یار # چطو خواب است که بیداری نداری

15. Unité de compte du système de numération indien, également en vigueur en Birmanie, au Népal, au Pakistan et en Afghanistan, qui équivaut à 100 000 unités. (*N.d.T.*)

16. On trouvera un bon résumé des dispositions de la loi EVAW dans ce rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan, « A Long Way to Go », novembre 2011, www.ohchr.org/Documents/Countries/AF/UNAMA_Nov2011.pdf.

17. Unicef, « Monitoring the Situation of Women and Children », mai 2015. À l'âge de 15 ans, 15 % des jeunes filles afghanes sont mariées ; 40 % sont mariées avant 18 ans. L'âge légal du mariage, en vertu de la loi afghane, est fixé à 16 ans. Voir http://data.unicef.org/child-protection/child-marriage.

18. خواستگاری

19. Le mari de Khadija, Mohammad Hadi, vit maintenant à Kaboul, où il s'est de nouveau marié à 23 ans, et affirme ne pas savoir si Khadija a été tuée ou si elle a pu échapper à sa famille ; il refuse de croire au pire et l'aime encore, dit-il. Malheureusement, la famille de Mohammad a été la cible de telles menaces après la controverse relative à leur mariage qu'elle s'est installée à Kaboul vers l'époque de la disparition de Khadija. « Elle a eu beaucoup de courage, elle a été assez téméraire pour s'échapper, mais nous avons dû fuir notre foyer, et elle n'aurait pas su où me trouver », m'a-t-il expliqué. Il espère encore qu'un jour Khadija le retrouvera et m'a affirmé que sa deuxième épouse ne constituerait pas un obstacle. « Si elle revenait, je vivrais avec elles deux », m'a-t-il déclaré. En vertu de la loi de la charia, il est licite d'épouser jusqu'à quatre femmes, et en Afghanistan, il n'est pas rare qu'un homme ait deux épouses.

20. La version afghane s'inspire étroitement du grand récit épique du XIIe siècle, adaptation de l'histoire arabe originelle par le poète persan Nezami. Voir « Persian Poetry : Nezami Ganjavi », sur le site de l'université d'Arizona, http://persianpoetry.arizona.edu.

21. Selon Global Rights, mars 2008, « Living with Violence. A National Report on Domestic Abuse in Afghanistan », 58, 8 % des femmes afghanes vivent un mariage forcé, soit un mariage arrangé auquel elles s'opposaient, soit un mariage conclu alors qu'elles étaient encore enfants. Voir : www.globalrights.org/Library/Women%27s%20rights/Living%20with%20Violence%20Afghan.pdf.

Zakia prend l'initiative

1. Sans aucun lien de parenté avec Aziza Ahmadi.

2. Cette loi s'inspire de l'action d'une ONG internationale éponyme, l'EVAWI (End to Violence against Women International), fondée en 2003. (*N.d.T.*)

3. La Constitution afghane en anglais (la langue du document) peut être consultée sur www.afghan-web.com/politics/current_constitution.html. En plus de garantir le droit des femmes à l'éducation et leur part des sièges au Parlement et dans les conseils provinciaux, l'article 22 stipule : « Les citoyens d'Afghanistan – homme ou femme – ont des droits et des devoirs égaux devant la loi. »

4. La peine de mort n'est appliquée qu'aux cas d'adultère où la femme était mariée, mais le père de Zakia a souligné par la suite que tel avait été le cas la concernant. En pratique, la mort par lapidation

n’est généralement pas requise par les tribunaux afghans dans les cas d’adultère, bien qu’en de nombreuses circonstances, des villages aient pris l’initiative d’imposer un tel châtiment.

5. 20 juin 2015, entretien avec Ahmad Zia Noori, spécialiste des droits de l’homme au cabinet du président, qui citait une étude non publiée à cette date de juristes afghans de la province de Kaboul menée par la Commission afghane indépendante des droits de l’homme. Kaboul jouirait d’un niveau d’instruction généralement très supérieur à celui de la moyenne d’ensemble du pays. L’étude établissait que 75 % des avocats et des procureurs employés dans le système judiciaire – des rangs desquels provenaient les juges – ne détenaient ni diplôme de droit ni même un diplôme de la faculté de droit de la charia.

6. Alissa J. Rubin, *New York Times*, 2 décembre 2012, p. A6, « With Help, Afghan Survivor of ‘Honor Killing’ Inches Back », www.nytimes.com/.2012/12/02/world/asia/doctors-and-others-buck-tradition-in-afghanhonor-attack.html.

7. Selon le Fonds des Nations unies pour la population, tous les ans, cinq mille jeunes filles et femmes sont tuées suite à ce que l’on appelle des meurtres d’honneur, perpétrés pour la plupart dans cette région du monde. Voir UNFPA, The State of World Population 2000, p. 5, www.unfpa.org/sites/default/files/pubpdf/swp2000_eng.pdf.

8. Les hôpitaux publics d’Afghanistan attendant en règle générale des patients qu’ils paient un supplément pour leur nourriture et prennent en charge les coûts des médicaments, en raison des restrictions budgétaires et d’une corruption systématique. En théorie, cela ne devrait pas arriver, car le secteur de la santé publique est presque entièrement financé par l’aide internationale, mais la corruption et la prévention du gaspillage empêchent l’essentiel de ces financements d’atteindre leurs bénéficiaires.

9. *New York Times*, 17 août 2010, p. A1, « In Bold Display, Taliban Order. Stoning Deaths », www.nytimes.com/2010/08/17/world/asia/17stoning.html.

10. *New York Times*, 31 janvier 2011, p. A4, « Afghan Stoning Video Rekindles Outcry », www.nytimes.com/2011/02/01/world/asia/01stoning.html.

11. La police n’a agi que suite à la diffusion d’une des vidéos des lapidations à la télévision nationale, et n’a ensuite arrêté que quatre des instigateurs de ces exécutions. « Nous ne pouvons arrêter le village entier, se défendait le chef de la police locale, Abdul Rahman Sayedkhili. Sur cette vidéo, seules quelques personnes étaient des talibans ; le reste d’entre eux étaient là contraints et forcés et ont dû obéir aux talibans. » Leur enthousiasme apparent pour cette lapidation dément ces propos. Le fait est que des lapidations se produisent encore tant dans des régions sous contrôle taliban que dans celles sous contrôle gouvernemental. La principale différence tient au gouvernement, qui déploie de gros efforts pour étouffer les informations relatives à ces lapidations quand ce sont ses administrés qui les perpètrent, et qui les rend volontiers publiques quand ce sont les talibans. Vers la même époque que ce cas de lapidation dans le district de Dashte Archi, le conseil des chefs religieux musulmans d’Afghanistan, entité subventionnée par le gouvernement, ou Conseil suprême des oulémas, exigeait du gouvernement qu’il autorise, en application de la loi de la charia, davantage de châtiments pour crimes sociaux, notamment la lapidation et la flagellation des individus adultères (la lapidation à mort si l’une des parties est mariée, la flagellation si les deux sont célibataires). Voir aussi Human Rights Watch, Afghanistan : « Reject Proposal to Restore Stoning », 25 novembre 2013, www.hrw.org/news/2013/11/25/afghanistanreject-proposal-restore-stoning.

12. Un autre cas notoire de lapidation du fait des talibans a eu lieu dans la province de Parwan, non loin de la capitale, le 8 juillet 2012, et une femme, Najiba, en a été la victime. Elle était accusée

d'entretenir une liaison avec le gouverneur fantôme de l'opposition talibane pour la province. Il n'a pas été puni. Une vidéo du meurtre de cette femme a été postée sur YouTube : www.youtube.com/watch?v=mNsjgTv-u5o. Nombre de participants sont aisément identifiables, aucun n'a été poursuivi, alors que cette lapidation a eu lieu dans une région normalement sous contrôle gouvernemental.

13. Quand je me suis rendu au tribunal de première instance de Bâmiyân quelques semaines après l'agression contre Zakia, le juge Tamkeen a refusé de sortir de son cabinet, quand il a appris qu'il avait un visiteur étranger, mais un autre juge, plus jeune, le juge Rahman, s'est exprimé en son nom. Les juges, m'a exposé le juge Rahman, n'ont pas cherché à contraindre une femme adulte à retourner au sein de sa famille contre sa volonté, mais au contraire, ils ont simplement appliqué la loi de la charia et, en vertu de l'islam, les magistrats étaient généralement incités à rechercher des accords amiables avec les familles, ce qu'ils avaient tenté de faire dans le cas de Zakia. « La loi islamique nous permet de trouver une solution pacifique », a-t-il ajouté. Il a nié que l'appartenance du couple d'amoureux à deux sectes et deux ethnies différentes aient pesé dans leurs délibérations. « La loi de la charia n'empêche pas deux personnes de sectes différentes de s'épouser. Vous pouvez épouser un juif ou un chrétien. Il n'y a aucun obstacle juridique. » Il a nié aussi que la famille de Zakia ait menacé de la tuer, lors de l'échauffourée du 3 février, et ce malgré les dires de nombreux témoins. « Ce n'est que de la propagande. Cela ne s'est jamais produit. »

14. Les femmes fonctionnaires de l'antenne de Baghlan ne s'accordent pas entre elles sur l'âge de la jeune fille. Elle l'ignorait peut-être elle-même et, comme la plupart des femmes et jeunes filles afghanes, ne détenait sans doute pas de papiers personnels d'identité, de sorte que les fonctionnaires se bornaient à fournir des estimations de leur âge.

15. *New York Times*, 4 mai 2010, p. A4, « In Spite of the Law, Afghan Honor Killings of Women Continue », www.nytimes.com/2014/05/04/world/asia/in-spite-of-the-law-afghan-honor-killings-of-women-continue.html.

16. Afghan Women's Network, ONG créée en 1996 après la Conférence mondiale des femmes à Pékin, pour favoriser « l'émancipation des femmes et leur assurer une égale participation dans la société afghane » (*N.d.T.*). Source : http://www.awn-af.net/.

17. C'est une référence à l'article 398 du code pénal afghan ; pour en savoir davantage sur cet article, voir p. 140.

18. Monsieur Faisal, le conseiller provincial qui avait négocié l'accord pour le retour de la jeune fille, nie à présent être intervenu. Selon ses dires, il ne connaissait même pas la famille et n'avait rendu au commandant de la milice du village de la jeune fille que de simples visites de courtoisie. Ce dernier lui avait téléphoné pour lui demander un service, contacter le ministère des Affaires féminines et prier les responsables de parler à la famille. « Jamais je n'aurais fait une chose pareille. Je ne suis même pas de ce district, précise M. Faisal. Ils n'auraient jamais dû renvoyer la jeune fille chez elle, auprès de la famille, en pareilles circonstances. » Ils ne l'auraient jamais fait si M. Faisal n'avait pas usé du prestige de son nom et de sa réputation pour se porter garant de la famille, soulignait Mme Atifi. « Je ne suis pas au courant, affirme l'intéressé. Je n'ai pas vraiment été partie prenante. »

19. En juillet 2015, aucune charge n'a été retenue contre quiconque pour le meurtre d'Amina, selon des responsables de l'antenne du ministère des Affaires féminines de Bâmiyân, alors qu'une enquête était en cours, disait-on, encore plus d'un an après le meurtre. Les autorités déclaraient avoir été freinées par des menées insurrectionnelles dans la région où vivait la famille de la jeune fille.

20. Les gardes du refuge pour femmes de Bâmiyân sont en fait des employés civils de l'institution, des hommes à l'extérieur et des femmes à l'intérieur, et non des officiers de police.

21. Créée en 2001, cette ONG basée à New York et à Kaboul, présente dans les huit provinces du pays, défend les droits des jeunes filles et femmes afghanes (*N.d.T.*). Source : http://www.womenforafghanwomen.org.

Un rabbin chez les mollahs

1. *New York Times*, 10 mars 2014, p. A1, www.nytimes.com/2014/03/10/world/asia/2-star-crossed-afghans-cling-to-love-even-at-risk-of-death.html.

2. *New York Times*, 24 septembre 2014, p. A8, « In Farewell Speech, Karzai Calls American Mission in Afghanistan a Betrayal », www.nytimes.com/2014/09/24/world/asia/hamid-karzai-afghanistan.html.

3. La note de Fatima Kazimi, envoyée par e-mail, qui était écrite en anglais, est reproduite verbatim.

4. *National Geographic*, juin 1985. Une discussion sur l'influence de cette couverture se trouve dans l'édition en ligne du magazine, octobre 2013, sur http://ngm.nationalgeographic.com/2013/10/power-of-photography/draper-text. Le portrait envoûtant de Sharbat Gula est devenu emblématique, et en Afghanistan, il a souvent fait l'objet d'emprunts par des artistes et d'imitations peintes et vendues dans des galeries. Steve McCurry a plus tard retrouvé Sharbat Gula à l'âge adulte, usée par la vie en Afghanistan. Cathy Newman, *National Geographic*, avril 2002, « A Life Revealed », http://ngm.nationalgeographic.com/2002/04/afghangirl/index-text?rptregcta=reg_free_np&rptregcampaign=2015012_invitation_ro_all#.

5. « En Afghanistan, je pouvais à peine regarder les gens, écrit le photographe, Lynsey Addario, dans ses mémoires. Je devais constamment me rappeler de ne pas regarder les hommes dans les yeux », Lynsey Addario, *It's What I Do. A Photographer's Life of Love and War*, p. 40, New York, Penguin Press, 2015.

6. Le portrait de Zakia par Mauricio Lima est repris dans le cahier photos.

7.

مر على الديار ديار ليلى أقبل ذا الجدار وذا الجدارا
وما حب الديار شغفن قلبي ولكن حب من سكن الديارا

8. *New York Times*, 31 mars 2014, p. A6, www.nytimes.com/2014/03/31/world/asia/afghan-couple-finally-together-but-a-storybook-ending-isfar-from-assured.html.

9. *Slate*, 29 mars 2001, « Who Is Shmuley Boteach ? », www.slate.com/articles/arts/culturebox/2001/03/who_is_shmuley_boteach.html.

10. Anciennement, Jewish Values Network. Voir le site de l'organisation : https://worldvalues.us/about.

11. Shmuley Boteach, *Guardian*, 5 juillet 2011, « I Saw What Tabloid Life Did to Michael Jackson », www.theguardian.com/commentisfree/2011/jul/05/michael-jackson-rabbi-tabloid-life.

12. Shmuley Boteach, *Guide de l'amour casher, Tout ce qu'il faut savoir pour raviver la flamme de la passion et favoriser les relations intimes*, Paris, Éditions Blanche, 1999 ; et *Kosher Lust. Love Is Not the Answer*, Jérusalem/New York, Gefen Publishing House, 2013.

13. Alissa J. Rubin, *New York Times*, 27 juin 2012, p. A4, « Afghan Rape Case Turns Focus on Local Police », www.nytimes.com/2012/06/28/world/asia/afghan-rape-case-turns-focus-on-local-police.html.

14. Jawad Sukhanyar et Alissa J. Rubin, *New York Times*, 27 novembre 2012, p. A10, « 4 Members of Afghan Police Are Found Guilty in Rape », www.nytimes.com/2012/11/08/world/asia/afghan-militia-members-found-guilty-inrape.html.

Un bel endroit où se cacher

1. Un million d'afghanis équivaut à 18 000 dollars.

2. Le site Internet de Women for Afghan Women : www.womenforafghanwomen.org.

3.

ناموس

4. L'article 398 stipule : « Si une personne voit sa femme ou un parent de sexe féminin en état de commettre l'adultère, ou de partager un lit avec une autre personne, et si, pour défendre son honneur, cette personne tue ou blesse subitement l'un ou l'autre individu, ou les deux, elle est exemptée des peines de mort ou de flagellation, et sera punie d'une peine qui ne sera pas supérieure à deux années de prison. »

شخصیکه به اثر دفاع از ناموس زوجه ویا یکی از محارم خودرا در حالت تلبس به زنا وجود
اورا با شخصی غیر در یک بستر مشاهده و فلحال هردو ویا یکی از آنها را به قتل رساند یا
مجروح سازد - از جزای قتل و جرح معاف اما تعزیراً حسب احوال به حبسیکه از دوسال
بیشتر نباشد محکوم میگردد.

5. Vidéo en ligne consacrée aux amants, réalisée par le *New York Times* : « On the Run in the Hindu Kush », http://t.co/9tJ29wsUqe ; « Video Notebook, http://nyti.ms/1nbHO4q ; « Searching for Zakia and Mohammad Ali », http://nyti.ms/1jIRjRx.

6. Plusieurs ONG, dont le Réseau de développement de l'Aga Khan (Aga Khan Development Network, www.akdn.org/afghanistan), ont versé des sommes considérables pour le développement du ski à Bâmiyân, notamment dans des programmes pour former des femmes afghanes à un sport que même les hommes afghans n'ont jamais pratiqué (les programmes d'« émancipation des femmes » de presque toute nature sont assurés de recevoir de généreux financements occidentaux). Cela impose aussi d'apprendre à remonter les pentes à skis ou en raquettes, car il n'existe pas de vrais remonte-pentes ; les montagnes d'Afghanistan sont bien trop escarpées et souvent trop peu enneigées, même en hiver, pour favoriser n'importe quel type de ski alpin ou d'autres sports de neige. À l'hiver 2014-2015, des vols commerciaux d'East Horizon Airlines vers Bâmiyân ont été annulés pour cause de maintenance des appareils, même si quelques skieurs occidentaux assez téméraires empruntaient

encore la route nationale de Kaboul, périodiquement exposée à la menace de barrages routiers des talibans.

7. Le site Internet de l'organisation Mountain to Mountain se trouve ici : http://mountain2mountain.com. Voir aussi Molly Hurford, *Bicycling*, 12 février 2015, « Afghan Cycles, Mountain to Mountain, and Pedaling a Revolution », www.bicycling.com/culture/afghan-cycles-mountain-mountain-and-pedaling-revolution.

8. Habiba Sarobi, gouverneure de la province de Bâmiyân, était à l'époque la seule femme gouverneure d'Afghanistan ; elle a quitté ce poste pour se présenter à la vice-présidence, en 2014, sans succès.

9. Cette année-là, Ben Solomon partagerait le Prix Pulitzer décerné au journal pour son reportage sur l'épidémie de fièvre Ebola.

10. Le cas d'Amina est abordé en détail au chapitre 3.

11. *New York Times*, 5 août 2010, p. A6, « Portrait of Pain Ignites Debate over Afghan War », www.nytimes.com/2010/08/05/world/asia/05afghan.html. Voir aussi *Time*, 9 août 2010, « What Happens If We Leave Afghanistan », http://content.time.com/time/covers/0,16641,20100809,00.html.

12. On lira d'autres informations sur le cas de Soheila au chapitre 14.

13. John F. Burns, *New York Times*, 14 février 1996, « Cold War Afghans Inherit a Brutal New Age », www.nytimes.com/1996/02/14/world/fiercelyfaithful-special-report-cold-war-afghans-inherit-brutal-new-age.html.

14.

راشه گلی راشه
راشه گلی راشه چه سینه درته پاره کومه
زله دخپل خکاره کومه– زله دخپل خکاره

15. « On the Run in the Hindu Kush », http://t.co/9tJ29wsUqe.

16. Les photos de Zakia et Ali prises par Diego Ibarra Sánchez figurent dans le cahier photo. Son portrait d'eux éclairés d'un rayon de soleil apparaît sur la jaquette du livre.

17. *New York Times*, 22 avril 2014, p. A4, http://www.nytimes.com/2014/04/22/world/asia/afghan-couple-find-idyllic-hide-out-in-mountainsbut-not-for-long.html.

Une mystérieuse bienfaitrice

1. Par exemple : l'employée la moins payée, au bureau du *New York Times*, une femme de ménage, gagne 500 dollars par mois, la paie d'un colonel de la police nationale. Le bureau a perdu un journaliste afghan payé 2 000 dollars par mois, débauché au ministère de l'Intérieur, où les compléments de salaire financés par des donateurs étrangers ont porté sa rémunération de conseiller en relations publiques à 5 000 dollars par mois – certes supérieure au salaire initial de la profession, en

Amérique, mais représentant une fortune en Afghanistan, où 200 dollars mensuels sont considérés comme un revenu viable.

2. Special Inspector General for Afghan Reconstruction (SIGAR), Rapport trimestriel au Congrès, 30 janvier 2015, www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2015-01-30qr.pdf.

3. SIGAR, Rapport trimestriel, 30 avril 2014, www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2014-04-30qr.pdf.

4. BBC News online, 8 mars 2013, « Zinat Karzai, Afghanistan's "Invisible" First Lady », www.bbc.com/news/world-asia-21699353.

5. Women for Afghan Women possède des bureaux aux États-Unis et en Afghanistan, où l'organisation gère un vaste réseau de refuges et d'autres installations destinées à apporter de l'aide aux femmes afghanes. Voir www.womenforafghanwomen.org.

6. Alissa J. Rubin, *New York Times*, 3 mars 2014, p. A1, « A Thin Line of Defense against Honor Killings », www.nytimes.com/2015/03/03/world/asia/afghanistan-a-thin-line-of-defense-against-honor-killings.html.

7. Site Internet du haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, « 2015 UNHCR country operations profile, Islamic Republic of Iran », www.unhcr.org/pages/49e486f96.html.

8. Bakhtar News Agency, www.bakhtarnews.com.af/eng/politics/item/241-deadline-for-afghan-refugees-in-iran-will-remain-open.html.

9. Human Rights Watch, « Unwelcome Guests : Iran's Violation of Afghan Refugee and Migrant Rights », novembre 2013, www.hrw.org/sites/default/files/reports/iran1113_forUpload_0.pdf.

10. Joseph Goldstein, *New York Times*, 11 décembre 2014, p. A1, « For Afghans, Name and Birthdate Census Questions Are Not So Simple », www.nytimes.com/2014/12/11/world/asia/for-afghans-name-andbirthdatecensus-questions-are-not-so-simple.html.

11. Western Union exige aussi un nom de famille ; ce champ ne peut rester vierge. Dans ce champ, les banques afghanes acceptent le nom tribal du père, s'il figure sur la *tazkera* de la personne. Dans le cas d'Ali, c'était le prénom, Mohammad Ali, et le patronyme, Sarwari.

12. *New York Times*, 22 avril 2014, p. A4, www.nytimes.com/2014/04/22/world/asia/afghan-couple-find-idyllic-hide-out-in-mountains-but-notfor-long.html.

13. *New York Times*, 31 mars 2014, p. A6, www.nytimes.com/2014/03/31/world/asia/afghan-couple-finally-together-but-a-storybook-ending-isfar-from-assured.html.

14. Selon une source à l'antenne du ministère des Affaires féminines de Bâmiyân, qui préférait ne pas être identifiée.

15. 4 mai 2014, p. A10, www.nytimes.com/2014/05/04/world/asia/in-spiteof-the-law-afghan-honor-killings-of-women-continue.html.

16. *Time*, 9 août 2010, « What Happens If We Leave Afghanistan », http://content.time.com/time/covers/0,16641,20100809,00.html.

17. UN Dispatch, 2011, « Afghan Government Cracks Down on Women's Shelters », www.undispatch.com/afghan-government-cracks-down-onwomens-shelters.

18. Maria Abi-Habib, *Wall Street Journal*, 3 août 2010, « TV Host Targets Afghan Women's Shelters », www.wsj.com/articles/SB10001424052748704875004575374984291866528.

19. *New York Times*, 15 février 2011, « Afghan Official Says Women's Shelters Are Corrupt », www.nytimes.com/2011/02/16/world/asia/16afghanistan.html.

20. À l’époque, le sous-traitant s’appelait DPK Consulting, mais c’est devenu Tetra Tech DPK. C’est l’un des nombreux sous-traitants privés, pour la plupart des entités lucratives, qu’elles soient officiellement à but non lucratif ou non ; elles ne sont pas considérées par les Nations unies et par la communauté des ONG comme des organismes indépendants, caritatifs ou à vocation humanitaire. Elles agissent comme agences de mise en œuvre au nom d’administrations gouvernementales, en particulier pour le compte du principal organisme donateur en Afghanistan, l’USAID. Voir www.tetratechdpk.com/en/countries/11-asia/72-afghanistan.html.

21. Parmi les recrues de la police nationale afghane, l’alphabétisation est de 10 % inférieure au taux d’alphabétisation de la population, qui est de 15 % (38 % chez les individus âgés de plus de 15 ans). Voir *New York Times*, 2 février 2010, « With Raw Recruits, Afghan Police Buildup Falters », www.nytimes.com/2010/02/03/world/asia/03afghan.html. Les données sur l’alphabétisation sont consultables dans le CIA World Factbook, « Afghanistan », en ligne sur www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html.

22. *New York Times*, 25 septembre 2010, p. A4, « Afghan Equality and Law, with Strings Attached », www.nytimes.com/2010/09/25/world/asia/25kite.html.

23. *New York Times*, 26 mai 2013, p. A10, « Foreign Projects Give Afghans Fashion, Skate Park and Now 10,000 Balloons », www.nytimes.com/2013/05/26/world/asia/western-aid-finances-afghan-projectsfrom-silly-to-sublime.html.

24. Série éducative créée en 1969 sur la chaîne publique américaine PBS (Public Broadcasting Service), et reprise sous plusieurs formes en France, entre 1978 et 2007. Le monstre Grover est l’une des marionnettes de la série, comme Kermit la Grenouille, du jadis célèbre Muppet Show (*N.d.T.*).

25. *New York Times*, 26 mai 2013, p. A10, « Foreign Projects Give Afghans Fashion, Skate Park and Now 10,000 Balloons », www.nytimes.com/2013/05/26/world/asia/western-aid-finances-afghan-projectsfrom-silly-to-sublime.html.
Un rectificatif grinçant fut apporté à cet article : « Dans une version antérieure de cet article, une erreur s’est glissée quant au nom du personnage de *Sesame Street* avec lequel Ryan C. Crocker, ancien ambassadeur des États-Unis, a été photographié à Kaboul. Il s’agissait de Grover, non de Cookie Monster ».

26. À Kaboul, en règle générale, une conférence de presse, comme une présentation par le ministre de la Lutte contre le trafic des stupéfiants ou le gouverneur de la province de Khost, attirerait plus de vingt équipes de télévision, dont tout au plus une ou deux équipes de médias étrangers.

27.

گرزلف پریشانت در دست صبا افتد
هرجاکه دلی باشد در دام بلا افتد
گرزلف پریشانت در دست صبا افتد

Chasseurs d’honneur

1. Huma Ahmed-Ghosh, *Journal of International Women's Studies*, vol. IV, no 3, p. 2, « A History of Women in Afghanistan. Lessons Learnt for the Future ». L'auteur impute l'absence d'égalité entre les sexes en Afghanistan à « la nature patriarcale des relations sociales et entre les sexes, profondément ancrée dans des communautés traditionnelles » et à « l'existence d'un État central faible, qui a été incapable de mettre en œuvre des politiques publiques et des objectifs de modernisation face au féodalisme tribal ».

2. *Ibid*., p. 14.

3. *Ibid*., p. 7. « C'est pourquoi les périodes soi-disant progressistes des années 1920 et 1970, tout en visant à améliorer la condition des femmes, n'ont pas seulement été infructueuses, mais ont aussi conduit à des réactions violentes, fondamentalistes de la part des gouvernements successifs. Au cours de ces deux périodes, les chefs tribaux qui se sont opposées à toute redéfinition du statut des femmes par l'État et à la diminution de leur autorité se sont efforcés de contrecarrer le processus de modernisation. »

4. En plusieurs occasions, pendant la guerre civile afghane, les moudjahiddîn avaient aussi essayé de détruire les Grands Bouddhas de Bâmiyân, en tirant dessus avec leur artillerie et en profanant les sanctuaires bouddhiques anciens à proximité.

5. Matthew A. Goldstein, *Politics and the Life Sciences*, vol. XXI, no 2 (2002), p. 28-37, « The Biological Roots of Heat-of-passion Crimes and Honour Killings ».

6. Thomas Barfield, *Afghanistan. A Cultural and Political History*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2010.

7. Voir aussi le documentaire anglais de 1977, *Death of a Princess*, à propos d'une princesse saoudienne exécutée pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage, sur ordre de son grand-père, étudiée dans un Livre blanc de Harvard, accessible à http://pirp.harvard.edu/pubs_pdf/white/white-p83-9.pdf. Dans une affaire de 2009, l'asile a été accordé à une autre princesse saoudienne en Grande-Bretagne, au motif qu'elle aurait été exposée à la mort par lapidation pour avoir commis l'adultère. Voir http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/8158576.stm.

8. Département de la Justice, Canada, Monographie, 7 janvier 2015, « Preliminary Examination of So-called "Honour Killings" in Canada ».

9. Seuls 38 % de la population de plus de 15 ans sait lire et écrire.
Voir le World Factbook de la CIA, www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html.

10. Rapporteur spécial des Nations unies pour l'Afghanistan, Commission des droits de l'homme, rapport 2006, http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G06/108/09/PDF/G0610809.pdf?OpenElement. « Les tendances actuelles de violence faite aux femmes en Afghanistan ne peuvent être uniquement réduites à la culture et à la tradition sans tenir compte de la situation pendant et après le conflit » et « En outre, les limites que le cadre normatif traditionnel a imposées à l'exercice du pouvoir masculin sur les femmes, en refrénant l'arbitraire pur, ont dans une large mesure été balayées par vingt-trois années de guerre à outrance, qui ont désintégré le tissu social de la société. Quand la règle du pouvoir, qu'il soit entre les mains d'acteurs étatiques ou non étatiques, remplace la règle de droit, ce sont ceux qui ont le moins de pouvoir qui en paient le prix, en particulier les femmes et les enfants. Dans ce contexte, beaucoup d'acteurs déforment l'islam et la culture, qui, de source de justice et d'équité, se transforme en justification de leurs actes tyranniques contre les femmes. »

11. C’est également vrai au Pakistan, en particulier dans les provinces de la frontière du Nord-Ouest, essentiellement peuplées de tribaux pachtouns qui s’identifient étroitement à la minorité pachtoune d’Afghanistan. On constate aussi des taux élevés de meurtres d’honneur dans d’autres secteurs de la société pakistanaise, sans conteste aussi graves ou plus graves qu’en Afghanistan.

12. C’était la parole de Gulnaz contre celle de l’homme, et il a maintenu qu’il s’agissait d’un rapport sexuel consenti, non d’un viol, alors même qu’elle avait 15 ans à l’époque des faits et qu’elle était pieds et poings liés pendant l’incident. Le juge a cru l’homme.

13. Alissa J. Rubin, *New York Times*, 2 décembre 2011, p. A1, « For Afghan Woman, Justice Runs into Unforgiving Wall of Custom », www.nytimes.com/2011/12/02/world/asia/for-afghan-woman-justice-runs-into-the-static-wall-of-custom.html.

14. European Union External Action, « Factsheet », 8 mars 2015, « EU Support to Promoting Women Leaders », www.eeas.europa.eu/factsheets/docs/150308_01_factsheet_promoting_women_leaders_en.pdf.

15. Les temps forts du gala 2014 de World Values Network Gala sont visibles ici : https://youtu.be/YnxEEeuC2RM.

16. Human Rights Watch, World Report 2015, Rwanda, www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/rwanda.

Les irréconciliables

1.

مخور غم گذشته
گذشته ها گذشته
هرگز به غصه خوردن
گذشته برنگشته
به فکر آینده باش
دلشاد و سر زنده باش
به انتظار طلعت خورشید تابنده باش

2. Littéralement, « pantalon-chemise », porté indifféremment par les hommes ou les femmes, soit un pantalon assez ample et flottant et une chemise longue ou tunique à mi-cuisse, tenue répandue dans toute l’Asie centrale et l’Asie du Sud.

3. L’affaire d’Amina est abordée en détail au chapitre 3.

4. L’affaire de Siddiqa est abordée en détail au chapitre 3.

5. L’affaire de Khadija est abordée en détail au chapitre 2.

Comme des oiseaux en cage

1. Le mot *hidjab*, employé en Afghanistan, désigne la robe longue et noire qui couvre tout, sauf le visage d'une femme, ou ne dévoile parfois que les yeux ; dans d'autres régions, on parlerait d'*abaya* ou de *tchador*, alors que le terme *hidjab* ou *hijab* renvoie au foulard islamique que portent les femmes.

2.

درد بلات غصه هات به جونم
نزار بیشتر از این چشم برات بمانم
درد بلات غصه هات به جونم
نزار بیشتر از این چشم ر ات بمانم
مجنون ام - مجنون ام
عاشقانه میخونم
مجنونم - مجنونم
بی تو من نمیتونم

3. « Sa Juliette pense être enceinte de l'enfant de son Roméo. Voilà une bonne nouvelle en demi-teinte ». Voir *New York Times*, 8 juin 2014, p. A14, www.nytimes.com/2014/06/08/world/asia/for-afghan-lovers-joy-is-briefending-in-arrest.html.

4. Un district de la police nationale afghane est comparable à un *precinct* (circonscription administrative) d'une ville américaine ; Kaboul en compte seize.

5. Ambassade d'Afghanistan, Washington D.C., communiqué de presse, « Afghanistan Ministry Designates First Female Police Chief in the Country », www.embassyofafghanistan.org/article/afghan-ministry-of-interior-designates-first-female-police-chief-in-the-country. Voir aussi International Security Assistance Force, communiqué de presse, 7 juillet 2014, « Afghan Police Academy graduates 51 female officers », www.isaf.nato.int/article/isaf-news/isaf-generals-attend-female-anp-academy-graduation.html.

6. Alissa J. Rubin, *New York Times*, 2 mars 2015, « Afghan Policewomen Struggle against Culture », www.nytimes.com/2015/03/02/world/asia/afghan-policewomen-struggle-against-culture.html.

7. Le site Internet Good Afghan News, 10 mars 2010, montre Shafiqa Quraishi recevant l'International Women of Courage Award (Prix international du courage féminin) des mains d'Hillary Clinton et Michelle Obama. Voir www.goodafghannews.com/2010/03/10/shukria-asil-and-shafiqa-quraishi-of-afghanistan-at-the-the-2010-international-women-of-courage-awards-event.

8. Pour plus d'indications sur le cas de Jamila Bayaz, voir p. 253. Elle a été révoquée de son poste de chef de la police en 2015.

Célèbres malgré eux

1. La plupart des autres organisations gérant des refuges pour femmes en Afghanistan, notamment l'organisme ONU-Femmes, évitaient la publicité, même pour les affaires les plus horribles et les plus

désespérées.

2. Le principal argument de Mme Ghazanfar consistait à avancer que la violence contre les femmes, en Afghanistan, n'était qu'un problème mineur, aucunement différent de la violence contre les femmes dans les pays développés, et que la loi EVAW obtenait des résultats remarquables, améliorant la situation alors même qu'il n'y avait guère de nécessité de l'améliorer, et ainsi de suite dans cette même veine.

3. *New York Times*, 19 mai 2014, p. A10, « Afghan Lovers' Plight Shaking Up Lives of Those Left in Their Wake », www.nytimes.com/2014/05/19/world/asia/afghan-lovers-plight-shaking-up-the-lives-of-those-left-in-their-wake.html.

4. Le président Karzai a bel et bien accordé une interview à Elizabeth Rubin, collaboratrice indépendante du *New York Times Magazine* en 2009 (9 août, « Karzai in His Labyrinth »), mais pas au quotidien proprement dit. Voir www.nytimes.com/2009/08/09/magazine/09Karzai-t.html. Monsieur Karzai a finalement été interviewé par le journal le 16 juin 2015, p. A4, « Karzai, Vowing That He's Done, Discusses His Afghan Legacy », www.nytimes.com/2015/06/16/world/asia/ex-president-karzai-vows-he-is-out-of-afghanistans-politics.html.

5. Quand ces tentatives furent abandonnées, dans mon cas, et annulées, dans celui d'Azam Ahmed, en recourant aux procédures juridiques mêmes mises en place par l'État, le *New York Times* choisit de ne pas provoquer le gouvernement en rendant ces manœuvres publiques. Dans mon cas, des diplomates américains avaient persuadé des fonctionnaires gouvernementaux de ce qu'expulser le chef du bureau de Kaboul, poste que j'occupais à l'époque, serait peu judicieux. Par la suite, M. Karzai approuva personnellement l'expulsion de Matthew Rosenberg.

6. *New York Times*, 21 août 2015, p. A4, « Calling Article "Divisive", Afghanistan Orders Expulsion of Times Correspondent », www.nytimes.com/2014/08/21/world/asia/afghanistan-orders-expulsion-of-newyork-times-correspondent.html.

7. Deux pages Facebook typiques consacrées au couple (la plupart sont en dari) : www.facebook.com/pages/Campaign-for-Supporting-Afghan-Lovers/1498540123693615 et http://on.fb.me/1BaiRht.

8. 11 juin 2014.

9. Pour avoir droit à l'asile, Zakia et Ali devraient d'abord déposer une demande pour obtenir le statut de réfugié dans un pays voisin (ou tout pays qu'ils seraient capables d'atteindre). Ensuite, ils auraient à démontrer leurs craintes fondées de persécution, basées au moins sur un critère reconnu : persécution à cause de raisons politiques, ethniques ou religieuses ou de par leur appartenance à un groupe social objet de persécutions. Ils répondaient à quatre de ces critères : ethnique et religieux, car l'opposition à leur mariage était fondée sur le fait qu'elle était tadjike et lui hazara, et qu'elle était sunnite et lui chiite ; ethnique encore car les Hazaras sont ethniquement différents des Tadjiks ; et l'appartenance à un groupe social persécuté, en ce cas précis les Afghans qui insistent pour choisir leurs conjoints parmi les leurs. Ainsi, leur dossier serait sans doute instruit assez rapidement et ils se verraient accorder l'asile dans un de ces pays voisins, qui pourraient être l'Inde, le Pakistan ou le Tadjikistan ; ce ne pourrait pas être l'Iran, qui interdit les nouvelles demandes de refuge et d'asile. Une fois qu'ils seraient arrivés dans un pays voisin et inscrits comme réfugiés, dans la pratique, il reviendrait à l'UNHCR de décider du pays le plus approprié pour la réinstallation du couple, et des responsables américains avaient souligné que le pays le plus approprié serait sans doute la Suède ou un équivalent, pays qui offre des programmes de langue et d'alphabétisation généreusement dotés ainsi qu'un soutien social aux réfugiés illettrés. Aux États-Unis, pour les réfugiés, c'est quitte ou double ; même les

immigrants légalement déclarés ne reçoivent que 2 000 dollars et un soutien volontaire pour les piloter. La situation du couple était différente, toutefois, dans la mesure où ils jouissaient de parrains bien disposés sur le territoire américain, et dotés de moyens substantiels, ce dont, en temps normal, peu de réfugiés bénéficient.

10. United States Citizenship and Immigration Services, « Humanitarian Parole », contient une définition des grandes lignes de la loi sur la libération conditionnelle pour raisons humanitaires : www.uscis.gov/humanitarian/humanitarian-parole.

Retour dans l'Hindou Kouch

1.

گنجشکک طلایی به نزد یار مایی
گنجشکک طلایی به نزد یار مایی
من ام به انتطار ات
بگو که کی می آیی – بگو که کی می آیی
بیاازپیش دلبرم
بخوان تو به دور و برم – حوال بیار حوال ببر
قاصدک خوش باورم – قاصدک خوش باورم

2.

من نگویم که مرا از قفس آزاد کنید
آزاد کنید – آزاد کنید
قفسم برده به باغی و دلم شادکنید
دلم شادکنید – دلم شاد کنید
یاد از این مرغ گرفتار کنید ای صیاد
یاد از این مرغ گرفتار کنید ای صیاد
بنشینید به باغی و مرا یاد کنید

3. Le site officiel du chanteur, www.ahmadzahir.com/sub/biography.html, comprend un récit de son assassinat. Un article du *New York Times* paru le 20 mars 2003, signé d'Amy Waldman, présente une autre version de la mort de Zahir. Voir www.nytimes.com/2003/03/20/world/kabul-journal-the-afghan-elvis-lives-24-years-after-his-death.html.

Mollah Mohammad Jan

1. BBC News, « Afghan “Romeo and Juliet” Still Fear for Their Lives », 11 août 2014, vidéo en ligne, www.bbc.co.uk/news/world-asia-28662822.

2. Azam Ahmed et Matthew Rosenberg, *New York Times*, 19 janvier 2014, p. A8, « Deadly Attack at Kabul Restaurant Hints at Changing Climate for Foreigners », www.nytimes.com/2014/01/19/world/asia/afghanistanrestaurant-attack.html.

3. International Organization for Migration, World Migration Chart [tableau des migrations mondiales], 2014, sur le site www.iom.int/world-migration. Voir aussi le site de Statistics Canada, National Household Survey, 2011, www12.statcan.gc.ca/nhsenm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm ?Lang=E&Geo1=PR&Code1=01&Data=Count&SearchText=Langley&SearchType=Begins&SearchPR 20origin&B1=All&Custom=&amp ;TABID=1.

4.

عاشقی آنست که بلبل با رخ گل میکند
صدجفا از خار میبیند تحمل میکند

5. Ali avait souscrit un abonnement sonneries auprès de son opérateur de téléphonie mobile ; il payait à Etisalat un forfait de 50 afghanis pour adhérer à leur programme de sonneries, télécharger des airs en nombre illimité, et 5 afghanis supplémentaires (à peu près 10 cents américains) pour renouveler ce plan tous les mois. Les menus étaient pilotables à la voix, donc il pouvait naviguer dedans sans avoir besoin de savoir lire.

6.

جگرمه

7. En droit, ce n’est pas une hypothèque, car le prêt d’argent avec intérêt est considéré comme contraire à l’islam et les Afghans les plus dévôts s’en abstiendront. À la place, le créancier devient l’usufruitier de la terre et de tout le profit qu’il en retire, ce qui peut rapporter au créancier autant ou davantage que le versement d’un intérêt, mais cela dépend de sa capacité à travailler la terre et de l’abondance de la récolte, et c’est donc considéré comme une solution de contournement acceptable au plan religieux. Une fois que le débiteur a remboursé le capital, la terre lui revient sans charges d’intérêt.

8. Un esprit occidental pourrait frémir à l’idée d’une corruption aussi répandue, mais dans l’ensemble, les Afghans ne perçoivent pas les choses de la sorte. La corruption fait tellement partie intégrante de la vie publique que la plupart des gens sans instruction et sans relations partent du principe que c’est le seul moyen d’essayer de peser sur le cours des événements. Pour eux, c’est plus un mode de vie qu’un acte criminel.

9.

مسافری عجب دلگیر و زار است
اگر شازاده باشه خوار و زار است
مسافری عجب دلگیر و زار است
اگر شازاده باشه خوار و زار است
هزاران توشک و قالینچه باشد
به زیر پایکایش مانند خار است

10.

بیا که بریم به مزار ملامحمد جان
سیل گل لاله زار واه واه دلبرجان
سیل گل لاله زار واه واه دلبرجان
*
برو بایار بگو یار تو آمد
گل نرگس خریدار تو آمد – گل نرگس خریدار تو آمد
*
سری کوی بلند فریاد کردم
علی شیر خدا را یاد کردم
علی شیر خدا دردم دوا کن
مناجات مرا پیش خدا کن
*
برو با یار بگو چشم تو روشن
همان یار وفادار تو آمد – همان یار وفادار تو آمد

11. L'Afghanistan se classe à la 172e place sur 177 pays étudiés en 2014, alors que le Tadjikistan est 162e. Voir Transparency International infographic, Corruption Perceptions Index, www.transparency.org/cpi2014/infographic.

12. Matthew Rosenberg, *New York Times*, 17 mars 2014, p. A3, « Facts Elusive in Kabul Death of Swedish Reporter », www.nytimes.com/2014/03/17/world/asia/facts-elusive-in-kabul-death-of-swedish-reporter.html.

13. Nous avons été incapables de déterminer la source de ces vers.

14.

اگر دورم ز دیدارت
دلیل بی فایی نیست
وفا آنست که نامت را همیشه زیر لب دارم

Au pays des charognards

1. Ce télégramme au Département d'État, révélé par Wikileaks, a été publié en ligne par le *Guardian*, www.guardian.co.uk/world/us-embassy-cablesdocuments/248969.

2. En outre, cet homme d'affaires, qui s'exprime de façon confidentielle parce qu'il a encore des membres de sa famille qui vivent au Tadjikistan, a été forcé par le percepteur de payer ses impôts sur le compte privé de ce dernier, avant d'être accusé d'évasion fiscale pour ne pas avoir acquitté des impôts au gouvernement. Quand il s'en est plaint, il a été également accusé d'extorsion de fonds et de diffamation. « Ce sont les individus les plus cupides que j'aie jamais vus, m'a-t-il dit. Par comparaison, ils feraient passer les Afghans pour des Suisses. » Il a réussi à franchir la frontière en soudoyant quelqu'un, et en abandonnant ses investissements. Je l'ai rencontré quelques mois après son évasion.

3. Eurasia.net online news report, 25 août 2011, www.eurasianet.org/node/64092. Ce télégramme au Département d'État peut être consulté : https ://wikileaks.org/cable/ 2006/12/06DUSHANBE2191.html.

4. Piedras Negras, au Mexique, Doha, au Qatar, et Djeddah, en Arabie Saoudite possèdent toutes des drapeaux plus grands que celui du Tadjikistan. Voir www.guinnessworldrecords.com/world-records/largest-flag-flown.

5. En vertu des lois du Tadjikistan, la « détermination du statut de réfugié » n'est pas arrêtée par l'UNHCR, comme c'est normalement le cas dans la plupart des pays, mais en réalité par le gouvernement tadjik, qui intervient à travers l'ONG Rights and Prosperity au motif que cette organisation est indépendante du gouvernement, ce qu'elle n'est pas. Cela permet aux autorités tadjikes de fortement limiter le nombre de réfugiés qui accèdent à ce statut juridique, et leur fournit aussi bien plus d'opportunités d'extorquer et de maltraiter les demandeurs d'asile et les réfugiés.

6. Les responsables de l'UNHCR avaient conscience du problème de ces demandes du statut de réfugié au Tadjikistan, m'a expliqué Babar Baloch, un porte-parole. « Dans certains cas, les demandeurs d'asile peuvent être soumis à des actes de harcèlement, de détention arbitraire et de déportation. Nous avons soulevé ces problèmes auprès des autorités tadjikes, en application du mandat de l'UNHCR et restons activement engagés pour soutenir le Tadjikistan dans l'application des procédures de demandes d'asile en application de la Convention sur les réfugiés de 1951 et dans le cadre de la loi adoptée par les Tadjiks en matière de réfugiés. »

Un chien sans nom

1. Le *boûkhari* est une sorte de poêle, le plus souvent à bois ou à charbon, fabriqué avec de vieux bidons.

2. *Takfiri* est une épithète qui désigne les extrémistes sunnites qui accusent les chiites d'être apostats et infidèles à l'islam. Outre les talibans, les autres *takfiris* sont l'État islamique, ou SIS, et les extrémistes d'Al-Qaïda.

3. L'Afghanistan jouissait d'un taux de natalité de 3,88 % en 2014. Voir CIA World Factbook, Afghanistan, accessible en ligne : www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html.

4. Voir le site de Development and Support of Afghan Women and Children Organization : http://dsawco.org/eng.

5. *New York Times*, 9 mars 2015, p. A7, « Back in Afghanistan Modern Romeo and Juliet Face Grave Risks, », www.nytimes.com/2015/03/08/world/back-in-afghanistan-modern-romeo-and-juliet-face-grave-risks.html.

6. *New York Times*, 20 octobre 2014, p. A6, « Bartered Away at Age 5, Now Trying to Escape to a Life She Chooses », www.nytimes.com/2014/10/20/world/asia/times-video-presents-to-kill-a-sparrow.html. Il ne s'agit pas de la même Soheila que la jeune fille de Kaboul qui a fui au Pakistan, évoquée plus haut dans ce chapitre. Elles portent simplement le même prénom.

7. Sa famille envisagea de la marier à 5 ans, mais l'union ne pourrait pas être consommée avant la noce, quand elle aurait atteint l'âge légal requis. Dans beaucoup de familles, cela survenait après la puberté, mais dans le cas de Soheila, ce devrait être à 16 ans, l'âge du consentement légal, en Afghanistan. Cela permettait aussi à la famille de nier devant les tribunaux qu'elle ait été illégalement mariée à 5 ans. Et cela garantissait à l'autre parti qu'elle ne pourrait se soustraire à cet arrangement quand elle serait plus grande, car aux yeux de l'islam, de leur point de vue, elle était déjà mariée en toute légalité.

8. En Afghanistan, l'espérance de vie est de 48,5 ans pour les hommes, 46 ans pour les femmes, selon l'indice du développement humain du Programme de développement des Nations unies pour 2014 : http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi.

9. Center for Investigative Reporting, *To Kill a Sparrow*, vidéo : http ://cironline.org/feature/kill-sparrow.

10. Personne n'a jamais pensé à montrer à Soheila la vidéo de la réalisatrice iranienne. Apparemment fâchée des restrictions imposées à son filmage, Mme Soleimani en avait supprimé toute mention de Women for Afghan Women, alors que le groupement avait sauvé la vie de Soheila et son mari de la prison, gagné son procès, l'avait installée quatre ans dans un refuge, à l'abri des menaces et des agressions, et leur avait finalement permis de se marier officiellement et dans les règles. La jeune femme vit cette séquence, téléchargée sur un iPhone, quand je l'ai interviewée dans les locaux de Women for Afghan Women. Au début, elle était captivée, intéressée, bien que sidérée de se voir si jeune quand le tournage avait débuté, au refuge – se rendant compte d'y avoir vécu une grande partie de sa jeunesse, protégée de son père et de son frère, mais pas réellement libre. Elle regarda, le visage presque entièrement masqué par un voile, par pudeur et pour tenter de cacher ses émotions. Il y avait une scène très touchante, au début, quand son père, Rahimullah, l'ayant fait jeter en prison avec son jeune enfant, sur ses accusations mensongères de bigamie et d'adultère, venait lui rendre visite à la maison d'arrêt. Tout en jouant avec son petit-fils, alors en bas âge, il évoquait abondamment les décrets de l'islam, qui imposent aux filles d'obéir à leur père, car c'est le seul habilité à leur choisir un époux. En le regardant jouer, c'est comme si elle entrevoyait ce qui aurait pu se passer si son père avait autre chose que cette profonde misogynie dans le cœur, et elle sanglotait. Plus tard, son père exigeait qu'elle tue son fils, si elle voulait se réconcilier avec la famille. Ensuite, son demi-frère, Aminullah, apparaissait à l'écran, jurant de la tuer. De dégoût, elle repoussa mon téléphone et refusa d'en regarder davantage. Voir aussi *New York Times*, Times Video, *To Kill a Sparrow*, www.nytimes.com/2014/10/20/world/asia/times-video-presents-to-kill-a-sparrow.html.

Épilogue

1. L'année persane 1394 débutait le 21 mars 2015.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com